

INSTITUTO DE ALTA CULTURA  
CENTRO DE ESTUDOS HISTÓRICOS  
ANEXO À FACULDADE DE LETRAS DA UNIVERSIDADE DE LISBOA

# DO TEMPO E DA HISTÓRIA

III



LISBOA  
1970

CENTRO DE ESTUDOS HISTÓRICOS  
DO INSTITUTO DE ALTA CULTURA  
Anexo à Faculdade de Letras de Lisboa  
Cidade Universitária — Campo Grande  
LISBOA - 4

# DO TEMPO E DA HISTÓRIA

III

Directora  
VIRGINIA RAU

Secretário de Redacção  
JORGE BORGES DE MACEDO

*Problèmes et possibilités d'une histoire économique quantitative  
de l'Amérique Latine depuis l'Indépendance: le cas du Brésil*

Frédéric Mauro

*As rotas marítimas portuguesas no Atlântico de meados  
do século XV ao penúltimo quartel do século XVI*

A. Teixeira da Mota

*A nobreza portugalense dos séculos IX a XI*

José Mattoso, O. S. B.

*O porto de Ponta Delgada e o comércio açoriano no século XVII  
(elementos para o estudo do seu movimento)*

Maria Olímpia da Rocha Gil

*O pensamento político de Duarte Ribeiro de Macedo*

Maria Teresa Trigo Neto e Cova

*Morte ou Libertação del-rei D. Afonso VI*

Virgínia Rau

*Notas bibliográficas*

ACEITA-SE A PERMUTA — TODA A CORRESPONDÊNCIA DEVE SER DIRIGIDA  
AO CENTRO DE ESTUDOS HISTÓRICOS

PP 509

# DO TEMPO E DA HISTÓRIA

III

032011004 PP



LISBOA  
1 9 7 0

*Esta publicação integra-se no  
Fomento da Acção Educativa,  
promovido pelo Ministério da  
Educação Nacional.*

# PROBLÈMES ET POSSIBILITÉS D'UNE HISTOIRE ÉCONOMIQUE QUANTITATIVE DE L'AMÉRIQUE LATINE DEPUIS L'INDÉPENDANCE : LE CAS DU BRÉSIL

par Frédéric Mauro

Le Brésil représente, en superficie, la moitié de l'Amérique du Sud. Il connaît, depuis 1940, un important développement industriel. C'est dire l'importance que peut revêtir une étude rétrospective de son économie, dans la perspective des théories du développement. Au début d'une série de recherches d'histoire quantitative, nous pouvons essayer de préciser notre méthode et d'examiner ce que pourrait être l'inventaire de nos sources.

## Problèmes de méthode

Notre but : être utile aux autres spécialistes de sciences sociales, tournés, eux, vers le présent et l'avenir, en particulier aux économistes. Donc retrouver les mécanismes de l'économie brésilienne, mécanismes simples, généraux, que l'on trouve dans tous les systèmes économiques, et mécanismes structurels, propres à chaque type de structure. Pour les cerner avec une certaine précision, une étude quantitative est nécessaire. Une discussion vient de s'instituer en Europe entre les partisans de l'histoire «sérielle» et ceux de l'histoire «quantitative»<sup>(1)</sup>. Mais ces deux adjectifs sont pris dans des

---

(1) Jean Marczewski, *Introduction à l'histoire quantitative*, Genève 1963 — et les références qu'il donne aux articles de P. Chaunu et de J. C. Toutain.

sens très précis qu'il convient de rappeler brièvement. Auparavant rappelons que l'histoire économique quantitative, au sens large du mot, n'est pas mise en cause : c'est à dire une histoire essayant de préciser au maximum le dessin des structures et le jeu des mécanismes en évitant de s'en tenir au qualitatif et en allant, chaque fois que c'est possible au quantitatif. Est-il possible, par contre, d'écrire une histoire « quantitative » du Brésil au sens précis où Jean Marczewski l'emploie, par opposition à l'histoire seulement sérielle de Pierre Chaunu ? On sait la différence : la première est une véritable comptabilité nationale rétrospective. Elle permet de construire un « modèle » sous forme d'un système d'équations. Les « inconnues » du système étant des variables dans le temps, le modèle est « dynamique ». Parmi les avantages de cette méthode, le plus apprécié est peut-être celui de pouvoir combler les lacunes de la documentation par la solution même des équations. Par exemple, si l'on ignore l'indice de la production pour une année déterminée, mais si l'on connaît, pour la même année, l'indice du revenu et celui des prix, il suffit de les diviser l'un par l'autre pour obtenir l'indice recherché. Sans vouloir revenir sur les autres avantages de la méthode « quantitative », disons qu'elle répond le mieux aux désirs et aux besoins des économistes. Elle débouche directement sur l'économie actuelle. Elle est précise. Elle évite les erreurs. Elle est très satisfaisante pour l'esprit (1).

Ce sont des qualités que Pierre Chaunu ne nie pas. Mais s'il admet l'usage de cette méthode en Europe pour le xix<sup>e</sup> et le xx<sup>e</sup> siècles, il la juge impossible pour le xviii<sup>e</sup> et *a fortiori* pour les siècles antérieurs : pour ces époques préstatistiques, la documentation, pense-t-il, est insuffisante pour remplir les rubriques exigées par une telle comptabilité. Les

(1) Parlant de l'histoire quantitative, Jean Marczewsky écrit : « Celle-ci se sert à la fois de séries chronologiques verticales qui représentent l'évolution d'une même catégorie de phénomènes nés dans le temps, et de comptes horizontaux qui analysent les structures formées par les phénomènes appartenant à une même période. L'histoire quantitative peut donc être comparée à une grille à trois dimensions dont l'histoire sérielle construit les colonnes et dont la comptabilité nationale aménage les étages... » (*op. cit.*, p. 48).

disciples de Jean Marczewski s'y sont essayés et, faute de données, ont abouti à des résultats plus que discutables : médiocres. Pour de telles époques, pense Pierre Chaunu, il faut se contenter de multiplier les indicateurs de conjoncture : prix, commerce, transports maritimes, production. Mais une comptabilité rigoureuse à la manière de Marczewski est une ambition illusoire.

Nous n'avons pas ici à juger de ce débat. On peut se demander toutefois si les objections faites par Pierre Chaunu pour le xviii<sup>e</sup> siècle européen ne s'appliqueraient pas au xix<sup>e</sup> et au xx<sup>e</sup> siècle brésiliens<sup>(1)</sup>. Le Brésil n'a pas encore connu sa vraie révolution industrielle. Il est sans doute en train seulement de la connaître. Il faudrait donc, pour lui, s'abstenir d'histoire quantitative et se contenter d'histoire sérielle. En vérité, il est possible et souhaitable de résoudre le problème par étapes.

a) On peut commencer par réunir le plus grand nombre possible de séries correspondant à des variables intéressantes le développement économique depuis le début du xix<sup>e</sup> siècle. Certaines de ces séries ont déjà été publiées mais souvent de façon morcelée et dispersée. Il faut les réunir en un recueil complet et commode. D'autres séries n'ont pas été publiées ni même constituées. Mais il est facile de le faire. Nous pensons au budget annuel des municipes ou des Etats, du moins de certains. D'autres encore exigeront plus de recherches, un travail d'archives plus long : par exemple, le total annuel des successions pour un municipe déterminé : il faudra découvrir les chiffres dans les registres de plusieurs notaires, les additionner année par année. Naturellement ces nouvelles séries seront d'autant plus facilement réperables que l'on connaîtra mieux les dépôts d'archives et les institutions dont elles dépendent. Une solide connaissance des institutions brésiliennes nationales, régionales ou locales sera indispensable à nos chercheurs.

---

(1) Depuis Pierre Chaunu semble avoir assoupli son attitude puisqu'il a lui-même créé à l'Université de Caen un Centre d'Histoire Quantitative de la Normandie, qui travaille sur le xvi<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècles.

b) Il faudra ensuite passer les statistiques ainsi obtenues au crible d'une sévère critique. Critique externe et critique interne. Critiques fondées sur la connaissance des institutions et sur celle des événements. La première nous donnera la valeur exacte de la statistique recueillie: elle aidera à la critique externe. La seconde permettra d'apprécier si les fluctuations constatées dans les séries sont vraisemblables en égard à l'atmosphère des époques successives, aux avatars de la vie quotidienne: elle aidera à la critique interne.

c) Nous pourrons ainsi dresser les courbes correspondant aux séries. Courbes brutes, courbes corrigées de leurs dévaluations monétaires, courbes d'indices. Les structures étant bouleversées en un siècle et demi, il sera nécessaire de choisir plusieurs bases d'indices. Il faudra morceler certaines courbes: on ne peut prendre les mêmes critères pour juger du prix de la vie ou du niveau de vie dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et dans le deuxième quart du XX<sup>e</sup>, car la structure de la consommation et les structures de prix sont très différentes d'une époque à l'autre<sup>(1)</sup>. Au-delà des courbes brutes ou indicielles brutes, on essaiera de dégager des fluctuations à court et à long terme, soit par la méthode des moyennes mobiles soit par celle des moindres carrés. Enfin, on pourra calculer les coefficients de corrélation ou de régression entre les différentes courbes ou séries.

d) Nous atteindrons ainsi une première étape: celle d'une histoire sérielle, accompagnée d'une chronologie des événements (véritable calendrier de conjoncture), qui aura déjà le mérite de replacer les statistiques actuelles dans leur épaisseur temporelle. Cette histoire sérielle pourra être nationale, régionale, locale. Elle pourra se faire pour les agrégats, les secteurs (primaire, secondaire, tertiaire), les branches, éventuellement les firmes, celles-ci étant prises à titre d'échantillons.

e) Mais on pourra aller plus loin et choisir parmi les séries celles qui se prêteront le mieux à la confection d'une comptabilité nationale ou régionale. Il faudra commencer

(1) Cf. Denis Lambert, *Inflation, Sous-Développement et Croissance Economique*, Paris, 1959, p. 75 et suiv.

celle ci pour l'époque actuelle, puis pour un passé récent et remonter peu à peu à des passés plus lointains. Cette méthode régressive est la plus commode et la plus prudente. Bien conduite elle peut stimuler la recherche de nouvelles variables et pour cela de nouvelles sources de documentation. Elle permettra de calculer la croissance globale et les croissances partielles par époque ou par secteur — et, au delà, les taux de croissance globale ou de croissance par tête. Au départ on pourrait chercher à établir les comptes suivants (1):

- Un compte de production
- un compte de revenu produit
- un compte de revenu disponible (consommation-épargne)
- un compte des opérations financières (investissements, stocks, liquidités, etc.)
- un compte des opérations extérieures, regroupant tout les opérations des comptes précédents qui touchent aux relations avec l'extérieur.

f) À ce modèle applicable aux agrégats on pourra en joindre d'autres, partiels, applicables aux différents secteurs ou aux diverses branches d'activité, bien que, au niveau des branches, le travail soit difficile pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Il sera parfois possible de bâtir un tableau carré intersectoriel *input-output* à la manière de Léontieff.

g) Cette comptabilité devra être dynamique au sens des historiens, c'est à dire qu'elle devra faire apparaître pour un espace donné les changements de structure à travers le temps. De même, elle permettra des comparaisons à travers l'espace. Dans le premier cas, on s'attachera à vérifier si la conjoncture à longue période correspond vraiment à des changements de structure, lesquels, et s'ils sont conformes aux schémas établis par les économistes, Rostow par exemple. On pourra vérifier, de la même façon, les théories de la

---

(1) Cf. Jean Marczewski, *op. cit.*, p. 15 16. Cf aussi son chapitre III, p. 52 et suiv. sur «Les variables historiques», reproduction d'un article paru dans *Revue Economique* no. I, Paris, janv. 1965.

croissance jadis ou actuellement en honneur, depuis la théorie classique jusqu'à la rostowienne et éventuellement les enrichir ou les corriger, choisir, entre elles, celle qui s'adapte le mieux au cas brésilien ou à tel ou tel cas particulier à l'intérieur du Brésil.

### Les Sources

Une bibliographie doit nous donner l'état de toute la documentation imprimée connue sur le sujet<sup>(4)</sup>. En attendant, nous pouvons nous faire une idée approximative de nos possibilités de travail.

a) *Depuis la Seconde Guerre Mondiale*, les sources statistiques sont assez abondantes<sup>(5)</sup>. Le gouvernement brésilien, l'administration des Etats et des Municipes publient d'abondants renseignements. Ils sont aidés par des organismes spécialisés: le Conseil National de Géographie et de Statistique, qui a un caractère officiel et qui est directement rattaché à la Présidence — la Fondation Getulio Vargas qui s'est intéressée au revenu national mais aussi aux principaux problèmes économiques et financiers et qui publie la *Revista Brasileira de Economia*. Les Universités de S. Paulo, de Belo Horizonte, de Bahia se tournent vers les problèmes nationaux. D'autres Universités, plus jeunes, les suivent. D'une façon générale, les statistiques relatives à la comptabilité nationale à la vie monétaire et fiscale sont publiées. Elles valent ce qu'elles valent et il ne faudrait pas leur donner la confiance qu'on accorde à celle des organismes nord-américains ou anglais. Mais elles rendent de grands services. C'est, comme en Europe, sur le plan régional qu'elles ont le plus de progrès à faire. Il n'y a pas encore, semble-t-il, de vraie comptabilité régionale mais les choses sont en train, au moins dans certaines régions. En réalité, bien que très abondantes, ces

(4) Elle a été publiée depuis la rédaction de cet article: W. P. Mc Greevey et R. B. Tyrer, «Recent Research on the Economic History of Latin America», *Latin-American Research Review*, vol III, n.º 2, Printemps 1968, p. 89-117.

(5) Cf. Denis Lambert, *op. cit.* p. 72 à 75.

statistiques suffisent à peine pour rendre compte d'une situation qui est devenue très complexe. D'autre part, elles sont faussées au départ par le dualisme de la société brésilienne : d'un côté une société archaïque que le dénombrement ne peut atteindre, sauf indirectement ou sous certaines formes rudimentaires ; de l'autre, une société ultra moderne.

Cela s'applique aussi aux statistiques provenant des organisations internationales. Pourtant les travaux de la C. E. P. A. L., par exemple, sont remarquables. «Les dernières enquêtes, écrit Denis Lambert, menées par cette commission sur les tendances du développement et les perspectives de croissance au Brésil, en Colombie et le Bolivie, constituent, avec les enquêtes économiques annuelles et les études sur l'industrie, l'une des ressources statistiques les plus riches que nous ayons pu utiliser» (1). Les autres organisations internationales se sont aussi intéressées à l'Amérique Latine. Le Fonds Monétaire International publie, dans sa revue mensuelle, des indices de prix et des séries monétaires recouvrant le Brésil, sans compter de nombreux documents annexes. La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B. I. R. D.) a étudié au Brésil les problèmes de développement (Mission Klein Sachs). L'Organisation des Etats Américains publie également des enquêtes qui touchent au Brésil.

Enfin, il existe, dans les pays possédant des intérêts économiques au Brésil, de nombreux organismes privés ou publics qui procèdent à des recherches économiques et financières. C'est tout d'abord le cas des grandes banques, par exemple les études de Chase Manhattan Bank aux Etats Unis, les bulletins d'information de la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, et de la Société Générale, en France. C'est également le cas des publications du «Department of Commerce» aux Etats Unis, et de «L'Institute of American Affairs», de «L'Institut pour le Commerce extérieur» en Italie, de certaines publications de l'I. N. S. E. E. en France, du «Board of Trade» en Grande-Bretagne.

---

(1) *op. cit.* p. 74.

b) *Entre les deux guerres mondiales.* Toute l'organisation statistique précédente n'existe pas encore. Seuls certains instituts, certaines administrations, quelques organisations internationales publient des chiffres. Certaines séries ont été recueillies, après 1945, sous une forme commode: par exemple cette *Sintese economico-financeira do Brasil* de Rafael Xavier, publiée par la Fondation Getulio Vargas en 1946. C'est un ensemble de statistiques qui portent sur la production, le commerce extérieur et le commerce de cabotage (ceux-ci faciles à connaître grâce à l'Administration des Douanes) les finances publiques (dont les chiffres sont fournis par le ministère des Finances). Ce sont les statistiques traditionnelles, celles qui n'exigent pas d'organismes spécialisés d'observation économique. Elles sont très précieuses mais elles posent deux sortes de problèmes:

1.<sup>o</sup>) Celui du raccordement avec les séries postérieures à 1945. Il faut en effet raccorder des indices de prix calculés sur des bases d'observation différentes ou présentés par référence à une année de base différente.

«Il est très difficile de comparer l'indice du coût de la vie établi officiellement après la guerre, au Brésil, à celui qui avait été calculé en 1914, étant donné que le nombre des marchandises dont on a observé les variations de prix ainsi que leur nature, a évolué. De plus, les transformations du genre de vie, depuis la guerre, ont provoqué la naissance d'habitudes de consommation nouvelles et il serait nécessaire de rechercher quels étaient les articles de plus forte consommation, en 1914 et 1950» (1).

2.<sup>o</sup>) L'autre problème est celui de la disproportion entre les statistiques relativement simples de cette époque, assez significatives pour la période qui a précédé, période dominée par une monoculture d'exportation, et la réalité économique de l'entre deux guerres et plus spécialement de la période postérieure à la crise de 1929 marquée par une complexité croissante de la vie économique. Il faudra donc compléter les statistiques publiées par de longues recherches dans la presse et les archives de l'époque.

---

(1) *Op. cit.*, p. 76.

b) *Entre les deux guerres mondiales.* Toute l'organisation statistique précédente n'existe pas encore. Seuls certains instituts, certaines administrations, quelques organisations internationales publient des chiffres. Certaines séries ont été recueillies, après 1945, sous une forme commode : par exemple cette *Sintese economico-financeira do Brasil* de Rafael Xavier, publiée par la Fondation Getulio Vargas en 1946. C'est un ensemble de statistiques qui portent sur la production, le commerce extérieur et le commerce de cabotage (ceux-ci faciles à connaître grâce à l'Administration des Douanes) les finances publiques (dont les chiffres sont fournis par le ministère des Finances). Ce sont les statistiques traditionnelles, celles qui n'exigent pas d'organismes spécialisés d'observation économique. Elles sont très précieuses mais elles posent deux sortes de problèmes :

1.<sup>e</sup>) Celui du raccordement avec les séries postérieures à 1945. Il faut en effet raccorder des indices de prix calculés sur des bases d'observation différentes ou présentés par référence à une année de base différente.

«Il est très difficile de comparer l'indice du coût de la vie établi officiellement après la guerre, au Brésil, à celui qui avait été calculé en 1914, étant donné que le nombre des marchandises dont on a observé les variations de prix ainsi que leur nature, a évolué. De plus, les transformations du genre de vie, depuis la guerre, ont provoqué la naissance d'habitudes de consommation nouvelles et il serait nécessaire de rechercher quels étaient les articles de plus forte consommation, en 1914 et 1950» (1).

2.<sup>e</sup>) L'autre problème est celui de la disproportion entre les statistiques relativement simples de cette époque, assez significatives pour la période qui a précédé, période dominée par une monoculture d'exportation, et la réalité économique de l'entre deux guerres et plus spécialement de la période postérieure à la crise de 1929 marquée par une complexité croissante de la vie économique. Il faudra donc compléter les statistiques publiées par de longues recherches dans la presse et les archives de l'époque.

---

(1) *Op. cit.*, p. 76.

indique les recensements de 1872, 1890, 1900, 1920, et naturellement ceux qui leur sont postérieurs. Il indique aussi les élaborations statistiques faites à partir des recensements et publiés à part. Par exemple pour 1890: a) le résumé publié en 1898 (*Synopse do recenseamento...*) β) *Sexo, raça e estado civil, nacionalidade filiação culto e analfabetismo da população recenseada em 31 de dezembro de 1890*, publié également en 1898, enfin les *Idades da população recenseada em 31 de dezembro de 1890*, publié en 1901.

L'I. B. G. E. (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*) a publié en 1958, en 36 pages, un résumé de tous les recensements (*A população do Brasil: Dados censitários, 1872-1950*). L'esclavage cessant seulement en 1888, les travaux concernant la traite des Noirs et l'histoire des esclaves sur les plantations donnent des indications quantitatives sur cette partie de la population: par exemple le livre de Mauricio Goulart<sup>(1)</sup>. Ses calculs sont fondés sur des sources éparses mais utiles.

Enfin, entre les recensements, des sondages dans les registres d'état civil, là où ils existent, pourraient nous donner une idée des fluctuations de la population.

2<sup>e</sup>) *Les archives financières* sont, avec les archives démographiques, les plus faciles d'accès. Elles auront l'avantage de donner de vraies séries alors que, en démographie, nous avons surtout des recensements. Mais il faudra faire la prospection systématique des archives municipales et des Etats et du ministère fédéral des finances, ainsi que de *l'Arquivo Nacional* et de la *Biblioteca Nacional*. Il sera particulièrement intéressant de noter les rubriques des budgets, pour en étudier la structure et son évolution au cours des ans. A cette prospection d'archives financières on pourra rattacher celle qui touche aux différentes administrations du gouvernement impérial, puis fédéral. Travail fastidieux mais qui, avec l'appui bienveillant des administrations ou archives, doit être mené à bien. On rencontrera sans doute d'immenses lacunes. Mais il faut savoir à quoi s'en tenir. Nous invitons les chercheurs à

(1) Mauricio Goulart, *Escravidão Africana no Brasil*, S. Paulo, 1950.

commencer par là. Quelques séries sont déjà publiées, en tableaux annexes aux ouvrages cités plus haut.

Enfin les recensements démographiques donnent aussi beaucoup de renseignements économiques, en particulier celui de 1920, placé à la charnière des périodes statistique et prestatistique. Il donne, par exemple, les professions et la valeur des terres.

3<sup>e</sup>) *Les archives privées* demanderont de gros efforts. Il faudra prospecter, puis convaincre les propriétaires de laisser nos chercheurs travailler chez eux. Malgré le climat tropical il est impossible que les papiers de famille ou les archives d'entreprise du xix<sup>e</sup> siècle aient tous disparu. On recherchera :

a) Les archives des banques et établissements financiers qui apparaissent avec la poussée du premier cycle du café.

b) Les papiers des maisons de commerce, exportation, importation, commission, courtage.

c) Les archives des grandes exploitations caféières ou sucrières et des premières industries.

d) Les papiers de famille qui peuvent éventuellement contenir des documents agricoles ou agraires, commerciaux ou industriels.

Dans ces différents fonds, les types de documents les plus intéressants sont :

- les comptabilités
- les correspondances commerciales
- les dossiers ou fichiers du personnel ou des clients
- les rapports des conseils d'administration.

Naturellement ce que nous écrivons pour ces archives antérieures à 1920 est *a fortiori* valable pour les archives postérieures à 1920. Cependant, avant comme après, elles nous donneront des renseignements d'ordre microéconomique, donc d'un autre ordre que les archives publiques. On peut faire remarquer que pour la période préstatistique les séries microéconomiques remplacent parfois les séries macroéconomiques déficientes ou inexistantes. De ce point de vue elles sont

moins nécessaires après 1920. Enfin, bien souvent l'histoire de la famille ou de l'entreprise commencera avant cette date et s'étalera après elle, même peut-être jusqu'à nos jours. Il sera alors préférable d'étudier toute cette histoire sans tenir compte de cette limite de 1920 et même de l'autre limite statistique de 1945.

4<sup>e</sup>) *Les archives étrangères* seront très précieuses pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Pour le début du siècle, il faudra consulter les archives portugaises et les livres que A. Balbi en a tirées<sup>(1)</sup>. Ensuite il ne faudra négliger aucun grand pays européen. Pour la France, un inventaire des archives françaises concernant l'Amérique Latine est en cours. La présence à Paris de nombreux chercheurs latino-américains peut laisser supposer que ces archives sont exploitées au maximum et seront bientôt entièrement dépouillées. Il ne faudra pas oublier, d'ailleurs, les papiers de maisons privées intéressées au commerce de l'Amérique latine et qui seront plus difficiles à découvrir.

Mais c'est surtout l'Angleterre qui pourra fournir beaucoup de renseignements sur l'économie brésilienne au XIX<sup>e</sup> siècle. On partira du livre d'Alan K. Manchester, *British Preeminence in Brasil: its Rise and Decline*<sup>(2)</sup> et on remontera aux sources: *Public Record Office, Board of Trade, Foreign Office* et les grandes maisons de commerce et de navigation, les grandes institutions bancaires spécialement intéressées par le Brésil dès le XIX<sup>e</sup> siècle.

\*

\*      \*

Il serait souhaitable que d'ici quatre ou cinq ans une nouvelle réunion des spécialistes de l'histoire quantitative latino-américaine mesure les progrès accomplis dans leur recherche. Pour le Brésil, nous avons quelques raisons d'espérer que celle-ci aura été féconde et qu'ils ne viendront pas les mains trop vides.

(1) Adrien Balbi, *Essai statistique sur le royaume de Portugal et d'Algarve*, Paris 1822, 2 vos.; Adrien Balbi, *Variétés politico-statistiques sur la monarchie portugaise*, Paris 1822.

(2) Chapell Hill, 1933.

# AS ROTAS MARÍTIMAS PORTUGUESAS NO ATLÂNTICO DE MEADOS DO SÉCULO XV AO PENÚLTIMO QUARTEL DO SÉCULO XVI

por A. Teixeira da Mota

## 1. Raízes atlânticas da expansão portuguesa

Abortada a fugaz tentativa de povos do Mediterrâneo (genoveses e catalães) em se expandirem para sul no Atlântico, no século XIV, foram afinal as gentes do Atlântico que deram forma continuada a tal expansão. Aos normandos de João de Bethencourt, seguiram-se, nas Canárias, os castelhanos e os portugueses, e estes últimos rapidamente se encaminharam para outras áreas, adiantando-se aos castelhanos.

Nas múltiplas e complexas causas da expansão portuguesa, e nos meios ao serviço dela, os factores atlânticos foram bem mais importantes que os mediterrânicos, e é aí precisamente que reside a sua principal originalidade. Não parece necessário insistir muito nesta matéria, depois do que escreveu V. Magalhães Godinho acerca das raízes eminentemente atlânticas da expansão ibérica, e em particular portuguesa (1), apenas bastará tocar num ou dois pontos.

Primeiramente, o navio dos descobrimentos portugueses, a caravela de pano latino. Foi o produto de uma evolução obscura, talvez a partir do *cárazo* dos mouros. Se o cárazo veio do Mediterrâneo, foi da sua margem islâmica, não da cristã e muito menos italiana, e foi muito provavelmente

---

(1) Nomeadamente em *A economia dos descobrimentos henriquinos*, Lisboa, 1962.

trazido, com a vela latina, do Mar Vermelho ou do Índico. Mas os mouros não souberam utilizar o cáruvo para explorar o Atlântico para sul; nas duas ou três viagens em que se julga terem ultrapassado, nos séculos XIII e XIV, o Cabo Bojador, só foram capazes de voltar a Marrocos por terra<sup>(1)</sup>. A vela latina foi, é certo, utilizada nalgumas galés dos cristãos; mas o navio em que foi implantada era completamente inadequado para as viagens no Atlântico, sobretudo nas costas saarianas. Quanto ao navio de carga, exclusivamente de vela, do Mediterrâneo, apenas utilizava pano redondo e não servia para o descobrimento atlântico; só poderia vir a ser utilizado quando a exploração feita pelas caravelas permitiu conhecer a regularidade dos alisados, e a partir daí traçar uma viagem de retorno pelo largo com o vento pelo través até à zona dos ventos do oeste nas latitudes mais elevadas. E o leme de porta, que permitiu melhorar substancialmente as formas dos navios e aumentar o volume, constitui invenção atlântica.

A contribuição importante do Mediterrâneo foi o emprego da bússola e da conseqüente carta-portulano. Mas, só por si, sem a caravela, navio atlântico, isso não teria permitido os descobrimentos. Aliás, a bússola e a carta-portulano depressa se revelaram insuficientes, e 20 a 40 anos após a passagem do cabo Bojador tiveram os portugueses de começar a medir alturas de astros para corrigirem a navegação no sentido norte-sul, e pouco depois, à volta de 1485, passaram à fase de determinação absoluta da latitude pela Polar e pelo Sol. Isto, ao contrário do que se afirmou<sup>(2)</sup>, é já navegação astronómica, e dizer que a determinação da latitude no mar não tinha interesse é uma distorsão que talvez só se consiga compreender por uma obcecação da «carreira das Índias» dos espanhóis, a viagem para as Antilhas feita no sentido predominante da longitude. Mesmo nesta viagem, a determinação da latitude permitia bastante mais rigor na navegação, e se muitos pilotos portugueses foram empregados nela foi, em

---

(1) Raymond Mauny, *Les navigations médiévales sur les côtes sahariennes antérieures à la découverte portugaise*, Lisboa, 1960.

(2) Pierre Chaunu, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*, Tome VIII, (Structures), p. 75, Paris 1959.

grande parte, pela sua melhor preparação na navegação astronómica, conclusão que se extrai facilmente do estudo da controversia sobre as cartas de dupla gradação de latitudes de Diego Gutierrez, analisada por D. Gernez e acerca da qual Pulido Rubio publicou numerosos documentos muito significativos<sup>(1)</sup>.

A possibilidade de determinar latitudes no mar foi essencial para os portugueses, que de Lisboa ao Cabo da Boa Esperança tinham de vencer 75° em latitude, enquanto as quatro viagens de Colombo se fazem numa faixa que não tem mais de 30° no mesmo sentido, utilizando os alisados do NE à ida e os ventos variáveis com predominio do oeste, no regresso, em latitudes mais elevadas. Esta elipse é, afinal, o alongamento, muito para oeste, da tradicional rota de ida e regresso da Guiné dos portugueses, bem conhecida de Colombo. Mas não era só o facto de as viagens portuguesas se fazerem no sentido predominante norte-sul que conferia tanta importância à determinação da latitude durante elas. No Atlântico Sul, ventos e correntes opõem-se a uma progressão para o meio-dia ao longo da costa, e se Diogo Cão e Bartolomeu Dias a puderam explorar desde o equador ao Cabo foi porque utilizaram caravelas, mas o último teve já de levar um navio-apoio destinado a carregar mantimentos e sobressalentes e a ser destruído depois de esvaziado. A navegação para o Índico, pelo longo tempo requerido, pelo volume da especiaria a carregar e pelas necessidades logísticas e militares, tinha de ser feita predominantemente com naus, o que era impossível em viagem ao longo da costa. E é com naus que Vasco da Gama chega à Índia, inaugurando a rota adequada e a utilização desse tipo de navio, o que depois todos seguirão normalmente. Mas para o fazer, teve de navegar três meses no mar alto, desde as ilhas de Cabo Verde às proximidades do Cabo de Boa Esperança, seguindo uma derrota em arco que o fez aproximar do Brasil, primeiro para sul ou sueste, depois para

---

(1) D. Gernez, «Les cartes avec échelle de latitudes auxiliaire pour la région de Terre-Neuve», in *Communications de l'Académie de Marine de Belgique*, Anvers, T. VI, 1952, pp. 93-117; J. Pulido Rubio, *El piloto mayor de la Casa de la Contratación de Sevilla*, Sevilha 1950.

sudoeste, depois para sul e finalmente para leste, vencendo assim as duas barreiras da zona das calmas e da zona dos alisados de sueste do hemisfério sul, até chegar à zona dos ventos favoráveis do oeste. Foi sempre esta a fase mais difícil da longa «carreira da Índia» dos portugueses, em que se gastava cerca de meio ano desde Lisboa ao Malabar. E nos diários de navegação quinhentistas que nos chegaram pode seguir-se o grande receio dos pilotos em não «dobrarem o Brasil», isto é, em serem ensacados na costa norte do Brasil, ao passarem a zona entre os alisados do hemisfério norte e os do hemisfério sul, no gargalo entre os salientes africano e americano. A genial antecipação de Colombo apenas fez adiantar de alguns anos o achado do Novo Mundo, que tinha de se verificar a curto prazo uma vez descoberta a rota das naus para o Índico. Em 1500, tocou no Brasil Pedro Álvares Cabral, acidentalmente como querem muitos, intencionalmente como querem outros; e em 1506 a armada de Tristão da Cunha, apesar de levar como piloto o hábil João de Lisboa, foi ensacada na costa norte do Brasil e teve de voltar à Guiné para daí, em novo bordo, conseguir finalmente montar o Cabo de Santo Agostinho e avançar para a Índia. Na «Carreira da Índia» as armadas chegavam por vezes aos 40° e 45° de latitude sul, e frequentemente não avistavam qualquer terra entre as Canárias e a Ilha de Moçambique, num percurso de 3 a 5 meses. É por demais evidente que, sem o recurso à determinação de latitudes no alto mar, tais viagens teriam sido impossíveis ou extremamente problemáticas, pois, só com o uso da bússola, a acumulação de erros de estima durante tão longo período seria incomportável (estamos muito além dos 30 dias de travessia entre as Canárias e as Antilhas). É difícil ver em tudo isto uma origem mediterrânica. O descobrimento do Atlântico, mais que no descobrimento de novas costas, residiu essencialmente no descobrimento dos seus regimes de ventos e correntes e na forma de os aproveitar para traçar as rotas possíveis e adequadas. Isto é completamente novo e diferente da cabotagem e estima do Mediterrâneo.

Se hoje em qualquer história do Atlântico, incluindo o descobrimento, é corrente começar por destacar a influência do condicionalismo dos agentes físicos no traçado das rotas

marítimas, isso é sobretudo uma conquista da historiografia portuguesa, principalmente devida a Jaime Cortesão e Gago Coutinho. No entanto, certa historiografia, embora servindo-se das suas contribuições nesse campo, não só o não confessa como apenas sabe comentar nas suas obras, os aspectos, porventura excessivos, ligados às hipóteses de descobrimentos precolombinos da América e precabralinos do Brasil. Esquecem-se facilmente todas as lendas anteriores, a cuja destruição se votaram alguns historiadores portugueses, desde o Visconde de Santarém e passando por Luciano Cordeiro e Joaquim Bensaúde: as lendas francesas das viagens dos normandos à Guiné no século XIV e do predescobrimento do Brasil e do Índico, a lenda da origem alemã da navegação astronómica, as lendas de Colombo e de Vespúcio como iniciadores da navegação oceânica, lendas essas que duraram séculos e que a pouco mais que nada reduziram o papel dos portugueses no descobrimento do Atlântico. Apesar do que alguns consideram excessos — e quem mais lúcidamente que o português Duarte Leite soube combater as ideias de descobrimentos precolombinos e precabralinos? — a escola historiográfica portuguesa se deve contribuições decisivas para o verdadeiro conhecimento do descobrimento do Atlântico<sup>(1)</sup>.

Também no campo económico (quer nos agentes, quer nos produtos), é exagero evidente querer ver na expansão atlântica portuguesa um simples prolongamento da vida económica mediterrânica. No Mediterrâneo, os cristãos compravam os produtos da África Negra ao intermediário norte-africano, nomeadamente o ouro, a malagueta e os escravos. Os portugueses foram buscá-los directamente às costas da Guiné; as rotas da Guiné não são um prolongamento de qualquer rota mediterrânica, são rotas paralelas e concorrentes das rotas de

---

(1) Um exemplo recente de silêncio sobre esta contribuição acompanhado de referência contundente à ideia do descobrimento precolombino e precabralino, no que respeita à obra de Jaime Cortesão, é dado por P. Chaunu, *ob cit.* pp. 48 e 53. Já que propõe um exame «sociológico» à «história da sensibilidade portuguesa», porque não o aproveita para o propor também a propósito da «história» multi-secular da historiografia francesa no que respeita ao «nacionalismo» das lendas normandas?

caravanas do «Mediterrâneo saariano». O trigo e o açúcar cultivaram-se nas ilhas, porque aí havia condições para o fazer, sem que tenha de se ver nisso um traço de acção ou influência mediterrânica. E quanto ao papel de Cadamosto, Antoniotto Usodimare e Antonio de Noli, basta remeter para a lúcida análise feita por Jaime Cortesão, não esquecendo que Noli, em 1478, se colocou sob a suzerania de Castela (1). Como então o povo claramente exprobou em Cortes, os estrangeiros, principalmente italianos, não vieram senão tardiamente para se aproveitarem materialmente do esforço anterior e revelarem os segredos da Guiné lá fora.

## 2. Rotas

Só com muito boa vontade e grande desejo de simplificação se pode falar, para o Atlântico dos portugueses, de rotas das ilhas, rota da Guiné e rota do Brasil. Há apenas uma rota bem definida e relativamente estável, que aliás só surge no fim do século xv e termina noutra oceano; é a «carreira da Índia». Tudo o resto é imensamente mais complexo, nas suas flutuações, diversificações e complementaridades.

Sobre a «carreira da Índia» pouco mais há a acrescentar além do que se disse. Após a escala da ilha de Santiago na 1.ª viagem de Vasco da Gama, praticou-se na maior parte das viagens seguintes uma escala em Bezeguiche, na angra logo ao sul da península de Cabo Verde, prática que se abandonou ainda na primeira década do século xvi. A escala no Brasil foi rara, e ocasional a escala na costa a leste do Cabo da Boa Esperança (2).

Nos seus quase permanentes traçado e periodicidade anual, a «Carreira da Índia» é uma excepção. As restantes rotas portuguesas do Atlântico constituem um emaranhado de

---

(1) Jaime Cortesão, «*Os descobrimentos portugueses*», Lisboa, Vol. I [1960], pp. 344-60, 468-77.

(2) Pode ver-se um pequeno, mas excelente, estudo da «Carreira da Índia» em C. R. Boxer, «*The tragic history of the Sea*», Hakluyt Society, London 1959.

consideráveis variações e flutuações, ao longo do tempo. As ilhas, por um lado, e alguns pontos costeiros continentais, pelo outro, são os vértices dessa rede de rotas. Não apenas as situações geográficas desses vértices, mas também as complementaridades económicas e as formas de exploração comercial (viagens directas da Coroa, viagens de arrendatários, liberdades comerciais concedidas aos povoadores das ilhas) explicam a multiplicidade das rotas e a sua variação no tempo. De norte para sul, passemos rapidamente em revista as rotas principais ligando esses vértices.

Há uma rota directa entre Lisboa (e outros portos do continente) e os Açores, exportando estes trigo, pastel, gado, um pouco de açúcar no começo, etc. Mas os Açores, devido à imposição do regime de ventos, em breve se tornam — ainda antes de Colombo — na grande escala de retorno da Guiné, da Mina e de S. Tomé, e, logo a seguir, do Brasil, da Índia e da América espanhola. Aí se puderam reabastecer e reparar muitos navios de portugueses e de espanhóis, e por outro lado as suas águas foram uma das zonas preferidas pelos piratas e corsários estrangeiros.

Na Madeira, aos breves ciclos da madeira e do trigo segue-se o do açúcar, já exportado em quantidades apreciáveis, no fim do século xv para o norte da Europa e Mediterrâneo, além de Portugal; e há algumas ligações marítimas com Marrocos, ilhas de Cabo Verde e Guiné para a obtenção de escravos. A Madeira está perto das rotas para o sul, e por isso foi útil escala em casos de dificuldades.

As praças de Marrocos têm as maiores ligações marítimas com o Algarve, Lisboa e outros portos de Portugal, mas também com a Madeira, Canárias e Andaluzia, visto que é mais o trigo da Europa e das ilhas que vai para lá do que o que se exporta de lá.

Os produtos de Marrocos — sobretudo trigo, lã e outros tecidos e peças de vestuário — são a base do comércio na feitoria de Arguim, mas não sabemos se iam para lá directamente das feitorias de Marrocos ou através de Lisboa, sendo esta última hipótese a mais provável. Em troca, obtinham-se sobretudo escravos, e algum ouro e goma, o que, juntamente com pescado, ia para Lisboa. O comércio de Arguim foi, nuns

períodos, feito directamente pela Coroa (através da Casa da Guiné e Mina), e noutros por arrendatários. Nos começos do século XVI havia lá um ou dois caravelões (pequenas caravelas) que faziam o resgate em vários pontos do litoral até às proximidades do Senegal, sobretudo na Ponta de Tofia. Foi uma zona de forte intrusão castelhana, sobretudo a partir das Canárias. Arguim, numa ilha junto do litoral e com os seus caravelões comerciando pela Mauritânia, presagia, em escala modesta, o sistema comercial-marítimo dos arquipélagos de Cabo Verde e do Golfo da Guiné. Mas vejamos antes os «tratos da Guiné».

Os «tratos da Guiné» distribuem-se por três zonas — a Costa do Jalofo (do Rio Senegal ao Rio Berbecim), os Rios de Guiné (daí ao Cabo Sagres) e a Serra Leoa, que pelo sul confina com a Costa da Malagueta (a qual vai até ao Cabo das Palmas). Comercia-se com os negros em numerosos pontos; em 1581, Francisco de Andrade indica dez «tratos» principais, que são, de norte para sul, Bezeguiche (angra de Cabo Verde), Porto d'Ale e Joala (na Costa do Jalofo), Rio Berbecim, Rio Gâmbia, Rio de S. Domingos com o Rio Casamansa, Rio Grande, I. Bijagós e Rio Nuno (nos Rios de Guiné) e a Serra Leoa (com vários locais)<sup>(1)</sup>; o Rio Senegal, onde de começo houve um bom comércio, já está abandonado aos franceses. Obtêm-se escravos (por toda a parte, mas sobretudo nos tratos do Rio S. Domingos e Rio Grande), ouro (sobretudo no Câm-bia e Serra Leoa), marfim, cera, além de mantimentos (arroz, milho), ferro, panos e anil, usados estes últimos noutros locais da mesma área. Os vários «tratos» podem ser explorados directamente pela Coroa ou através de diferentes arrendatários, o que significa uma multiplicidade de rotas marítimas na ligação com Lisboa. Sobre estas rotas cruzam-se, para os mesmos «tratos», as rotas dos colonos das ilhas de Cabo Verde, autorizados desde 1466 a comerciar com os produtos das ilhas, essencialmente o algodão e cavalos, mas iludindo largamente tal regra e introduzindo outros produtos, em concorrência portanto com a Coroa ou os arrendatários da metrópole. As

---

(1) Relação publicada in A. Brásio, *Monumenta Missionaria Africana*, II.ª série, Vol. III, pp. 97-107, Lisboa 1964.

ilhas povoadas até fim do século xvi são praticamente só Santiago e Fogo, e nas restantes, de que apenas poucas têm raros colonos, caça-se o gado bravo para exportar chacinhas e couros. A grande cultura é o algodão, e também alguma cana de açúcar e milhos. Há também uma rota marítima com a metrópole, e os navios de Sevilha e das Canárias (e às vezes da Madeira) vão lá, levando sobretudo mantimentos e manufacturas e trazendo principalmente escravos. Através das ilhas de Cabo Verde, cedo deve ter começado um tráfico de negros para as Antilhas, mas as origens, evolução e volume são mal conhecidos, tendo crescido substancialmente durante a segunda metade do século xvi, intervindo nele navios portugueses e navios espanhóis.

Embora sem regularidade, as ilhas de Cabo Verde foram útil escala nas rotas para o Atlântico Sul e Índico, quando houve necessidades de abastecimento ou de reparações. Ao contrário do que se tem julgado frequentemente, a documentação conhecida não revela ligações com o Brasil neste período, antes com as Antilhas.

O trato na Costa da Malagueta faz-se em vários locais, principalmente no Rio dos Cestos; malagueta sobretudo, mas também alguns escravos. Umaz vezes é explorado directamente pela Coroa, outras vezes está arrendado, em rota marítima ligando a Lisboa e sem imbricações com as rotas referidas anteriormente. As vicissitudes e evolução desta rota são as mais obscuras de toda a África Ocidental, por escassez de documentação. A Costa da Malagueta foi por vezes escala na rota para a Costa da Mina e S. Tomé.

No Golfo da Guiné, duas bases principais, S. Jorge da Mina e a ilha de S. Tomé, que convém ver separadamente. S. Jorge da Mina é, durante todo o período, a principal fortaleza portuguesa na África Ocidental. A pequena fortaleza de Axem, mais para oeste, erigida nos começos do século xvi, está na sua dependência, bem como a feitoria de Shama e, para leste, a mal conhecida e efémera fortaleza de Cará (Accra). Em princípio, doze caravelas por ano, além de um pequeno número de naus e galeões, fazem a ligação com Lisboa. Levam mantimentos para as guarnições, e, para o comércio, tecidos e vestuário (oriundos do Magreb, sobretudo

lambéis, e de Portugal e outros países europeus), cobre e manufacturas de latão (importados da Alemanha pela feitoria da Flandres), vinho, conchas das Canárias. Em troca, adquire-se praticamente só ouro, como o testemunha o minucioso diário do feitor de 1528-1531, único que chegou até hoje. Superando as rotas da Guiné mais a norte (principalmente as de Arguim, Câmnia e Serra Leoa) a rota da Mina é a principal rota concorrente das rotas das caravanas saarianas, no que respeita ao ouro. Além dos produtos vindos de Lisboa (e que só em parte mínima são oriundos de Portugal), os escravos e os *Goris* (cuja natureza tanto se discute ainda, não devendo ser confundidos com os *cauris*, a que os portugueses chamaram *bízios da Índia*) são trazidos dos rios de Benim para o comércio de permuta em S. Jorge da Mina. De S. Jorge há rotas de caravelões para Axém e para Benim.

E há também uma rota marítima entre a ilha de S. Tomé e S. Jorge da Mina, transportando-se escravos e produtos da ilha e do continente fronteiro. Os povoadores da ilha têm privilégio análogo ao das ilhas de Cabo Verde, podendo comerciar os seus produtos na costa desde o Benim ao Congo, e que significa mais um leque de rotas marítimas. Mas a ilha, dadas as suas excepcionais condições naturais, presta-se admiravelmente à cultura da cana do açúcar, no que em breve concorrerá com a madeira, embora o seu açúcar seja de qualidade inferior. Esse açúcar é exportado sobretudo para países europeus que não Portugal, havendo para isso uma rota marítima directa com a Flandres, além da rota para Portugal. Nestas rotas os navios podem tocar ocasionalmente nas escalas portuguesas do Atlântico Norte. Desde cedo, mas em condições ainda mal conhecidas, há uma rota de tráfico negreiro para as Antilhas, a qual se avolumará ao longo do século xvi. Na Ilha do Príncipe, mais pequena, também se cultiva açúcar, e os povoadores gozam de análogo privilégio quanto ao comércio na costa africana, o que significa mais um leque de rotas marítimas.

Outra rota liga Portugal ao Congo, de onde vêm sobretudo escravos. Angola antes de Paulo Dias de Novais pouco conta, mas os navios de S. Tomé já lá vão ocasionalmente.

Depois do descobrimento de Cabral, uma nova rota liga Portugal ao Brasil. De começo, o comércio, marítimo é entregue a arrendatários (que, novidade, têm aqui a obrigação de erguer feitorias fortificadas), e D. Manuel, em 1516, estabelece o sistema de capitanias do mar e da terra, mas é a expedição de Martim Afonso de Sousa (1530-1533) que prepara o advento do regime de capitanias (1534), a que se segue a instituição do governo geral (1549), multiplicando-se as povoações do litoral desde Olinda a S. Vicente, portanto as escalas na importante rota marítima Portugal-Brasil. É então, sobretudo, o comércio do pau-brasil, e também de papagaios, bugios, algodão. No terceiro quartel do século xvi verifica-se o desenvolvimento da cultura da cana do açúcar e o conseqüente incremento de introdução de escravos negros. Estamos, porém, muito mal informados quanto à origem destes, mas é de crer que proviessem sobretudo de S. Tomé, Congo e Angola, o que significa o início das depois importantes rotas entre o Brasil e as regiões desde o Benim a Angola.

A todas estas rotas no novo Atlântico (além, portanto das anteriores rotas para o Mediterrâneo e, sobretudo, países do norte, principalmente a Flandres), há a acrescentar as rotas dos pescadores, de cujos pormenores estamos mal informados. Neste capítulo, há sobretudo a considerar as rotas para os pescadores de Marrocos até Arguim (em que predominam os pescadores do Algarve) e as rotas para os bancos da Terra Nova, a partir dos Açores (de onde também se esboçaram rotas de colonizadores, J. A. Fagundes e outros) e de vários portos de Portugal; estas últimas já de interesse bastante em 1506 para que D. Manuel ordenasse a cobrança de respectivo imposto.

Na grande base do comércio marítimo português, Lisboa, os órgãos fundamentais são os armazéns da Guiné e Índia, encarregados da preparação dos navios e recrutamento das tripulações, e cujo regimento não é infelizmente conhecido, e as Casas da Mina (ou Guiné) e Índia, organismos económicos distintos mas dirigidos por um só feitor, e acerca dos quais se conhecem os preciosos e minuciosos regimentos de 1509 (1).

---

(1) Publicados por Damião Peres, *Regimento das Casas das Indias e Mina*, Lisboa 1947.

A Casa da Mina centraliza o comércio dos produtos importados da África Ocidental e outras áreas do Atlântico, à excepção da malagueta (a carga da Índia), e bem assim o comércio dos artigos a exportar para todo o Ultramar. Junto deste complexo funciona um importante arsenal, a Ribeira das Naus.

Sobre as quantidades e valores de alguns dos produtos transportados em rotas portuguesas sabe-se o que respeita ao açúcar da Madeira, e, mais recentemente, ao ouro, malagueta e escravos da África Ocidental (v. Magalhães Godinho)<sup>(1)</sup>. Também, pelos registos da Casa da Moeda de Lisboa, se conhece aproximadamente, para muitos anos do século xvi, o número de navios que trouxeram ouro dessa área, sobretudo de S. Jorge da Mina<sup>(2)</sup>.

Quanto a outros produtos, frequência de viagens nas várias rotas, aprovisionamento, escalas, etc., estamos muito mal informados, dado que os grandes fundos documentais que permitiriam sabê-lo foram destruídos, em condições bem conhecidas. Restam, apesar de tudo, alguns fragmentos deles, e numerosos documentos de outras proveniências ou séries. O seu inventário sistemático e transcrição total no que respeita ao comércio com a África Ocidental, estão em curso, e é de esperar que, dentro de pouco tempo, a paciente análise comparativa dessa poeira de elementos fragmentários permita avançar consideravelmente o nosso conhecimento.

Entretanto, uma brevíssima análise de alguns documentos já conhecidos ou agora revelados oferece algum interesse, pelos flagrantes que fornecem, permitindo algumas ideias de conjunto.

*Livro da nau «Brotoa»* — Já bem conhecido<sup>(3)</sup>, regista o itinerário e resgates da nau no Brasil em 1511. Contém o

---

(1) Sobretudo em *Os descobrimentos e a economia mundial*, em publicação.

(2) *Ob. cit.*

(3) Publicado in *História da Colonização Portuguesa do Brasil*, Vol. II, pp. 343-7, Porto 1923.

treslado do regimento do capitão, com instruções sobre o percurso, normas para o trato, procedimento da tripulação, etc. Partiram de Lisboa a 22 de Fevereiro, a 28 avistaram as Canárias, a 2 de Março atingiram a «pescaria» (certamente na costa da Mauritânia) onde o regimento estabelecia que se provessem de peixe (pelo século xvi fora verifica-se esta prática noutras rotas para o sul). A 6 de Abril viram o Rio de S. Francisco, e de 17 de Abril a 12 de Maio estiveram na Baía de Todos os Santos, chegando ao Cabo Frio a 26 de Maio, de onde partiram, de regresso, em 27 de Julho, avistando o Senegal a 8 de Setembro e a ilha do Pico a 7 de Outubro, e entrando na barra do Tejo a 22 de Outubro, ao fim de 9 meses exactos. Na feitoria do Cabo Frio, carregaram 5008 paus de brasil, 35 escravos, papagaios e saguins.

*Livro das rendas das ilhas de Cabo Verde* (de São João de 1513 a São João de 1516) — Este volumoso livro é um rico manancial de informações sobre a economia e comércio marítimo das ilhas, nele se registando as quartos e vintenenas das armações feitas nas ilhas para a Guiné, outras rendas das ilhas de Santiago, Fogo e Maio, etc. Regista a entrada de 7 navios castelhanos, que descarregaram mantimentos, panos e manufacturas várias, e carregaram coiros e 299 escravos de castelhanos e 214 passageiros portugueses. Também regista um navio da Grã Canária e outro dos Açores, e fornece indicações comprovativas de que os navios portugueses e castelhanos de regresso à Europa deixavam por vezes escravos nas Canárias, o que confirma o que escreveu P. Chaunu quanto à antiguidade do tráfico negreiro entre os arquipélagos das Canárias e de Cabo Verde<sup>(1)</sup>.

*Livro de armação da caravela «Santiago»* (1526) — De cerca de uma dúzia de «livros de armação» quinhentistas que conhecemos, este é o único que se refere a uma viagem entre Portugal e a Guiné. Tem, no começo, os treslados dos regi-

---

(1) *Ob. cit.*, p. 378.

mentos do escrivão e do capitão, distintos. A parte inicial do regimento do capitão tem semelhança com a correspondente do regimento do capitão da nau «Bretoa», incluindo a via das Canárias, a pescaria subsequente e a proibição de molestar os nativos e de lhes vender armas. Segue-se a relação das «taxas», isto é, dos valores de cada um dos tipos de mercadorias em escravos e dobras, (panos, alaquecas, mantas do Alentejo, manilhas de latão, bacias, e estanho). Partiram de Lisboa a 20 de Janeiro, escalaram a ilha de Santiago de 2 a 8 de Fevereiro (para descarregarem mercadorias), estiveram no resgate d'Anque (na Serra Leoa) de 20 de Fevereiro a 15 de Maio, chegaram ao Rio de S. Domingos a 15 de Maio e aí estiveram até 15 de Julho, chegaram à ilha de Santiago a 2 de Agosto aí metendo lenha e água, daí prosseguiram para a ilha Terceira (onde estiveram de 20 a 22 de Setembro metendo mantimentos, água e lenha) e chegaram finalmente a Lisboa a 3 de Outubro. Foi uma viagem bem longa, pois demoraram 7 meses e 10 dias. No resgate da Serra Leoa, depois da entrega de dádivas, iniciou-se o trato. Com pano vermelho e amarelo e alaquecas adquiriram 70 escravos, e com alaquecas e lenço adquiriram 20 quintais de marfim. Dada a escassez de escravos, por terem vindo recentemente muitos navios, decidiram adquirir ferro, para com ele irem ao Rio de S. Domingos resgatar mais escravos. Assim, adquiriram 1925 ferros, por troca com manilhas, pano, cristalino, matamungo, bacias, pichéis, cascaveis e mantas do Alentejo. Também adquiriram aí 3 moios de arroz, por troca com manilhas, e embarcaram um «lançado» com 49 escravos seus, metade dos quais teve de entregar para El-Rei, conforme as ordenações. No Rio de S. Domingos, depois da oferta de dádivas aos chefes, utilizaram os ferros da Serra Leoa para adquirirem 31 escravos, 25 quintais de marfim, 12,5 moios de milho e 4 moios de arroz, e com cristalino adquiriram azeite (de palma) e esteiras para os escravos; certamente o arroz e milho adquiridos também se destinavam a estes. Aqui, fugiram dois marinheiros, «lançando-se» entre os negros, o que era frequente, apesar das severas penas das ordenações régias. Na demorada viagem de regresso a Portugal, morreram 15 dos escravos, do total de 155 d'el-Rei, ou seja 12%.

*Livro de armação do navio «Santa Maria da Conceição»* (1522)<sup>(1)</sup> — Relativo a uma viagem da ilha de S. Tomé ao rio dos Forcados em 1 de Abril, de onde partiram, após concluído o resgate, em 22 de Junho. Devido a um temporal, que provocou água aberta, arribaram ao rio Formoso, vindo depois a passar a carga para o navio «São Miguel». Levaram, para o resgate, cauris, manilhas de cobre, cristalino, lenço e barretes vermelhos. Depois das dádivas aos chefes locais, adquiriram, com aqueles artigos, 3 quintais de marfim, 137 escravos, cerca de 4000 coris e algum inhame e azeite de palma para sustentação dos escravos. Conhecem-se mais alguns «livros de armação» desta rota e da rota S. Tomé—S. Jorge da Mina.

### 3. Concorrência de outros povos, corso e pirataria

A guerra entre D. Afonso V e os Reis Católicos, iniciada em 1475, terminou com o Tratado de Alcáçovas (1479), o qual veio pôr cobro ao litígio ultramarino, deixando as Canárias a Castela e a Guiné a Portugal. Ao novo litígio provocado pela primeira viagem de Colombo pôs termo o Tratado de Tordesilhas (1494), estabelecendo a divisão do Atlântico por um meridiano a 370 léguas a oeste das ilhas de Cabo Verde. Daí para diante, os interesses dos dois países são normalmente solidários, principalmente em face de terceiros.

Estes terceiros, no período que nos interessa, foram sobretudo franceses. Os reis portugueses sustentaram o princípio que se tem dito coincidir com o do *mare clausum*, mas que era mais pròpriamente o do monopólio comercial nas novas áreas. A concorrência francesa manifestou-se no duplo aspecto do corso (e pirataria) e de comércio directo no ultramar. O corso e pirataria (relacionados com o ultramar) começaram ainda no século XV (roubo de uma caravela vinda

---

(1) Publicado em tradução inglesa, por A. F. C. Ryder, «An early portuguese trading voyage to the Forcados River», in *Journal of the Historical Society of Nigeria*, Vol. I, n.º 4. Dec. 1959, pp. 294-321; e em português por A. Brásio, «Um extraordinário documento quinhentista», in *Studia*, Lisboa n.º 15, Maio 1865, pp. 155-74.

da Mina, em 1495), e logo nos começos do século XVI há navios franceses a traficar no Brasil. Apesar do muito que se tem escrito, ainda se está longe de conhecer apropriadamente a actividade francesa naqueles dois aspectos. Os casos do Brasil e da carta de marca de Jean Ango têm sido os mais debatidos, mas tem-se descurado, por exemplo, o que se passou na África Ocidental<sup>(1)</sup>. Seria ilusório tentar esboçar aqui qualquer síntese nesta matéria, pelo que se focam apenas dois ou três pontos.

A grande área de actuação do corso e pirataria franceses (sem contar o canal da Mancha) foi o triângulo entre as Canárias, os Açores e o sudoeste da península ibérica, dado tratar-se de uma zona focal da navegação, obrigada a passar por aí à ida e no regresso. Outra zona focal de navegação onde também actuaram os franceses com intensidade foi o triângulo ilhas de Cabo Verde-Cabo Verde-Cabo das Palmas, dado que por aí tinham de passar os navios a caminho da Guiné, Golfo da Guiné, Brasil e Índia na ida, e uma boa parte deles também no regresso. Compreende-se, assim, que D. João III, na quarta década do século XVI, tenha tentado, debalde aliás, fortificar a Costa da Malagueta, por duas vezes pelo menos. A defesa contra os franceses levou a organizar sistemas de comboios e a reforçar consideravelmente as armadas de protecção operando em áreas focais de navegação: costa de Portugal, Açores, Costa da Malagueta, Costa da Mina, Brasil. Facto significativo, a armada dos Açores deslocava-se frequentemente à Costa da Malagueta. O custo destas armadas veio onerar consideravelmente o comércio marítimo português, que, em parte (para certas áreas e em relação a certos produtos), era feito directamente pela Coroa. Este facto, somado ao desvio, por comércio local de franceses e ingleses, de parte do ouro da Mina, fez com que a exploração deste se tornasse deficitária, pelo que passou a ser arrendada a particulares, no tempo de D. Sebastião. O comércio africano e o corso e pirataria de ingleses só começaram a ser significativos em meados do século XVI.

---

(1) A melhor síntese que conhecemos sobre esta área ainda é a de J. W. Blake, *European beginnings in West Africa, 1451-1578*, Londres, 1937.

Foi a actividade dupla dos franceses que apressou o início da colonização sistemática do Brasil, com a expedição de Martim Afonso de Sousa e estabelecimento do regime de capitánias. D. João III compreendeu que exclusivamente com forças navais não era possível manter o monopólio português, e que a ocupação era factor essencial de defesa da navegação, pela multiplicação de pontos de apoio navais. É nesta mesma tendência que se devem incluir as tentativas de fortificação da Costa da Malagueta.

Na África, porém, as coisas processaram-se muito mais lentamente. Desde D. Afonso V seguira-se sistematicamente a política de proibir a fixação de portugueses no continente negro, estabelecendo-se e renovando-se frequentemente pesadas penas para os «lançados» que infringiam tal disposição. Em Arguim e nas fortalezas da Costa da Mina, não viviam talvez, no total, mais de 100 portugueses. O resultado foi que os «lançados» acabaram por auxiliar os franceses no seu comércio com o Senegal. A colonização das ilhas não bastava para defender o monopólio marítimo, e no tempo de D. Sebastião dá-se a grande viragem na politica em relação à África Negra. A expedição ao Monomotapa e, sobretudo, a fundação de Luanda e conquista do Quanza, por Paulo Dias de Novais, assinalam essa viragem decisiva. Surgem então os projectos e tentativas para a colonização da Mina e da Serra Leoa, que se apontam como futuros Brasis. Mas os cabo-verdeanos não foram autorizados a ir colonizar a Serra Leoa, porque houve o receio de que desamparassem as ilhas e os holandeses ou outros as tomassem facilmente. A necessidade estratégica de manter a posse desse arquipélago-chave e a falta de meios navais para proteger o seu comércio iam provocar a ruína e miséria do que havia sido uma próspera comunidade.

Exercidos em tempo de paz sob os mais variados pretextos, e beneficiando deles os reis, ministros, almirantes, armadores e tripulações, o corso e a pirataria dos franceses, em todas as áreas onde se processaram, provocaram imensos prejuízos ao comércio marítimo português, tornaram difícil a desejada neutralidade portuguesa nos conflitos franco-espanhóis e facilitaram afinal o advento de supremacia naval

holandesa e desenvolvimento da pirataria berberesca. Os prejuizos sofridos por Portugal foram certamente muito superiores aos benefícios colhidos pela França. Impõe-se o estudo adequado do roubo marítimo francês, para além dos aspectos particulares que até aqui têm prendido a atenção, a fim de poder avaliar o montante desses prejuizos, por um lado, e para melhor conhecer o comércio marítimo português, pelo outro. Visto terem-se perdido as grandes séries documentais (sobretudo dos Armazéns e Casa da Mina e das Alfândegas), a considerável documentação ainda existente relativa às presas dos franceses é uma das principais fontes, senão a principal, para o estudo das rotas marítimas portuguesas durante considerável periodo do século XVI. Com esses dois objectivos em mente, está-se procedendo à sistemática inventariação dessa documentação, de que se dão dois exemplos bem elucidativos do seu interesse, e mais outro relativo à pirataria inglesa:

*Roubo de franceses em navios portugueses junto da ilha do Corisco (1533).* — Nas paragens da ilha do Corisco duas naus francesas tomaram os navios «Santa Catarina» (que tinha feito armação no rio Ajaia) e «Corpo Santo» (que tinha feito armação na costa dos Ambos), ambos d'el-Rei e enviados pelo feitor de S. Tome. Ao primeiro, roubaram panos de Benim, marfim, duas âncoras, uma bombarda com as suas câmaras, pelouros, várias ferramentas, manilhas, caldeirões e documentos, levando também agulhas de marear, cartas de marear e astrolábios; ficaram os homens da tripulação nus dentro de um casco esvasiado. Ao «Corpo Santo» roubaram coris, panos de Benim, manilhas, cauris, 2 âncoras, várias ferramentas, 3 escravos, 4 marinheiros e grumetes, remos, a cevadeira, os mantimentos e água; depois de espancarem os portugueses deixaram-nos também nus no casco esvasiado metódicamente. Os dois navios assim roubados conseguiram, apesar de tudo, voltar a S. Tomé. As referidas náus francesas deram caça, nas mesmas paragens, ao navio «Santo António», vindo da Mina, mas este conseguiu fugir-lhes e refugiar-se na ilha do Príncipe, sofrendo um atraso de dois meses no regresso a S. Tomé. Julgamos que o aparecimento de navios

franceses tanto a sul nesta data ainda não fora registado, embora se saiba que um navio francês foi tomado em 1525 no Congo. Note-se o roubo sistemático, não só das mercadorias mas dos apetrechos náuticos e roupa das tripulações, procedimento frequente com franceses.

*Roubos de franceses em navios de Afonso de Torres, arrendatário dos tratos da Guiné (1537-1538)*—Neste período os tratos da Guiné estavam arrendados ao rico mercador castelhano (naturalizado) Afonso de Torres, que se sabe ter desempenhado na época importante papel no comércio de Cabo Verde, Guiné e S. Tomé. No ano de 1537 foram-lhe roubadas, nas águas da Guiné e Açores, por franceses cargas dos seguintes navios: «Santo António», vindo de Cantor (Gambia) (roubaram a artilharia, coiros e marfim); nau «Misericórdia», vinda da Guiné (roubaram cera, marfim e couros, deixando os escravos); caravela «Santa Catarina», também vinda da Guiné (roubaram marfim, coiros, cera, arroz e gergelim); «Anunciada», da Guiné (roubaram a mercadoria e a própria água, o que provocou a morte de escravos); uma nau vinda de S. Tomé com açúcar. Ao todo, 6 ou 7 navios do arrendatário, em parte já roubados, tiveram de ficar refugiados nos Açores perto de 2 meses, enquanto não chegou a armada real para os comboiar, e as perdas sofridas excederam 5.000 cruzados. O mestre e um marinheiro da «Misericórdia» foram levados para Diephe, onde os submeteram a tormentos para que declarassem que a mercadoria roubada era de castelhanos. No ano seguinte, 1538, uma ou duas naus com uma zabra, franceses, fizeram os seguintes estragos aos navios do mesmo Afonso de Torres na Guiné: obrigaram 4 navios a refugiarem-se por longo tempo no Rio dos Barbacins, impedindo-os de comerciar; obrigaram a encalhar em Bezeguiche, destruindo-lhe depois a mastreação, uma nau, roubando-lhe toda a mercadoria, tendo a tripulação e os escravos (já tinham concluído a armação) de se refugiar entre os negros; roubaram a «Anunciada» (que já havia sido roubada no ano anterior), vinda com armação do Rio Grande, levando-lhe marfim, coiros, cera, panos, manilhas e margari-deta, deixando os escravos. No mesmo ano de 1538, João Afonso Francês, comandando 3 galeões franceses, roubou e

avariou, ao largo do Cabo Roxo, a «S. Sebastião», vinda de Portugal pela ilha de Santiago, onde metera algodão para ir comerciar no Rio de S. Domingos. Os prejuizos causados em 1538 excederam 10.000 cruzados. É de notar, neste mesmo ano, que pilotam ou comandam os franceses dois pilotos portugueses, um deles o afamado Jean Alphonse Santongeois, o que pode explicar a facilidade com que localisaram os navios em resgate ou no caminho. Muitos dos navios que regressavam a França proclamando trazerem produtos comerciados directamente no ultramar, carregavam afinal bens roubados aos portugueses.

*Roubos dos ingleses na Guiné, Serra Leoa e ilhas de Cabo Verde (1562-8)*— As vítimas principais foram António Gonçalves de Gusmão e Duarte Leão, que eram então os contratadores da Guiné. Trata-se das bem conhecidas viagens de John Hawkins e John Lowell, do ciclo inglês das chamadas «viagens triangulares». Nestas viagens não há propriamente gastos feitos na Inglaterra para comércio na Guiné; mais realisticamente, o dinheiro era dispendido em fortes e bem artilhados navios (alguns eram mesmo da Rainha) e em aguerridas tripulações, que se iam encher de glória em roubar desarmados e desprevenidos navios dos «aliados» portugueses espalhados pela Guiné em pacíficas fainas de comércio. Depois de esvaziados das cargas, ou eram levados, para engrossar a bélica armada a caminho da América, ou eram destruídos em parte, e as tripulações, depois de maltratadas, eram largadas em terra. Antes disso, porém sob a ameaça de torturas, tinham de assinar declarações em que afirmavam que tinham vendido os bens na realidade roubados (esta prática também surge com frequência em documentos relativos a roubos de franceses). Chegou-nos o processo organizado pelo juiz da Guiné e Índia, relativo aos roubos feitos na Guiné neste período por quatro armadas inglesas, e dele respigamos os seguintes elementos:

a) John Hawkins, 1562-1563: roubados 1 navio no Rio das Pedras, 2 no Rio Caces e 3 no Rio Mitombo (Serra-Leoa), no valor total de 62.000 ducados.

b) John Hawkins, 1565-1566: roubados 11 navios no Rio Mitombo e Rio Caces, no valor total de 53.000 ducados. Um dos navios capturados no Rio Caces estava carregado de cola; é a mais antiga referência conhecida ao comércio marítimo de cola entre a Serra Leoa e os rios do norte (Cambia ao Grande), importante rota marítima que «dobrava uma antiga e importante rota terrestre, e cujo segredo e exclusivo os portugueses conseguiram guardar por muito tempo.

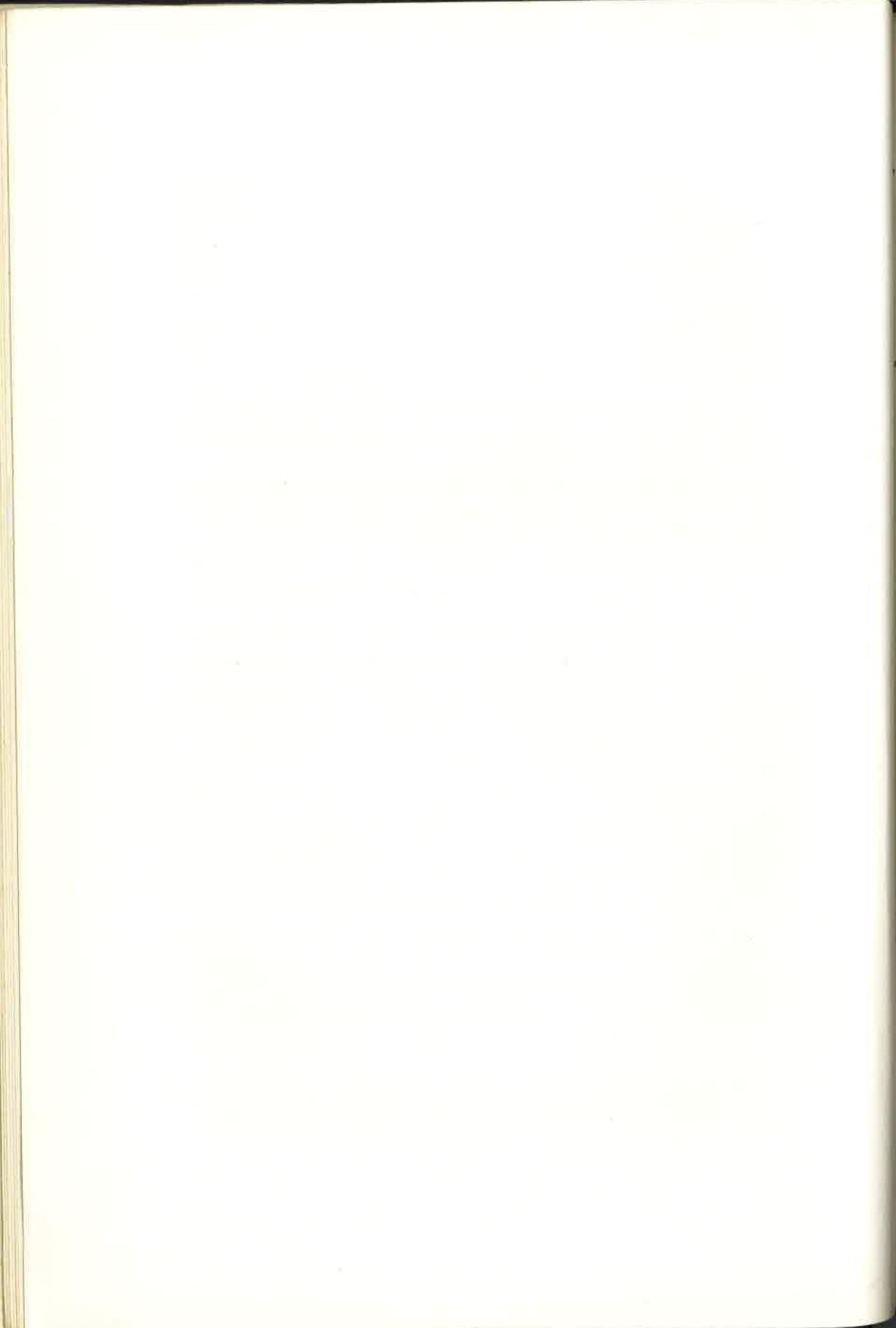
c) John Lovell, 1566-1267: além de roubar um navio junto da península de Cabo Verde, roubou 4 nas águas do arquipélago de Cabo Verde (um deles na Iha de Maio, carrede sal), no valor de 28.000 ducados.

d) John Hawkins, 1567-1568: roubados 6 navios dentro do Rio S. Domingos e assaltada a povoação de Cacheu (ficamos a saber que já aí havia uma feitoria em terra). Total dos prejuízos: 57.000 ducados. Roubados 3 navios na Serra Leoa, no valor de 24.000 ducados, além de feitos assaltos em terra.

Os principais artigos roubados eram escravos, cera e marfim. Os escravos eram levados para a América Central, a fim de os espanhóis os trocarem, a bem ou a mal, pelos seus produtos (\*).

---

(\*) Os documentos inéditos referidos ou utilizados neste trabalho serão, juntamente com muitos outros, publicados brevemente, em edição anotada, por A. T. M.



## A NOBREZA PORTUCALENSE DOS SÉCULOS IX A XI\*

por Fr. José Mattoso, O. S. B.

Quando se lêem os nossos nobiliários dos séculos XIII e XIV, não se pode deixar de notar que a maioria das grandes famílias neles mencionadas têm origens recentes ou então lendárias, e sem ligação com os magnates que efectivamente dominavam em Portugal nos séculos IX e X. Tais linhagens não se podem documentar para além do princípio do século XI. Esta falta de documentação coincide singularmente com o prólogo do *Livro velho 1*, que começa por enunciar os infanções e ricos-homens que viviam no «tempo delrey D. Affonso o que ganhou Toledo»<sup>(1)</sup> e a partir dos quais estabelece as suas genealogias.

Ao estudar documentalmente as famílias nobres portuguesas do fim do século XI, e sobretudo as que colaboraram na fundação da nossa nacionalidade, verifica-se que as mais importantes são as mencionadas nos nobiliários, e que as fontes documentais corroboram, em grande parte, as linhagens aí estabelecidas. Todavia, para além do século XI deixam de merecer confiança: O *Livro Velho 1* não ultrapassa a época de Afonso VI, e nos outros as gerações mais antigas têm um nítido aspecto lendário<sup>(2)</sup>.

Por outro lado, partindo das grandes famílias que se fixam em Portugal durante o repovoamento de Afonso III, encontra-se uma nobreza de grande importância social, estreitamente aparentada com os reis de Leão, detentora de altos cargos administrativos e curiais e senhora de vastas riquezas fundiárias. Estas famílias não são numerosas e os seus membros casam entre si. Mas não se encontra ligação entre elas e as que mais tarde ocupam os melhores lugares na escala

social. Há portanto um hiato entre a nobreza portugalense do século x e a dos séculos xi e xii, que coincide cronologicamente com a crise da monarquia leonesa, antes de ser substituída pela dinastia de Navarra, com Fernando Magno.

Eis, portanto, o panorama geral. Às impressões de conjunto temos, porém, de acrescentar algumas distinções, e considerar os diversos aspectos do problema. Vejamos, em primeiro lugar, o que caracteriza as famílias da alta nobreza do século x, e depois como se formou a nova aristocracia da época seguinte.

A alta nobreza do século x estabelece-se no território próximo do Douro e na região de Coimbra durante o reinado de Afonso III. Os seus chefes são os principais iniciadores do repovoamento. Uns, como o conde Odoário, que repovoa Chaves e o território do alto Lima<sup>(3)</sup>, não deixam descendentes conhecidos no Entre-Douro-e-Minho. Outros, como Vimara Peres, o repovoador do Porto, e Hermenegildo Guterres, o de Coimbra<sup>(4)</sup>, estão na origem de linhagens bem conhecidas. Efectivamente, o filho de Vimara Peres, Lucídio Vimares, teve descendentes que aparecem durante o século x e princípios do seguinte, na região de Coimbra e ao norte do Douro<sup>(5)</sup>.

Um pouco mais tarde que Vimara e Hermenegildo aparece no Ocidente da Península Diogo Fernandes<sup>(6)</sup>, poderoso magnate galego que provavelmente acompanhou o príncipe Bermudo Ordonhes durante a sua dominação em Coimbra, depois da morte de Afonso III<sup>(7)</sup>. Diogo Fernandes é o antepassado dos mais importantes nobres que aparecem em Portugal no século x: sua filha Mumadona Dias, a fundadora do mosteiro de Guimarães casou com o conde Hermenegildo Gonçalves e foi a mãe do conde Gonçalo Mendes, que tanta importância teve na monarquia leonesa até 985; seu filho Ximeno não teve menos importância, entre 923 e 961; Ledegúndia casou talvez com Rodrigo Tedones, neto de Lucídio Vimares e foi certamente a mãe de Châmoa Rodrigues, cuja fortuna fabulosa foi por ela deixada a Guimarães, em 960<sup>(8)</sup>; finalmente, Munia deve ter sido esposa de outro filho de Lucídio Vimares, Alvito Lucides<sup>(9)</sup>.

Ero Fernandes, provavelmente irmão de Diogo <sup>(10)</sup>, está na origem de outra família que teve também descendentes poderosos no nosso território. O seu nome não aparece em documentos portugueses. Mas tinham grandes propriedades em Portugal seus filhos Gondesendo Eriz, casado com Inderquina Pala Mendes, filha do conde Hermenegildo Guterres <sup>(11)</sup>; Godo Eriz, provavelmente casada como Munio <sup>(12)</sup>; Ilduara Eriz, mãe de S. Rosendo <sup>(13)</sup>; e Teresa Eris, mãe do conde Hermenegildo Gonçalves e portanto sogra da condessa Mumadona <sup>(14)</sup>.

Quanto a Hermenegildo Guterres, o repovoador de Coimbra, encontramos os seus descendentes igualmente fixados no nosso território e senhores de avultados bens. Não as suas filhas Aldonça, mulher de Guterre Osores, nem Elvira que casou com o rei Ordonho II: segundo parece vivem ambas fora de Portugal <sup>(15)</sup>. Mas certamente outra filha, Enderquina Pala, de que já falámos a propósito de seu marido Gondesendo Eriz, e os dois filhos Guterre e Arias. O primeiro foi o pai de S. Rosendo e o segundo sucedeu ao conde Hermenegildo no governo de Coimbra <sup>(16)</sup>. Deste conhece-se apenas uma filha, Elvira que desposou seu primo direito, Munio Guterres, um dos mais importantes personagens das lutas entre Afonso IV e Ramiro II <sup>(17)</sup>. Os outros filhos de Guterre Mendes tinham também propriedades em Portugal <sup>(18)</sup>: Ausenda foi mulher de Ximeno Dias, de que já falámos; Ermesenda, de Paio Gonçalves (cunhado da condessa Mumadona), cujos descendentes não aparecem muito no nosso país, com excepção de Ilduara Pais, esposa do conde Gonçalo Mendes <sup>(19)</sup>; Froila foi o pai de Tutadomna, esposa do conde Gonçalo Moniz, que durante tanto tempo governou o território ao Sul do Douro <sup>(20)</sup>; finalmente, S. Rosendo percorreu incansavelmente a Galiza e o Norte de Portugal, no seu afã de restaurar a vida monástica.

A estes nobres pode-se acrescentar outro irmão de Diogo Fernandes, Godesteu, possível ascendente de Ansur Godesteis, que tinha valiosas propriedades no território de Arouca e aí fundou o mosteiro do mesmo nome <sup>(21)</sup>. Nesse caso seria sobrinho de Ansur o Bermudo Afonso que, em 952, trocou várias propriedades com sua tia, a condessa Muma-

dona<sup>(22)</sup>. Mas Bermudo cedeu precisamente as propriedades situadas em Portugal para ficar com outras na Galiza. Não volta a aparecer ao Sul do rio Minho.

São estes os grandes personagens de que descendem as principais famílias portugalenses do século x. Percorrendo os diplomas que ainda nos restam dessa época, não encontramos muitas outras pessoas a que se possam atribuir alta nobreza, poder político ou poder económico. Eis as poucas excepções: 1) O conde Oveco Garcia, um navarro, decerto, que casou com Godinha Gonçalves, filha, talvez do conde Gonçalo Moniz<sup>(23)</sup>. Ignora-se, porém, a sua descendência. 2) Nepuzanus Dias, que figura em vários documentos entre 961 e 969<sup>(24)</sup>, mas que é provavelmente outro estrangeiro e não parece ter deixado posteridade em Portugal<sup>(25)</sup>. 3) Olide Tedones, que tem bens importantes no território *Gironzo* e pode ser filho de Tedon Lucides<sup>(26)</sup>. 4) Galindo Gonçalves, progenitor de Trutesendo Galindes, o fundador de Paço de Sousa<sup>(27)</sup>. 5) Froila Eneguíz, marido de D. Trastina «Trastalo», que tinha bens na região da Maia e cuja neta, Unisco Mendes, veio a casar com Trutesendo Osoredes, rico senhor da região e patrono do mosteiro de Leça<sup>(28)</sup>. O patronímico de Froila, como o nome de Oveco Garcia, estão a denotar a sua origem navarra ou alavesa. É possível tivessem vindo para o Ocidente com o grupo de gascos ou navarros que aparecem no século x à volta de Diogo Fernandes, e de que falaremos mais adiante.

Quer isto dizer que se reduzam a estas as famílias nobres do norte de Portugal no século x? Certamente que não. Assim, por exemplo, no interessante documento sobre a fundação de São Salvador da Torre, junto do rio Lima, encontra-se uma referência ao presor Paio Bermudes, e é-lhe dado o título de *dux*. Mencionam-se os seus descendentes, e pode-se portanto, seguir a sua linhagem até 1068. Todavia, os nomes ali apontados não aparecem noutros documentos, com excepção, talvez, de Paio Mendes<sup>(29)</sup>. Podemos interpretar este facto como provável falta de relevo social. Encontramos outro exemplo no caso de Fromarico Cendoniz, que em 910 e 911 desempenhou as funções de *previsor* na determinação dos limites de Braga e de Dume<sup>(30)</sup>. Tinha uma *villa* na região do

Neiva, onde os seus descendentes construíram mais tarde o mosteiro de S. Romão do Neiva. Poder-se-iam talvez encontrar alguns parentes seus nas gerações posteriores; mas a construção é hipotética, e de qualquer maneira não forneceriam nomes suficientemente conhecidos através da documentação<sup>(31)</sup>.

Estamos, portanto, diante de famílias secundárias, certamente de infanções. Ora no fim do século x, e sobretudo no princípio do seguinte, começam a aparecer outras famílias de infanções que, não tendo nunca desempenhado cargos palacianos, nem obtido títulos nobiliárquicos, aumentam pouco a pouco os seus bens, e vêm a impor-se na sociedade portuguesa do século xi. Qualquer que fosse a sua origem, ou o território donde procediam<sup>(32)</sup>, as suas primeiras riquezas derivam, sem dúvida, de terras de presúria, que ocupavam sob controle dos condes com autoridade real<sup>(33)</sup>. Sem nos ocuparmos agora de estabelecer os respectivos parentescos, trabalho que fizemos noutra lugar para as principais famílias da região do Porto<sup>(34)</sup>, convém mostrar quais foram as suas relações com os antigos magnates, e como conseguiram suplantá-los até formarem a classe preponderante desde o fim do século xi.

Antes de mais, a distinção entre estas famílias e as dos magnates do século x é clara, embora não seja total. Nem todos os membros de que falámos ostentam o título de condes<sup>(35)</sup>. Mas aparece sempre um conde entre os seus parentes próximos. Por vezes, embora raramente, há matrimónios entre infanções e magnates. Está neste caso a mulher de Gonçalo Trastemires da Maia, que devia ser da família de Gondesendo Eriz, já que herdou o mosteiro da Lavra que a ele pertencera<sup>(36)</sup>; e, com mais probabilidades, a de uma filha de Gonçalo Trastemires, que devia ter casado com Paio Gonçalves, descendente do conde Gonçalo Moniz, que habitava na região do Vouga<sup>(37)</sup>. Todavia, devemos reconhecer que nesta época já Paio Gonçalves ocupava uma posição secundária, porque seu pai Gonçalo Viegas governou Montemor sob a dependência do conde Mendo Luz, durante a ocupação cristã de 1019-1025<sup>(38)</sup>. Absolutamente certo, porém, é o matrimónio da última representante conhecida da família

condal portugalense, Loba Aurovelido Nunes, com o alvasil Sisnando Davides<sup>(39)</sup>, de família desconhecida, mas certamente não da alta nobreza. Mas a sua posição oficial de governador com jurisdição sobre todo o território a sul do Douro, cargo que antes fora desempenhado por condes, explica este matrimónio. O casamento de Martim Moniz, da família de Riba Douro, com uma filha de Sisnando Davides<sup>(40)</sup>, mostra, finalmente, como, para o fim do século XI, já os infanções governadores de terras tinham entrado na sociedade dos magnates. Os nobiliários falam também de outros casamentos de filhas de condes com infanções, por exemplo da família de Sousa. Mas estas fontes não merecem, precisamente neste caso, confiança alguma<sup>(41)</sup>.

Por outro lado, há membros das famílias condaís que parecem ocupar posição secundária na escala social. É talvez o caso de Galindo Gonçalves, se se provar o seu parentesco com Gonçalo Betotiz ou com Gondesendo Eriz; ou ainda o dos descendentes de Egas Eriz «Iala», se se verificar serem da família de Gonçalo Moniz, como dissemos acima. Mas também se encontram entre os membros das famílias certamente aparentadas com os condes, pessoas ou grupos de pessoas com menor relevo. Estão neste caso os filhos e netos de Gondesendo Eriz, cuja riqueza era tão vasta em meados do século X<sup>(42)</sup>. Com efeito, Sandino Soares e Gondesendo Soares, seus netos, não são conhecidos senão por terem possuído o mosteiro de Sever e algumas propriedades na mesma região<sup>(43)</sup>. Não parecem muito mais ricos os filhos de Sandino Soares, Goldregodo, Soeiro e Fernando<sup>(44)</sup>; mas que a família não havia perdido em consideração social prova-o o facto de uma filha deste último, Ximena, usar o título de condessa<sup>(45)</sup>, e de outra, Ermesenda, ter casado com Gonçalo Forjaz, neto do conde Gonçalo Moniz<sup>(46)</sup>. Está, creio eu, nas mesmas circunstâncias, a família da condessa Toda Veilaz, irmã do *armiger* de Afonso V, Rodrigo Veilaz, que casou com Ramiro Mendes, filho do conde de Portugal, Mendo Gonçalves. Não são muitos os documentos portugueses que lhes dizem respeito<sup>(47)</sup>. Nem parecem mais ricos os seus filhos Hermenegildo, Loba e Ordonho, nem os filhos deste último, Gontrode e Mumadona<sup>(48)</sup>.

A que será devido este facto? Por maiores que fossem as fortunas dos condes presores, e ainda que os seus descendentes casassem frequentemente entre si<sup>(49)</sup>, os seus domínios não se podiam manter intactos através da multiplicação das gerações, das enormes liberalidades para com os mosteiros e das vicissitudes da guerra<sup>(50)</sup>. Além disso, ainda que o filho mais velho não tenha automaticamente preeminência sobre os outros, aparece, normalmente, entre os irmãos, um ou outro que se distingue pelo seu valor pessoal ou pelo seu interesse em acumular bens. Os restantes ficam então na sombra. São provávelmente destes, a que poderíamos chamar «filhos segundos» (por oposição aos primogénitos ou aos que se destacam, ainda que não sejam primogénitos)<sup>(51)</sup>, que saem famílias como as de Galindo Gonçalves, Egas Eriz «Iala» ou Sandino Soares. Os magnates fornecem, portanto, alguns elementos às linhagens daqueles que no século XII, tendo sido infanções, passam a ocupar o melhor lugar na sociedade portugalense.

Não é só pela partilha hereditária que a fortuna dos antigos magnates se vai degradando. Uma parte deve ter sido usurpada por fidalgos de menor categoria que, depois de terem feito presúrias sob a autoridade dos condes, vão acrescentando, pedaço a pedaço, mais elementos aos seus domínios. Sucede isto sobretudo na passagem do século X para o XI, e até meados deste. Por meios lícitos e ilícitos. Não há época em que os pleitos judiciais sejam tão frequentes<sup>(52)</sup>. Num ou noutro conseguimos descobrir a rivalidade entre duas camadas da classe nobre: assim, a questão entre Lovesendo Aboazar, casado com uma filha de Egica Honoriques, e os senhores de Guimarães (DC 183); outra entre estes mesmos e Ordonho Sentariz (DC 225); entre Gonçalo Viegas e os filhos de Froila Osoredes sobre a posse de Viariz (DC 384); entre Patrina, descendente de Vimara Mendes, e Godinho Viegas (LF 189); mais tardiamente, entre Paio Viegas e o alvasil Sisanando Davides (DC 549). E talvez seja ainda uma questão do mesmo género a que opõe Trutesendo Guimires e Rodrigo Forjaz, este último parente, decerto, de Onega Lucides<sup>(53)</sup>.

De resto, a antiga nobreza contal não consegue resistir às pressões políticas externas. Muitos dos seus membros

perdem os seus bens ao revoltarem-se contra os reis. O caso de Galindo, que combateu Bermudo III e fugiu para o sul do Douro, é pouco seguro<sup>(54)</sup>. Mas pode-se apontar com toda a certeza a confiscação dos bens de Froila Gonçalves, depois de se ter aliado aos muçulmanos e de ter sido derrotado pelo conde Mendo Luz<sup>(55)</sup> e a dos domínios do conde Nuno Mendes, depois de vencido e morto na batalha de Pedroso pelo rei Garcia<sup>(56)</sup>. E todos aqueles que tinham bens ao sul do Douro os perderam também depois das incursões de Almançor, a não ser quando voltaram às suas terras, como Egas Eriz «Iala» (DC 384). Perante as ameaças de invasão moura no fim do século x, muitos oferecem os seus bens aos mosteiros e retiram-se para o norte<sup>(57)</sup>.

Não menos grave deve ter sido a decadência causada pela morte sucessiva dos representantes máximos da família condal portugalense entre 1008 e 1071, sendo a maior parte, provavelmente muito novos. Em 1008, foi assassinado o conde Mendo Gonçalves, não se sabe em que circunstâncias<sup>(58)</sup>. A sua viúva Toda Gonçalves parece, desde então, governar o condado<sup>(59)</sup>, sòsinha ou associada ao conde Alvito Nunes<sup>(60)</sup>, que tem de combater ou pactuar com os Normandos em 1016<sup>(61)</sup>. O filho deste conde, Nuno Alvites, não governa durante muito tempo, porque morre em 1028, no mesmo ano em que morre também o rei Afonso V, em Viseu<sup>(62)</sup>. Governa então o condado a viúva de Nuno, Ilduara, com seu filho Mendo, que decerto era ainda uma criança<sup>(63)</sup>, e que foi talvez assassinado, pouco depois de 1050<sup>(64)</sup>. Foi também de morte violenta que morreu, vinte anos depois, seu filho, o conde Nuno Mendes, conforme já referimos.

Sem rivais, ou com rivais enfraquecidos, os infanções portugalenses podem aumentar as suas riquezas mais facilmente. Fazem novas presúrias e conquistas ao sul do Douro, como a de Montemór, por Gonçalo Trastemires em 1034<sup>(65)</sup> e talvez as conquistas dos senhores de Riba-Douro, na região do Paiva<sup>(66)</sup>. O rei Fernando Magno apoia-os, nomeando entre eles governadores de terras (mas sem títulos de condes) e até mesmo, possivelmente, um triunvirato para administrar o condado portugalense, pelo menos em 1063-1065<sup>(67)</sup>. No desempenho destas funções devem enriquecer rapidamente:

apoderam-se, em seu nome ou no do rei, de propriedades de delinquentes<sup>(68)</sup>, apoderam-se também, ou tentam apoderar-se de mosteiros<sup>(69)</sup>, chegam mesmo a abusar do poder contra alguém tão poderoso como o arcebispo de Compostela (DC 437). Embora o rei não tenha sancionado todos os abusos<sup>(70)</sup>, não deixa de apoiar a maioria deles, e é, decerto, entre eles que seu filho Garcia encontra apoio para vencer o conde Nuno Mendes<sup>(71)</sup>. Quem sabe até se não tinham resultado de lutas com infanções os assassinatos dos condes Mendo Gonçalves e Mendo, a que já nos referimos.

Assim, parece que, depois de 1070, os infanções dominam sem oposição no condado portucalense, com o apoio do poder real. Mais tarde, não parecem ter dificuldade em aceitar o governo dos estrangeiros Raimundo e Henrique de Borgonha, cuja política de apoio sobre o mesmo grupo social continua claramente a dos reis de Leão<sup>(72)</sup>.

Cremos, portanto, que as conclusões se impõem. O grupo dos magnates do século x extingue-se progressivamente durante o século xi, mercê das adversidades da guerra, das partilhas hereditárias, da oposição dos reis de Leão e da rivalidade dos infanções. Ao mesmo tempo, algumas famílias de infanções, aproveitando a crise dos anos 980-1037, e obtendo depois cargos de administração territorial, conseguem aumentar o seu poder material e alcançar uma posição social de destaque. É um grupo dinâmico, aberto às influências religiosas e culturais estrangeiras, e detentor de mosteiros pujantes de vida, como Santo Tirso, Paço de Sousa, Cete, Pendorada, Pombeiro e Pedroso. Está em plena ascensão quando D. Teresa tenta apoiar-se noutro grupo social. As consequências desta tentativa são o agrupamento dos principais infanções para a expulsar do nosso território e eleger um novo chefe, D. Afonso Henriques<sup>(73)</sup>.

À mutação dinástica do século xi, corresponde uma mutação social. É a nova nobreza assim criada que incarna o sentimento de autonomia formado de elementos muito variados, e que, em 1128-1140, se encontra madura para constituir a minoria dirigente de uma nova nação que pode, desde esse momento, escolher o seu próprio destino.

## NOTAS

\* Comunicação ao congresso Luso-Espanhol de Estudos Medievais, Porto, 15-23 de Junho de 1968

Siglas usadas neste artigo :

*AHDE*—Anuario de historia del derecho español (Madrid, 1924 e ss.).

*AHP* — Arquivo Histórico de Portugal (Lisboa, 1951 e ss.).

*APV* — Annales portucalenses veteres (ed. P. DAVID in *Études historiques*, etc., Lisboa). Paris (1947) 291-312.

*DC* — Portugaliae monumenta historica. Diplomata et chartae (Lisboa, 1867).

*DP* — Documentos medievais portugueses. Documentos particulares III (Lisboa, 1940).

*ES* — H. FLOREZ e M. RISCO, España sagrada (Madrid, 1747 e ss.).

*LF* — Liber fidei sanctae Bracarensis ecclesiae (ed. A. de J. da COSTA) (Braga, 1965).

*LL 1* — Livros de linhagens. Livro velho 1. (Ed. do Gabinete de Estudos heráldicos e genealógicos) (Lisboa 1961).

*LL 2* — Livros de linhagens. Livro velho 2 (ibid. 1962).

*LL 3* — Livros de linhagens. Livro velho 3 (ibid. 1962).

*LL 4* — Livro das linhagens do conde D. Pedro (ed. nos SS 230-338).

*RPH* — Revista portuguesa de história (Coimbra 1941 e ss.).

*SS* — Portugaliae monumenta historica. Scriptores (Lisboa, 1856).

(1) *LL 1* 31.

(2) Comparar, por exemplo, a linhagem dos Sousãos no *LL 1* 32, com *LL 2* 22, *LL 3* 56 e *LL 4* 288; a dos senhores de Baião no *LL 1* 86 com *LL 4* 331; e a dos senhores da Maia no *LL 1* 70 com *LL 2* 38 e *LL 4* 274.

(3) L. G. de AZEVEDO, *História de Portugal* II (Lisboa, 1939) 89; M. R. GARCIA ALVAREZ, *Catálogo de documentos reales de la alta edad media referentes a Galicia*, 228, 258.

(4) T. de Sousa SOARES, *O repovoamento do norte de Portugal no século IX*, in *Biblos* 18 (1942) 196-201. Este autor dá a Hermenegildo o patronímico Mendes. Trata-se, porém de Hermenegildo Guterres: E. SAEZ, *Los ascendientes de San Rosendo* (sep. de *Hispania* 30) 15-16.

(5) Sobre a descendência de Lucídio Vimares, ver E. SAEZ, *Ramiro II rey de Portugal de 926 a 930*, in *RPH* 3 (1947) 285-286. Se é verdade que seu neto Rodrigo Tedones casou com Ledegúndia Dias (Fr. Manuel da ROCHA, *Portugal renascido*, Lisboa 1730, 92; L. G. de AZEVEDO, o. c. II 101 nota 1; E. SAEZ, *Los ascendientes* 66 nota 141) e foi o pai de Châmoa Rodrigues, tinha grande fortuna em Portugal (*DC* 81). Outro neto de Lucídio Vimares, foi Telo Alvites, que tinha bens em Riba-Lima (doc.

publicado pelo Marquês de Sampaio em o *Archeologo portuguez* 27, 1930, 149). Onega Lucides, provavelmente bisneta de Lucídio Vimares, por intermédio de Lucido Alvites e Alvito Lucides, deu a Lorvão vários bens de avoenga (DC 145; cf, o falso DC 22 e LF 22).

(6) O Prof. Paulo MERA *História e direito. Escritos dispersos I* (Coimbra, 1967) 188 nota 21, e 194, afirma, sem contudo apresentar provas, que a condessa Onega, mulher de Diogo Fernandes, era filha de Lucídio Vimares. Ignoramos se confunde esta Onega com Onega Lucides que vive entre 978 e 1025, de que falamos na nota anterior, e que casou com o conde Guterre Rodrigues (M. R. GARCIA ALVAREZ, *El obispo compostellano Pelayo Rodrigues*, in *Compostellanum* 11 (1966) 525-526). O mais provável porém é que tenha aproveitado inadvertidamente o falso da doação de Onega Lucides a Lorvão, datado de 919 (DC 22). Sobre a falsidade deste documento, ver: R. de AZEVEDO, *O mosteiro de Lorvão na reconquista cristã*, in *AHP* 2 (1933) 190; P. DAVID, *Études historiques* 248. J. PEREZ DE URBEL, *Jimeno y Velas en Portugal*, in *RPH* 5 (1951) 480-481 sugere, pelo contrário, que Onega seria filha de Ximeno e da princesa navarra Ledegúndia; E. SAEZ, *Los ascendientes* 62-63 admitiu esta hipótese como possível.

(7) L. G. de AZEVEDO, *História* II 86-87; J. PEREZ DE URBEL, art. cit. 484-485; E. SAEZ, *Los ascendientes* 58.

(8) DC 81. Sobre a identificação do pai de Châmoa com Rodrigo Tedones, ver os autores citados na nota 5. Além de Rodrigo Tedones aparecem outros Rodrigos em Portugal; R. Lucides no falso de Crestuma, DC 25 e em DC 28 de 924; R. Guterres em 992 (E. SAEZ, *Notas al episcopologio minduniense del siglo X*, in *Hispania* 6 (1946) Esquema 4). Tem de se excluir o segundo, porque o pai de Châmoa deve ter morrido antes de 960 (DC 81).

(9) Com efeito Onega Lucides era neta de Alvito e de Munia (DC 145). O seu patronímico orienta para a família do conde Vimara. De facto existiu um Lucídio Alvites que vive imediatamente antes de Onega e confirma documentos de Guimarães em 926, [950] e 968 (DC 31, 36, 99); e um Alvito Lucides que confirma documentos de Guimarães, Lorvão e Coimbra entre 915 e 973 (DC 20, 28, 31, 34, 36, 73, 99; e 107, falso ou interpolado). É, certamente, o que casou com Munia e tinha propriedades em Gondelim (DC 139, 145 e também o falso DC 22 datado de 919). Que Alvito Lucides fosse filho de Lucídio Vimares afirma-o E. SAEZ, *Ramiro II*, in *RPH* 3 (1947) 285-286. Enfim Munia, avó de Onega Lucides, deve-se identificar com a irmã da condessa Mumadona, que vinha a ser sobrinha de Alvito Lucides, a admitir a hipótese de M. R. GARCIA ALVAREZ, *La batalla de Aguioncha*, in *Bracara Augusta* 20 (1966) esquema junto à p. 342.

(10) Segundo E. SAEZ, *Notas*, esquema 3; ID., *Los ascendientes* 49. Contestado sem provas por J. PEREZ DE URBEL, *Jimeno y Velas* 477, 479.

(11) DC 12; E. SAEZ, *Notas*, Esquemas 1 e 3.

(12) Godo Eriz deixa algumas propriedades a Châmoa Rodrigues, já mencionada (DC 81) e à sua neta Ledegúndia Eriz (DC 159). Esta é, com

certeza, filha de Ero Moniz, e portanto Godo teria casado com um Munio que nos é desconhecido (E. SAEZ, *Los ascendientes* 58 nota 121). Nesse caso seriam certamente irmãos de Ledegúndia Eriz, Soeiro Eriz (DC 133, 126) e Gonçalo Eriz (DC 136).

(13) E. SAEZ, *Notas*, Esquema 5.

(14) *Ibid.*, Esquema 2.

(15) *Ibid.*, Esquema 1.

(16) P. MERA, *Historia e Direito* I 186; E. SAEZ, *Los ascendientes*, 21, 27, 31-33.

(17) E. SAEZ, *Notas* 22.

(18) Ver a sua lista em E. SAEZ, *Los ascendientes* 17 nota 22.

(19) E. SAEZ, *Notas*, Esquema 2.

(20) Ver a lista dos documentos que a ele se referem em SAEZ, *Los ascendientes* 107, nota 154. É possível que Gonçalo Moniz fosse filho de Munio Gutierrez, como já sugeriu L. G. de AZEVEDO, *História* II 162 nota 1.

(21) E. SAEZ, *Los ascendientes* 68 nota 149. Efectivamente Godesteu Fernandes tinha propriedades entre o Douro e o Paiva (DC 66).

(22) DC 66; cf. DC 76, p. 46. Ver E. SAEZ, *Los ascendientes* 57.

(23) Assim o afirma, sem provas, J. PEREZ DE URBEL, *Jimenos y Velas* 487. O nome da consorte encontra-se, de facto em DC 184. A sua ascendência pode-se apresentar como possível, dado o patronímico e o facto de o conde Oveco Garcia aparecer na região de Coimbra.

(24) DC 2, 83, 84, 92, 99, 100.

(25) Cf. E. SAEZ, *Los ascendientes* 70-72.

(26) Ver a sua carta de arras para Ausenda Gormiri em 946 (DC 56). O parentesco com Tedon Lucides seria mais provável se se demonstrasse que o pai de Chãmoa Rodrigues era Rodrigo Tedones (ver, mais acima, as notas 5 e 8).

(27) Ver a sua descendência no nosso trabalho *A nobreza rural portuense nos séculos XI e XII*, a publicar em breve, esquema I. Entre as pessoas de nome Gonçalo que aparecem no século X, e de que Galindo possa ser filho, encontramos apenas Gonçalo Betotiz, conde de Deza (ver, sobre ele, E. SAEZ, *Notas* 40-41). Mas o facto de entre os descendentes de Galindo Gonçalves aparecer, várias vezes, o nome de Patrina indica uma relação possível com os descendentes do conde Gatón, que tinha uma filha chamada Patrina (SAEZ, *Notas*, Esquema 1). Nada impede, porém, que este nome tivesse entrado na descendência de Galindo Gonçalves por intermédio de sua mulher Vistregia, cujo patronímico não conhecemos. É possível, ainda, que Galindo Gonçalves tenha algum parentesco com Galindo Dias que, no fim do século X, se revoltou contra Bermudo III (L. G. de AZEVEDO, *História* II 112).

(28) J. MATTOSO, *Nobreza rural*, esquema II. Uma das irmãs de Egas Eriz «Iala», que devia ser neto do conde Gonçalo Moniz (*ibid.* Esquema IX), casou com Froila Osoredes, neto, provavelmente de Unisco Mendes (*ibid.* esquema II).

(<sup>29</sup>) Ver a árvore genealógica elaborada por R. de AZEVEDO, *A presúria e o repovoamento entre Minho e Lima no século X*, in *RPH* 3 (1947) 258. Paio Mendes era neto, por sua mãe Codo, de Paio Bermudes. Há um senhor do mesmo nome que confirma e serve de testemunha em documentos de Guimarães 983, Leça 994 e Guimarães 1014 (*DC* 138, 170, 223), datas que correspondem, talvez à época em que o nosso Paio Mendes viveu. Todavia os nomes de Paio e de Mendo são demasiado comuns nesta época para dar mais firmeza a tal identificação.

(<sup>30</sup>) *DC* 17; *LF* 18, com a data corrigida na ed. de A. de J. da COSTA.

(<sup>31</sup>) O *DC* 680 de 1087 dá como descendentes de Fromarico Cendoniz, Ermígio Peres, casado com Elvira Bermudes, que já tinham filhos quando o mosteiro foi fundado. Devem viver no princípio do século XI, porque a igreja foi sagrada pelo bispo Afonso. Ora, durante o século XI, há notícia de dois únicos bispos deste nome, que vivem na mesma época: a subscrição de Afonso no *DC* 233 de 1018, supondo-se que seria bispo de Coimbra, apesar de não indicar a sé; e as indicações vagas acerca de Afonso de Tuy, provavelmente antes de 1022 (A. PALOMEQUE TORRES, *Episcopologio de las sedes del reino de León*, León 1966, 448-449). Sendo Ermígio Peres ou sua mulher netos de Fromarico, este devia ter um filho chamado Pedro ou Bermudo. Efectivamente há um Bermudo Fromariques, mas vive na região de Coimbra em 933 (*DC* 39); não se deve tratar, portanto, da mesma pessoa. Quanto a Pedro Fromariques, foi casado com Senior Aboazar e teve uma filha, Odrocia, mãe de Soeiro Forjaz ou de sua esposa Boa Honoriques, que viviam em 1099 (*DC* 904). Confirmou uma venda da condessa Ximena Fernandes em 1037 (*DC* 294).

(<sup>32</sup>) Consideramos a permanência de uma população numerosa e estruturada por quadros estáveis, no norte de Portugal, como uma hipótese não provada. Sem querer negar que tivessem ficado no país alguns habitantes, pensamos, todavia, que não são de considerar, do ponto de vista social, perante os que ocupam a partir de 860-880. O mais provável é que tenham ficado em condições de inferioridade a partir do repovoamento. Entre os estrangeiros há certamente pessoas de todas as condições. O conde Oveco Garcia e a condessa Onega eram navarros. Com eles devem ter vindo muitos outros, no seu séquito, ou simplesmente na sua companhia. A abundância de nomes como Vasco, Enego, Onega, Ximeno, Garcia, Oveco, Vela e Sarracino, a partir de meados do século X, mostra precisamente este facto. Muitos deles não parecem desempenhar funções importantes (cf. J. PEREZ DE URBEL, *Jimenos y Velas* 475-492; E. SAEZ, *Los ascendientes* 101 nota 132).

(<sup>33</sup>) I. de la CONCHA MARTINEZ, *La presúria*, in *AHDE* 14 (1942-43) 431-440.

(<sup>34</sup>) *A nobreza rural portuense nos séculos XI e XII*, a publicar em breve.

(<sup>35</sup>) Sobre este título, ver L. GARCIA DE VALDEAVELLANO, *Historia de España* I (Madrid 1952) 578-579.

(<sup>36</sup>) *DC* 12, 971. Unisco Sisnandes podia, no entanto, ter recebido o mosteiro de um parente que se tivesse apoderado dele depois das depre-

dações dos normandos, que assolavam esta região em 1015-1016. Todavia a hipótese que apresentamos no texto é confirmada por aparecerem na sua descendência os nomes de Mendo e Gonçalo, frequentes nas famílias examinadas em primeiro lugar.

(<sup>37</sup>) Ver J. MATTOSO, *A nobreza rural*, esquemas VI e IX.

(<sup>38</sup>) DC 549.

(<sup>39</sup>) LF 173 (= DP III 128), 202.

(<sup>40</sup>) DC 770.

(<sup>41</sup>) LL 1 31-33; LL 2 22; LL 3 56; LL 4 289. O primeiro parte de Egas Gomes de Sousa e não menciona os seus ascendentes. Estes aparecem já no LL 2 com pormenores de aspecto lendário. Há na vida mais tardia de Santa Senhorinha pormenores que correspondem, mais ou menos, ao LL 2, mas que são evidentemente tirados de um nobiliário, talvez precisamente de outra versão de LL 2 ou do LL 4.

(<sup>42</sup>) DC 12 de [947].

(<sup>43</sup>) DC 87, 133, 242.

(<sup>44</sup>) DC 133, 136, 216, 242; R. de AZEVEDO, *O mosteiro de Lorvão*, in *AHP* 2 (1933) 220-221; DC 270, 285, 295, 309; Marquês de SAMPAYO, in *O archeologo português* 27 (1930) 149.

(<sup>45</sup>) Ximena tinha pelo menos duas irmãs, Sarracina e Ermesenda: DC 285, 294, 309, 310, 363, 556; DC 270; DC 295.

(<sup>46</sup>) DC 295.

(<sup>47</sup>) DC 259 (cf. DC 407), 372, 378, 393; *TT*, *CR*, Rio Tinto, maço I, doc. 1. Destes documentos, só o último é uma doação; em dois deles a condessa vende propriedades em Paramos e em Rial.

(<sup>48</sup>) Hermenegildo só aparece a confirmar o DC 259; Loba confirma o DC 259, 278, 378 e *TT*, *CR*, Rio Tinto, maço I, n. 1; Ordonho é responsável por uma tentativa para se apoderar da *villa* de Taboadelo, que pertence ao mosteiro de Guimarães (DC 340); Gontrode dá a mesma *villa* a Guimarães em 1045 (*Ibid.*).

(<sup>49</sup>) São vulgares os casamentos de dois irmãos com duas irmãs, de primos com primos e até de tios com sobrinhas: Guterre Mendes e Inderquina Mendes casaram respectivamente com Gondesendo Eriz e Ilduara Eriz; Paio Gonçalves com sua prima Ermesenda Guterre; Munio Guterre com sua prima Elvira Arias; Godesteu Fernandes, provavelmente com sua sobrinha Gugina Eriz; Alvito Lucides provavelmente com sua sobrinha Munia Dias; etc.

(<sup>50</sup>) Os descendentes de Egas Eriz «Iala» regressaram ao vale do Vouga para recuperarem as terras ocupadas pelos muçulmanos (DC 384). Mas outros, decerto, tendo retirado de ao sul do Douro, não voltaram para lá depois da reconquista de Coimbra. Até o mosteiro de Guimarães que tinha recebido tantos bens na Beira por doação de Châmoa Rodrigues (DC 81), os abandonou. Muitas doações ao mosteiro de Lorvão são devidas, provavelmente à fuga dos proprietários para o Norte (ver nota 57).

(<sup>51</sup>) Cf. a hipótese de Sanchez Albornoz, segundo a qual os infantões seriam descendentes dos *fili primatum* visigodos (cit por L. GARCIA DE VALDEAVELLANO, *Historia de España* I, Madrid, 1952, 546).

(52) Veja-se a seguinte proporção, calculada apenas a partir dos DC, e feitas as devidas correcções nos documentos falsos ou mal datados:

ANOS	JULGAMENTOS	TOTAL	%
870- 900	—	7	—
901- 950	2	50	4,0
951- 980	—	66	—
981-1000	2	55	3,6
1001-1037	10	97	10,3
1038-1050	6	79	7,5
1051-1075	5	156	3,3

(53) DC 216 de 1011 Rodrigo Forjaz confirma uma doação de Onega Lucides a Lorvão em 985 (DC 145).

(54) M. R. GARCIA ALVAREZ, *La batalla de Aguioncha*, in *Bracara Augusta* 20 (1966) 341-342. Talvez sejam seus descendentes Gonçalo, Gondesendo e Ausenda Galindes, que possuem propriedades em Espinho e no vale do Vouga no princípio do século XI: DC 88, 234, 252, 253, 296, 298, 299, 325.

(55) DC 242, 378, 549.

(56) APV era 1109 (ed. P. DAVID 298); A. de J. da COSTA, *O bispo D. Pedro e a organização da diocese de Braga I* (Coimbra 1959), 380-381.

(57) É este, certamente, e motivo que explica as numerosas doações a favor de Lorvão a partir de 975, quer dizer das incursões ameaçadoras que precederam as de Almançor (L. G. de AZEVEDO, *Historia II* 113): DC 116, 117, 122, 125, 127, 128, 130, 131, 132, 133, 136, 139, 143, 145, 147, 148, 154, etc. Ver também a doação do abade Randulfo a Paço de Sousa em 994: DC 169.

(58) APV era 1046 (ed. P. DAVID 295).

(59) Cf. DC 225, 251, 311.

(60) LF 22 (ed. A. de J. da COSTA 47).

(61) APV era 1054 (ed. P. DAVID 295).

(62) Ibid.

(63) DC 311, 316, 317, 330, 366, 384.

(64) APV era MLXXII (ed. P. DAVID 295), data errada, se se trata aqui do conde Mendo Nunes. P. MEREIA, *Historia e Direito I* (Coimbra 1967) 193 corrige a data para depois de 1050. Deve-se observar, todavia, que a inclusão desta notícia antes de outras que têm a data certa e que são anteriores a 1050, não favorece esta interpretação. H. Barrilaro RUAS pensa tratar-se antes do conde Mendo Luz (opinião comunicada pessoalmente, e que muito agradecemos).

(65) APV era 1072 (ed. P. DAVID 295).

(66) Assim o supomos, dada a quantidade de bens que os Gascos possuem na região, ainda antes da conquista de Viseu e de S. Martinho de Mouros, entre 1058 e 1065 (APV ed. P. DAVID 297): DC 324, 357, 391; Arq. Distr. do Porto, *Livro dos testamentos de Paço de Sousa* 17r, etc.

(67) Ver A. de Almeida FERNANDES, *Do Porto veio Portugal* 150 e ss.; P. MEREIA, *Historia e Direito* I (Coimbra 1967) 196 nota 51. São, com efeito, infanções Gomes Citaz, que, em 1050, governava Guimarães (DC 376), Mendo Gonçalves que preside a um julgamento em 1033 (DC 387), Godinho Viegas que «tinha a terra de Portugal» em 1062 (LF 23), conforme refere P. MEREIA o. c. 196. São ainda infanções os *economi* que governam com autoridade real, Diogo Trutesendes, Sisnando Anes, Tedon Teles, (DC 311, 386, 412, 421, 436, 437; *O archeologo portuguez* 27 (1930) 151) e o *vicarius* ou *imperator* Paio Guterres (LF 108, 607, 612). Ver, sobre este último, A. de Almeida FERNANDES, *Do Porto veio Portugal* 163-165 e P. MEREIA, o. c. 199 nota 57.

(68) Alguns exemplos ao acaso: Para Munio Viegas, tenens de Anegia: DC 343, 446, 473; para Paio Guterres: LF 219.

(69) Garcia Moniz tenta apoderar-se de Soalhães: DC 421; Munio Viegas apodera-se de Pendorada: J. MATTOSO, *L'abbaye de Pendorada* 29; Godinho Viegas de S. Pedro de Este: LF 189. Resulta talvez de uma tentativa deste género a necessidade que Leça tem de ceder metade da *villa* de Recarei, às portas do mosteiro, a Paio Guterres, em 1075: DC 706.

(70) Entre os documentos acima citados, ver DC 421, 437; e também DC 384, 549, para os abusos contra a família de Marnel.

(71) Ver as largas doações que o rei Garcia fez a membros da família de Riba-Douro e a Afonso Ramires (DC 451, 474, 491).

(72) Sirvam de exemplo os poderes concedidos a Soeiro Mendes da Maia: DP III 112; DC 914; APV 301, A. de J. da COSTA, *O bispo D. Pedro e a organização da diocese de Braga* II 419-420; Arq. da Univ. de Coimbra, *Santa Cruz*, maço 194, f. 182 v.

(73) Os principais nobres que apoiam D. Afonso Henriques são: os senhores da Maia, filhos de Soeiro Mendes o «Bom»; os de Riba-Douro, Egas Moniz e seus irmãos; os de Marnel, Fernando Gonçalves e seu filho Mendo; os de Sousa, Gonçalo e Soeiro; os filhos de Paio Guterres da Silva; os de Bragança, etc. (ver a lista de A. Botelho da Costa VEIGA; *Os combatentes de Ourique em documentos medievais*, in *Nação portuguesa*, sér. 5 (1928) 449-460; cf. LL 4 280). Dos que aqui citamos só os senhores de Marnel podem descender de antigos magnates; mas a sua posição social já é inferior à dos magnates em 1017 (ver supra, nota 38 e o texto que lhe corresponde).

# O PORTO DE PONTA DELGADA E O COMÉRCIO AÇORIANO NO SÉCULO XVII

(ELEMENTOS PARA O ESTUDO DO SEU MOVIMENTO)

por Maria Olímpia da Rocha Gil

*«De modo que em nenhuma parte ha praça tam  
pequena e melhor que esta o dia doje, com quantos  
trabalhos ha nella nestes tempos presentes».*

Gaspar Frutuoso, *Saudades da Terra*, livro IV, capi-  
tulo 51, fl. 132.

## Introdução

A escassez documental tem dificultado o estudo do movimento portuário em Portugal durante o século XVII. Para tal facto já em 1954 a professora Virginia Rau chamava a atenção, no seu estudo «Subsídios para o estudo do movimento dos portos de Faro e Lisboa durante o século XVII». Em 1960, para a obra «Le Portugal et l'Atlantique au XVII<sup>ème</sup> siècle — 1570-1670», Frédéric Mauro compulsou um «Livro da receita dos direitos de entrada e saída na alfândega do Funchal», do ano de 1650, assim como os registos referentes às saídas em 1620, o que lhe permitiu estabelecer a estatística referente à entrada e saída de embarcações no porto do Funchal naquelas datas.

O Arquivo Distrital de Ponta Delgada conserva um conjunto de Livros da Receita e da Despesa da Alfândega dessa cidade. Os volumes referentes ao século XVII são os seguintes: 1620-1621; 1631-1633; 1633-1635; 1636; 1639; 1640;

1646; 1648; 1663; 1669-1671; 1676; 1686; 1687; 1688-1689; 1691; 1692-1694; 1693 e 1699. Nem todos os volumes se encontram completos e, em alguns deles, apenas se conservaram as folhas da Despesa.

O 1.º volume, de 1620, abrange os despachos de 18 de Janeiro desse ano até 2 de Janeiro de 1621. Apresenta o seguinte índice:

*Liuro de 620 annos*

Emtradas e saidas fl 2  
 saidas de Pastel fl 40  
 dois P(or) C(ento) fl 80  
 meusas de toda (a) Ilh(a) fl 100  
 temças E ordenados fl 160  
 desPezas que fas o feittor fl 200  
 Reçeita por lembrança fl 240  
 Reçeita do dinheiro que  
 se cobra do feitor Manoel da Mota — fl. 250  
 treslado da sertidão do Prouimento que ueo da  
 Ilha triseira do prouedor Antonio ferreira  
 betancor (*À margem* — O Rendimento de santa maria a fl. 124)  
 Reçeita do dinheiro que se cobra dos escauos — fl. 245

O 2.º volume, de 1631-1633, encontra-se profundamente danificado e abrange os despachos que vão de 23 de Janeiro de 1631 a 24 de Janeiro de 1632 e inclui ainda um despacho de 14 de Novembro de 1633.

O 3.º volume, de 1633-1635, está incompleto, faltando-lhe algumas folhas no início bem como o índice. O 1.º despacho é de 28 de Setembro de 1633 e o último de 23 de Dezembro de 1634.

O 4.º volume, de 1636, não tem as primeiras folhas e inclui os despachos de 12 de Fevereiro desse ano a 24 de Janeiro de 1637.

O 5.º volume, de 1639, não apresenta a folha n.º 4 e as folhas n.º 19 e 20, soltas, foram intercaladas no ano de 1636. Os despachos vão de 16 de Março a 17 de Dezembro de 1639.

O 6.º volume, de 1640, inclui os despachos que vão de 18 de Fevereiro a 31 de Dezembro desse ano.

O 7.º volume, de 1646, insere os despachos de 5 de Janeiro a 31 de Dezembro também desse ano.

O 8.º volume, de 1648, iniciado com a piedosa invocação — «Louvado seja o santissimo sacramento e A purissima comceypção da uirgem senhora nossa» — abrange os despachos que vão de 4 de Janeiro a 24 de Dezembro.

O 9.º volume, de 1663, indica apenas os ordenados, as miuças e dízimos.

O 10.º volume, de 1669-1671, apresenta a Receita e a Despesa de 1669 e apenas a Despesa nos dois anos subsequentes. Os despachos vão de 18 de Janeiro a 16 de Novembro de 1669.

O caderno referente ao ano de 1674 não se encontra no Arquivo Distrital, mas no Arquivo da Câmara Municipal de Ponta Delgada. Intitula-se «Rendimento da entrada & Saída de 1674/ARematador Domingos Dias de Sousa/Prinçipiou em Primeiro de Julho do ditto anno e ade aCabar em o ultimo de Junho de 1675». Parece tratar-se de um caderno de apontamentos e não do registo oficial da alfândega. Muitos dos despachos são confusos e incompletos, mas apresenta a vantagem de registar a existência de uma activa cabotagem inter-ilhas ao lado das grandes correntes do comércio internacional.

O 11.º volume, de 1676, tem as primeiras 19 folhas rasgadas a meio, podendo ler-se apenas o despacho da parte inferior. O primeiro registo legível data de 30 de Abril, mas este livro abrange ainda despachos de 6 de Fevereiro até 23 de Dezembro de 1676.

O 12.º volume, de 1686, inclui os despachos que vão de 24 de Janeiro a 14 de Dezembro desse ano.

Dos livros de 1687, 1688, 1689, 1692, 1693 e 1694 mantiveram-se apenas os cadernos referentes às Despesas.

O volume de 1691 cuja metade inferior se encontra fortemente deteriorada, inicia-se com um despacho de 5 de Janeiro desse ano. Finalmente o tomo de 1699 começa com um despacho de 17 de Março.

Quanto ao volume de 1696 intitulado «Resumo de toda a Reçeyta de dinheyro do anno deste liuro como consta do

Livro de Reçeyta em que seruiu feitor Andre da Sylua na forma seguinte», não se encontrou.

O conteúdo destes livros até 1648 corresponde ao do índice indicado no início do tomo de 1620. O 1.º capítulo é dedicado ao registo das entradas e saídas de navios; segue-se-lhe o registo da exportação do pastel; depois o imposto dos dois por cento. Na parte final, assentavam-se as miuças e mais rendimentos, as tenças, os ordenados e outras despesas, além das cargas sobre o feitor. No ano de 1669, o índice foi alterado: entradas e saídas; saídas de trigo; pastel em ser; pastel em dinheiro; dois por cento; miuças; dizimos do trigo; tomadias e próprios de Sua Majestade. O volume de 1686 já não regista a saída de pastel, sendo no restante idêntico ao de 1669.

Cada despacho indica a data em que se realizou, o nome embarcação e do seu mestre, a proveniência ou o destino e o nome do mercador a quem estava consignado. No entanto, a partir de 1669 deixa de ser expressamente incluído o nome do mercador. Na segunda parte do despacho anotava-se a lista das mercadorias e o nome dos despachantes bem assim como os impostos que sobre os diversos produtos recaíam. Em certos casos, mas irregularmente, aparece também indicado o tipo de embarcação, a sua nacionalidade ou a do mestre; e, mais raramente, o último porto de escala.

Evidentemente, nem todos os despachos se apresentam completos. Por vezes o escrivão esquecia a data ou o nome do mercador, o destino ou a proveniência do navio. A acumulação de despachos no mesmo dia (por vezes quatro ou cinco) sugere que o registo não coincidia com a saída ou entrada imediata da embarcação. J. A. Faber chama a atenção para idênticas inexactidões no seu artigo «De Buitenlandse scheepvaart en handel van harlingen in de Jaren 1654 en 1655» (1).

São relativamente poucos os livros que, no conjunto, nos restaram. No entanto, a documentação da época confirma a

---

(1) In A. A. G. Bijdragen, 14, Wageningen, 1967, p. 34/71.

existência de uma regulamentação cuidadosa que previa registos em vários volumes. Tais registos cumpriam-se como o comprovam as numerosas ordens e despachos de livros para Lisboa. Num auto mandado fazer pelo provedor da Fazenda em 28 de Junho de 1623, o escrivão declarava servirem na alfândega de Ponta Delgada os seguintes livros:

«hũ Liuro de Emtradas E saidas E Remdjmento da jlha E saida de pastel e Resejtas e despezas que se fazem sobre o fejtor. ...»

«outro Livro das emtradas dos naujos que vem a esta jlha per que declarão o que trazem he donde vem ...»

«outro Livro de asentar o pezo do pastel que se Carregua ...»

«mais houtro Livro das fiãcas dos naujos que uão pera o Rejno ...»

«outro Livro das fiãcas do pastel que se carregua ...»

«ha mais sinco Livros de Registos .s.s. coatro velho he este em que se vaj escrevendo ha mais hu Liuro nouo pera se asentar o pastel que se vemde dos direitos de sua magestade pera que se não carregue mais nem menos e asy se asentar o rendjmento da R.<sup>am</sup> a pastel ho mesmo que se não posa carreguar mais ho que vender ...»

«serue outro liuro nouo pera nele se fazerem hos depositos haRemataçois que se fizeram por parte dos devjdores que deverem ha fazenda de sua magestade cõforme ao tytolo do dito Livro»

«mais hũ Livro de proprios que fes o prouedor João CoRea de mesqujta nouo ...»

«outro Liuro nouo pera nele se poren hos C.<sup>tos</sup> enforma que derem os paguadores dos soldados e os feitores da ilha trezeira e tizourejro da se de ãgra ...»

«estão mais em meo poder os Livros do fejtor andre da pôte de sousa por não ter ajnda hjdo a dar cõta que são de pasta grandes das Resejtas e despezas e saida de pastel E Rendymenfo da Jlha ...»

«mais os liuros do fejtor João Roiz Camelo por não ter hido ate oje a dar conta ...»

Seguia-se a declaração de outro escrivão, Luis Paez, que tinha em seu poder:

«dous liuros que seruem de entradas e saídas desta alfândega do ano de seis sentos e dezoito e seis sentos e dezanove do tempo que seruiu de feitor andre da ponte de sousa...»

«...mais quatro liuros de cada ano hũ que serue das entradas e saídas e Mais Rendimento desta JIha do ano de seis sentos e uinte ate este prezente de seis sentos e uinte e tres».

«...mais hũ Caderno pequeno de despezas que faz o feitor».

Acrescentava-se ainda: um livro do escrivão dos pasteis António Pereira de Castro (para as condenações); um livro do pastel para se assentarem as coisas que se davam livres a pessoas privilegiadas e um livro para se porem as provisões de Sua Majestade<sup>(1)</sup>.

A partir de 1671, a administração central exigiu frequentemente o envio de livros para verificação de contas<sup>(2)</sup> e, por isso, foram-se sucessivamente registando os mandados e as saídas de volumes, a partir de 1666 até finais do século. Em 2 de Junho de 1671 um registo de conhecimento do mestre Francisco Fernandes traduz bem as condições de transporte desses documentos. O mestre, vizinho de Cascais, declarava ter recebido os livros de 1666/1668, numa arca entregue pelo contador da Fazenda, o licenciado Duarte Neumão Sanchez, e que devia ser levada até ao Contador-Mór dos Contos. O transporte far-se-ia na caravela «Nossa Senhora da Conceição e Santo António» que se encontrava então em Ponta Delgada, pronta a seguir viagem directa para Lisboa<sup>(3)</sup>.

(1) *Livro dos Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1608/1638, fl. 151/152.

(2) *Id.*, *Livro dos Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, s/d, fl. 113 e segs.

(3) «que ao prezente está surta e em Corada no porto desta Cidade de ponta delgada pera cõ o fauor de Deus seguir viagem ao porto da cidade de lizboa ahonde he minha (a declaração é feita pelo mestre) direita descargua que he verdade que Recebj e tenho carreguado dentro da dita carauella debaixo da cuberta emxuta e bem acondicionado», *Id.*, fl. 119.

A primeira norma pela qual se regeu a Alfândega de Ponta Delgada foi o Foral das Alfândegas das Ilhas, datado de 4 de Julho de 1499, para a ilha da Madeira e copiado a 30 de Julho de 1526 a pedido do provedor João de Ornelas, sendo então enviado a António Borges, contador das Ilhas dos Açores<sup>(1)</sup>. Segundo este foral toda a mercadoria pertencente a portugueses, transportada em navios portugueses para a metrópole era isenta de dízima desde que o mestre do navio entregasse a respectiva fiança. O transporte feito por estrangeiros, para ou do estrangeiro, ou em navios estrangeiros, estava sujeito a dízima. Estipulava-se também que todos os navios seriam obrigados a descarregar as mercadorias «tão que pasarẽ duas marês», indicando-se seguidamente o local de descarga. Previa-se o contrabando, proibindo o estacionamento de embarcações perto da costa, a não ser que nelas se encontrassem o almoxarife e o escrivão da alfândega. Facilitava-se a cedência de barcos ou batéis para que a descarga se fizesse mais rapidamente. Mas sujeitavam-se a punição os que descarregassem de noite, ou desviassem os batéis para fora do local de desembarque. O despacho começaria de manhã cedo e prolongar-se-ia até à hora do almoço, procedendo-se à dízima somente depois de todas as mercadorias estarem na alfândega onde apenas se admitiriam quatro mercadores de cada vez. Logo que a mercadoria fosse dizimada, deveria sair imediatamente.

Na parte final deste documento inseria-se o traslado dos direitos dos escrivães, porteiro dos contos e o Regimento do Juiz do mar das Ilhas<sup>(2)</sup>.

A 5 de Maio de 1578, o «Título das Rendas, direitos, propriedades que elRey noso senhor tẽ nesta Ilha e na de sãta maria...», reconhecia ainda ao rei o direito das entradas e saídas, conforme o referido foral atrás citado<sup>(3)</sup>. Mas acres-

---

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 170 e segs.

(2) *Id.*, fl. 181 vº.

(3) *Id.*, fl. 140 e segs.

centava-se-lha a pauta dos direitos que incidiam sobre o pastel produzido e exportado de S. Miguel<sup>(1)</sup>.

E mais se indicavam os direitos de entrada dos escravos e o imposto dos dois por cento recentemente estabelecido e destinado às obras de fortificação e defesa da terra. Este imposto era cobrado na Alfândega pelo feitor, mas logo em seguida entregue ao tesoureiro de tal direito.

Três documentos permitem compreender o funcionamento das alfândegas dos Açores do século xvii. Os dois primeiros são um mandado e um provimento do provedor da Fazenda Real nas ilhas, Agostinho Borges de Sousa, e datados de 1637 e 1643. O outro é também um mandado, de 1689, do provedor da Fazenda, João Teles da Silva.

A 13 de Novembro de 1637, Agostinho Borges de Sousa afirma que, para atalhar muitos inconvenientes e, para melhor segurança e arrecadação dos direitos reais se devia proceder do seguinte modo: o juiz de cada alfândega mandaria fazer dois livros (cada um dos quais entregue a seu escrivão) e em que se assentaria o peso do pastel que se carregasse. Nesse registo deveria indicar-se o nome da nau, navio ou caravela, o do mestre, a data, a tulha e o dono do pastel e «pera quem o da», assim como a quantia e a colheita a que pertencesse. No dia seguinte o juiz, o feitor, os dois escrivães e o pesador do pastel procederiam à confrontação das notas que tomassem. Só depois disso se faria o despacho das embarcações.

---

(1) «Os quaes direitos do pastel são o dizimo que S. A. té de todos os frutos da teRa e a vintena que dizê que o pouo lhe da por algũ çerto partido antigo de moëdas do dito pastel ou outra adiçõ de que nã achey Registo por me dizerẽ que se perderã os papees quãdo se suverteo vila franca / e a dizima da saída que té como de todas as outras mercadorias». *Id.* fl. 146.

Desde 12 de Julho de 1518, segundo uma provisão real, a alfândega de Vila Franca passara para Ponta Delgada: «como na dita ponta delgada hera ha mor Carreguação e desCarreguação de pão pastel e mercadorias... por ser lugar grande e auer nele seruentia de carros para a mor parte della» (ilha). Os oficiais de Vila Franca eram também transferidos e a alfândega ficaria ao dispor de uma das cinco casas que então se haviam tomado aos rendeiros. *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 177.

Todas as mercadorias chegadas à ilha deveriam ir imediatamente para os armazéns da alfândega e, caso estes não fossem suficientes para as conter, poder-se-ia requisitar alguma das casas mais próximas. Fechadas as mercadorias, as chaves seriam entregues aos escrivães. Tudo seria dizimado dentro da alfândega e, em caso algum fora dela. No dia do despacho, à medida que este fosse sendo feito, iriam os escrivães tomando nota e o feitor assinando. Seguidamente previa-se a hipótese do desvio de mercadorias, proibindo-se a saída de qualquer produto dos armazéns pelos quais era responsável o porteiro da alfândega.

A 16 de Maio de 1643, encontrando-se o mesmo provedor da Fazenda, Agostinho Borges de Sousa, em Ponta Delgada, e tendo razão de queixa dos serviços alfandegários, apresentou então alguns provimentos. Em primeiro lugar, para evitar que as mercadorias que cabiam aos direitos do rei ficassem diminuídas ou prejudicadas, ordenava ao juiz da alfândega que as mandasse arrematar nos oito dias posteriores ao despacho. Aos escrivães competia fazer o rol de tais mercadorias para serem postas previamente em pregão. Como havia protestos quanto à demora da descarga, devido aos guardas não receberem regularmente o seu salário, ordenava que estes passariam a ganhar desde o dia em que o navio desse entrada no porto até ao dia em que se lhe fizesse a visita. O salário seria de 8 vinténs por dia tanto em barcos nacionais como estrangeiros. Descarregado o navio, deviam os oficiais, sem mais demora, ir a bordo proceder à vistoria tendo de antemão o mestre prestado juramento em como não ficava com nada que devesse pagar direitos. Iriam a bordo um escrivão, o meirinho do mar e os guardas, sendo o salário, respectivamente, de 300 reais para o escrivão e para o meirinho e outros 300 para os guardas.

Ao pesador da alfândega competia ter em ordem o livro de peso e assim também o porteiro possuiria outro, numerado e rubricado pelo juiz, onde anotaria os produtos entrados e saídos da alfândega, tendo em conta que os dois escrivães estavam ocupados, quer nas tulhas onde se pesava o pastel, quer assistindo ao despacho.

A 17 de Outubro de 1689, o provedor João Teles da Silva, ao saber que na alfândega do Faial não havia livro e que o

pesador tomava nota do peso do açúcar, tabaco e mais productos mandando, quando muito, registá-los em papeis avulsos, ordenava que ao referido pesador fosse entregue um livro, o qual seria preenchido segundo as indicações dadas no próprio mandado. O despacho seria feito em presença do escrivão e do almoxarife de tal modo que, no fim se procederia sempre à conferência entre o livro do peso e o livro do escrivão. No final deste documento, transcrevia-se a fórmula do despacho que, no conjunto, devia corresponder à das outras alfândegas das ilhas:

«CoPea da Forma que se ade guardar em o lançar dos pezos no Livro que foi pera o pezador da Alfandega da ilha do fayal assim das fazendas vindas do Brazil como de quaesquer outras partes Como tambem do que sayr para qualquer outro Reyno. Despacho por entrada de tal nauio nomeado f. de que he mestre f. vezinho de tal parte vindo de tal terra, com sua direita uiagem para esta Ilha, ou para tal parte com escalla por esta, e comesa seu despacho em tantos de tal mes de tal ano

Fulano

Br.<sup>co</sup> B.<sup>o</sup>

1 x.<sup>a</sup> — com vinte e cinco e meya — 25 — e — 16

1 f.<sup>a</sup> — com des aRobas e doze Libras — 10 — e — 12

Fulano

caras de asucar (sic)

vinta e sinco caras — com vinte e sinco — 25 — e — 0

Fulano — Mascuado B.<sup>o</sup>

1 x.<sup>a</sup> — com trinta e seis aRobas — 36 — e — 0

Fulano

Tabaco de fumo

4 — quatro R.<sup>os</sup> e vinte e Húa e meya — 21 — e — 16

Fulano

Tabaco de poo

1 — barril com seis — uinte quatro libras — 6 — e — 24

Fulano

Barril de mel

trinta barris — 30

Fulano

couros vacum em cabello  
cento e uinte e sinco — 125

Fulano

Pao de Jacarãdá  
Duzentos e quarenta paos — 240 — com trezentas e  
sessenta — 360

Fulano

Couçoeiras  
Quarenta — 40

Pera os nauios das mais partes do brazil, Maranhão,  
Pará, Ilhas de Cabouerde, se seguirá a mesma forma  
ainda que seja de outras naturezas.

E pera os que uierem do norte se seguirá a mesma forma  
em tudo o que tocar a elle e no mais exceptos nas fazen-  
das porque estas se deuẽ despachar na forma seguinte.  
Abertura dos fardos que uiarão em tal Nauio de tal  
parte seguindo sempre o primeiro assento do despacho.  
Como atrás fica dito.

De fulano —

1 fardo de tal numero — com tantas pessas de tal  
fazenda.

E assim em tudo o mais que tocar a elle.

Despacho por saída de tal nauio, nomeado fulano, de  
que he mestre fulano, que uai para tal parte e comesou  
seu despacho en tantos de tal mes e tal anno.

Fulano

Br.<sup>co</sup> — Pr.<sup>o</sup>

1 x.<sup>a</sup> — quarenta e meya — 40 — e — 16

1 f.<sup>o</sup> — quinze e oito Libras — 15 e 08

Fulano

Mascauado B.<sup>o</sup>

1 x.<sup>a</sup> — uinte e quatro e uinte quatro libras — 24 — e — 24  
ho mesmo se fará en tudo o mais que se despachar  
tocante a pezo...»

Além da *dízima* as mercadorias estavam ainda sujeitas à  
*redízima* que correspondia à décima parte da *dízima* e pertenc-  
cia ao capitão-geral da ilha. Havia ainda o imposto dos 2%,

dos 13% e o imposto do consulado no valor de 3%. A dízima devia ser paga apenas uma vez. No caso do comerciante já a ter pago noutra porto deveria apresentar o certificado de tal<sup>(1)</sup>. O imposto dos 2% sobre o açúcar e pastel exportados fora instituído por alvará de 12 de Dezembro de 1553 e o seu montante destinava-se a manter a defesa da ilha. O cálculo do que havia a pagar era feito sobre a base do preço de custo do produto na altura da transação. O direito dos 13% incidia também sobre as exportações de pastel de cujo montante final era deduzida a redízima ficando o resto livre para o rei. Quanto ao imposto do consulado, no valor de 3%, declarava-se em sentença do Conselho da Fazenda, de 18 de Setembro de 1680, que só o haviam de pagar as fazendas transportadas em navios que, indo para o Reino, aportassem às ilhas. Em circunstâncias especiais recorria-se, portanto, ou à resolução do Conselho da Fazenda ou, simplesmente, à decisão do provedor da mesma Fazenda nos Açores. Está neste último caso a questão levantada pelo naufrágio da fragata que deu à costa em Santa Maria, em 1633. Por um mandado de 23 de Maio desse ano, o provedor decidiu que, se as fazendas fossem vendidas, pagariam 10% de direitos de entrada e 10% de saída, mais 3% de consulado, dado que o barco vinha das Índias e se dirigia a Sevilha. Se se tornassem a embarcar as referidas mercadorias, seguindo viagem para a dita cidade, não deviam direitos alguns de entrada ou de saída<sup>(2)</sup>.

Frequentemente eram tomadas medidas para evitar os abusos que as circunstâncias facilitavam, sobretudo por parte de mercadores estrangeiros. Para atalhar tais infracções foi passado em 6 de Fevereiro de 1620 um provimento pelo qual se ordenava que todas as alfândegas possuíssem o seu selo próprio para marcar as mercadorias, sob pena destas serem confiscadas. Consideravam-se incluídas nessa ordem todas as

---

(1) Para tanto, o contador Lourenço Correa mandava, em 1555, que se fizesse um livro de registo dessas certidões. *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, doc. de 21 de Outubro de 1555, fl. 210.

(2) *Id.*, fl. 270.

fazendas, mesmo as que já se encontravam em terra e que, num prazo de 15 dias, deviam ser seladas<sup>(1)</sup>.

O tráfego inter-insular levantava o maior número de questões. Estava estabelecido que as fazendas dos estrangeiros eram obrigadas a pagar direitos apenas numa das alfândegas do arquipélago. Entretanto, parte do comércio feito nos Açores estava nas mãos dos estrangeiros que compravam os produtos em uma das ilhas a fim de os venderem noutra, considerando-se, do mesmo modo, desobrigados de impostos. A isso se opôs a ordem do provedor da Fazenda que, em 30 de Maio de 1637, mandava que passassem a pagar impostos, mesmo que utilizassem barcos portugueses: cobrar-se-iam direitos de entrada na ilha para onde se destinassem<sup>(2)</sup>.

Tal questão voltou a pôr-se em 1653 data em que, a 5 de Maio, se deu, no Desembargo do Paço, sentença acerca do pleito levantado entre o contador João Pacheco de Vasconcelos e os ingleses Richarte de Rinton, João Mallorie, Guilherme Sarcefit e outros que haviam sido compelidos a pagar direitos de mercadorias que faziam transportar duma ilha para a outra, por exemplo certas peças de linho trazidas de S. Miguel. Em tal caso, foi utilizado o mandado de 1637 e os testemunhos dos mestres dos barcos portugueses que sempre tinham sido obrigados a declarar, no auto da descarga, a existência ou não a bordo de produtos estrangeiros. Contudo, a sentença determinou que os mercadores ingleses fossem desobrigados de tal imposição<sup>(3)</sup>. Exemplo que atesta bem claramente o predomínio do comerciante da Grã-Bretanha. No entanto, ou consequência de tal, a frequência dos abusos devia ser tão grande que, em 1676, era o próprio governador Manuel de Sequeira Perdigão que ordenava o controle do numerário proveniente das Ilhas Canárias que entrava e saía de S. Miguel sem ir ao cunho.<sup>(4)</sup>

Os produtos provenientes da cobrança dos direitos reais eram armazenados a fim de serem posteriormente leiloados.

(1) *Id.*, 1603/1638, fl. 109.

(2) *Id.*, 1603/1638, fl. 319 v.º

(3) *Id.*, 1638/1654, fl. 584.

(4) Câmara Municipal de Ponta Delgada, *Livro 2º de Registos*, fl. 15 v.º

Feito o rol das mercadorias deviam estas andar em pregão pelas ruas e praças da cidade, realizando-se depois o leilão no pátio da alfândega «aonde estaram tres dias primeiro que se aRemate»<sup>(1)</sup>. Na realização dum leilão previsto num documento de 9 de Dezembro de 1654 acrescentava-se que competia aos escrivães tomar nota da arrematação e bem assim da data, nome do arrematador e preço. Os oficiais que assistissem ao dito leilão receberiam um vintém em cada mil reais, até à quantia limite de 18.000 reais. Este salário seria repartido pelos dois escrivães da mesa, porteiro da alfândega e pregoeiro.<sup>(2)</sup>

Por vezes, surgiam dificuldades, como quando o provedor teve conhecimento de que «alguũs fidalgos e pessoas nobres e poderozas desta Ilha (S. Miguel) vinhão lançar nas fazendas da dizima», de tal modo que «as pesoas do povo e de menos callidade, ou ja intimidadas ou pello Respeito que se lhes devia não querião fazer lanços sobre os seus», com grande prejuizo para a Fazenda real<sup>(3)</sup>. Noutros casos os abusos provinham dos próprios funcionários da alfândega que separavam para si ou seus parentes as melhores mercadorias, pelo que o seu valor global ficava grandemente diminuido<sup>(4)</sup>.

Apresentado o maior lanço, o porteiro recebia ordem para arrematar, afirmando que «lhe daua hũa e duas e duas e mea e outra mais pequenina e fazião tres»<sup>(5)</sup> e, considerando os presentes como testemunhas, metia na mão do arrematador o ramo verde simbólico<sup>(6)</sup>.

\*            \*

O cálculo dos pesos e medidas utilizados nas listas de mercadorias seiscentistas constitui ampla barreira que só par-

---

(1) *Livros de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1655/1667, fl. 13 e segs.

(2) *Id.*, fl. 13 e segs.

(3) *Id.*, fl. 90

(4) *Livro de Receita da Alfândega da Ponta Delgada*, 1620, doc. de 23 de Março de 1620, fl. 1

(5) *Id.*, fl. 17

(6) *Id.*



*Medidas para grãos*, utilizadas na medição do trigo, milho, cevada, favas, tremoço, feijão, etc.

moio = 60 alqueires

alqueire

(o sal era medido utilizando também estas unidades)

*Medidas para os metais*

O ferro, estanho, cobre, aço, arame, pregos, eram avaliados em: quintais, arrobas, arráteis e libras. (estas mesmas medidas se usavam para as especiarias (cominhos, gengibre, canela, pimenta, cravo, etc.), tabaco, frutas secas, cera, pedra hume, pólvora, munições, sabão, caparrosa, rosalgar, alvaiade, lã, incenso, goma arábica, retrós, linha, gesso, breu, enxárcia, toucinho, queijo, etc.).

*Medidas para líquidos*

O vinho era avaliado em pipas, almudes e canadas. O azeite em quartos, quartolas, canadas, e, ainda medido no próprio recipiente, em pipas, jarros e botijas. O quarto tinha 100 canadas e a quartola 50. O quarto era também utilizado para a medição das sardinhas, e correspondia então a 4.000 unidades.

Os barris de azeitona eram avaliados consoante os alqueires que continham, mas o quarto de azeitona tinha 15 alqueires, correspondendo a  $\frac{1}{4}$  do moio. Do mesmo modo um quarto de amêndoas de casca pesou, «neto», 7 arrobas. Verifica-se, portanto, que a mesma medida, podia variar consoante o conteúdo.

O bacalhau media-se em quintais e arrobas e os arenques nos barris que os transportavam.

## ASPECTOS GERAIS DO COMÉRCIO NOS AÇORES

### 1 — O comércio nos séculos XV-XVI

Descobertas provavelmente em 1427, povoadas e colonizadas a partir de 1439, as ilhas dos Açores ocuparam posição de relevo na história do Atlântico dos séculos XVI-XVII.

Primeiro factor de isolamento, a insularidade levantou desde logo aos monarcas problemas de alargamento e adaptação das estruturas comerciais. Deste modo, o arquipélago foi englobado nas áreas sobre que incidiam as rotas do comércio atlântico já existente, quer pelo condicionamento da sua situação, quer pelas suas produções. Ao referir-se à posição das ilhas, Humboldt considerava-as como guardas avançadas no oceano, facilitando o alargamento do raio de acção dos povos europeus em direcção aos novos continentes<sup>(1)</sup>.

Estudos posteriores puseram em evidência outros aspectos da questão. Para Lucien Fèbvre é sobretudo o interesse de ordem económica que determina o estabelecimento das

---

(1) «L'Irlande, les Açores et les Canaries sont les points d'arrêt qui ont joué le rôle le plus important dans l'histoire des découvertes et de la civilisation, c'est-à-dire dans la série des moyens qu'ont employés les peuples d'occident pour étendre la sphère de leur activité et pour entrer en rapport avec les parties du monde qui leur étaient restées inconnues. «Ces îlots jetés entre les deux continents ont perdu leur importance depuis qu'ils n'ont plus été les avant postes de la civilisation européenne, des points d'attente et d'espérance». A. Humboldt, *Histoire de la Géographie du nouveau continent et des progrès de l'astronomie nautique aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>es</sup> siècles*, in Oeuvres d'Alexandre de Humboldt, tomo II, Paris, 1836-1839, p. 56

rotas comerciais e, por consequência, a importância de determinadas ilhas (1).

Na sua obra «Le Portugal et l'Atlantique au xvii<sup>e</sup> siècle 1570-1670», Frédéric Mauro apresenta, em geral, as conclusões a que chegou a respeito do papel desempenhado pelas várias ilhas atlânticas, como terras de colonização ou de exploração, como escalas ou pontos de referência nas rotas do Atlântico (2).

O estudo da história dos Açores permite de resto considerar que as conclusões a que Frédéric Mauro chegou são válidas no seu conjunto para esse arquipélago, conforme o comprova a documentação quatrocentista e quinhentista. Alguns aspectos da descoberta e do povoamento das ilhas foram descritos pelos historiadores dos séculos xv e xvi, Gomes Eanes de Zurara, Diogo Gomes, João de Barros e, sobretudo, pelo padre Gaspar Fructuoso, autor insular que escreveu já nos finais do século xvi. Contudo, é a documentação oficial e particular que melhor evidencia a razão das referidas afirmações.

Ponto de referência e de reabastecimento das barcos portugueses regressados do Oriente, o arquipélago era, pelo menos já na segunda década do século xvi, procurado pelas embarcações espanholas provenientes das Índias Ocidentais. Exemplo de tal facto é uma carta régia anterior a 1518 (3), em que o monarca ordenava aos capitães de duas caravelas enviadas aos Açores para esperar as naus da Índia, que escoltassem cinco naus espanholas das Antilhas que se encontravam no porto de Angra, as quais, querendo-o, poderiam vir na «conserva» das embarcações portuguesas até Lisboa (4).

(1) «Les grandes découvertes maritimes du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècles, l'adoption de nouvelles voies commerciales qu'elles révélèrent n'eurent pas d'autres raisons» — Lucien Febvre, «*La Terre et l'évolution Humaine*» (Introduction géographique de L'Histoire), Paris, 2.<sup>a</sup> edição, 1949, p. 392.

(2) Frédéric Mauro, *Le Portugal et l'Atlantique au xvii<sup>e</sup> siècle 1570-1670*, Paris, 1960, p. 105.

(3) Datação de Ernesto do Canto.

(4) *Arquivo dos Açores*, vol. V, p. 126, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Cart. miss. maç. 1, 443.

Ao longo do século XVI é bem evidente que as ilhas se tornaram ponto de cruzamento de diversas rotas comerciais marítimas. No mar dos Açores os corsários faziam espera a navios de especiarias e de metais preciosos. Para obstar a tal inconveniente, os reis de Portugal instituíram o cargo de Provedor das Armadas. Algumas cartas régias dirigidas ao provedor Pero Anes do Canto permitem verificar o cuidado que se punha na defesa dessa zona do Atlântico<sup>(1)</sup>. Esta documentação revela o âmbito muito vasto dessa defesa e provimento, nos quais se abrangiam os navios provenientes da Índia, Mina, costa da Malagueta e Brasil. Na ordem de 11 de Agosto de 1539, afirmava-se, em referência às naus da Índia, que «a gente das ditas naos e navios tem muitas uezes necessidade de tomar em as ditas Ilhas mantjmentos», para o que se previa uma despesa de até 40.000 reais por ano<sup>(2)</sup>.

Em carta de 19 de Março de 1538, dirigida a Pero Anes do Canto, D. João III dava indicações para que se enviassem dois galeões à ilha do Corvo em cujas vizinhanças deviam esperar a nau «S. Miguel» proveniente da Índia, ou então os navios da Mina, a fim de trazê-los à ilha Terceira para receberem munições e abastecimentos. Ordenava-se ainda aos capitães dos navios da Mina que descarregassem o ouro em terra porque havia notícias de corsários junto das Berlenegas<sup>(3)</sup>.

O mesmo cuidado se punha na manutenção de bombardeiros, caravelas e batéis para defesa e, finalmente, na fortificação das ilhas. Contudo, à medida que os ataques dos corsários se tornavam mais frequentes, aumentavam os cuidados e as necessidades de defesa do arquipélago. Em 1543, em carta dirigida ao rei, Bartolomeu Ferraz chamava a atenção para o facto das povoações insulares serem desprovidas de fortificações pelo que, pelo menos no caso das vilas situadas à beira-

(1) Arquivo Distrital de Ponta Delgada, *Tombo da Correspondência oficial, dirigida aos Provedores das Armadas na Ilha Terceira*, de 1531 a 1556.

(2) *Id.*, doc. 3, fl. 3.

(3) *Arquivo dos Açores*, vol. XII, p. 411, da Alfândega de Angra, Livro 12 do Reg. do Provedor, Livro Velho, fl. 47.

-mar, seria do maior proveito a construção de castelos de pedra e cal<sup>(1)</sup>. Em carta de 18 de Outubro de 1552 o monarca resolvia que Pero Anes do Canto, em conjunto com o corregedor Manuel Álvares e Isidro de Almeida, escolhessem os lugares que, na Terceira e mais ilhas, carecessem de ser fortificados<sup>(2)</sup>. Tais precauções eram justificadas pelo volume de metais preciosos que afluíam às ilhas. Sebastião Moniz, morador em Angra, dá disso testemunho ao rei afirmando:

«Ha cidade de angra da ylha Terceira (...) vem todolos anos muita quantidade douro e prata do Peru e outras partes e os que ho dito ouro e prata trazem ho querem vender e nã acham quem lho compre por a qual cousa deyxam de comprar espravos e pastell e coyros e acucres e outras mercadorias que ha na terra (...)

«It. muitas vezes acontece o quererem os ditos estrangeiros comprarem bysqoutos e outros mâtimentos (...) «tudo causa muito escamdolo aos estrangeyros por que todolos anos emvernã na dita cidade muitos esperando pelas armadas que trazem tâto camtydade que muitas vezes esta y hum comto douro todo emverno»<sup>(3)</sup>.

Se bem que dum particular, esta carta confirma a posição das ilhas nas correntes do tráfego quinhentista, ao mesmo tempo que evidencia a dependência em que se encontrava o comércio insular em relação a esse mesmo tráfego. Os produtos de troca consistiam, por um lado, no abastecimento em biscoito e outros mantimentos, por outro, em artigos do comércio internacional: açúcar, couros, pastel e escravos.

(1) *Arquivo dos Açores*, vol. V, p. 365 e seguintes, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Cart. miss., maç. 3, n.º 205.

(2) Arquivo Distrital de Ponta Delgada, *Tombo da Correspondência oficial dirigida aos provedores das Armadas na ilha Terceira*, doc. 24, fl. 34 vº.

(3) *Arquivo dos Açores*, vol. V, p. 136, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Cart. miss., maç. 3, n.º 167

A carta de Sebastião Moniz é ainda, aliás, reveladora da carência de numerário na ilha, em certas ocasiões. Tal carência provocaria a paralização das transacções que aí se realizavam. É de notar que as ilhas só poderiam fornecer escravos, ou mesmo açúcar, caso os interesses do tráfico negreiro ou o do açúcar as pretendessem transformar em centros de redistribuição bem localizados intercontinentalmente. Em tal caso, a afluência dos metais preciosos compreender-se-ia também melhor.

Com relativa regularidade o provedor das Armadas apresentava ao rei as informações que diziam respeito ao seu cargo. Tais informações permitem-nos seguir a evolução, ao longo do século XVI, do avanço dos nórdicos sobre o comércio peninsular no Atlântico.

Em carta de 25 de Julho de 1561, António Pires do Canto (que sucedera a seu pai, Pero Anes do Canto, na Provedoria das Armadas) apresentava o seu relatório. Por ele se vê que, em 24 de Julho chegara ao porto de Angra a nau «S. Martinho» que, imediatamente depois de provida, partiria para Lisboa com a armada, em virtude de não serem esperadas mais embarcações. A armada da Mina era também esperada em breve, para ser devidamente abastecida. Grande parte do final da carta é constituída pela opinião dada a respeito de um novo porto que o rei pretendia fazer nas costas da ilha Terceira. A este propósito, António Pires do Canto, contrariando tal intento, declarava: «deve V. A. mandar que (as naus) ancorem donde ancoravam des o tempo que se a Índia descobrio até que el Rey voso avo (...) mandou que ancorassem em trinta braças porque cando ancoravam dentro no porto nunqua ouve desastre nem perigou naos»<sup>(1)</sup>.

A preocupação dos monarcas em apetrechar e manter um bom porto nos Açores e, por outro lado, o facto do provedor argumentar recorrendo à data da descoberta da Índia, confirma a importância tomada pelos Açores no comércio atlântico a partir de finais do século XV.

---

(1) *Arquivo dos Açores*, vol. VIII, p. 133, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Corp. Cron., parte 1<sup>o</sup>, maç., 105, n.º 12.

\*

\* \*

Desde 1443 e com o fim de activar o tráfego entre a metrópole e as ilhas, isentaram-se os moradores e povoadores destas do pagamento de dízima e portagem de todas as coisas transportadas para o Reino<sup>(1)</sup>. Cerca de 40 anos depois, em 1481, nas cortes de Évora, protestava-se contra a permanência de mercadores estrangeiros «estantes», alegando-se os prejuizos que daí advinham para as rendas de Sua Majestade, sobretudo em relação à ilha da Madeira, exportadora de açúcar. No entanto, já se citam, entre as mercadorias insulares «de muita valia», a urzela, o pastel, os couros, os algodões<sup>(2)</sup>.

No Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada, no volume de 1568/1603, encontra-se arquivada, sob o titulo de *Foral das alfândegas destas Ilhas*, uma cópia, de 30 de Julho de 1526, do *Foral da Ilha da Madeira*, de 4 de Julho de 1499<sup>(3)</sup>.

Este documento regulamentava a exportação do açúcar e, em geral, o comércio feito nos portos madeirenses. Toda a mercadoria que entrasse ou saísse da ilha, de ou para o estrangeiro, ficava sujeita à dízima, pertencesse ou não a portugueses. Em contrapartida, o comércio entre a ilha e o Reino ficava isento, caso se fizesse em barcos portugueses. Protegiam-se os interesses da marinha nacional ao mesmo tempo que se atribuíam certos privilégios aos moradores da ilha, os quais poderiam, livremente, trazer ao Reino os produtos da sua

---

(1) *Descobrimientos Portugueses*, Documentos para a sua história, publicados e prefaciados por João Martins da Silva Marques, Lisboa, 1944, vol. I, 1147-1460, p. 425.

(2) *Arquivo dos Açores*, vol. III, p. 11, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, maç. 3 de Cortes, nº 5, fl. 40 v. e 41.

(3) «O qual Regimêto Eu francisco viejra escrivão dos cõthos nesta Ilha da madejra cõcertej do proprio Regimêto que ãda nesta alfãdega do funchal. O quall Regimento hya para Antonio borges cõthador das yhas dos açores que o mandou pedir ao provedor João dornellas e vay escripto ẽ tres folhas cõ esta e ffoy concertado cõ ho dito prouedor asellado cõ ho sello dos cõthos oje trimta dias do mes de Julho de mill e quinhêtos e vimte e seis annos» — *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, vol. de 1568/1603, fl. 177 vº.

colheita, desde que, para tal, trouxessem as respectivas certidões comprovativas. Para evitar o descaminho de mercadorias determinava-se ainda que todo o navio (português ou não) que se dirigisse para a ilha seria obrigado a descarregar no prazo de duas marés, estando devidamente assinalados os locais onde se deveria fazer o desembarque.

O comércio de panos foi objecto de um capítulo especial em que se explica, miudamente, como se devia proceder à aplicação do imposto alfandegário. Apartada a mercadoria em lotes de dez peças cada um, e de valor aproximado, escolheria o mercador uma peça para si e, das nove restantes, uma para a Alfândega. Caso a qualidade das fazendas fosse suficientemente diversa para o justificar, proceder-se-ia ao «aforamento» segundo o valor que elas tivessem na terra, podendo o mercador pagar a dízima em dinheiro ou produto. O oficial encarregado de tal avaliação era o juiz da Alfândega a quem o almoxarife e o escrivão também davam as suas opiniões.

Conclui-se, portanto, ser provável que, já nesta época, o comércio insular se encontrasse vinculado aos mercados do Norte, sendo o volume das importações constituído, em grande parte, por tecidos estrangeiros.

Em documento anterior a 5 de Maio de 1578, ao fazer-se o *Titulo das Rendas, direitos, propriedades que elRey noso senhor tē nesta Ilha e na de sãta maria* (1) considerava-se entre os rendimentos pertencentes à Fazenda Real o dízimo do açúcar, os direitos do pastel e os direitos de entrada e saída de escravos. Os impostos que sobre os últimos recaíam variavam conforme o lugar de proveniência. Os de S. Tomé pagavam 10% os das ilhas de Cabo Verde estavam sujeitos à dízima e à siza; os do Brasil não pagavam direitos. O imposto de saída era correspondente a 10%, excepto no caso de se destinarem ao estrangeiro ou serem embarcados em navios estran-

(1) «*Titulo das Rendas direitos, propriedades que elRey nosso senhor tē nesta Ilha e na de sãta maria que pertencē a sua fazenda ou que outro tēpo forã dela e ora sã dadas ou trespassadas a outras pessoas e se lãcarão aquí por francisco de maris procurador da fazenda nas ditas Ilhas*» — *Id.*, fl. 140/146 vº.

geiros porque, então, pagar-se-ia, por cada um, 4.000 reais de taxa. Contudo, por alvará de 9 de Julho de 1510, o rei mandava que não pagariam direitos os escravos que os donos transportassem de um lado para o outro, a seu serviço (1).

Da primeira para a segunda metade do século XVI o tráfico de escravos foi sujeito a uma regulamentação mais rigorosa. Em alvará de 4 de Setembro de 1544, o monarca renovava uma proibição de se venderem nas ilhas escravos originários da Guiné. Todos deveriam ser transportados directamente para Lisboa, sem se admitir qualquer desvio, porquanto se tinha observado que «muytas pessoas trazẽ das ditas partes de guyne muitos escrauos e os descaRegão e vemdẽ nas ditas Jlhas Cõtra forma do dito Regimêto» (2).

De resto, esta ordem do governo parece confirmar o que anteriormente se referiu acerca da tendência para se transformar as ilhas em centros de redistribuição de mão-de-obra escrava, o que explicaria os desvios de escravos originários da Guiné para o arquipélago, apesar das disposições governamentais em contrário.

Em 1560, o rigor desta ordem é um pouco abrandado por uma provisão régia em que se admitia a necessidade de venda ocasional de alguns escravos «para Repairo e sustentamêto dos outros». Nesse caso, o mestre da embarcação seria obrigado a levar a Lisboa uma certidão das autoridades locais que declarariam o número, preço e motivo da venda dos escravos (3). Em 1564, regulamentava-se a venda de mão-de-obra servil a castelhanos. Os escravos oriundos de S. Tomé estavam sujeitos, à entrada, ao pagamento da sisa; os de Cabo Verde, à sisa e à dízima; à saída, além de outros direitos, pagariam os 4.000 reais (4). É do mesmo ano também uma provisão acerca dos dois cruzados dos escravos que se enviassem para fora do Reino: nessa provisão, datada de 21 de Março de 1568, indicava-se o formulário a que devia obedecer o despacho

---

(1) *Id.*, fl. 204.

(2) *Id.*, fl., 208.

(3) *Id.*, fl. 212.

(4) *Id.*, fl. 223 vº.

desses escravos<sup>(1)</sup> Tais transações, apesar de irregulares eram, pois, frequentes, muito embora se não possam considerar os Açores propriamente como centro de recepção ou distribuição de escravos.

Do mesmo modo, o açúcar nunca constituiu elemento predominante na economia insular. Contudo o alvará de tomada de contas de Vasco Fernandes, datado de 10 de Julho de 1510, permite calcular uma produção de cerca de 20.000 arrobas de açúcar nos Açores, no ano de 1509<sup>(2)</sup>. E, ainda em 1552, a produção açucareira em Vila Franca do Campo (S. Miguel) era suficientemente importante para determinar a nomeação de um escrivão recebedor dos açúcares, com o ordenado de 10.000 reais e um moio de trigo em cada ano<sup>(3)</sup>. Em 1554, D. Gilianes da Costa, por intermédio do seu procurador em S. Miguel, transaccionava o açúcar da sua própria produção na Ribeira Grande (S. Miguel) e o terço do que lhe pagavam os lavradores que moíam no seu engenho, num total de 517 arrobas, 24 arráteis e  $\frac{3}{4}$ , ao preço de 800 reais a arroba<sup>(4)</sup>. Ainda em 1554, por uma provisão régia, tanto o açúcar como o pastel exportados ficavam sujeitos à imposição de 2% sobre o preço do custo (para quem os comprasse) ou sobre o preço corrente (para o caso dos produtores que exportassem directamente)<sup>(5)</sup>. No entanto, nesse mesmo ano também, numa sentença dada sobre o pagamento dos direitos do açúcar ido das ilhas para Lisboa, se explicava «não aver para este açúcar das Ilhas nenhũa prouisão e ser cousa noua»<sup>(6)</sup>. Tratava-se da exportação de 200 arrobas de açúcar de S. Miguel que Duarte Nunez, mercador de Lisboa, depois de ter pago a dízima a Cristovão Pais (contratador das Ilhas), pretendia fazer

(1) *Id.*, fl. 217.

(2) *Arquivo dos Açores*, vol. III, p. 200/201, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Livro 3º, de D. Manuel, fl. 28.

(3) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603 fl. 82 vº.

(4) *Arquivo dos Açores*, vol. XI, p. 305, de um original que estava em poder do sr. Pedro Vaz Pacheco de Castro.

(5) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl., 205 vº

(6) *Id.*, fl. 209.

entrar na capital sem pagar mais direitos como, de resto, acontecia com o pastel dos Açores e o açúcar da Madeira.

Mas, em 1563, já havia sinais de crise. Comprova-o o assento que se fez na alfândega de Ponta Delgada acerca do carregamento do açúcar. Estando presentes o feitor Francisco de Mares, o juiz da Alfândega e Mar, António Lopez de Faria, o escrivão dos Contos, Diogo Gonçalves, e o procurador dos Feitos de Sua Majestade, o Licenciado João Goncalves, constatou-se que a crise era devida a, no ano anterior, se ter exportado açúcar que não fora purgado, o que causara grande indignação entre os estrangeiros. Estes, atribuindo ao terreno e ao clima a má qualidade do produto, recusavam-no agora. Por tal motivo, resolveram os referidos funcionários tomar medidas para que na alfândega se não despachasse açúcar algum para fora da ilha sem uma certidão de como «ho dito açuquer he bẽ purgado e foi estubado êxuto nas pilhejras como comvinha»<sup>(1)</sup>.

O Foral da alfândega da Madeira, bem como os protestos das Cortes de 1488 sugerem a presença e a acção de mercadores estrangeiros no comércio insular. Contudo, é com o decorrer do século XVI que se multiplicam as referências a tais mercadores e, ocasionalmente, aos tecidos que traziam. A sentença dada em 14 de Março de 1565 acerca de uma demanda entre o procurador dos Feitos da Fazenda Real e um mercador flamengo, ilustra tal facto. O réu, Fernan Jaques, transportara as suas mercadorias da Ilha Terceira para a de S. Miguel. De tais mercadorias, avaliadas em 705.000 reais, pagara já os devidos direitos na alfândega de Angra, primeiro local onde aportara. No entanto, os oficiais da alfândega de Ponta Delgada pretendiam que ele agora voltasse a pagar o imposto alfandegário de entrada. Em tal caso, o réu alegava que precisava de vender a mercadoria para, com o produto, comprar o pastel que levaria para a Flandres e poder pagar os direitos de saída do mesmo pastel. Para tal, já tinha, no porto de Ponta Delgada, uma urca fretada. O rei resolve a favor do réu e decide que, sempre que algo de idêntico acon-

---

(1) *Id.*, fl. 340 vº.

tecesse, os mercadores deviam dar fiança em como se dirigiriam de uma ilha para a outra e, ao fim de dois meses, pelo menos, mandariam certidão comprovativa<sup>(1)</sup>.

O comércio no arquipélago destinava-se aos portos de Ponta Delgada, Angra e, em menor escala, Horta. O movimento do porto de Ponta Delgada é, antes de mais, atestado pelo cuidado que, em 1565, o monarca punha no concerto do cais dessa cidade, «por ser hum dos principaes portos das ilhas dos açores e omde comcoRem muitas armadas e nauios asy de meus Reinos como de fora deles». Mandou-se então, por isso, que o dinheiro das imposições revertesse a favor das obras desse mesmo porto<sup>(2)</sup>.

## 2 — O comércio no século XVII

O comércio nos Açores conheceu durante o século XVII um período de expansão que se prolongou, pelo menos, até à segunda metade desta centúria. Essa expansão apoiava-se no equilíbrio da balança das importações (produtos manufacturados) em relação à das exportações de matérias primas (pastel), ou produtos agrícolas (trigo), ou, ainda, derivados (couros, toucinhos, etc). Esta fase de crescimento corresponde à afluência de barcos e mercadores estrangeiros que se ocupavam dos transportes e transacções. Por tal motivo, Luis Mendes de Vasconcelos, nos «Diálogos do sítio de Lisboa», exclui as ilhas (bem assim como o Brasil) do conjunto dos danos causados ao país pelo resto do Império ultramarino<sup>(3)</sup>.

(1) *Id.*, fl. 248.

(2) *Id.*, fl. 242 vº.

(3) «as Ilhas povoaram-se de uma vez, e não estão, como a Índia, consumindo homens continuamente, e delas nos provemos de trigo, por onde antes beneficio que dano nos faz a sua povoação, acrescentando-nos terras fertilíssimas e lavradores que as cultivam; dão-nos pastel tinta boa para tingir panos, açúcar e outras cousas necessárias para a vida, ainda que de todas nos aproveitamos mal» Luis Mendes de Vasconcelos, «Diálogos do sítio de Lisboa», in *Antologia dos economistas portugueses*, selec., pref. e notas de António Sérgio, Lisboa, 1924, p. 87-88.

Por outro lado, a posição do arquipélago permitiu, após a Restauração, o controle dos navios espanhóis que sulcavam o Atlântico, entre o Novo Continente e a Península Ibérica. O agradecimento inserido pelo rei numa carta a Agostinho Borges de Sousa, em 1643, demonstra que, tendo chegado aos Açores uma fragata holandesa proveniente das Índias de Castela, o respectivo mestre dera aviso acerca da partida da frota inimiga, do número de navios e seu porte. A carta do Provedor da Fazenda fora enviada em 15 de Julho, tendo a rainha respondido de Lisboa a 28 do mesmo mês e o rei, de Évora, a 3 de Agosto. As missivas régias foram, por seu turno, registadas em Angra a 28 de Setembro do referido ano<sup>(1)</sup>.

Ao longo do século xvii, verifica-se, por um lado, a diminuição da frequência de navios regressados da Índia, por outro o aumento de contactos com os dois hemisférios atlânticos. Em 1664, foi à ilha do Faial que vieram ter 4 navios provenientes do Maranhão, carregados de cravo<sup>(2)</sup>. Além disso, e, mesmo após a criação da Companhia de Comércio, frequentemente se dava aos comerciantes insulares e outros aí residentes o direito de enviarem anualmente ao Brasil um determinado número de embarcações. Tal problema foi já abordado por Julião Soares de Azevedo no seu artigo «Relações comerciais da Ilha Terceira com o Brasil no século xvii»<sup>(3)</sup>. Em 1649, a pretexto de uma crise económica na ilha Terceira, fora pedida licença para se enviarem anualmente barcos com os frutos da terra, regressando com açúcar e outros produtos brasileiros. Obteve-se então autorização para a ida de três navios com um total de 400 pipas de vinho e 2.000 arrobas de farinha. Em 1670, D. Pedro limitou para dois os navios, libertando-os da obrigação de seguirem o comboio da Companhia de Comércio. A partir da documentação publicada pelo autor atrás referido, pode concluir-se

---

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 192.

(2) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1655/1667, f. 390 v.º.

(3) *Boletim do Instituto Histórico da Ilha Terceira*, t. iv, 1946, p. 39/64.

que no período que vai de 1670 a 1690<sup>(1)</sup>, foram concedidas 25 licenças para a saída de barcos para o Brasil ou naturalização de embarcações estrangeiras com idêntica finalidade. Entre essas embarcações, verifica-se que 6 tinham sido feitas na ilha, 3 compradas na Holanda, 1, na Inglaterra e 5, a proprietários estrangeiros. A tonelagem variava entre as 130, 140, 200 e 300 toneladas ou, então, podiam conter 200, 250<sup>+</sup> 300 ou 400 caixas. Entre elas, contam-se 9 navios, 6 pataxos, 5 charruas, 2 naus, 1 caraca, 1 fragatinha e 1 nau-caravela. Na sua maioria, estes barcos eram pertença de dois ou mais proprietários (senhorios), geralmente negociantes da praça de Angra. É típico o caso do comerciante Francisco Ribeiro da Costa que teve sociedade em oito embarcações entre 1670 e 1678. O negócio deste comerciante deixa entrever, possivelmente, uma articulação mais vasta através da sua ligação com o mercador Fernão Martins (preso pela Inquisição entre 1651 e 1656) que recebia trigo, cevada, favas, enviados da ilha Terceira por Francisco Ribeiro da Costa. Quer um, quer outro estavam interessados em actividades comerciais no Brasil<sup>(2)</sup>.

Em certos casos o mestre era também sócio, como acontecia em 1695 com o navio «Nossa Senhora do Remédio», em que Manuel Rebelo, o mestre, tinha participação em 1/4 e o negociante Simão Rodrigues Ruivo em 3/4. Pela licença concedida em 1677 ao pataxo «S. João e Almas», deduz-se que Domingos António Aveiro era simultaneamente mestre e senhorio. Mais complexo foi o negócio realizado à roda do navio «Jesus Maria José», em 1696. Tratava-se da sumaca inglesa, «Joana», a qual fora vendida por Guilherme Lymxe e Joam Braem, ingleses, ao alferes Francisco de Sousa, mercador (que ficou com metade), ao doutor José Vieira Cardoso e ao mestre Valério Domingues que ficaram respectivamente com um

---

(1) Este período corresponde aproximadamente ao final do comércio do pastel insular, pelo que as ligações com o Brasil se tornavam mais prementes para o conjunto da economia açoriana.

(2) Frédéric Mauro, *Études économiques sur l'expansion portugaise (1500-1900)*, Paris, 1970, art. «Marchands et marchands-banquiers au XVII<sup>e</sup> siècle», p. 41.

quarto cada um. Depois disto acrescentaram-lhe mais um mastro passando a designá-la por charrua e deram-lhe o nome de «Jesus Maria José». Os riscos partilhavam-se pelos diversos interessados, entre os quais o mestre, o que demonstra, não só a cautela posta pela média burguesia nesses negócios, mas mesmo até uma participação directa e activa por parte dum dos agentes do tráfico e que é, sem dúvida, também, um dos elementos dessa burguesia — o mestre.

É igualmente digna de nota a preferência dada ao pataxo ou à charrua, embarcações de maior capacidade, próprias para o tráfico intercontinental, de mercadorias ponderosas, ao mesmo tempo que não exigiam grande equipagem.

No Atlântico, mais para Sul, havia ainda relações comerciais com as ilhas Canárias e, esporadicamente, com a Guiné. Este último caso é comprovado por um mandado do provedor da Fazenda, Agostinho Borges de Sousa, acerca de uma ordem do Conselho da Fazenda, datada de 7 de Novembro de 1663, segundo o qual se devia arrecadar os direitos das drogas provenientes da Índia, Brasil, e mais possessões. Ora chegara à ilha de S. Miguel um pataxo vindo de Cacheu carregado de marfim. Estabelecia-se, portanto, o imposto do 4% e da vintena (além de 6% do consulado e 1% da obra pia) sobre cada quintal de 128 arráteis. Ordenava-se finalmente que o juiz avaliasse o marfim a 18.000 reais o quintal, tal como se fizera na ilha Terceira, em caso semelhante.

O grande comércio insular, porém, não se dirigia para as regiões austrais, mas sim para o Atlântico Norte: Inglaterra, França, Países Baixos, etc. E, no final do século assinalava-se já algum comércio com a Terra Nova, Nova Inglaterra e, mais a sul, Barbada e Martinica.

Para o estudo das estruturas comércio nos Açores no século xvii há que distinguir uma primeira fase de crescimento que se prolongava desde finais século xvi e se encontrava em pleno florescimento por volta de 1620. É aquilo a que de modo grosseiro seríamos tentados a chamar de «ciclo do pastel», devido ao predomínio de tal produto nas exportações e ao facto ele, quase unicamente ter mantido a rota Açores-Grã-Bretanha durante aproximadamente trinta anos,

pelo menos<sup>(1)</sup>. O segundo período vai até à década de 1640/1650 e caracteriza-se por uma diminuição pouco sensível, mas gradual, no volume das exportações e dos barcos que a Ponta Delgada vieram carregar pastel. O rendimento do pastel acusa uma nítida diferença a partir da década de 1660, ficando reduzido a menos de 1/3 em relação à década de 1620/1630<sup>(2)</sup>. A terceira fase corresponde a uma readaptação das estruturas após a crise e o desaparecimento do comércio do pastel<sup>(3)</sup>. Recorreu-se então às exportações, não já somente do trigo, cujo ritmo de saída se mantivera, mas também da cevada, favas, tremoços e, sobretudo nas últimas décadas do século, do milho. As saídas de linho e de estopa aumentaram, bem como os couros e toucinhos com destino ao continente americano e Terra Nova.

Estas fases encaixam-se, na sua generalidade, nos movimentos de crescimento e de depressão que Frédéric Mauro assinala para o século xvii, sendo bem evidente a importância do tráfego até 1640 e a depressão que se lhe segue para, nas décadas de 1670/1680 se procurar reanimar o negócio com a introdução de novos produtos e o alargamento das rotas a

---

(1) É de 1620 o primeiro livro de registo da saída de pastel. Dos livros que possivelmente terão existido, anteriores a essa data, nada se encontrou. O último volume em que o registo do pastel é ainda significativo é o de 1648.

(2) Segundo as cartas de quitação dos feitores Manuel Teixeira, Miguel Roiz Barreto — *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, s/d, fl. 105 e 159.

(3) Esta crise pode ser limitada à década de 1670, segundo se pode deduzir da carta de quitação do feitor Amaro Pais Camarate relativo aos anos de 1676, 1677 e 1678 em que os rendimentos da Fazenda Real foram respectivamente de 291 quintais e 29 libras; 213 quintais, 1 arroba e 7 libras, nada se indicando em relação a 1678 — *Id.*, s/d, fl. 123.

A carta de quitação do feitor Francisco Fernandes Vitória também não refere o rendimento do pastel no ano de 1684 — *Id.*, fl. 161.

Do mesmo modo, o *Livro das entradas e saídas* de mercadorias de 1686 já não regista a exportação de tal produto. Qualquer saída que entretanto ou posteriormente se verificasse não teria, por isso menos, um carácter menos esporádico, ficando a situação de crise definida do mesmo modo.

novas áreas. Sem perder de vista os condicionalismos regionais e os fenómenos de concorrência dos mercados produtores da América Central, convem notar a articulação das grandes fases do comércio açoriano com o ritmo das grandes correntes intercontinentais.

Se se pretendesse analisar as estruturas desse comércio, verificar-se-ia que, nas suas linhas gerais, o tráfego marítimo era feito por barcos de nacionalidade inglesa, francesa, flamenga e portuguesa. Estes últimos aparecem sobretudo nas rotas Açores-Madeira-Reino ou Açores-Brasil e, mais raramente, nas viagens do Norte e das Canárias. Pelo contrário, os barcos estrangeiros apresentam-se sòlidamente instalados nas linhas que, partindo dos Açores se dirigiam a Lisboa, Canárias, Madeira, França, Flandres, Inglaterra e, mais tarde, costas e ilhas do continente norte-americano.

É impossível elaborar uma estatística dos dados concernentes à nacionalidade, tipos e tonelagem dos barcos utilizados nestas carreiras. Os despachos são irregulares ou estão incompletos, neste aspecto. Por outro lado, muitas são as embarcações englobadas na designação genérica de *navio* e cujo tipo na realidade se ignora.

Aproximadamente até meados do século houve um nítido predomínio da *nau*, se bem que já se utilizassem *pataxos*, *setias*, *polacas* e *charruas*; as *caravelas* eram usadas de preferência na rota da Madeira, Canárias, Lisboa e costa de África. Seguidamente apareceram com mais insistência as *polacas*, as *charruas*, as *sumacas* e as *fragatas*. Em 1620, no carregamento do pastel, foram registadas três *urcas* que transportaram no conjunto, um total de 8.018 quintais.

No entanto, no mesmo ano e nos seguintes, até meados do século é nítida a preferência dada à *nau*, registando-se o maior número em 1620, com 31 entradas e 36 saídas. Seguidamente tal número diminui muito, mas deve atentar-se no facto de aumentarem para as dezenas os registos de *navios* cujo tipo não é definido, podendo muito bem tratar-se de naus ou outros. Na segunda metade do século a frequência da *nau* decresce, à medida que diminui também o tráfego do pastel; ao mesmo tempo, a preferência parece inclinar-se para embarcações do tipo do *pataxo*, da *charrua* ou da *sumaca*. Ainda

em 1674 havia uma *nau* francesa nas viagens entre Lisboa e Açores e uma *fragata* da mesma nacionalidade fazia ligação com a Madeira. A designação *nau-caravela* aparece frequentes vezes no registo de 1674, nas comunicações com Lisboa e com Mazagão. Na cabotagem insular registou-se ainda no mesmo ano um outro tipo de embarcação — o *caravelão* — navegando entre a Terceira, o Faial e S. Miguel. Um *barco* fazia a ligação entre Santa Maria e S. Miguel, ocupando-se no transporte de telha, barro, linho, estopa e vinho.

Os agentes coordenadores deste tráfego comercial eram, por um lado, o mestre ou o capitão e, por outro, o mercador ou o carregador. Ao mestre, responsável pelo transporte, competia fazer a declaração da carga. Nalguns casos que se aproximam das formas iniciais do capitalismo comercial-marítimo, o mestre era também o mercador. Assim, verifica-se que, respectivamente nos dias 1, 3 e 11 de Abril, saíram de Ponta Delgada, com pastel, os navios «Isabela», «Benedito» e «La Bendixon», cujo carregador fora Ruberto Vdrolfo; a primeira embarcação, que vinha da Madeira, «levantou deste Porto com tempo furtuito e não aparesseo mais» (1). Roberto Vdrolfo era mestre e capitão dela, além de mercador e carregador. Noutros casos, a função de mestre apresentava-se independente das outras: «La Bendixon», com o mesmo Roberto Vdrolfo por carregador, tinha como mestre Samuel Capella.

Bastante significativa é a declaração de responsabilidade feita em Ponta Delgada a 10 de Julho de 1600 por Pero Jácome Nouman, mestre da nau «La Fortuna», que se dirigia a Sevilha, com carga de pastel pertencente aos herdeiros de João Gonçalves Ramalho. Pero Jácome Nouman (assina Pyotter Jaocopson Norman) corregara no seu navio, «debajo de cubierta (...) enjucto y bien acondicionado», 2.608 quintais. Destes, 300 quintais pertencentes a Manuel Garro iam «de por si pegado con la escotilla mayor en payol todo çerrado con esteras de cana que corre desde el maste mayor para proa e de largura de quatro vigas de la cubierta». Ainda de baixo da coberta transportavam uma pipa cheia de pastel dos

(1) *Livro de Entradas e Saldas da Alfândega de Ponta Delgada*, 1634, fl. 64 vº.

## Notícias de mestres que eram simultâneamente mestres e mercadores

Data	Embarcação	Mestre/mercador	Proveniência ou destino	Carregamento
1620				
15-VI	nau «Virgem»	Thomas Jurdão	da Inglaterra	tecidos, etc.
22-VIII	nau «Virgem»	Thomas Jurdão	para Inglaterra	pastel
18-IX	nau «Próspera»	João Toquete	da Inglaterra	tecidos, etc.
23-X	nau «Próspera»	João Toquete	para Inglaterra	pastel
s/d	caravela «N. <sup>a</sup> S. <sup>a</sup> da Ajuda»	Denis Jenes	das Canárias	breu
1631				
10-V	nau «Baleia»	Niculau Dum	da Inglaterra	tecidos
10-VII	nau «Baleia»	Niculau Dum	para Inglaterra	pastel
16-X	navio «Salvador»	Antônio Traviseiro	—	trigo
23-VIII	navio «Fortuna»	Simão Alberto	para Hamburgo	pastel
1634				
1-IV	navio «Isabela»	Ruberto Udrolfo	—	pastel
3-IV	navio «Benedito»	Ruberto Udrolfo	para Inglaterra	pastel
2-V	navio «St. <sup>o</sup> António»	Domingos de Aguiar	de Londres	artigos de vest. <sup>o</sup>
1-VII	polacra «St. <sup>a</sup> Ana»	Luís Lombardo	de Marselha	diversos
20-XII	navio «N. <sup>a</sup> S. <sup>a</sup> dos Anjos»	Lourenço Dias Lombardo	de Lisboa	diversos
1640				
22-III	navio «Sol»	Niculau Dum	de Topsham	diversos
27-IV	navio «Sol»	Niculau Dum	para Inglaterra	pastel
6-X	navio «Esperança»	Jorge Chaper	de Inglaterra	diversos
10-XII	navio «Boa Esperança»	Rodrigo Hans	para Canárias	trigo

Padres da Companhia de Jesus; deveria ser entregue ao procurador dos jesuitas na cidade de Sevilha. A carga dos herdeiros de João Gonçalves Ramalho estava segura na praça da referida cidade num valor superior a sete milhares de ducados. Esse pastel devia ser entregue a Gaspar Peres Torquemada o qual pagaria o frete e 48 reais correspondentes à despesa feita com os salários dos homens que tinham andado a carregar a nau durante 6 dias. Quanto ao que fora carregado por conta e risco de Manuel Garro, esse seria descarregado em «La venta de Borrego» (três léguas «abaixo» de Sevilha) e entregue a Hector Antunes e a Leonel de Quadros, mercadores portugueses em Sevilha. Este documento inclui ainda outros pormenores de interesse. Verifica-se que, nesta data e nas referidas condições, os 300 quintais de pastel equivaliam a 13 toneladas e 1/2 e 3 quintais (a 22 quintais cada tonelada). O frete era de 11 ducados por tonelada o que, no total, correspondeu a 150 ducados. No final, esta quantia seria entregue a Gaspar Peres Torquemada porque o barco tinha sido fretado para viagem de ida e volta a S. Miguel por João Gonçalves Ramalho e não por Manuel Garro cuja mercadoria seria transportada, por assim dizer, a título suplementar<sup>(1)</sup>.

Mais difícil se torna caracterizar as funções do carregador em relação ao mercador. No ano de 1620, tal distinção não estava ainda anotada. Em 1631, os grandes exportadores e responsáveis pela saída do trigo eram designados por carregadores — portugueses na sua maioria — e, embora os mestres fossem estrangeiros, tal exportação destinava-se a Lisboa. Quanto aos exportadores de pastel eram, ainda no mesmo ano, chamados carregadores ou mercadores, na maioria dos casos também estrangeiros. No despacho do trigo embarcado no navio «S. Jorge», a 10 de Outubro, Miguel Branco era indicado como mercador e Manuel Pires Paiva como carregador. O despacho do pastel embarcado a 24 de Novembro teve como mercador e carregador Manuel Alveres Senra. Em 1633 e 1634 passava-se algo semelhante. Tal diferença não é, porém, tão

---

(1) Arquivo Distrital de Ponta Delgada. Colecção Ernesto do Canto, *Cartas de Provisão, Mercês, alvarás, etc., 1447/1806*, Mss. 171, «Escripturas», notas, cartas, etc., 1584/1743, doc. n.º 4.

nítida de 1636 em diante. A partir de 1646, houve uma alteração nos registos: na lista das importações indica-se quase sempre o nome do mercador, mas, nos despachos de saída, averbam-se, em conjunto, os nomes dos diversos despachantes que chegavam por vezes a ser muito numerosos. Em 1669 a alteração atingia também as entradas, deixando de figurar o nome de um mercador em especial, para se especificarem separadamente os nomes de cada um dos despachantes a quem a mercadoria era dirigida. Difícil é verificar em que medida terá isto correspondido a uma profunda alteração das estruturas e processos de comércio.

A influência dos mercados norte-europeus fazia-se sentir, ao ponto dos comerciantes estrangeiros se radicarem nas cidades de Ponta Delgada ou Angra e daí dirigirem ou controlarem determinados ramos da actividade mercantil.

Em relação a esta mesma época, Rebelo da Silva supõe que o comércio feito pelos ingleses em Portugal mantinha, mais ou menos, 120 casas ricas em Inglaterra. E acrescenta: «As remessas consistiam em grossas partidas de panos de todas as qualidades e em outros objectos. Os retornos eram feitos em carregamentos de sal, de vinho, de azeite e de frutas, constituindo para os estrangeiros uma série de operações lucrativas ...»<sup>(1)</sup>. Esquema análogo pode ser aplicado ao arquipélago dos Açores e, provavelmente, à Madeira e Canárias. Este comércio, em crescimento desde finais do século xvi, foi já assinalado por Gaspar Fructuoso. Depois de indicar os nomes, genealogias e bens dos mais abastados proprietários e mercadores micaelenses, este historiador afirma então: «Afora os dictos de tres mil crusados abaixo ha muitos naturaes, e estrangeiros que tratam com suas fazendas com muita uerdade sem hauer falta nella, e em trezentos mil crusados, que cada año negoceam huns e outros, se nam fazem antre elles dez escripturas publicas (...) Aqui negoceam cada año ordinariamente té vinte cinco naos Ingresas, e alguns annos mais, e nūqua se achou que Ingres, se aqueixasse de

---

(1) L. A. Rebelo da Silva, *História de Portugal nos séculos xvii e xviii*, t. IV, Lisboa, 1869, p. 600.

mão trato, nem engano, que nesta terra lhe fizessem e presume todo o mercador que daqui passa letras, serem mui certas, e de muito bons cumprimentos. De modo que em nenhuma parte ha praça tam pequena, e melhor que esta o dia doje, com quantos trabalhos ha nella nestes tempos presentes» (1).

A integração de Portugal na monarquia filipina não fez diminuir o tráfego, apesar das guerras entre Espanha e Inglaterra. Em documento datado de 22 de Junho de 1586, Filipe II, tendo em conta a inutilidade das proibições anteriores acerca do comércio com ingleses que, pelos mais diversos modos «continuação sua contratação nestes Reinos por interpostas pessoas, debaixo de nomes fingidos de mercadores de outras naçoens», proibe terminantemente a entrada de quaisquer mercadorias de proveniência inglesa quer fossem tecidos, quer metais (2).

Contudo, em 1 de Dezembro de 1590, o monarca voltava a insistir: «sou informado de que o trato de Ingleses he mui continuo nessas Ilhas e que com nome de Franceses, e Flamengos e Escoceses vão a elas muitos com suas mercadorias». Ordenava então ao Corregedor dos Açores que contra eles procedesse «sumariamente» (3). Ainda em 1603 se exigia fiança das fazendas que fossem despachadas para os Estados Obedientes da Flandres, comprovando assim que as proibições pouco ou nada haviam afectado o tráfego com a Inglaterra (4).

Após a Restauração, em 16 de Julho de 1641, D. João IV restituiu e aumentou os privilégios dos mercadores ingleses. Para tal, escreveu expressamente ao Conde de Vila Franca, capitão-geral e governador de S. Miguel, ordenando-lhe bom acolhimento aos subditos ingleses, uma vez que «alguns im-

(1) Arquivo Distrital de Ponta Delgada, Gaspar Fructuoso, *Saudades da Terra*, Livro IV, cap 51, fl. 132.

(2) *Livro 1.º de Registo da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 125 vº, incluído nas *Cartas de Provisão, mercê, alvarás*, etc., 1447-1806, da Colecção de Ernesto do Canto, mss. 168, doc. n.º 32.

(3) *Livro 1.º de Registo da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 141, incluído na Colecção atrás indicada, 2.º doc., n.º 32.

(4) *Livro 1.º de Registo da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 200, incluído na Colecção atrás indicada, doc. 31.

grezes moradores nessa Ilha (...) auíam sido tratados com mais Riguor e menos Respeito» (1). Esta carta foi apresentada por Cristóvão Guilherme, mercador inglês, ao escrivão da Alfândega de Ponta Delgada que a copiou e registou (2).

Carta semelhante foi passada em 28 de Maio de 1647 em favor de vassalos franceses, «tendo hora notissa de que nessas ilhas forão menos fauorecidos e Respeitados o anno passado», pelo que se ordenava um acolhimento bom, especialmente a Miguel Leuesque, mercador francês residente em Angra (3). De tal regalia beneficiou o mestre francês Jaques Morisse cujo navio, «Santo António», proveniente de S. Cristóvão (Antilhas), se perdera na ilha Terceira, sendo-lhe concedida franquia para desembarcar as suas mercadorias em terra enquanto conser-tava o barco ou mandava vir outro para continuar a viagem (4).

Os problemas suscitados pela luta contra a Espanha levaram o governo da Restauração a numerosas cedências de privilégios a ingleses cujas relações com Portugal se tinham agravado após a revolução e a subida ao poder de Cromwell. Por tal motivo, em 8 de Agosto de 1657, por um mandado do conde Cantanhede, se partilhavam os direitos pagos pelas fazendas provenientes de Inglaterra: metade ficava ao rei de Portugal e a outra metade seria remetida aos procuradores do Protector da Inglaterra junto da corte de Lisboa (5). Em 8 de Abril de 1658 voltavam a enviar de Lisboa idêntica ordem (6).

Das relações com os holandeses, as quais estiveram sujeitas a maiores flutuações e dificuldades, poucos vestígios

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654 fl. 56 vº.

(2) Estava este mesmo mercador interessado no embargo de vinhos que o navio «Diogo de Londres» lhe trouxera de Tenerife. Segundo carta do conde de Vila Franca, datada de 6 de Julho de 1641, a referida mercadoria fora embargada, mas o Conselho da Fazenda decidira, a 5 de Outubro do mesmo ano, que não seria considerado contrabando, em virtude das regalias que passavam a ter as mercadorias carregadas em navios ingleses ou confederados. — *Id.*, fl. 128.

(3) *Id.*, fl. 439 vº.

(4) *Id.*, fl. 562.

(5) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1655/1667 fl. 140 vº/141.

(6) *Id.*, fl. 142 vº.

restam nas ilhas. São, contudo sintomáticas duas ordens, também da década de 1650. Em 3 de Dezembro de 1657, o Conselho da Fazenda mandou, para S. Miguel, uma ordem de confisco de «todas as embarcações holandesas e das outras províncias unidas daqueles estados que de qualquer parte hajam chegado a esse porto e dos petrechos e fazendas que nelles se acharem», fazendo-se o respectivo inventário de tudo o que fosse apreendido<sup>(1)</sup>. Em 16 de Março de 1658 era levantado o mandado de apresamento, ordenando-se a devolução dos navios holandeses confiscados<sup>(2)</sup>. Estas ordens compreendem-se após o estado de guerra que resultou do malogro da missão de Ten-Hooe e Gijsbrecht de Wit em Lisboa, quando as pretensões holandesas visavam o império ultramarino português. Quanto à contra-ordem, precedia a embaixada extraordinária de D. Fernando Teles de Faro que chegou a Haia no mês de Julho desse ano<sup>(3)</sup>.

Entretanto a posição ocupada pelos ingleses nas ilhas era reforçada. Uma sentença dada pelo provedor da Fazenda, em 1654, revela que, em 1650, os ingleses João Mallorie e GUYLHERME Sarchefield tinham sido encarregados da vestimenta dos soldados do forte de S. João Baptista, em Angra, no valor de 3.561.368 reais. Em 1650, pagara-se-lhes 829.525 reais. Do procedido do despacho duma nau holandesa, expedida em Janeiro de 1654, retirar-se-ia o necessário para prover o pagamento de até 1.841.501 reais; os restantes 890.342 reais obtiveram-se da venda de 1.308 quintais, 3 arrobas e 5 libras de pastel<sup>(4)</sup>.

Um alvará de 1652 revela outro tipo de inserção dos mercadores ingleses nas estruturas locais. Jefrai Cobbes, morador em S. Miguel, devia à Fazenda Real 200.000 reais, sendo 80.000 provenientes duma fiança que fizera a Pero da

(1) *Id.*, fl. 123 vº.

(2) «passeis as ordens nesarias para que nessa ilha de Sam Miguel deixem sajr pera onde quizerem os nauios Reperzados sem se lhe pedirem custos» — *Id.*, 1655/1667, fl. 124.

(3) Edgar Prestage, *As relações diplomáticas de Portugal com a França, Inglaterra e Holanda de 1640 a 1668*, Trad. port. Coimbra, 1928, p. 239/245.

(4) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 610 vº.

Silva e Manuel da Silva, rendeiros dos dízimos das miúças na Bretanha, Capelas e Santo António, e 120.000 reais que devia a Francisco Cardoso que os trespassara à Fazenda Real. Foi-lhe então concedido o prazo de dois anos para pagamento «por lhe fiqvar em ingallaterra sua fazenda onde tinha seu tracto e comercio por cauza das hostilidades que o dito Reino de ingalaterra teue com este» (1).

Beneficiando dos mais diversos privilégios, os mercadores ingleses conseguiram finalmente isenção do pagamento de direitos dos próprios produtos que navegassem de uma ilha para a outra, como tecidos, vinho, trigo, gado, madeira, etc. Apesar da oposição do contador da Fazenda, João Pacheco de Vasconcelos, uma sentença dada nesse sentido foi favorável aos ingleses Recharte de Rinton, João Mallorie, Guilherme Sarcefit e outros mercadores residentes em Angra (2).

Na década de 1660, contudo, tentaram-se algumas restrições. Em 22 de Março de 1660 surgia a proibição de saírem dos Açores barcos ingleses com destino ao Brasil, mesmo que para tal dessem fiança (3). Em 27 de Abril de 1662, proibia-se que, na alfândega de Ponta Delgada, se fizesse qualquer desconto aos ingleses «dos mejos direitos de que ategora tinham abatimento em suas fazendas que metesem neste Reino» (4). Finalmente, em 1664, numa carta sobre a contribuição para a guerra contra Castela, ficava expresso que os ingleses pagariam a mesma quantia que os portugueses «por quanto não consta terem preuilegio em que se lhes conceda mais liberdade das que gozam os naturais deste Reino» (5). Não obstante, as condições em que se pretendia limitar a influência dos subditos britânicos são, por si sós, reveladoras de uma preponderância considerável.

---

(1) *Id.*, fl. 551. As hostilidades a que se refere o documento ocorreram a partir de Novembro de 1649, quando os príncipes Rupert e Maurício, defensores de Carlos de Inglaterra, entraram no Tejo com 11 navios da Armada Real inglesa além de outros 3 que tinham apresado. — Edgar Prestage, *ob. cit.* p. 123 e segs.

(2) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 584.

(3) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1655/1667, fl. 222.

(4) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, s/d, fl. 78 vº/79.

(5) *Livro 2.º de Registo da Câmara*, fl. 32.

Os interesses dos comerciantes, quer franceses, quer ingleses, eram zelados, já nos finais do século, por consules expressamente nomeados para tal. Em 1685, foi nomeado Pedro Graviel, em carta passada pelo consul francês em Lisboa, Luis Desgranges. As funções que lhe são atribuídas são entregar e dar passaportes aos capitães e mestres de navios que fossem ao porto de Ponta Delgada, recebendo de todos os mestres e negociantes os direitos de passaporte e 1/4 do 1% do consulado, concedido ao consul dos franceses<sup>(1)</sup>. Embora haja notícia de outros consules ingleses<sup>(2)</sup>, a nomeação de 1691 é a que lhes delimitou as funções. Trata-se da patente de Samuel Hoper, consul em S. Miguel, Terceira e Faial, nomeado por João Earle, consul geral em Lisboa. Determinava-se que todos os súbditos da Grã-Bretanha, mesmo que navegassem com bandeira de outra nação, pagariam, caso entrassem para carregar ou descarregar, 12.000 reais; os que aportassem apenas para receber laranjas, limões ou sal, só deveriam 9.000 reais de direitos de consulado<sup>(3)</sup>.

### Mercadorias à saída do porto de Ponta Delgada

#### *O Pastel*

Gaspar Fructuoso, nas *Saudades da Terra*, explica a introdução do pastel nas ilhas como tendo ficado a dever-se a Guilherme da Silveira, «o primeiro homem que fez pastel nelas e o semeou». Este fidalgo teria trazido consigo de Flandres a semente e os homens que sabiam prepará-lo, os *pasteleiros* e, entre estes, um chamado Pero Pasteleiro e outro Govarte Luís. Vendo o proveito que poderia advir de tal produto, «lançou El-Rei de Portugal mão disso» e, alguns anos

(1) *Livro 2.º de Registo da Câmara*, fl. 148 vº.

(2) Matheus Godim, em 1660 ou 1661, *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1665/1667, fl. 300.

(3) *Livro 2.º de Registo da Câmara*, fl. 192 vº.

depois, fez com os moradores de S. Miguel e outras ilhas um contrato segundo o qual se comprometia a fornecer aos lavradores as sementes e as casas dos engenhos prontas a funcionar. Em troca, os lavradores entregar-lhe-iam, de todo o pastel que fizessem, o dízimo e a vintena (equivalente a 14,5<sup>0</sup>/<sub>0</sub>)<sup>(1)</sup>.

Além das referências de Valentim Fernandes e Gaspar Fructuoso, um dos documentos mais antigos acerca da cultura do pastel nas ilhas é o *Foral do Almoxarifado das Ilhas*<sup>(2)</sup>, em que o rei ordenava o seguinte:

«Item vos ãcomẽdo e mãdo que mãeis fazer nesa Ilha vinte quimtais de pastel ho melhor que poderdes por conselho de mestres e pessoas que niso ãtemdão para mostrar e mãdar a frãdes ou a feira de medina para saber a valha delle o qual vira lloguo a lixboa»<sup>(3)</sup>.

Chama imediatamente a atenção o carácter da iniciativa régia tendente a lançar nos mercados europeus mais propícios o novo produto, após uma sondagem prévia desses mesmos mercados. Já em 7 de Fevereiro de 1515 uma provisão real ordenava que todo o pastel que se carregasse na ilha de S. Miguel devia pagar logo direitos na própria ilha, mesmo que se destinasse ao Reino. Neste caso, não voltaria a pagar nada na alfândega metropolitana<sup>(4)</sup>. Este mandado demonstra já um certo incremento no comércio do pastel e a preocupação do governo central em garantir para si os impostos de saída.

Na descrição das Ilhas do Atlântico de Valentim Fernandes, datada de 1502, é confirmada a cultura do pastel e a

(1) Gaspar Fructuoso, *Saudade da Terra*, Livro 6.º cap. I, in *Colecção de documentos relativos ao descobrimento e povoamento dos Açores*, precedida de um ensaio crítico Manuel Monteiro Velho Arruda, Ponta Delgada, 1932, p. 101.

(2) Publicado in *Annaes da Ilha Terceira*, F. F. Drumond, 1850, 1.º vol., p. 481.

(3) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 188 v.º.

(4) *Id.*, fl. 204 v.º.

sua exportação para Flandres e outros locais. A propósito da ilha Terceira, o mesmo autor explica as diversas fases do cultivo e laboração de modo perfeitamente semelhante ao que, posteriormente, seria feito no «Regimento para beneficiar o pastel», de 1536. Lavrada e semeada a terra no mês de Fevereiro, as primeiras folhas começavam a sair em Maio, análogas às da alface. Eram colhidas, então, sucessivamente, até ao mês de Setembro, altura das chuvas. Depois disso espigavam e podia então colher-se a semente. As folhas apanhadas eram moidas sob pedra de mó para que, saindo o suco inútil, se aproveitasse a massa. Desta faziam-se pães redondos que se punham a enxugar para serem finalmente reduzidos a pó. Este era então dissolvido em água e a esta dissolução, se dava o nome de «granar» (1).

Nos dois decénios seguintes ter-se-ia, simultâneamente, montado a estrutura do funcionalismo ligado à produção e exportação de tal produto. Em 1534, provia-se no cargo de meirinho dos pastéis Nuno Fernandes que sucedia a João Fernandes o qual, por seu turno, fora nomeado pelo rei, porquanto o dito cargo tinha estado anteriormente em mãos de um certo Lopo Gonçalves que não tinha autorização para o exercer (2). Em 1535, uma provisão real determinando não ser necessário fazer-se o peso do pastel «a borda daugua», confirma a existência duma exportação já organizada e, até mesmo, de certo modo, confinada a moldes costumeiros (3). A cultura do pastel e a sua comercialização eram, portanto, já mais do que simples experiências de pioneiros. Sugere-o, antes de mais, uma provisão sobre o talho da carne, datada de 29 de Maio de 1536. Ponta Delgada beneficiava então de uma licença para se cortar a carne ao preço de 4 reais o arrátel, enquanto que nas restantes vilas de S. Miguel se não

(1) Valentim Fernandes, *Descrição das Ilhas do Atlântico. Ilhas dos Açores*, na *Colecção de documentos relativos ao descobrimento e povoamento dos Açores*, precedida de um ensaio crítico de Manuel Monteiro Velho Arruda, Ponta Delgada, 1932, p. 15/17.

(2) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 88.

(3) «oy por bem que se faça aserqua do dito pastel como se ate aqui fez» — *Livro 4.º do Registo da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 69.

fazia a mais de 3 reais e meio. Tal facto era justificado por essa povoação ser a maior de todas, por aí se fazer a cargação do pastel e por haver nas outras vilas mais gado que naquela devido a, nos arredores de Ponta Delgada «ser cajse toda a terra della aproueytada de pastes e terras de pam» (1).

Em 13 de Outubro de 1536 surgia o *Regimêto sobre o beneficiar do pastel e eleição dos lealdadores* em que se estabeleciam determinadas normas de cultura e laboração. Ao mesmo tempo organizava-se convenientemente uma fiscalização destinada a proteger a boa qualidade do produto. O rigor que se punha nesta fiscalização está de acordo com a premente necessidade de concorrer com outras zonas de localização geográfica mais favorável ou com produtos equivalentes susceptíveis de ser apresentados a preços compensadores. O Regimento encontra-se transcrito no *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada* (2), e dá-nos preciosos elementos não só a respeito do modo como o rei pretendia organizar a produção, mas também acerca das verdadeiras condições em que a cultura se fazia na ilha. Este Regimento fora precedido de um outro cuja data não é indicada, mas que já regulamentava o cultivo dessa planta. No entanto, as deficiências de laboração estavam a prejudicar o comércio, porquanto o pastel que se colhia nas ilhas «se fazia muyto mazcabado». Esse comércio poderia aumentar se houvesse determinados cuidados no colher, moer e granar. Por isso o rei ordenou que o corregedor Francisco Toscano, em conjunto com o capitão, juizes, oficiais, mercadores e outras «pessoas honradas» da ilha de S. Miguel (que era aquela que maior cultivo registava), apresentassem as suas opiniões acerca dos processos mediante os quais se poderia melhorar a qualidade do pastel para exportação. O Regimento que então se apresentou era o resultado da observação desses pareceres, da consulta feita ao corregedor e da experiência do Regimento precedente.

---

(1) *Livro 4.º de Registo da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 83 v.º in *Arquivo dos Açores*, vol. IV, p. 55.

(2) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568|1603, fl. 191 a 195.

Cada planta era constituída por uma parte subterrânea, a soca, e uma parte aérea, os talos e as folhas. De tudo isto aproveitavam-se apenas as folhas, a partir das quais se obtinha a tinta. Todos os anos, no início de Abril, começava a limpeza dos «pastelares» ou «pastelais», procedendo-se sucessivamente à sacha, monda e remonda, de modo que as plantas se mantivessem livres de ervas estranhas que, mais tarde, se poderiam juntar inadvertidamente às folhas, na altura da colheita. A partir de 20 de Maio e até ao fim de Setembro, passava-se à apanha das folhas, operação que se repetia por três vezes consecutivas, depois de aquelas se encontrarem maduras. No entanto, mesmo na própria ilha de S. Miguel, as condições climáticas e geológicas podiam variar de local para local. Deste modo, distinguia-se a produção das terras baixas e quentes dos biscoutos (Rostos de Cão, Lagoa, Pico de João Ramos), da das terras altas e frias. Nas primeiras, o pastel amadurecia mais depressa, em menos dias, pelo que era possível fazer uma quarta colheita, além das três habituais. Contudo, a qualidade deste pastel era inferior ao das terras altas onde a maturação era mais lenta. Para estas últimas admitia-se o prolongamento da terceira colheita até 8 de Outubro, caso o bom tempo o permitisse. Entre uma colheita e outra, a terra deveria ser sachada junto da soca para evitar ainda o crescimento da erva.

As horas da apanha eram rigorosamente marcadas. Começar-se-ia todas as manhãs, meia hora depois do nascimento do Sol, para as folhas já estarem enxutas, sem o orvalho da noite. Terminar-se-ia às Avé-marias, sendo expressamente proibida a colheita nocturna.

Havia cuidados especiais para os dias de chuva, uma vez que se considerava que, neste caso, «a folha do dito pastel não tẽ nhũa tinta e se lhe vay toda ha Raiz». No caso de ter chovido até à hora de almoço, mas depois fizesse Sol, a colheita podia ter lugar desde a hora de vésperas até às Avé-marias, caso o calor fosse suficientemente forte para enxugar as folhas. Se a chuva se prolongasse até ao meio-dia já nesse dia se não fazia apanha. E, se porventura, a chuva se mantivesse ainda no dia seguinte, embora pouca, também nesse dia se não procederá à colheita.

As folhas apanhadas eram colocadas em cestos e depois transportadas em carros de bois até aos engenhos. Nunca os cestos deveriam ser despejados no chão, directamente, mas em cima de mantas, para não haver mistura com terra. No engenho, tudo era muito bem moído e a massa resultante colocada em tabuleiros durante a noite seguinte. Nos três dias subsequentes essa massa era transformada em bolos e estes postos em caniços para secarem, devidamente resguardados da força do Sol. Finalmente, o pastel era levado para as casas de granar onde se lhe adicionava água clara e limpa, ficando depois a granar. Esta derradeira operação iniciava-se no final do mês de Outubro, procedendo-se posteriormente à venda.

Os funcionários encarregados da fiscalização eram os lealdadores<sup>(1)</sup>, eleitos anualmente em Abril pelos juizes e oficiais de cada vila, tantos quanto fossem necessários, consoante a importância da localidade e o quantitativo da produção. Estes funcionários deviam ser, de preferência, pessoas da maior honestidade e conhecedores da cultura e laboração do pastel. A eles competia vigiar as diversas fases do cultivo, verificando se os campos estavam mondados conforme mandava o regimento; dando permissão para se iniciarem as colheitas depois de terem observado o estado das plantas; elaborando cadernos de licença em que deviam declarar a data, o ano, o nome do lavrador, a localização das terras e o número da colheita (1.<sup>a</sup>, 2.<sup>a</sup> ou 3.<sup>a</sup>). Competia-lhe ainda fiscalizar rigorosamente as horas da apanha das folhas e as condições em que estava a ser feito o transporte para o engenho. Estes deveriam estar devidamente protegidos da chuva, sendo anualmente renovada a sua cobertura de palha, ou, na falta desta, de pampilhos, «é maneira que não posa chouer nas ditas casas nê da allfaria domde se o dito pastel ouuer de moer nê nos tabolejros é que se ouuer de ébollar». As casas de granar

---

(1) No dizer de Gaspar Fructuoso, o primeiro lealdador-mór de S. Miguel foi Govarte Luís que para aí se deslocou a fim de inspeccionar como estava sendo feito o pastel. — Gaspar Fructuoso, *Saudades da Terra*, Livro 6.º, cap. I, in *Colecção de documentos relativos ao descobrimento e povoamento dos Açores*, precedido de um ensaio crítico de Manuel Monteiro Velho Arruda, Ponta Delgada, 1932, p. 102.

seriam também bem limpas e cobertas, argamassadas com cal ou lageadas «de llageas tão Jútas com call que a timta do dito pastel sa não vaa pellas gretas abaixo».

A vigilância dos lealdadores estendia-se às tulhas, donde o pastel não poderia ser retirado para venda antes da inspecção final.

Pelo seu trabalho recebiam os lealdadores um real, por cada quintal que se fizesse na sua comarca: meio real à conta do lavrador produtor e outro meio pago pelo mercador. Essa quantia devia ser-lhe entregue imediatamente após cada transacção, na altura em que se fazia a pesagem (1).

Ao longo do século xvi, o comércio foi-se desenvolvendo e, na carta de quitação do almoxarife de S. Miguel, Lucas de Sequeira, referente ao ano de 1538/1539, se vê que ele entregara à Fazenda real, dos seus direitos, 781 quintais, 2 arrobas e 9 arráteis de pastel granado (2). Na quitação do feitor Henrique Esteves da Veiga, referente às ilhas Terceira e Graciosa, nos anos de 1538 a 1542, coube ao monarca a percentagem de 6.659 quintais, 6 arrobas e 31 arráteis de pastel, granado e em bolos (3). No ano de 1547 o volume do pastel proveniente dos direitos alfandegários, em Ponta Delgada, atingia os 600 quintais, 2 arrobas e 1/2 (4). Esse pastel foi, em 1550, arrematado pelo mercador Jorge Dias, ao preço de 570 reais o quintal. O documento relativo às fianças apresentadas pelo comprador (5) comprova a complexidade das estruturas em que se integrava o comércio do pastel quando se estava ainda em meados do século xvi. Jorge Dias, mercador estante em Ponta Delgada, apresentou como fiador seu irmão, Manuel Dias e este, por seu turno, era afiançado por Jácome de Póvoas. Ambos os fiadores eram igualmente mercadores o que leva a

(1) Além dos lealdadores havia ainda os pesadores, escrivães e meirinhos do pastel.

(2) *Arquivo dos Açores*, vol. VIII, p. 144, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, D. Sebastião, Livro VI, fl. 20 vº.

(3) *Arquivo dos Açores*, vol. VIII, p. 147, do Arquivo Nacional da Torre do Tombo, D. Sebastião, Livro VI, fl. 43 vº.

(4) *Arquivo dos Açores*, vol. XII, p. 268/270.

(5) *Id.*

pressupor uma entreajuda já estabelecida com vista à defesa dos interesses de indivíduos ligados à actividade mercantil.

Em relação também aos meados do século XVI, pouco mais ou menos, Gaspar Fructuoso aponta a existência de alguns grandes produtores de pastel em S. Miguel, entre eles, Jorge Nunes Botelho (cuja fortuna se elevava, no conjunto, a cerca de 8.000 cruzados) e Francisco Arruda da Costa (com fortuna de 12.000 cruzados). Além destes, o mesmo autor cita também alguns dos comerciantes, em número de trinta ou quarenta, «homens da terra que todos negoçam de tres ate vinte, trinta, e quarenta mil cruzados de suas fazendas e pastel e outras mercadorias». Entre os principais estava João Lopes Cardoso, sobrinho do Feitor das ilhas, João de Bellas. Começara por negociar com 200.000 reais do seu dote. Depois comprara o ofício de escrivão, servindo-o durante 47 anos «e com o ganho de seu trato que teue em principio, e o ganho de seu officio, algũ pastel, que grangeaua» contava, no momento em que o historiador escrevia, cerca de 3 contos de reis em propriedades, rendas, casas e vinhas. Com o possuído por seus filhos e genros, a fortuna da família elevava-se a 10 contos de reis. Além deste, havia ainda Gaspar Dias, Cristóvão Dias, António Mendes Pereira, Francisco Mendes Pereira, António Mendes, Sebastião de Castro, etc. (1).

Embora se não passasse com o pastel o que acontecia com outros produtos ricos que caíram sob monopólio régio, os soberanos procuraram sempre assegurar o melhor possível as quantias que lhes advinham dos direitos de saída e outros. Inicialmente tais direitos seriam pagos em pastel em bolos, mas, em 1561, fez-se um contrato entre os representantes do Rei e os da cidade de Ponta Delgada, para que o pagamento passasse a fazer-se em pastel granado, tal como se verificava nas outras ilhas do arquipélago. Na Câmara reuniram-se o Provedor da Fazenda nas ilhas, o contador e o feitor, os vereadores, o procurador do Concelho, o procurador da cidade e quatro procuradores dos mesteres: dois alfaiates, um carpinteiro e um sapateiro. Segundo o costume anterior paga-

---

(1) Arquivo Distrital de Ponta Delgada, Gaspar Fructuoso, *Saudades da Terra*, Livro 4.º, cap. 51.

va-se, por cada 100 quintais de pastel, a dizima e a vintena, correspondentes a 14,5 quintais. Para se transformar esses 14,5 quintais de bolos em pastel granado far-se-ia uma despesa total de 800 reais (correspondeutes a 10 reais de tulha, 10 reais de granar e 20 de carreto, em média por cada quintal). Como o pastel se vendia então a 500 reais o quintal, os mercadores propuseram que o imposto equivalente em pastel granado passasse a ser de 13 quintais, deduzindo-se assim as despesas de granagem<sup>(1)</sup>. Tais direitos poderiam ser pagos em dinheiro, caso o feitor resolvesse vender o produto proveniente do imposto ao próprio mercador, estrangeiro ou português. Esta decisão do feitor dependia, entre outras coisas, de preço de ocasião. Se este fosse elevado, receberia o equivalente em dinheiro; se fosse baixo, em pastel que se venderia posteriormente. Tal imposto dependia, portanto, do preço corrente, declarando sempre os mercadores quanto lhes havia custado cada quintal<sup>(2)</sup>. Em qualquer caso, o despacho de cada navio não se podia fazer sem a presença do pesador do pastel e do escrivão da alfândega, que trazia o respectivo caderno onde anotava a quantidade total, as pessoas a quem tinha sido comprado e a quantia que cada um vendera<sup>(3)</sup>.

Em 1680, contudo, renovava-se a ordem para que os direitos do pastel fossem pagos em produto granado e não em dinheiro<sup>(4)</sup>. Esta insistência por parte da autoridade central correspondia à necessidade de se evitarem as fraudes que o método permitia e a distância facilitava. Muito claro é, a tal respeito, um documento, datado de 26 de Março de 1612, acerca do prazo do pastel granado. Presentes na alfândega, o Provedor da Fazenda, o Contador da Fazenda, Juiz da Alfândega, o feitor e o escrivão. O provedor reconhecia que, dado o costume de pagar em dinheiro os impostos que recaíam sobre o pastel, tendo esses impostos por base o preço do custo na altura da compra e, verificando que o referido produto era,

(1) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, vol. de 1568/1603, fl. 213 vº.

(2) Doc. de 4/Maio/1566; *Id.*, fl. 343 vº.

(3) Doc. de 17/Maio/1568; *Id.*, fl. 343.

(4) Doc. de 18/Maio/1580; *Id.*, fl. 346.

na maioria dos casos transacionado a troco de roupas, os mercadores e vendedores faziam entre si determinadas combinações que lhes permitiam furtar-se ao maior peso dos impostos régios. Uns e outros baixavam o preço das respectivas mercadorias, havendo mercadores que compravam o pastel a 1.000 reais para o revenderem a 800 reais o quintal, a troco de tecidos, «de maneira que vendendolhe algúas peças o quintal de pastel a nouesentos e a myl reais lhe dauão a troco hum Couado pello dito preço E conçertando com outras peças menos escrupulosas fazião o preço do pastel a seis e a sete tostois e a troco delle lhe dauão o couado do mesmo pano a seis e a sete tostois tão bem»<sup>(1)</sup>. Deste modo, nos anos anteriores, a média do preço do quintal, que oscilava entre 600 — 700 — 800 reais, «preço muj baixo»<sup>(2)</sup>, correspondia a um número fictício o que redundava em prejuizo da Fazenda Real e dos próprios lavradores «constrangidos a venderlhes a elles o seu pastel em bollos a trezentos e sincoenta e a quatrocentos reais»<sup>(3)</sup>. Se tal inconveniente se não verificasse «não derão os vendedores do pastel o quintal a menos de mil reais depois de granados nem os lauradores o venderão em bollos tão barato E assjm sim tendo nelle maes proueito laurarão maes copia delle de que tudo Rezultauão grandes proueitos ao bem comum»<sup>(4)</sup>. Por tal motivo rigorosamente se proibiram os tais conluios de negociantes. É difícil conceber uma obediência estrita a tal ordem, dado que as ilhas não dispunham de outras fontes abastecedoras de tecidos ou manufacturas, encontrando-se, portanto, na realidade, o mercado do pastel insular sob controle dos mercadores do Norte. Por outro lado, convém concordar que os elevados direitos que sobrecarregavam a exportação, conduziam indirectamente à fraude.

No *Titulo das Rendas, direitos, propriedades que elRey noso senhor tẽ nesta Jilha e na de sãta maria* estão explicados, no

---

(1) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 9.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*



conjunto, os impostos que então recaíam sobre o pastel<sup>(1)</sup>; de todo aquele que se colhia na ilha, pagava-se, de dízimo e vintena, de cada 100 quintais, 14,5 quintais de pastel em bolos (substituído depois por 13 quintais de pastel granado). Adicionavam-se-lhe os direitos de saída que também pertenciam a Sua Majestade e que lhe advinham de todas as mercadorias exportadas: por cada 100 quintais, pagavam-se 11 quintais e 12,5 arráteis (mais ou menos 24% no total). No caso do imposto ser pago em pastel, e não em dinheiro, a pauta era mais elevada: 27 quintais, 2 arrobas e 23 arráteis e 3/4, em cada 100 quintais. No mesmo documento acrescentava-se também a imposição dos 2% que revertia a favor das obras de fortificação da cidade, e respectivos oficiais e armamento, o que elevava a percentagem final para 26% e 29,5%.

Nestas condições, a defesa do produto perante os eventuais concorrentes estava apenas na sua boa qualidade. Provisões e mandados a respeito da cultura do pastel e sua laboração suceder-se-iam ao longo do século XVI e, ainda, no século XVII. O aspecto essencial a destacar era a insistência no absoluto cumprimento do Regimento que, cultivadores e fiscais, muitas vezes ignoravam. É de 1545 uma das primeiras ordens régias para que em tudo se cumprisse o que estava determinado no Regimento de 1536<sup>(2)</sup>. Em 1566, o rei voltava a ordenar que os lealdadores, meirinhos, granadores e piradores fizessem respeitar o estabelecido e visitassem frequentemente os campos e tulhas, procedendo os lealdadores à fiscalização da quarta colheita com a rapidez necessária. Para evitar que, terminado o prazo da apanha, se continuasse a

(1) «Título das Rendas, direitos, propriedades que elRey noso senhor tẽ nesta JIha e na de sãta maria pertencẽ a sua fazenda ou que outro tẽpo forã dela e ora sã dados ou trepassadas a outras pessoas e se lãçarão aqui por francisco de maris procurador da fazenda nas ditas JIhas», *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 143, s/d. É um documento anterior a 5 de Maio de 1578, data em que, com outra letra, se acrescentaram indicações de uma transferência de propriedade. É posterior a 30 de Dezembro de 1561, porque já apresenta a alteração do imposto do pastel em bolos para pastel granado.

(2) Doc. de 17/Julho/1545, *Livro 4.º de Registo da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 123 v.º/125.

laboração ordenava-se que os possuidores de engenhos para moer e trabalhar o pastel, desmontassem as mós depois de findo o prazo legal, sob pena de 2.000 reais de multa. Proibia-se terminantemente a mistura que, por vezes, os lavradores faziam de pastel de mais duma qualidade, provenientes de localidades diferentes, com «muito dano e prejuizo dos mercadores e pessoas que ho vão Comprar e discredito da comta e Reputação e que ho dito pastel por esa causa vem a ser tido» (1). Para obstar a tal inconveniente, o rei decidiu que as pessoas que levassem o pastel a granar à cidade de Angra, Ponta Delgada ou outros sitios deviam declarar ao lealdador a proveniência do produto, averbando-se o número do dito pastel e o da tulha, sem ser permitido depois fazer qualquer mistura. A verificação competia ao lealdador cuja negligência podia acarretar graves prejuizos. Em 1631 o provedor da Fazenda declarava que tinha tido informação de que havia «geral queixa no Rejno de inglaterra», por falta de cumprimento do estabelecido no regimento acerca da laboração do pastel. Notificava, por isso, o lealdador, o escrivão e o meirinho para percorrerem a ilha de S. Miguel vigiando e castigando, segundo o estipulado por lei (2). Também em 1637, a falta de assistência do lealdador-mór, Francisco Barbosa da Silva, causava grandes danos, dando motivo a queixas dos estrangeiros. As demoras a que se obrigava as embarcações que esperavam seu despacho, punham-nas em risco «por ser o porto aberto e com qualquer uento muito arriscado». Resolvia-se, entretanto, que, sempre que o lealdador não estivesse na cidade, competiria a André da Ponta de Sousa dar despacho aos navios de pastel (3). Dez anos mais tarde, o desembargador Diogo Ribeiro de Macedo, em missão na ilha de S. Miguel, suspenderia e daria voz de prisão a vários funcionários responsáveis pela cultura e exportação do pastel.

---

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 231 v.º.

(2) *Livro de Registos de Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 218.

(3) *Id.*, fl. 323 v.º.

Nessa ocasião, encontrava-se também preso Francisco Barbosa da Silva, embora, talvez, por motivo diferente<sup>(1)</sup>.

Contudo, nos pequenos pormenores das técnicas de laboração, por vezes objectos de discussão, o rei (na maioria dos casos), limitava-se a sancionar as opiniões dos peritos. Em 5 de Julho de 1567, numa reunião em casa do provedor Francisco de Maris, resolvia-se que o pastel, moído e colocado nos tabuleiros, devia ser transformado em bolos um dia depois de aí ter sido posto (o Regimento indicava 3 dias) e isto durante o período de laboração que decorria até ao mês de Setembro, inclusivé. De Outubro em diante, com o tempo mais frio, a massa poderia estar nos tabuleiros durante dois dias<sup>(2)</sup>.

Um outro aspecto para que o regimento chama a atenção era o da necessidade de água clara e limpa para granar o pastel. Ainda em 1598, tal exigência era respeitada, porquanto, querendo os padres da Companhia de Jesus, que «laurauão e fazião pastel no limite da fajã», aproveitar a água da lagoa chamada charco da Madeira, para granarem o seu pastel, solicitaram a decisão do lealdador que, depois de ver a água, a achou convenientemente limpa por estar assente sobre cascalho e areia. Feita uma experiência prévia, os padres obtiveram a desejada autorização<sup>(3)</sup>. Mas, em 1643, esta disposição do Regimento foi alterada pelo provedor Agostinho Borges de Sousa o qual, tendo ouvido os pareceres dos mercadores, determinou que a água de granar o pastel passasse a ser salobra, de poços, ou então salgada, tirada na vazante da maré. Como precaução, no entanto, primeiramente, três mercadores da cidade fariam um ensaio com 15 ou 20 quintais de pastel, granado em água do mar e embarcado a titulo experimental, a fim de se poder avaliar a reacção dos comerciantes estrangeiros<sup>(4)</sup>.

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 422.

(2) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 232 v.º.

(3) *Id.*, fl. 291.

(4) *Id.*, fl. 322 v.º — «Provimentos que o Provedor da fazenda Augustinho Borges de Sousa fes e Proueo para Boa administração da Fazenda de sua magestade no anno de 1643».

Os rendimentos dos impostos que recaíam sobre o pastel eram, em geral, aplicados às necessidades locais, sendo muitas vezes utilizados nas próprias ilhas. Em 1614, o proveniente dos 13% em S. Miguel e Santa Maria deveria ser entregue a Pero Trigueiros a fim de, com o precedente dele, se abastecer de roupas os soldados do Castelo de S. Filipe, de Angra (1). Este contrato, datado de 9 de Julho, prolongar-se-ia nos meses seguintes. A 31 de Outubro, assinala-se que o mercador inglês, residente em Angra, Thomas Dollson, forneceria uma determinada quantidade de tecidos a troco de 1.000 quintais de pastel que lhe tinham sido vendidos a 1.150 reais o quintal (portanto, 115.000 reais de roupa). Os agentes régios responsáveis por tal transacção foram, em Angra, o feitor Jerónimo Fernandes Coelho e, em Ponta Delgada, o feitor António Morais (2). Em Dezembro de 1614 e em Janeiro do ano seguinte, Pero Trigueiros reunia 2.794 quintais, 1 arroba e outros 82 quintais e 2 arrobas de pastel granado, com idêntica finalidade de serem enviados para a Terceira a troco de fazendas (3). Finalmente, a 11 de Junho de 1616, o mesmo feitor Jerónimo Ferreira Coelho declarou ter recebido as fazendas provenientes da transacção de 2.250 quintais de pastel granado vendidos ao fornecedor flamengo Guilherme de Bus, ao preço de 900 reais o quintal (4). Em 1660 eram os mercadores ingleses Guilherme Sarchfield e Richarte Ochenson que detinham o contrato de abastecimento dos soldados de S. João Baptista. O pagamento seria feito em pastel, podendo este ser entregue ao procurador dos referidos mercadores em Ponta Delgada, Guilherme Chamberlim (5). Em 1 de Junho de 1662 passava-se ordem para a entrega a Guilherme Chamberlim e a Matheus Godim (ingleses, residentes em S. Miguel) de todo o pastel arrematado por Guilherme Sharfield (mercador inglês residente em Angra). Esse pastel granado era proveniente do recebimento do feitor Miguel Rodarte e fora

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 54.

(2) *Id.*, fl. 57 v.º.

(3) *Id.*, fl. 58 v.º e 61.

(4) *Id.*, fl. 78 v.º.

(5) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, s/d, fl. 55.

arrematado à razão de 480 reais o quintal de 112 libras<sup>(1)</sup>. Em 1663, novamente Guilherme Shaxfield tinha contratado a vestimenta dos soldados, desta vez, os do castelo de Angra. Em troca seria pago novamente em pastel proveniente da arrematação desse ano de 1663. No entanto, essa remessa não chegou a Angra até 22 de Dezembro pelo que o provedor supunha que se tivesse perdido no barco de António Luís que fora apresado quando se dirigia de S. Miguel para a Terceira. Entretanto, tendo chegado a nau inglesa que trazia os tecidos o contratador propôs-se arrematar o pastel que houvesse ainda em S. Miguel ao preço corrente ou, mesmo, então cobrindo o maior lanço que sobre ele fosse feito. Guilherme Chamberlim continuava a representar os seus interesses em Ponta Delgada<sup>(2)</sup>.

Abastecedores dos mercados insulares através das manufacturas que lhes forneciam, os mercadores flamengos, franceses e ingleses (sobretudo estes) eram ainda os agentes indispensáveis de ligação e de escoamento do pastel a ponto de, em 1637, se considerar justificada a nomeação dum lealdador especial, António Borges da Costa, para os pastéis de Ellias Poter, inglês, residente em S. Miguel<sup>(3)</sup>.

Na segunda metade do século xvii acentua-se a decadência e, por fim, termina o comércio do pastel insular. As lacunas entre os Livros da Alfândega actualmente conservados são demasiadamente grandes para que permitam reconhecer o início do processo e limitá-lo a um ano ou a anos determinados. A exportação anual de tal produto, depois de 1620, assinala uma gradual diminuição que se acentuou a partir da década de quarenta. Alguns documentos são indice significativo de tal decadência. Em carta anterior a 1 de Maio de 1670, a nobreza e o povo da ilha de S. Miguel expunham ao provedor da Fazenda as dificuldades em que se encontravam a respeito da defesa porque havia faltado o rendimento dos 2% do pastel destinado à manutenção das fortificações, munições e pagamento de oficiais<sup>(4)</sup>.

(1) *Id.*, fl. 78 vº.

(2) *Id.*, fl. 86 vº.

(3) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 313.

(4) *Livro 2.º de Registos da Câmara de Ponta Delgada*, fl. 65 vº.

## Exportações de pastel no século XVII

Data	Quintais	Arrobas	Libras
de 28-2-1620 a 2- 1-1621 (1)	44.618	38	167
de 14-5-1631 a 24- 1-1632 (2)	27.762	25	146
de 14-3-1633 a 29-12-1633 (3)	28.662	38	332
de 14-1-1634 a 2-12-1634 (4)	23.538	36	256
de 12-2-1636 a 24- 1-1637 (5)	13.429	16	182
de 16-3-1639 a 14-12-1639 (6)	17.017	14	183
de 21-4-1640 a 26-11-1640 (7)	8.737	13	148
de 23-1-1646 a 22-12-1646 (8)	25.600	19	171
de 10-1-1648 a 20-11-1648 (9)	14.170	15	133
.....	.....	..	...
de 27-1-1669 a 16-11-1669 (10)	8.072	9	72
de 30-4-1676 a 6-11-1676 (11)	2.717	—	—

(1)	Sairam de Ponta Delgada	36	navios	com	pastel.
(2)	"	"	19	"	"
(3)	"	"	31	"	"
(4)	"	"	24	"	"
(5)	"	"	11	"	"
(6)	"	"	17	"	"
(7)	"	"	10	"	"
(8)	"	"	15	"	"
(9)	"	"	12	"	"
(10)	"	"	7	"	"
(11)	"	"	3	"	"

Por outro lado, a observação dos mapas de saída de pastel mostra que, após um período de euforia, correspondente aos anos de 1620 (e, possivelmente, antes), a exportação foi diminuindo, como já se disse, sendo bastante reduzida em 1669. Finalmente, em 1676, registava-se a saída de apenas três navios (todos para Inglaterra), com a quantia de 2.717 quintais. A exportação continuava a fazer-se, por conseguinte, para a Grã-Bretanha, o que demonstra não ter havido alteração de mercado de consumo, mas, mais provavelmente, concorrência bem sucedida por parte de outros mercados abastecedores, coloniais, por certo.

*O trigo*

O problema do trigo nos Açores tem sido encarado com um certo tom de optimismo que nos leva a aceitar a brilhante perspectiva dum jovem mundo insular abastecendo durante mais de duas centúrias os mercados metropolitanos tradicionalmente carecidos de pão e sujeitos a uma restrição que a Era dos Descobrimentos agravara consideravelmente. Se tal perspectiva pode ser exacta em relação a determinados casos e ocasiões, não será, por isso, menos arriscado generalizá-la. Se a metrópole, (por motivos de ordem geográfica, climática e humana) não constitui um bloco sobre o qual se difundam uniformemente conceitos em forma de decadência ou, até mesmo, de crise, também não se poderá falar em moldes uniformizadores em relação ao arquipélago açoriano. As ilhas constituem unidades bem diferenciadas, senão quanto à estrutura, pelo menos quanto ao relevo e ao clima. Esta diferenciação que, aliada a um povoamento heterogéneo, permite ainda hoje explicar uma certa distinção de culturas e de técnicas agrícolas, é visível também, desde os primeiros tempos da colonização em que as experiências com os mais variados produtos se sucederam de ilha para ilha. Tal facto é observável em relação à cultura do pastel, da açúcar, do vinho e, também, do trigo. Daí resulta uma certa arrumação de produções que, tendo encontrado o meio propício, aí se fixaram enquanto os interesses económicos o permitiram. Por exemplo, o açúcar cuja tentativa de introdução resultou, em geral, num fracasso, era contudo ainda explorado e exportado no século xvii em Vila Franca do Campo, S. Miguel. Quanto ao cultivo do trigo, cultura simultaneamente de subsistência e de especulação, assumiu especialmente um aspecto ou outro, consoante as ilhas e os anos agrícolas.

Em relação ao periodo compreendido entre 1570 e 1669, Frédéric Mauro publica uma cronologia agrícola dos Açores em que, recorrendo às mais diversas fontes, assinala as épocas de penúria cerealífera no arquipélago. Verifica-se, por exemplo, que, em 1570 e 1578, muitos habitantes pretendiam abandonar a ilha Terceira devido às más colheitas. Em 1575, o trigo era taxado e a sua exportação proibida. Os anos de 1584

a 1590 foram novamente épocas de dificuldades, acompanhadas de tabelamento de preços e interdição de saída. Especialmente frequentes eram as crises em S. Jorge, notando-se também a carência na ilha do Pico. De 1606 a 1614 a ilha do Faial foi atingida por uma escassez cuja causa foi atribuída em 1614 ao esgotamento dos terrenos, em resultado do cultivo do milho maiz. Mesmo em S. Miguel, os tumultos ocasionados pela exportação de trigo em 1633 são reveladores dum certo estado de carência, atribuível talvez ao alargamento das áreas de cultura de pastel sobre as do trigo, o que se verificava já em 1592<sup>(1)</sup>. No total, de 1570 a 1669, são assinalados 25 anos de penúria o que, tomado na generalidade, poderia aparentemente levar a por em dúvida a teoria que considera os Açores como celeiro de Portugal e das praças do Norte de África, nesta ocasião. Como harmonizar esta cronologia com os documentos relativos à saída de cereais açorianos? Há que perguntar em que medida a grande exploração especulativa não poderá ter feito pesar a balança das exportações, deformando a visão objectiva dos factos. Ainda em 1620, se verifica que, de 779 moios e 27 alqueires exportados, para as Canárias e Madeira, 177 foram enviados por D. Rodrigo da Câmara e 301 pelo seu procurador, Manuel de Andrade.

Deste modo, só um estudo cuidadoso dos Livros de Tombo ainda existentes nas ilhas poderia fazer luz sobre o assunto, permitindo a elaboração de monografias locais, esclarecedoras acerca das estruturas agrárias nos séculos xvi e xvii e, conseqüentemente, das verdadeiras condições da produção.

Os registos de saída de trigo apresentam-se de forma que se nos afigura irregular e, provávelmente, incompleta. Acrescentem-se as possibilidades de contrabando, cuja existência os documentos confirmam, e concluir-se-á que quaisquer dados numéricos acerca de tal produto têm de ser considerados sob reserva. No entanto, esses mesmos registos dão amplas informações a respeito do modo como se faziam as exportações.

---

(1) Frédéric Mauro, *ob. cit.*, p. 310/317.

Regra geral pode dizer-se que a saída de trigo e seu registo obedeciam, nas suas linhas gerais, aos mesmos moldes da saída do pastel e, em determinadas ocasiões, há mesmo coincidência de interesses. Se, no caso do conde de Vila Franca, o produtor podia ser, ao mesmo tempo, o exportador, noutros casos, o mercador limitava-se a comprar o cereal aos diversos vendedores, expedindo-o depois, por sua conta. Isto é bem evidente quanto aos fornecedores da praça de Mazagão em 1634. O trigo para aí enviado a 16 de Outubro, por Pero Correia Chaves, fora comprado a diversos particulares, instituições religiosas, membros do clero, funcionários públicos e, até proveniente de arrematações dos dízimos do Rei. Parte do cereal tinha sido prèviamente transacionado aos alqueires e aos moios, aquando dos preços mais favoráveis do Verão, numa média de 5.800 reais por moio. A outra parte atingiu diferentes valores até 7.200 reais por moio. É de notar que, entre os fornecedores de Pero Correia Chaves se contavam alguns que já eram ou viriam a ser grandes mercadores e altos funcionários régios nas ilhas; Manuel Alvares Senra, Belchior Antunes Cardoso, Baltasar Simões Barreto, Baltasar Rebelo de Sousa e Jacinto Vaz Camelo, entre outros.

Ao longo do século xvii, os grandes exportadores sucederam-se, consoante as conjunturas, nunca se dedicando exclusivamente ao comércio do trigo, mas antes, associando este aos outros cereais, aos couros, aos linhos, etc. Em 1631, de 3.421 moios e 54 alqueires saídos de Ponta Delgada, 910 embarcaram à conta do conde de Vila Franca, mais de 869 à conta de Pero Correia Chaves e mais de 555 à de Heitor Velho da Silva. Outros negociantes importantes eram ainda Belchior Antunes Cardoso e Manuel Álvares Senra. Citavam-se ainda outros trinta pequenos exportadores, além dos que são incluídos na designação genérica de «particulares» e «outros». Em 1633 e 1634 sobressaíam os fornecedores de Mazagão, Pero Baeta da Silveira e Pero Correia Chaves. António Fernandes Columbreiro que, em 1631, fizera um aparecimento modesto, enviava agora para Lisboa 123 moios e meio. Em 1636 mantinha-se a primazia de Pero Correia Chaves cujas remessas se continuavam a fazer para Lisboa e Mazagão, seguido de Manuel Álvares Senra, procurador de

Alvaro Fernandes de Elvas, contratador do fornecimento de Tânger. António Fernandes Columbreiro aumentou os seus envios para a capital em 1639, com um total de 803 moios e 38 alqueires. Verifica-se também a inserção de alguns mercadores estrangeiros no circuito da Madeira e Canárias: Duarte Beli, Abraão Chilli, Duarte Baulliffe e Rodrigo Hans. Alguns destes — Abraão Chilli e Rodrigo Hans — encontravam-se igualmente ligados ao comércio do pastel.

Após 1640, as exportações e os registos que delas se fizeram caracterizam-se pela proliferação de pequenos exportadores, contando-se, num total de 3.337 moios e 45 alqueires, saídos em 15 barcos, a existência de 74 comerciantes diferentes. A cronologia não permite fazer depender este facto das condições imediatas da Restauração, mas, de forma indirecta, tal relação é, talvez, possível. Em 1646, Domingos Vaz de Brito era o fornecedor de Tânger e Mazagão sobrepondo-se aos outros mercadores, Francisco Ribeiro da Costa, Francisco Fernandes Vitória e António Martins de Oliveira, então os principais. Manteve essa posição até 1648, pelo menos.

Em 1669, salienta-se a frequência dos negociantes estrangeiros, ingleses na sua maioria: Pedro Godim (que já aparecera em 1648), Guilherme Chamberlim, João Chamberlim e Richarte Huchunson, sobretudo este último, grande fornecedor das Canárias. Tal facto é compreensível à luz do domínio adquirido pelos anglo-saxões adentro das estruturas do comércio lusitano. Caso análogo se observa em 1674, podendo-se acrescentar ainda os nomes de Manuel Cobbs e Jaquez Neimão, estrangeiros ou de origem estrangeira. Simultaneamente foi reduzindo o número dos grandes exportadores locais (como Manuel Pereira da Silveira), dos quais poucos atingem a vintena de moios. As saídas pulverizam-se nas mãos de dezenas de pequenos e médios negociantes. O mesmo se pode observar em 1676 e 1686.

Nessas datas, assinala-se já também o início e crescimento da exportação dum novo cereal, o milho maíz, enviado para os mesmos mercados do trigo, acompanhando-o em grande parte dos casos. Em 1676, a exportação do novo produto foi de 68 moios, mas, dez anos depois já totalizava 463 moios e 11 alqueires não chegando a exportação do trigo a duplicá-lo

(927 moios e 48 alqueires). Os grandes mercadores eram os estrangeiros Richarte Huchunson, Guilherme Chamberlim, João Chamberlim, João Auchoim e, também, um novo grande comerciante, João Eston ou Stone. Estes exportadores aproveitavam os novos mercados abertos pelos navios que se dirigiam à Terra Nova (e embarcavam farinha nos Açores) e à Nova Inglaterra; mas mantiveram mão firme sobre as correntes abastecedoras dos mercados tradicionalmente falhos de cereais: Madeira e Canárias. De referir, ainda, Simão da Fonseca que, em 1686, fazia as suas expedições de trigo e milho para o Algarve.

Tal como já se verificava em relação ao pastel pode neste caso também constatar-se que, neste comércio predominam os barcos franceses e ingleses, embora se possa citar um alemão, um polaco e um biscaíno. Em 1620 contavam-se quatro caravelas portuguesas (cujos mestres eram naturais de Peniche, Atouguia, Aveiro e Cascais) que transitavam para as Canárias, embora o cereal transportado fosse em quantidade diminuta. Mas, evidentemente, não podemos considerar a quantia indicada como a carga completa da embarcação, porque, na maioria dos casos os navios eram portadores dos mais variados produtos. Em 1631, além das *naus*, aparecem também os *pataxos* e *setias*, sendo grande parte dos barcos designados por *navios*, tal como já se fez notar a respeito do pastel. Em 1640, faziam carreira para a Madeira as *caravelas* «S. José» e «Espírito Santo», provavelmente portuguesas. Depois de 1648 surgem as *charruas*, as *sumacas*, as *fragatas* e as *polacras*, sendo notável a frequência do primeiro tipo de embarcação.

Analisando os documentos arquivados na Alfândega e Câmara Municipal de Ponta Delgada, referentes ao período que vai de finais do século XVI a finais do século XVII, observa-se que no circuito de distribuição de trigo, havia nitida distinção entre os negócios realizados, em primeiro lugar, para o estrangeiro (Canárias) ou então para Lisboa e, em segundo lugar, para a Madeira e praças do Norte de África. Estas últimas eram abastecidas por assentistas que, como contratadores do fornecimento dessas praças, enviavam, geralmente de Lisboa, navios fretados à sua custa e que carregavam

em S. Miguel o trigo prèviamente adquirido pelos próprios assentistas ou seus procuradores. Este circuito a que os produtores e exportadores locais permaneciam alheios, na maior parte dos casos, constituia ainda uma forma de inserção estranha e prejudicial para o comércio insular na medida em beneficiava também de expressos privilégios reais que lhes davam prioridade quer nas compras, quer nos embarques. Daí as reacções e os embargos que continuamente lhes eram postos por parte dos particulares e, mesmo, das autarquias locais, apesar dos constantes avisos e ordens provenientes de Lisboa.

Datam de 1561 e 1562 diversos mandados que previam a requisição de barcos, das caravelas e bem assim dos carros necessários ao carregamento e transporte do trigo destinado à África<sup>(1)</sup>. Em 1565, o volume de trigo expedido para as praças africanas cifrava-se em 900 moios para Tânger, 460 para Ceuta e 400 para Mazagão<sup>(2)</sup>.

Entretanto as fugas continuavam e, assim, em 1568, o rei proibia que se carregasse nos barcos destinados à África, outro trigo que não fosse o requisitado para tais lugares, porquanto os mestres o iam abusivamente vender ao Algarve, alegando que se tratava de trigo seu<sup>(3)</sup>.

De finais do século XVI a meados do século seguinte, assinalam-se os nomes dos contratadores Baltasar Nunes Barreto, Pero Baeta da Silveira e Álvaro Fernandes de Elvas (cujos fornecimentos estão documentados de 1637 a 1649), tendo-lhe sucedido em 1654 seu filho, Diogo Fernandes Penso e, a partir de 1654, seu sobrinho Fernando Roiz Penso<sup>(4)</sup>. As praças referidas em tais contratos eram Tânger e Mazagão.

Em 1644 previa-se a entrega de 10.000 cruzados a Álvaro Fernandes de Elvas, para a compra de trigo do provimento

---

(1) *Livro de Registo da Alfândega de Ponta Delgada*, 1568/1603, fl. 199 vº, 201 vº.

(2) *Id.*, fl. 243 vº.

(3) *Id.*, fl. 236.

(4) Fernando Rodrigues Penso, preso pela Inquisição em 1672. O inventário da sua «casa grande» do Rossio contém mobiliário precioso, quadros, serviços de prata, diamantes, jóias, moedas de ouro, no valor de nove contos de reis; possuía ainda uma quinta na Palhavã, liteiras, cavalos, etc. O volume do seu negócio levava-o a emprestar dinheiro a parti-

das referidas localidades<sup>(1)</sup>. Em 1649, para idêntico fim, o mesmo contratador devia receber 4.000.000 de reais<sup>(2)</sup>.

Sensivelmente após a primeira metade do século xvii, as ordens de fiscalização de saída de trigo tornam-se mais precisas e rigorosas e, exceptuando a Madeira e Mazagão, o cereal deveria ser canalizado apenas para Lisboa. Evidentemente que certos particulares privilegiados conseguiam isenções. É o caso do conde da Ribeira Grande que, em 1666, obteve esse benefício sob pretexto de enviar trigo a seus pais e irmãos<sup>(3)</sup>; é o caso da condessa de Vila Franca que, em 1675, conseguiu licença para mandar buscar o produto das suas rendas na ilha, com a condição de deixar um terço na ilha<sup>(4)</sup>. Tais limitações facilitavam a especulação por parte dos mercadores lisboetas em detrimento dos interesses insulares. Para evitar isso, a 14 de Fevereiro de 1695, o rei deu licença para que os particulares pudessem carregar os seus trigos em outros navios que não fossem os dos fretadores que lhes pagavam mal, ou, então, recusavam mesmo fazer-lhes o transporte; por tais carregamentos deviam, contudo, prestar fiança<sup>(5)</sup>. A 26 de Agosto do mesmo ano, acrescentava-se que esses particulares poderiam embarcar 1/4 do trigo que saísse de S. Miguel nos navios fretados pelos homens de negócio ou pelo senado da Câmara de Lisboa<sup>(6)</sup>.

Em 1696, a 3 de Julho, assegurado o abastecimento do Reino por uma colheita abundante, permitia-se novamente a saída de cereal para o estrangeiro<sup>(7)</sup>. Dois anos depois, porém,

---

culares e ao Estado sendo credor de mais de 90 contos de reis, quantia muito avultada para a época. — *Inquisição e cristãos novos*, António José Saraiva, Lisboa, 1969, p. 255, de L. de Azevedo, «Os processos da Inquisição como documentos da História», in *Boletim da Classe de Letras da Academia das Ciências de Lisboa*, vol. XII, 1921.

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 335 v.º.

(2) *Id.*, fl. 514.

(3) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1655/1667, fl. 407 v.º.

(4) *Livro 2.º de Registo da Câmara Municipal de Ponta Delgada*, fl. 81.

(5) *Id.*, fl. 222.

(6) *Id.*, fl. 222 v.º.

(7) *Id.*, fl. 223 v.º.

um novo ano agrícola mau teve como consequência novas restrições, desta vez sob pena de cinco anos de degredo para o Brasil para os que prevaricassem<sup>(1)</sup>. O mesmo se verificou no ano seguinte e, em 14 de Julho de 1704 a regente, rainha D. Catarina, repôs em vigor a ordem de 1694<sup>(2)</sup>.

Um outro documento, já de 1713, põe em evidência alguns aspectos e vicissitudes do comércio do trigo insular, os quais se poderão nas suas linhas gerais aplicar também aos finais do século xvii. De acordo com os vedores da Câmara de Ponta Delgada, tinha-se decidido que, perante a escassez registada naquele verão, se não permitiria a saída de trigo da ilha, sem que antes se tivesse feito a colheita dos milhos. Contudo, o monarca decidira, em Setembro, que se tratasse de remeter o trigo necessário a Mazagão, desde que se não excedesse a lotação da praça para que os habitantes de S. Miguel não viessem a sofrer faltas. No entanto, a carestia acabara por se dar porque as tempestades tinham destruído os milhos serôdios e, mesmo os temporãos, haviam sido bastante afectados pelas chuvas contínuas, acompanhadas por tremores de terra. Perante esta situação, porém, havia ainda muita gente que procurava embarcar os seus excedentes através do porto da Lagoa, transportando-o de noite, em bestas de carga, e de dia com o pretexto de que iam levá-lo a moer aos moinhos de Água de Pau e Ribeira Grande, por não haver engenhos em Ponta Delgada. Além dos próprios habitantes da ilha, eram também prejudicados os assentistas da praça de Mazagão que tinham comprado 600 moios de trigo e fretado embarcações sem conseguirem expedir o cereal, sendo, pelo contrário, simultaneamente abertos os seus granéis para venda ao povo. Por isso, o rei ordenara, ainda em Setembro, que se cumprisse a ordem de embarcar o que fosse necessário ao abastecimento de Mazagão. Os vereadores escreveram então ao governador da ilha, para que ele mandasse pôr tropa da milícia nos locais de passagem dos trigos para qualquer vila. No entanto, a 29 de Novembro, constatava-se novamente que «não obstante outrosim as guardas da milícia que nos Ca-

(1) *Id.*, fl. 229 v.º.

(2) *Id.*, fl. 254 v.º.

minhos estão postas pelo Governador desta ilha a nosso Requerimento e precatório se tirarão algũs trigos occultamente desta cidade para essa Villa (Lagoa)» (1)

Irregularidades de colheita favorecendo a especulação ocasional, suscitada pela diferença de preços ou pela procura nos mercados extra-insulares; contrabando possibilitado, apesar das medidas oficialmente previstas; estruturas mercantis complexas, mas ainda imprecisas, predominando os grandes mercadores continentais ao lado dos estrangeiros, ao mesmo tempo que proliferavam, à espera de ocasião propícia os pequenos exportadores locais; eis alguns dos aspectos mais evidentes do comércio do trigo de S. Miguel, nos finais do século xvii.

### *Cevada*

A cevada constituia, já no século xvi, e ainda durante o século xvii, um cereal de exportação de importância secundária, muitas vezes complementar do trigo. Daí que as saídas se apresentem documentadas de maneira irregular, registando-se enormes lacunas. O *Arquivo dos Açores* contém alguns documentos relativos ao século xvi que nos demonstram que os contratos para sua aquisição eram semelhantes aos do trigo. Exemplo disso é um documento de 1 de Outubro de 1545 em que se regista a compra feita pelo feitor do Rei, Jerónimo Pacheco, por João de Belas e por Gonçalo Dias, de 218 moios de cevada, 40 dos quais provenientes da ilha Graciosa e vendidos por António Nunes, mercador residente em Vila Nova de Portimão; outros 65 moios e 50 alqueires tinham sido vendidos por Gracia Gonçalves e Denis Álvares, da Terceira; 88 moios e 23 alqueires comprados por João de Belas e Gonçalo Dias a diversas pessoas em S. Miguel; finalmente, 23 moios e 47 alqueires haviam sido vendidos por Afonso de Matos e Francisco Pires, de Ponta Delgada. Estas quantias foram transportadas respectivamente nos navios de Domingos Gonçalves, da Terceira; do mestre Bastião Fer-

---

(1) *Livro 2.º de Registo da Câmara de Ponta Delgada*, p. 345/346 v.º.

nandes Matoso e mestre João dos Santos, de Aveiro, e do mestre Jorge Afonso, de Atouguia. Esta última embarcação ia fretada por conta da Casa de Ceuta<sup>(1)</sup>. Este cereal destinava-se a Lisboa, mas também, conforme o comprovam documentos de 1534, 1536 e 1546, às praças do Norte de África<sup>(2)</sup>.

De 1634 a 1686, a cevada exportada de S. Miguel era dirigida para Lisboa, Madeira e Canárias. Ao todo 25 navios que saíram de Ponta Delgada nesse lapso de tempo carregaram 171 moios e 2 alqueires. Contudo, essa quantidade corresponde apenas àqueles registos que nos chegaram e, portanto o seu valor é muito relativo.

Em 1660, o conde de Cantanhede determinava que aos Açores competiria abastecer as estrebarias reais com um total de 300 moios de cevada que deveriam ser repartidos pelos diversos barcos que se destinassem ao porto de Lisboa<sup>(3)</sup>. Data do mesmo dia uma ordem que determinava, desde logo, o envio de 50 moios de cevada para a capital<sup>(4)</sup>. A 10 de Outubro desse mesmo ano saíam da ilha de Santa Maria com idêntico destino 22 moios embarcados na caravela «Nossa Senhora dos Anjos» de que era mestre António dos Santos, morador em Cascais<sup>(5)</sup>. No dia 20 do mesmo mês e ano saíam também da mesma ilha mais 13 moios levados pelo navio francês «Santiago de Bordéus» de que era mestre e capitão Pedro Guton, de Bordéus<sup>(6)</sup>. Em 1662, as estrebarias reais eram ainda abastecidas do mesmo modo, pelo que, a 28 de Junho se ordenava que mandassem 80 moios de cevada<sup>(7)</sup>.

No entanto, as remessas registadas nos livros de saída da alfândega de Ponta Delgada são bastante inferiores, embora mais frequentes que estas ordens esporádicas. A partir de 1646, nota-se mesmo um ligeiro acréscimo que se torna

(1) *Arquivo dos Açores*, vol. VIII, p. 98

(2) *Id.*, vol. V, p. 138; vol. VIII, p. 398; vol. VI, p. 283.

(3) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1655/1667, fl. 225/226.

(4) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, s/d, fl. 64/65.

(5) *Id.* fl. 56/56 v.º.

(6) *Id.*, fl. 68 v.

(7) *Id.*, fl. 82.

bem mais expressivo com a participação dos mercadores estrangeiros Richarte Huchunsen e Guilherme Chamberlim, em 1669 e 1674 e João Eston, em 1686.

*Favas, tremoços, feijão*

Com destino aos mesmos mercados do trigo e da cevada — Lisboa, Madeira, Mazagão e Canárias — fazia-se a exportação ocasional de *favas, tremoço, feijão* (1). A saída de favas atingiu nos anos de 1634, 1640, 1674 e 1676 um valor total de 78 moios, 34 sacas e 6 alqueires, nos registos de 24 embarcações dos livros de saída da alfândega de Ponta Delgada (2). As exportações de tremoço estão anotadas em 1633, 1634, 1640, 1648, 1674 com um total de 37 moios destinados a Lisboa, Madeira e Amsterdão. Era para este último porto o carregamento de 24 moios expedidos em 1648 por António Pereira de Elvas, no navio «O Pescador». No entanto, é provável que este fosse o porto final de escala e não aquele para onde o tremoço realmente era enviado.

*Linho*

A saída de linho do porto de Ponta Delgada aumentou progressivamente ao longo do século xvii, a partir dos registos de 1631. As exportações iniciais restringiam-se a pano de linho (calculado à vara), e pedras de linho (conjuntos cuja quantidade não é bem definida). Depois de 1640, anotava-se já a saída do linho assedado (medido à libra) e estopa (calculada à vara). Em 1646 registava-se mais a saída de pano de guardanapo e de toalhas de mesa e, após 1648, linho cru e linho curado, bem como pano de tren (em peças ou varas). Estas unidades eram, por vezes, agrupadas em pacotes ou fardos, com número variável de varas.

(1) A saída de feijão é diminuta: 15 alqueires, em 1674, para o Faial e 10 alqueires, em 1686, para Lisboa.

(2) Em 1686 chegou a 28 moios e 46 alqueires, 26 dos quais destinados à ilha da Madeira e o restante a Lisboa.

Os mercados a que se destinava tal produto eram Lisboa, Madeira, Canárias, Tânger e Mazagão, havendo contudo alguns registos de saída para Inglaterra (Colchester e Plymouth) e, em 1676, para Martinica e Inglaterra Nova. Finalmente, em Abril de 1686, João Stone expedia 500 varas de pano de linho cru e de guardanapo para a Terra Nova.

Os grandes exportadores de linho eram também, em grande parte, os do pastel, salientando-se os negociantes ingleses, os fornecedores de Mazagão e os mercadores locais, alguns deles funcionários régios: Heitor Velho da Silva (1631); Jacinto Vaz Camelo (1633); Pero Correia Chaves (1634); o governador Nuno Pereira Freire (1639, 1640); Abraão Chili (1639); António Pereira de Elvas, Manuel Álvares Senra, António Fernandes Columbreiro, Belchior Antunes Cardoso (1640); Matheus Godim, Filipe Pão Grave (1646); estes, Pedro Godim, e Cristóvão Guilherme (1648); estes, Richarte Huchunsen, Guilherme Chamberlim, António Pereira de Elvas (1669); os anteriores, João Chamberlim, João Stone, e Manuel Cobbs (1674); João Stone, João Chamberlim, João Auchoim e Richarte Huchunsen (1676).

Atingiam ainda um certo volume alguns outros produtos relacionados com o linho. Os *sacos* eram registados à parte, formando unidades diferenciadas ou exportados em conjunto com o cereal, quando este ia ensacado. Por tal motivo, os mercados a que se destinavam estes lotes eram os mesmos que recebiam o trigo: Lisboa, Madeira, Canárias e praças do Norte de África. Os sacos eram avaliados em unidades separadas ou em moios, ou, ainda, segundo a quantidade de cereal que transportavam. Assim, em 27 de Setembro de 1636, 19 sacos continham 2 moios de trigo, e os sacos carregados em 26 de Outubro de 1646 destinavam-se a transportar 17 moios de trigo.

Entre os outros produtos assinala-se, mas em menor escala, o *liteiro* ou pano velho, exportado em varas e sacos para Lisboa, Madeira e Inglaterra antes da primeira metade do século XVII. Mas, ainda em 1686, em registo isolado, anotou-se a saída de 23 moios de sacos de liteiro para Lisboa.

*Produtos de origem animal**Couros*

Os registos, desde 1620, acusam a exportação de couros para Lisboa. Trata-se de couros de bezerro ou vacuns, simples ou em cabelo. Estas exportações tornaram-se mais avultadas entre 1634 e 1674. Os grandes mercadores interessados eram Belchior Antunes Cardoso (1620); Heitor Velho da Silva (1631); António Pereira de Elvas (1646); Filipe Pão Grave (1648); Domingos Dias de Sousa (1674). Em 1674, ainda António Pereira de Elvas enviava uma «trouxinha» com couros e, em 1686, Valentim Tamanim exportava uma remessa de 17 couros em cabelo para Lisboa. Este movimento de saídas não sofreu grandes oscilações, tendo o preço variado entre 600 e 700 reais (por couro) de 1632 a 1669. Em 1676, 13 couros em cabelo, embarcados na sumaca «Pérola», para as Canárias, custaram 15.000 reais, no total. Os couros em cabelo mandados em 1686 custaram 800 reais cada um.

*Toucinho*

A exportação de toucinho está registada a partir de 1648 com a saída de 26 arrobas enviadas por Pedro Godim para a Madeira, nos navios «S. Miguel» e «Pomba». Em 1674 esse produto continuava a ser mandado para Lisboa, Madeira e Mazagão, já não em arrobas mas sim em unidades separadas. O ano de 1686 registou mesmo um grande incremento: 239 toucinhos com destino à capital, 2 para a ilha da Madeira e 93 para a Terra Nova. Os maiores exportadores eram Manuel Cobbs, António Teixeira, e Francisco Pinheiro Pintor. Mas ainda se assinalavam os nomes de António Pereira de Elvas, Pedro Godim e Richarte Huchunsen e, sobretudo em 1686, numerosos eclesiásticos. O preço de cada arroba era, em 1648, de 800 reais e, em 1686, de 1.000 reais por cada toucinho.

*Porcos salgados*

A exportação de porcos salgados só se verificou em 1676 com a saída de 30 unidades, no valor de 2.000 reais, com des-

tino à Barbada. O expedidor era Richarte Huchunsen. No mesmo ano, Guilherme Chamberlim exportava também 16 unidades, no valor de 2.200 reais. Estas exportações ligam-se muito provavelmente ao desenvolvimento de certas áreas da América Central.

### *Sola*

Em 1674, regista-se também a saída de sola, em meios ou em pedaços, para Mazagão e Lisboa. Em 9 de Julho, António Pereira de Elvas expedia 33 meios para aquela praça do Norte de África e, a 15 de Agosto voltava a enviar mais 30 pedaços. À sua custa, o mestre e os marinheiros do navio levavam outros 8 pedaços.

### *Outros artigos*

#### *Azeites*

Sob a designação de azeite incluíam-se produtos diferentes de origem animal — azeite de peixe, azeite de baleia — ou vegetal — azeite de louro e azeite de linhaça<sup>(1)</sup>. As referências a tais produtos foram registadas nos anos de 1633, 1640, 1646 e 1674. O despacho mais antigo dizia respeito à saída de 8 barris (no valor de 5.000 reais), do porto de Ponta Delgada, no ano de 1633, no navio «Santa Clara». Destinava-se à Madeira e o expedidor era Manuel Álvares Senra.

Em 1640 a nau «Contento de Londres» levava, para Lisboa, 174 canadas e 1 pipa de azeite de linhaça, ao preço médio de 100 reais a canada e 20.000 reais a pipa. Em 1646 registavam-se os despachos de 3 navios destinados a Amsterdão. Neles se fez a exportação dum total de 2.650 canadas, ao preço de 80 reais e 100 reais a canada. Os expedidores incluíam-se entre os grandes mercadores do porto: António

---

(1) O termo óleo (de linho) está registado pela primeira vez, nestes livros, apenas em 1686.

Pereira de Elvas (com o envio de 1.000 canadas), Domingos Vaz de Brito e Simão Roiz; além destes é de assinalar uma remessa de 350 canadas feita por Martins Ferreira, criado do governador Francisco Luiz de Vasconcelos. Em 1674 voltava-se a registar a saída de um barril e uma quarta de azeite de linhaça, destinada a Lisboa.

Além destes, recorria-se, de forma esporádica e ocasional à exportação de outros produtos insulares: a urzela, a linhaça, o sumagre, a baga de louro, etc., esta última exportada para Amsterdão em 1646 e 1648. Para Mazagão e Lisboa assinala-se a saída de algumas pipas de vinho, barris e quartolas de aguardente, participando nas exportações para a praça africana o inglês Guilherme Chamberlim e o contratador António Pereira de Elvas.

Os livros de saída de 1633, 1634 e 1648 anotam ainda os despachos de madeira e enxofre, este enviado para a ilha da Madeira e para Lisboa. Trata-se de 10 arrobas, ao preço de 60 e 300 reais a arroba. Para a Madeira também, Domingos de Oliveira remeteu, em 1634, 300 aduelas de pipa (já velhas) no valor de 1.500 reais. Em 1648 seguiam para a Inglaterra 6 caixas de cedro.

\*

\* \*

Devido à sua situação geográfica os Açores recebiam diversas mercadorias originárias da América do Sul e outros locais, servindo algumas vezes de entreposto onde se procedia à redistribuição dos produtos austrais. Entre estes, o açúcar do Maranhão, da Paraíba, de Pernambuco ou, mesmo, de S. Tomé, destinavam-se à Inglaterra (Londres) e Lisboa.

Contudo também se continuava a fazer a exportação do açúcar branco de Vila Franca, micaelense, portanto. Daí as numerosas disposições legais por meio das quais se pretendia controlar o comércio desse artigo. Já em 1620 se assentava uma remessa de 20 arrobas de açúcar do Brasil que Baltasar Simões, por sua, conta expedia na nau «Santa Helena».

A 2 de Agosto de 1623 o provedor da Fazenda, António Ferreira de Betancor, ordenava que os oficiais da alfândega despachassem o açúcar da nau da Paraíba que fora dar a Vila

Franca do Campo, mediante um imposto que correspondia a 1.100 reais de direitos de entrada e a 1.400 reais de direitos de saída (além de 3% à razão da saída, segundo a pauta e costume) (1). Grande parte deste açúcar que aos Açores vinha ter era proveniente dos desvios da rota do Brasil-Reino. Demonstram-no os documentos em que se salienta que os direitos dessa mercadoria pertenciam à alfândega de Lisboa e não à de Ponta Delgada. Por exemplo, um documento de 11 de Agosto de 1623, refere 574.050 reais resultantes dos impostos pagos pelo açúcar do navio que, em 1616, saíra do Rio de Janeiro em direcção à Metrópole e cujo mestre era Francisco Álvares, o qual, por necessidade, viera descarregar à ilha (2). O mesmo se previa, em 1628, em relação aos navios provenientes de Pernambuco e outras localidades do Brasil (3).

Tais desvios eram frequentes de modo que, da venda do açúcar, auferia a alfândega de Ponta Delgada rendimento mais ou menos certo. É o que se pode inferir do conteúdo duma carta de 1636 dirigida pelo conde de Miranda, do Conselho de Estado, ao provedor dos Açores, António Ferreira de Betancor. Nela se declarava que o contrato de 6 anos feito com o fornecedor de Tânger, Álvaro Fernandes de Elvas, previa que o pagamento de 5 contos de reis, devidos ao referido fornecedor, seriam retirados dos rendimentos dos direitos do açúcar do Brasil cobrados nos Açores durante o período de 1635 a 1641 (4).

Mais tarde, pelo acordo feito entre o governador e os homens de negócios de Lisboa, dadas as necessidades urgentes das despesas militares, em 9 de Maio de 1641, estabelecia-se uma nova pauta de direitos de diversos produtos entre os quais o açúcar do Brasil e S. Tomé. Tal pauta fora enviada para os Açores e nela se determinavam os seguintes pagamentos :

---

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 152 v.º.

(2) *Id.*, fl. 157.

(3) *Id.*, fl. 200.

(4) *Id.*, fl. 299 v.º.

<i>açúcar</i>	<i>imposto</i>
1 caixa de açúcar branco (de liberdade inteira e sisa) . . .	2 cruzados
1 » » » mascavado . . . . .	6 tostões
panela . . . . .	1 cruzado
1 caixa de açúcar branco (de meia liberdade) . . . . .	6 tostões
1 » » » mascavado . . . . .	1 cruzado
panela . . . . .	3 tostões
1 caixa de açúcar branco (de direito inteiro) . . . . .	1 cruzado
1 » » » mascavado . . . . .	3 tostões
panela e fechos . . . . .	2 tostões

Neste caso considerava-se que cada caixa regulava mais ou menos 18 arrobas (1).

No entanto, em 1642, perante as queixas apresentadas pelos «homês de neguossio e merquadores» da ilha Terceira a Agostinho Borges de Sousa, este mandou que registrar alterações na pauta do açúcar. Assim, a nova pauta de 16 de Abril de 1642 estipulava os seguintes direitos de entrada:

<i>açúcar</i>	<i>imposto</i>
açúcar branco (arroba) — 1.000 reais . . . . .	100 reais
açúcar mascavado (arroba) — 700 » . . . . .	70 »
panela (arroba) — 500 » . . . . .	50 »
	e de saída:
açúcar branco (arroba) — 1.500 reais . . . . .	150 reais
açúcar mascavado (arroba) — 1.000 » . . . . .	100 »
panela (arroba) — 750 » . . . . .	75 »

As despesas com a defesa do Brasil e outras, decorrentes (2) da guerra com Espanha, levaram a uma constante incidência dos impostos sobre os produtos originários de certas regiões. O açúcar foi o mais afectado, mas, além dele, ainda o tabaco, os couros, etc. Em 1647, numa carta de D. João ao juiz da Alfândega de Ponta Delgada verifica-se que, dum

(1) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 211 v.º

(2) *Id.*, fl. 149 v.º

novo empréstimo contraído pelo Governo, resultava uma nova imposição sobre as mercadorias oriundas do Brasil:

<i>produto</i>	<i>direitos</i>
açúcar branco (arroba) . . . . .	80 reais
açúcar mascavado (arroba) . . . . .	60 »
açúcar panela (arroba) . . . . .	40 »
tabaco (arroba) . . . . .	80 »
couros (cada) . . . . .	50 »
caixa de açúcar . . . . .	6 tostões

Reconhecia-se, no entanto, que o comércio do açúcar, tabaco e couros do Brasil e Maranhão diminuía devido à sobrecarga dos direitos alfandegários que os taxavam<sup>(1)</sup>. Em Fevereiro de 1648, Domingos Vaz de Brito cobrava o quinto do rendimento do açúcar chegado do Brasil a S. Miguel<sup>(2)</sup>. Num mandado de 1653 ainda se previa o pagamento de 80 reais por cada arroba de açúcar de qualquer qualidade<sup>(3)</sup>. Tal determinação ainda estava em vigor em 1656<sup>(4)</sup>. E em 1657, com destino ao apetrechamento da armada portuguesa, reuniam-se os impostos provenientes das mercadorias brasileiras. Assim, os novos tributos estabelecidos apresentavam o seguinte quadro:

<i>produtos</i>	<i>direitos</i>
1 caixa de açúcar branco ou tabaco . . . . .	800 reais
1 » » » mascavado . . . . .	500 »
1 » » » panela . . . . .	3 tostões 300 »
1 rolo de tabaco . . . . .	4 vinténs 80 »
1 fecho de açúcar . . . . .	3 tostões 300 »
1 couro das Índias ou Rio da Prata . . . . .	6 vinténs 120 »
1 » do Brasil inteiro em cabelo . . . . .	3 vinténs 60 »
2 meios de sola do Brasil . . . . .	4 vinténs 80 »
1 saca de algodão . . . . .	6 tostões 600 »

(1) *Id.*, fl. 467.

(2) *Id.*, fl. 457.

(3) *Id.*, fl. 582.

(4) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada, 1655/1667*, fl. 51 v.º

Contudo, a 27 de Outubro de 1661 já se permitia o abatimento: 1) de 40 reais em cada arroba de açúcar branco, 30 reais por arroba de mascavado e 20 reais por arroba de panela (2). Com a instituição da Companhia Geral de Comércio, procurou-se, para melhor protecção das mercadorias, evitar que se dessem desvios de embarcações para fora do corpo da armada da Companhia e, para tal, mandaram-se ordens aos funcionários das alfândegas das ilhas para exercerem particular vigilância e aplicarem os castigos previstos pela lei (3). Assim, do proveniente dos «derrotados» se cobravam 613.095 reais que deviam, em 1664, ser entregues pelo recebedor da alfândega de Ponta Delgada ao procurador de Fernando Roiz Penso, Francisco Fernandes Vitória (4). Igualmente, em 1667, o proveniente da descarga da nau-caravela vinda do Brasil, devia ser registado nos Livros dos Derrotados, cobrando-se os 6% do consulado pelo que tudo seria entregue ao procurador de Fernando Roiz Penso «para pagamento das consinações que aly tem na forma da ordem de sua magestade». No mesmo documento se faz referência a caso semelhante passado com o navio do mestre Simão Ferreira Vila Verde, em 1663, e com o do mestre António Gonçalves Lisboa, em 1665 (5).

\*

\*      \*

Dos outros produtos sul-americanos transacionados nas Ilhas, salienta-se o tabaco as especiarias e as madeiras preciosas. A 22 de Setembro de 1640 registava-se o contrato do estanco do tabaco por tempo de 6 anos em beneficio de Francisco Lopes, residente na corte de Madrid, de Pantalião Martins e de Gaspar Roiz Vila Real, moradores em Lisboa (6).

(1) *Id.*, fl. 136 v.º/138 v.º

(2) *Id.*, fl. 288 v.º.

(3) *Id.*, fl. 396.

(4) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, s/d, fl. 88 v.º.

(5) *Id.*, fl. 106.

(6) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 43.

Ordens de 1650 determinavam as condições a que se devia submeter a venda do tabaco, produto sujeito a estanco<sup>(1)</sup>. Em tais limitações incluíam-se os mestres dos navios e outras quaisquer pessoas que o trouxessem e que deviam fazer a declaração na alfândega<sup>(2)</sup>. Em 1628 também o pau brasil estava sujeito ao regime do estanco cujo contratador era Fernão Lopez e o feitor Afonso Carrilho. Havia ordens para que se controlasse bem a chegada desse produto às ilhas a fim de evitar qualquer «furto ou descaminho». Esse pau brasil não estava sujeito ao pagamento de direitos, segundo o contrato de Fernão Lopez<sup>(3)</sup>.

Em 1634 (e já desde 1632), o contratador Luis Vaz de Resende, a 2 de Novembro, beneficiava da ordem do provedor da Fazenda a respeito de qualquer navio que se desviasse da rota de Lisboa para outro porto do Reino transportando tal mercadoria, a qual devia ser devidamente armazenada até o contratador tomar conta dela<sup>(4)</sup>.

De 1641 a 1644 vieram ter às ilhas alguns produtos provenientes da América do Sul e Central em virtude da guerra entre Portugal e a Espanha: couros, gengibre, tabaco, madeiras preciosas, etc., arrematados então a mercadores que para tal haviam feito contrato com a Coroa. Por isso, a 21 de Agosto, de 1641, se mandava entregar a Jorge Lopez de Negreiros, mercador residente em Lisboa, ou aos seus procuradores, determinadas mercadorias que se deviam encontrar na alfândega de Ponta Delgada: couros vacuns das Indias de Castela, no valor de 1.200 reais cada um (não estando rotos ou podres); gengibre, no valor de 4.000 reais o quintal (de 128 arráteis); e também tabaco pelo mesmo preço que fora pago por Alvaro Fernandes de Elvas e Diogo Fernandes de Siqueira. Tudo isto se destinava a perfazer a quantia de 20.000 cruzados, segundo contrato feito entre o mercador e a Fazenda Real<sup>(5)</sup>.

---

(1) *Id.*, fl. 556 v.º.

(2) *Id.*, fl. 558.

(3) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1603/1638, fl. 209.

(4) *Id.*, fl. 283 v.º.

(5) *Livro de Registos da Alfândega de Ponta Delgada*, 1638/1654, fl. 126.

Por outro contrato de 13 de Setembro do mesmo ano, o mesmo mercador obrigava-se a fornecer anualmente, para as ferrarias de Barcarena, 1.000 quintais de ferro e 1.090 quintais de chapa (sendo cada quintal de ferro do valor de 2.100 reais). Em compensação, receberia os lucros da comenda de Santa Maria equivalentes mais ou menos a 50 ou 60 moios de trigo. No caso de se encontrar ainda em S. Miguel a nau que enviara a carregar o gengibre e couros já referidos, ser-lhe-iam então entregues mais 400 quintais de gengibre<sup>(1)</sup>. Uma provisão real de 14 de Setembro de 1641 estipulava que o gengibre, no valor de 4.000 reais o quintal, seria pago a ferro em Lisboa, facto de que se dava conhecimento ao contador do rei em S. Miguel, André da Ponte de Sousa<sup>(2)</sup>. A 20 de Novembro, Baltasar Simões Barreto, procurador do dito mercador, declarava ter já recebido os 400 quintais de gengibre que tinham vindo de S. Domingos<sup>(3)</sup>. No mesmo documento, declarava ainda ter recebido também 5.620 couros vacuns e 314 quintais de gengibre, no valor de 20.000 cruzados, além de 3.116 libras de tabaco «neto», tudo proveniente do mesmo navio de S. Domingos<sup>(4)</sup>.

Em 1642, havia ainda, na alfândega de Ponta Delgada, pau campeche e brasilete que o vedor do rei mandava que fosse entregue a António Martins de Oliveira e a Domingos Vaz de Brito, procuradores de Gonçalo Roiz da Cunha, de Lisboa. Tratava-se de 2.428 paus (ainda não pesados) no valor de 600 reais o quintal do brasilete e de 1.200 reais o quintal de campeche. Tinham sido achados em Santa Maria donde, por denúncia de Manuel de Andrade Velho, haviam sido levados para S. Miguel<sup>(5)</sup>. Em 1642, ainda restavam na alfândega algumas mercadorias que se estavam avariando com a armazenagem. Tratava-se de couros, tabaco, cana fistola, salsa, açúcar e pedra azul («que dizem ser de pintar»). Estes produtos andavam em pregão havia ano e meio, mas, devido ao

(<sup>1</sup>) *Id.*, fl. 289 v.º.

(<sup>2</sup>) *Id.*, fl. 127.

(<sup>3</sup>) *Id.*, fl. 150.

(<sup>4</sup>) *Id.*, fl. 154.

(<sup>5</sup>) *Id.*, fl. 153.

seu mau estado, as ofertas eram poucas e baixas. Perante a eminente perda, o provedor Agostinho Borges de Sousa mandou que se procedesse imediatamente à arrematação para, do lucro dela, se retirar o pagamento devido aos mestres dos navios que tinham transportado tais mercadorias para S. Miguel e que ainda se encontravam na ilha esperando o seu pagamento: tratava-se do navio «Nossa Senhora do Amparo», da barca «S. Pedro» e do navio «Nossa Senhora da Boa Hora». O arrematador acabou por ser Domingos Vaz de Brito, mercador residente em Ponta Delgada, que pagou um total de 1.234.031 reais. No fim, a transacção incluiu os seguintes artigos:

açucar branco — 25 caixas	{	477 arrobas — 1.000 reais/arroba: 477.000 reais	
4 fechos			
açúcar mascavado — 1 caixa — 14 arrobas — 666 reais/arroba:			9.331 »
salsa parrilha — 490 libras — 400 reais/libra:			196.000 »
cana fistola — 822 libras — 150 reais/libra:			123.300 »
couros — 630 — 680 reais/cada:			428.400 »

(1)

Em 1644, novo mandado do Conselho da Fazenda ordenava que o juiz da alfândega entregasse a Gonçalo Roiz da Cunha a quantia de 2.428 paus campeche e brasilete ao preço de 1.200 reais o quintal de campeche e de 600 reais o quintal de brasilete. A entrega fora embargada por João de Lapax que pretendia receber o preço dos fretes e outros gastos feitos para trazer tais mercadorias da ilha de Santa Maria para a de S. Miguel, despesas essas que atingiam mais de 250.000 reais<sup>(2)</sup>.

No caderno de 1674 aparecem outros produtos registados entre as exportações de Ponta Delgada: sal, tecidos, peles, louça, ferro, etc. Trata-se, contudo, de pequenas transacções ao nível do intercâmbio local, do abastecimento que uma ilha podia fornecer a outra. O seu significado restringe-se ao âmbito insular e não corresponde a qualquer interferência nas correntes do comércio atlântico da época.

(1) *Id.*, fl. 177 v.º.

(2) *Id.*, fl. 202.

MAPAS

SAÍDA DE PASTEL DO PORTO DE PONTA DELGADA DURANTE O ANO DE 1620

Data do despacho Dia / Mês	Embarcação	Tipo	Destino	Mestre	Mercador	QUANTIDADE			Valor (em reais)	Obs.:
						Quin- tais	Arro- bas	Libras		
28-II	Pelingrina	nau	Inglaterria	João Premão	Anrique Valquar	345	3	—		
9-III	Vinharte	»	»	João Dum	Miguel Branco	517	2	—	259.690	Comprado pelo mercador em Ponta Delgada.
24-III	Ana	»	»	Tomas Bernardo	Guilherme Reis	2.317	—	—	414.000	Carregado em Vila Franca.
24-III	Flol de Lis	»	»	Abel Tomas	Anrique Uaquar	920	—	—	1.759.100	1.687 quintais do mercador e 630 quintais de Tomas Precoste.
24-III	S. João	»	França	Martim Jores (¹)	Niculau Sinel (¹)	1.120	—	—(²)	706.000	
8-IV	S. Diogo	»	Inglaterria	João V.ilque	Bernardo Chereste	471	—	18	739.200	
23-IV	Margarida	»	»	Duarte Prus	Thomas Precoste	858	—	20	377.200	1.000 quintais arrematados por António Gomes (Terceira) e 120 por Francisco de Aguiar.
2-V	Suam	»	»	Ruberte Alebertão	Miguel Branco	1.298	—	—(³)	686.400	255 quintais e 1 arroba de Manuel de Andrade; 120 quintais da Condessa de Vila Franca;
7-V	Aleituna	»	França	Tobias de Beole	Bona Ventura Cojo.es	2.804	1	—	1.038.400	95 quintais, 3 arrobas e 18 libras de Tomas Ingres.
7-V	Cavaleiro Verde	urca	~~~~~	Ernando Corses	Mendro Corneles	1.200	—	—	2.243.400	800 quintais do mercador; 58 quintais e 20 libras de Pero da Costa.
2-VI	Contente	nau	Inglaterria	João Moltão	Niculau Paes	862	1	12	960.000	964 quintais, 3 arrobas e 20 libras carregadas em Vila Franca; o resto em Ponta Delgada.
4-VI	Plazer	»	»	João Es.dom	Recharte Lemforte	1.098	2	14	689.900	Comprado a diversas pessoas; carregado em Ponta Delgada.
4-VI	Coração	»	~~~~~	João Velles	Thomas Precoste	84	—	—	878.900	1.000 quintais são dos direitos reais; arrematados por Manuel Alves Senra.
27-VI	Fortuna	»	Inglaterria	Estevão Reis	João Estes	917	—	2	54.600	Arrematados dos direitos reais; despachou Thomas Precoste.
27-VI	Diligência	»	»	Guilherme Paquer	Bejamin Claro	1.287	—	—	733.600	Comprado a diversas pessoas em Ponta Delgada.
1-VII	Boa Ventura	»	»	João David	Guilherme Dolçon	1.084	—	—	955.150	» » » ; 123 quintais de João Precoste e 400 quintais de Francisco de Aguiar, arrematados dos direitos reais.
22-VIII	Virgem	»	»	Thomas Jurdão	Thomas Jurdão	1.097	—	19	837.250	Comprado a diversas pessoas em Ponta Delgada; 334 quintais do licenciado António de Frias.
23-VIII	Boa Esperança	»	França	Niculau Dolbere	Pero Lopeti	804	2	—	877.733	
16-IX	Cavalo Bolando	urca	~~~~~	Matias Jans	Pero Vchales Correa	4.110	—	—	588.200	Comprado a diversas pessoas em Ponta Delgada.
24-IX	Joana	nau	Inglaterria	João Jaques	Duarte Criche	1.068	—	—	2.531.060	» » » » » »
28-IX	Boa Ventura	»	»	Rogel Lucas	Niculau Paes	1.081	1	—	711.200	» » » » » »
1-X	Ana	»	»	Thomas Bernardo	Thomas Neue } Guilherme Reis }	1.820	1	—	865.000	» » » » ; 1.527 quintais e 1 arroba de Guilherme Reis; 253 quintais de Thomas Neue; 40 quintais de Duarte Neimão.
1-X	Amizade	»	»	João Esteues	João Roo	735	—	—	1.456.000	Comprado a diversas pessoas em Ponta Delgada.
3-X	Cisne Branco	urca	Flandres	Cristam Vanes	Guilherme Loger	2.708	3	—	588.000	» » » » » »
10-X	Santa Jtena	nau	França	João Lemberque	Niculau Sinel	1.863	1	12	2.870.000	» » » » » » ; 800 quintais dos direitos reais, arrematados por Francisco de Aguiar.
23-X	Próspera	»	Inglaterria	João Toquete	João Toquete	862	2	8	690.000	
29-X	Fortuna	»	»	Estevão Quid	Guilherme Reis } Guilherme Carbem }	872	1	2	697.780	Comprado a diversas pessoas em Ponta Delgada.
29-X	Deleite	»	»	João Brom	Manuel Alvares (¹)	740	3	—	488.730	Dos direitos reais arrematados por Manuel Pires Paiva.
6-XI	Rosa	»	»	Andre Benete	Miguel Branco } Bernardo Sastre }	1.224	2	—	979.600	
10-XI	Guilherme João	»	»	Guaspar Pim	Recharte Lemforte	620	—	—	409.200	Dos direitos reais arrematados por Manuel Pires Paiva.
14-XI	Flores de Maio	»	»	Thomas Oite	Miguel Branco	568	3	24	455.200	Comprado a diversas pessoas em Ponta Delgada.
16-XI	Isabel	»	»	Recharte Cró	Anrique Vaquar	795	1	8	666.270	» » » » » »
20-XI	S. Jorge	»	»	Felipe Neigon	Recharte Elles	920	3	20	736.800	» » » » » » e Vila Franca.
20-XI	Duarte João	»	»	Estevão Duntom	Beijamim Claro	2.146	2	—	1.717.200	» » » » » »
12-XII	Lião	»	»	Otuel Vpar	Miguel Branco	410	1	—	308.125	» » » » » »
2-I-1621	Aneituna	»	~~~~~(⁴)	Daniel Cau Mon	Boa Ventura Cojo.es	1.993	3	8	1.595.200	» » » » » »

(¹) Franceses.

(²) Dos direitos reais.

(³) A fl. 80 v.º, do imposto dos 2 %, vem indicada a quantia de 1297 — 3 — 26.

(⁴) Carregador.

(⁵) Saiu do porto com temporal e não voltou

SAÍDA DE PASTEL DO PORTO DE PONTA DELGADA DURANTE O ANO DE 1631

Data do despacho Dia / Mês	Embarcação	Tipo	Destino	Mestre	Mercador	QUANTIDADE			Valor (em reais)	Obs.:
						Quin- tais	Arro- bas	Libras		
14-V	S. Tiago	navio	Estados obe- dientes de	João Corneles	Jaques Paule	1.378	—	—	1.102.400	Vendido pelo Provedor da Fazenda, na Terceira, a Thomas Dulção; 2.000 quintais foram entregues pelo feitor Manuel Dias Ferreira e 780 pelo feitor Manuel da Costa.
27-V	Santa Ana	»	Flandres Inglaterra	Duarte Pajm	~~~~~ ~~~~~	2.780	—	—	1.890.400	
21-VI	Verdadeiro Amor	»	»	João Mão	Alexandre	1.557	—	—	1.245.600	2.600 quintais, 3 arrobas e 26 libras de Rodrigo Hans; o resto era do mestre.
10-VII	Baleia	nau	»	Niculau Dum	Niculau Dum	2.947	—	—	~~~~~	
10-VII	Fortuna	»	Hamburgo	Simão Alberto	~~~~~	852	—	—	681.600	Carregou em Ponta Delgada.
6-IX	Ana Pequena	navio	~~~~~	Ruberte Dinis	Jacob Glorier	1.982	—	—	~~~~~	
6-IX	Paraguão	nau	Inglaterra	Thomas Xatre	Rolando Jaquez	3.291	2	16	2.621.200	Carregou em Vila Franca.
6-X	Falcão	navio	»	João Rej	Thomas Branco	698	—	—	558.400	
16-X	Pedro de Londres	»	»	Jorze Richarte	Guilherme Rei (¹)	891	3	25	687.200	1.838 quintais, 3 arrobas e 18 libras dos direitos reais, vendidos a Thomas Dulção, na Terceira; o resto, comprado a diversas pessoas.
18-X	Carlos de Londres	nau	»	Elias Jurdão	Vindorin	3.472	3	18	2.778.400±	
18-X	S. João	navio	França	João Lamim	João de Canha	1.609	3	—	1.287.777	Carregou em Ponta Delgada.
20-XI	Bom Sucesso	»	Inglaterra	Guilherme Roger (²)	Elias Poter (²)	659	2	26	528.000±	
24-XI	Contentamento do Meu Coração	»	»	Thomas Ellesdam	Manuel Alvares Senra (¹)	1.011	3	—	772.000	302 quintais, 1 arroba e 21 libras, dos direitos reais, vendidos a Manuel Alvares Senra.
—/XI	Margarita	»	~~~~~	João Estoffar	Guilherme Vnssão	1.312±	—	—	1.049.600±	
24-XI	Jacobs	»	Inglaterra	Richarte Tate	Carlos Dia Santo	1.856	3	—	1.485.600	Carregou em Ponta Delgada.
—/XI	João Thomas	»	»	Estevão Rei	{Hierónimo de França (¹) {Guilherme João (¹)}	947	—	28	748.650±	
17-XII	Margarita	»	»	Matheus Bude	Thomas Branco	426	2	16	340.340	Carregou em Ponta Delgada.
24-XII	Isabel	nau	~~~~~	Thomas Ginal	Hieronimo de França	400	—	—	272.000±	
24-I-1632	Joana Boa Ven- tura	»	Inglaterra	Richarte Jacobe	Jaques Budier	807	—	18	645.600	452 quintais, 1 arroba e 4 libras tinham sido carregados no ano anterior de 1631.

(¹) Carregadores.

(²) Ingleses.

SAÍDA DE PASTEL DO PORTO DE PONTA DELGADA DURANTE O ANO DE 1633

Data do despacho Dia / Mês	Embarcação	Tipo	Destino	Mestre	Mercador	Carregador	QUANTIDADE			Valor (em reais)	Obs.:
							Quin- tais	Arro- bas	Li- bras		
14-III	Guilherme Thomas	navio	Inglaterra	Guilherme Dosse (¹)		{ Guilherme Vlssão Manuel Alvares Senra Elias Potier Guilherme Vlssão Manuel Alvares Senra	1.479	1	20	883.550	O valor diz respeito apenas a 1.126 quintais; 146 quintais, 1 arroba e 7 libras eram dos direitos reais. 107 quintais, 1 arroba e 25 libras eram dos direitos reais, vendidos a Guilherme Vlssão. Carregado em Ponta Delgada; 104 quintais, 3 arrobas e 22 libras dos direitos reais, vendidos a Guilherme Vlssão; 35 quintais, das esmolas de S. Francisco. 315 quintais de Cristovão Guilherme; 212 quintais, 1 arroba e 11 libras de Guilherme Rei. 95 quintais e 20 libras, dos direitos reais. 200 quintais carregados em Vila Franca; o resto em Ponta Delgada. Comprado a diversas pessoas. » em Ponta Delgada. 1.080 quintais eram dos direitos reais, arrematados por Manuel Pires Paiva; o resto comprado em Ponta Delgada. Comprado em Ponta Delgada. 105 quintais dos direitos reais arrematados por Manuel Alvares Senra. Comprado em Ponta Delgada; 251 quintais, 2 arrobas e 20 libras, arrematados por Diogo Simões. Comprado em Ponta Delgada. 570 quintais, 3 arrobas e 11 libras, arrematados por Diogo Simões. Por conta da arrematação de Diogo Simões. Do conde de Vila Franca; comprado em Ponta Delgada. 217 quintais, 2 arrobas e 24 libras eram da arrematação de Diogo Simões; carregado em Ponta Delgada. Carregado em Ponta Delgada. » » » » » » » » » 881 quintais e 20 libras carregados em Vila Franca, 353 » e 7 » » em Ponta Delgada. Carregado em Ponta Delgada. » » » » » » Carregado em Vila Franca com pastel dos direitos reais.
14-III	Desejo do Coração	»	»	Thomas Elssão		{ Guilherme Vlssão Manuel Alvares Senra	827	2	—	649.100	
15-III	Desea	»	»	Habrão Cras	Niculau Paez		843	1	14	662.100	
12-IV	Amizade	»	»	Duartes Vas		{ Guilherme Rei Antão Pris Guilherme Rei Cristóvão Guilherme	418	—	—	334.400	
12-IV	Maria Rosa	»	»	Estevão Rei		{ Guilherme Vlssão Guilherme Rei Cristóvão Guilherme	1.242	1	20	993.940	
12-IV	Estrela de Lima	»	»	João Nual	Guilherme Vlssão	{ Guilherme Vlssão Baltezar Simões Barreto	1.092	—	24	852.320	
12-IV	Boa Esperança	»	»	João Thomas		{ Guilherme Vlssão Baltezar Simões Barreto	546	2	12	437.284	
14-V	Águia Real	»	»	Thomas Pedro	Antão Pris		831	2	10	665.280	
14-V	Frol do Mar	»	»	Gilbert Alt	Antão Pris		1.068	1	10	854.670	
12-VI	Susana	nau	»	João Bruco	Miguel Branco	{ Manuel Pires Paiva	1.624	—	21	1.088.100 ±	
12-VII	A Fenix	navio	»	Jorze Lobrim	{ Guilherme Vlssão Elias Potier		750	—	—	600.000	
21-VII	Desejo do Coração	»	»	Thomas Ellesdon	Elias Potier		840	3	25	744.150 ±	
23-VIII	Fortuna	»	Hamburgo	Simão Alberto	Simão Alberto		2.240	3	22	1.762.615 ±	
26-VIII	Amizade	»	Inglaterra	Duarte Vaz	{ Guilherme Vlssão Niculau Paez Guilherme Afonso		714	—	—	571.200	
26-VIII	Contento	»	»	Richarte Chiquiller	Guilherme Afonso	{ Manuel Alvares Senra	958	3	11	698.550 ±	
27-VIII	S. João	»	Ruão	Ruberto Blondon		{ Manuel Alvares Senra Manuel Pires Paiva	1.400	—	—	952.000	
11-IX	S. Paulo	»	França	Ruberto Cavaleiro		{ Manuel Alvares Senra Manuel Pires Paiva	863	—	—	690.400	
28-IX	Desejo de Lima(²)	»	Inglaterra	Habrão Classe	Guilherme Vlssão		767	2	24	588.026	
—	Boa Esperança	nau	I.ª Terceira (²)	Richarte Franche (¹)		{ Hieronimo de França	87	—	—	62.400	
22-X	Phellechippe	navio	Inglaterra	João Brom	Elias Potier		1.130	3	18	904.726	
28-XI	Águia Real	»	»	Thomas Pedro	Antão Pristi		731	1	15	585.105	
28-XI	Maria Rosa	»	I.ª Terceira	Estevão Rei	Antão Pristi		510	3	—	408.600	
9-XII	Blanco Arte	»	Inglaterra	Andre Duarte	João Duarte		554	1	6	443.442	
20-XII	Corrente de Chuva	»	»	Richarte Proçon		{ Manuel Pires Paiva	1.234	—	27	987.389	
23-XII	A Fenix	»	»	Pedro Osecate		{ Rodrigo Hans	999	—	23	792.161	
23-XII	Angel	»	»	João Lucas	Rodrigo Hans		1.220	2	14	940.037½	
23-XII	Frol do Mar	»	»	Gilberte Leal (¹)	Manuel Pires Paiva	{ Manuel Pires Paiva Cristóvão Guilherme	1.102	1	24	881.960	
24-XII	Verdadeiro Amor	»	»	João Mão		{ Cristóvão Guilherme	2.355	2	1	1.884.407	
24-XII	Desejo	»	»	João Marques	Niculau Paez		652	1	11	521.877	
29-XII	Estrela de Lima	»	»	João Nual	Guilherme Vlssão		1.150	3	1	782.877	
29-XII	Guilherme João(³)	»	~~~~~	Jorze Estoque			60	—	—	48.000	

(¹) Inglês.

(²) Veio da Ilha Terceira.

(³) Veio de Lisboa.

(⁴) Ou Teal.

(⁵) Veio da Ilha Terceira e saiu do porto sem voltar a aparecer.

SAÍDA DE EMBARCAÇÕES DO PORTO DE PONTA DELGADA NO SÉCULO XVII (segundo os Livros de Registo da Alfândega)

Anos	Inglaterra	Londres	Bristol	Barnstaple	Colchester	Plymouth	Estados obedientes de Flandres	Holanda	Amsterdão	Flandres	Hamburgo	França	Ruão	Marselha	Lisboa	Madeira (Ilha)	Sta. Maria (Ilha)	Terceira (Ilha)	Faial (Ilha)	Cândrias (Ilhas)	Barbada (Ilha)	Terra Nova	Martínica	Biscaia	Sevilha	Tánger	Mazagão	África	Maranhão	Algarve	Desconhecido	TOTAL	
1620	28	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	4	-	-	-	4	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	44	
1631	12	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	16	4	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	1	-	-	6	47	
1632	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	
1633	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	3	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	1	37	
1634	18	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	3	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	2	33	
1636	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	1	-	-	2	18	
1639	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	3	26	
1640	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	3	-	1	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	27	
1646	8	3	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-	2	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	-	1	23	
1648	10	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	1	-	1	23	
....																																	
1669	1	2	-	-	-	1	-	3	1	-	-	-	-	-	2	1	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
1674	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	3	4	8	2	-	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	1	40
1676	4	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	9	-	-	-	10	1	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32
1686	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	14	
Total	143	6	1	1	2	1	1	3	8	1	2	5	4	1	56	39	4	13	2	28	1	5	1	1	1	4	20	1	2	2	25	384	

ENTRADA DE EMBARCAÇÕES NO PORTO DE PONTA DELGADA NO SÉCULO XVII (segundo os Livros de Registo da Alfândega)

Anos	Inglaterra	Londres	Bristol	Barnstaple	Colchester	Topsham	Estados obedientes de Flandres	Holanda	Amsterdão	Hamburgo	França	Ruão	Bordeus	«Cales»	«Viladelpes» (Normandia)	Nantes	Marselha	Lisboa	Porto	Madeira (Ilha)	Sua. Maria (Ilha)	Terceira (Ilha)	Canárias (Ilhas)	Barbada (Ilha)	Terra Nova	Inglaterra Nova	S. Sebastião (Biscaya)	Corunha	Cadiz	Tanger	Mazagão	Maranhão	Algarve	Desconhecidos	TOTAL	
1620	16	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	4	-	3	-	3	6 <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3	39
1631 <sup>(2)</sup>	3	2	2	1	-	-	1	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	16
1633 <sup>(3)</sup>	1	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	9	19	
1634	2	2	5	1	2	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	8	-	6	-	5	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	40	
1636 <sup>(4)</sup>	-	-	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	3	13	
1639	3	2	-	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	3 <sup>(5)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	18	
1640	3	-	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	-	1	-	3	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	22	
1646	-	4	-	-	6	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	7	-	1	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	25		
1648	-	3	-	-	1	2	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	1	-	3	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	1	1	26	
.....																																				
1669	1	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	3 <sup>(6)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	2	13	
1674 <sup>(7)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	2	8	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	28	
1676 <sup>(8)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	4	-	1	13 <sup>(9)</sup>	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	24	
1686	-	2	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	14	
Total	29	17	10	5	12	14	1	2	5	2	2	1	1	1	1	1	1	55	1	24	8	24	31	1	2	3	1	1	1	1	1	1	2	35	297	

(1) Dos quais, 2 da Ilha de Palma e 1 de Tenerife.

(2) Os primeiros despachos legíveis começam a 5 de Maio de 1631.

(3) Os primeiros despachos legíveis começam a 26 de Setembro de 1633.

(4) O primeiro despacho datado é de 26 de Junho de 1636.

(5) Dos quais, 1 da Ilha Lançarote.

(6) Dos quais, 1 de Tenerife.

(7) O primeiro despacho é de 1 de Julho de 1674 e o último de 17 de Setembro do mesmo ano.

(8) O primeiro despacho é de 30 de Abril de 1676.

(9) Dos quais 11 de Tenerife e 1 de Paloma.

Proveniência do trigo enviado em 16 de Outubro de 1854, para Mazagão  
à conta de Pero Correia Chaves

Moios	Alqs.	PROVENIÊNCIA	Preço/Moio em reais
73	30	Da arrematação dos sobejos das dízimas do Rei entregues pelo feitor Sebastião de Bairros . . .	6.000
13	-	Comprados à Santa Casa da Misericórdia de Ponta Delgada . . . . .	6.500
1	-	Comprados à Confraria de Nossa Senhora do Rosário de Ponta Delgada. . . . .	7.000
11	30	Comprados a Jorge Dias de Oliveira . . . . .	6.000
13	-	» » António de Castilho . . . . .	6.600
13	-	» ao Padre Filipe Borges de Sousa . . . . .	7.200
4	-	» » médico Manuel Ferreira . . . . .	7.000
93	-	» a diversas pessoas, no Verão, ao preço médio de →	5.800
11	30	Comprados a Manuel Álvares Senra . . . . .	6.600
11	-	» » Pero de Novais . . . . .	6.000
11	30	» » Dionísio Borges . . . . .	7.200
20	-	» » Maria Álvares, viuva de Manuel de Andrade . . . . .	6.400
21	30	Comprados ao Contador da Fazenda . . . . .	7.200
2	30	» a Belchior Antunes Cardoso (postos à borda de água). . . . .	6.100
14	-	Comprados a André Dias de Araújo . . . . .	6.600
33	-	» » Gregório Sanches . . . . .	6.600
7	30	» » António Pereira de Castro. . . . .	6.000
22	-	» » Manuel Álvares Senra . . . . .	6.600
11	30	» aos Padres da Companhia de Jesus . . . . .	6.000
42	-	Da arrematação dos sobejos das dízimas do Rei, em Sta. Maria . . . . .	6.000
64	30	Comprados a António Fernandes Columbreiro . . . . .	6.000
10	-	Comprados ao Padre António Gonçalves. . . . .	6.600
45	-	» a diversas pessoas, no Verão, ao preço médio de →	5.800
10	-	Comprados a Bartolomeu Machado . . . . .	6.000
8	23	» » Francisco de Betancor . . . . .	6.000
3	30	» ao Padre João de Betancor . . . . .	6.000
2	-	» a Jacinto Vaz Camelo. . . . .	6.000
6	9	» ao Contador da Fazenda . . . . .	7.200
13	-	» a Maria Álvares, viuva de Manuel de Andrade . . . . .	6.400
6	-	Comprados a Dionísio Borges . . . . .	7.200
20	-	» ao capitão Rafael Cardoso . . . . .	6.600
1	-	» » médico Manuel Ferreira . . . . .	7.000
32	18	» » padre Filipe Borges de Sousa . . . . .	7.200
2	6	» » frei Francisco da Piedade . . . . .	6.000
133	30	» a Belchior Antunes Cardoso (postos à borda de água). . . . .	6.100
3	-	Comprados a António Bicudo . . . . .	7.000
3	-	» Pero Roíz Homem . . . . .	7.000
31	-	» ao padre Sebastião de Miranda. . . . .	6.600
3	-	» a Francisco Rebelo. . . . .	6.000
1	17	» » António Pereira . . . . .	6.000
31	-	» » Francisco de Moraes. . . . .	6.400
23	-	» » Manuel Álvares Senra . . . . .	6.600
212	-	Da arrematação dos sobejos das dízimas do Rei . . . . .	6.000
9	-	Comprados a Baltasar Rebelo de Sousa . . . . .	7.200
48	30	» aos Padres da Companhia de Jesus . . . . .	6.000
51	18	» a Baltasar Simões Barreto . . . . .	6.400

EXPORTAÇÃO NO SÉCULO XVII DE TRIGO AÇORIANO  
(e locais aonde se destinavam as embarcações que o carregavam)

DESTINO	1620		1651		1653/34		1656		1659		1640	
	Moios	Alqs.	Moios	Alqs.	Moios	Alqs.	Moios	Alqs.	Moios	Alqs.	Moios	Alqs.
Lisboa	-	-	1.781+	42	141	-	207	40	829	8 1/2	1.756	10
Algarve	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Madeira	220	27	355	28	52	-	-	-	163	21	273	-
Terceira	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faial	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
África	-	-	157	30	-	-	-	-	-	-	-	-
Mazagão	-	-	+619	-	1.652	21	624	-	361	-	-	-
Tânger	-	-	444	-	-	-	503	-	-	-	-	-
Canárias	559	-	-	-	49	-	-	-	316	41	792	3
Marselha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inglaterra	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Plymouth	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amsterdão	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inglaterra Nova	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Terra Nova	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Desconhecido	-	-	103	-	-	-	-	-	213	52 1/2	518	45

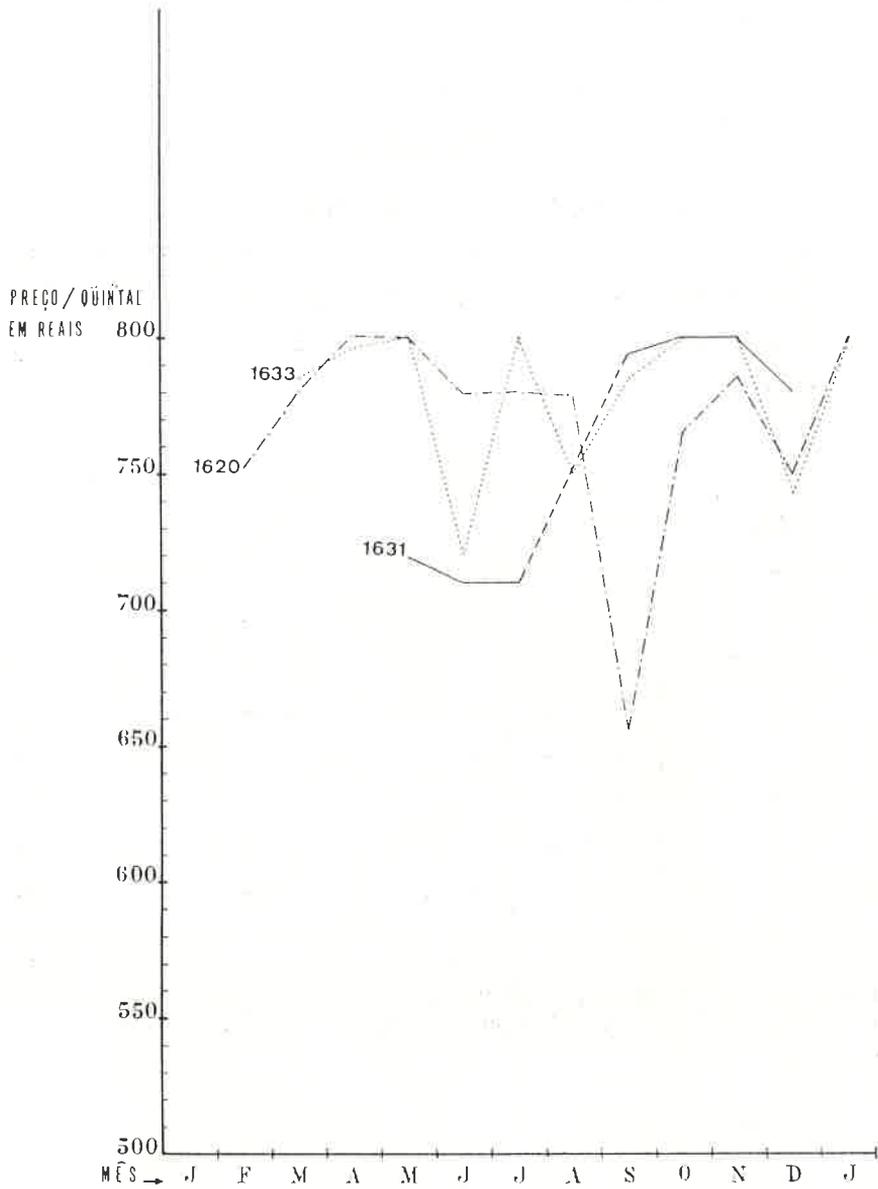
EXPORTAÇÃO NO SÉCULO XVII DE TRIGO AÇORIANO  
(e locais aonde se destinavam as embarcações que o carregavam)

DESTINO	1660		1648		1669		1674		1676		1686	
	Moios	Alqs.										
Lisboa	524	43	722	35	522	51	1.466	3	-	-	409	11
Algarve	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	307	8
Madeira	277	34	-	-	122	-	256	40	921	40	160	9
Terceira	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Faial	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
África	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mazagão	490	-	1.004	25	-	-	766	11	-	-	-	-
Tânger	622	-	594	40	-	-	-	-	-	-	-	-
Canárias	-	-	-	-	1.090	7	-	-	554	30	-	-
Marselha	-	-	-	-	-	-	-	-	151	-	-	-
Inglaterra	-	-	-	-	-	-	101	30	-	-	-	-
Plymouth	-	-	-	-	23	45	-	-	-	-	-	-
Amsterdão	-	-	-	-	-	-	-	-	424	-	-	-
Inglaterra Nova	-	-	-	-	-	-	-	-	190	-	-	-
Terra Nova	-	-	-	-	-	-	-	-	9	30	-	-
Desconhecido	9	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Nota: São de considerar sob reserva as indicações relativas aos barcos com destino à Inglaterra, Holanda ou França, sendo provável que o trigo neles embarcado se destinasse a algum porto de escala, Lisboa ou Madeira, por exemplo.]

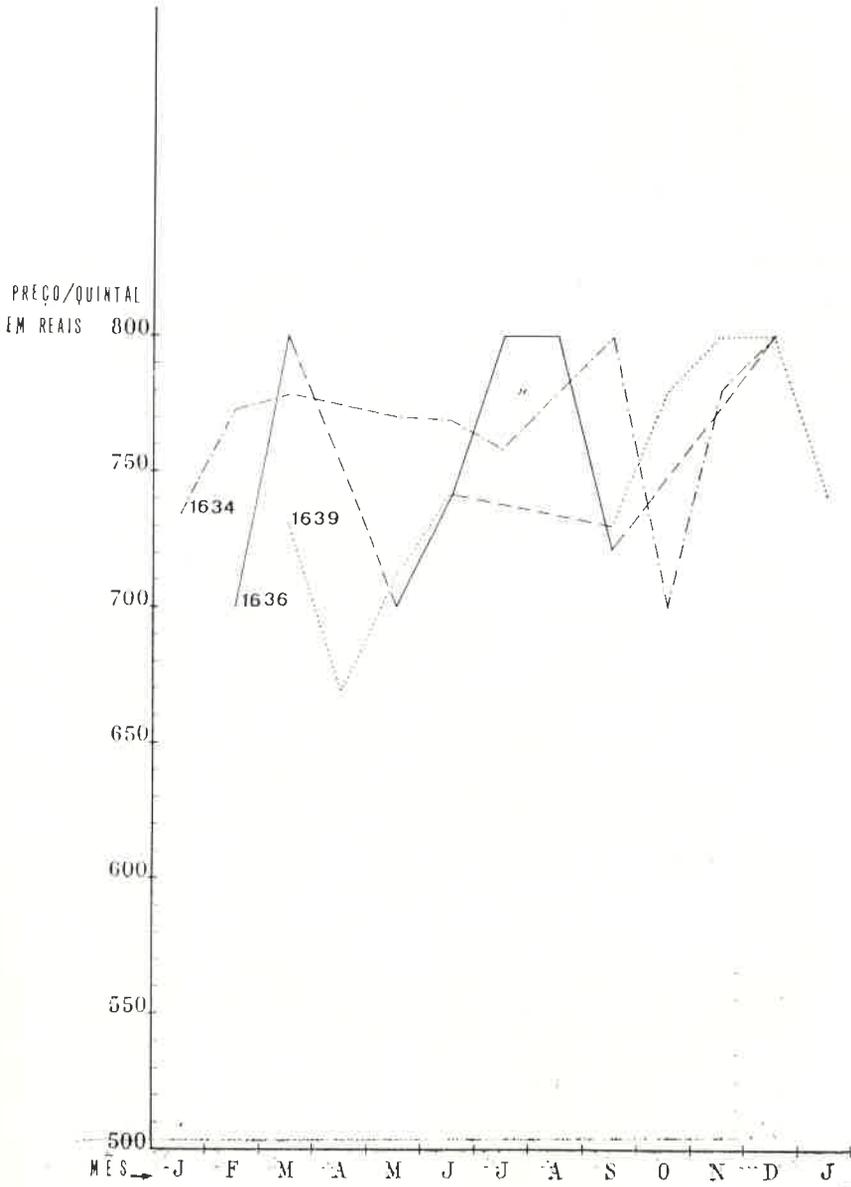
(1) VARIAÇÃO MÉDIA ANUAL DO PREÇO DO QUINTAL DE PASTEL

ANOS 1620 - - - -  
1631 ————  
1633 ······



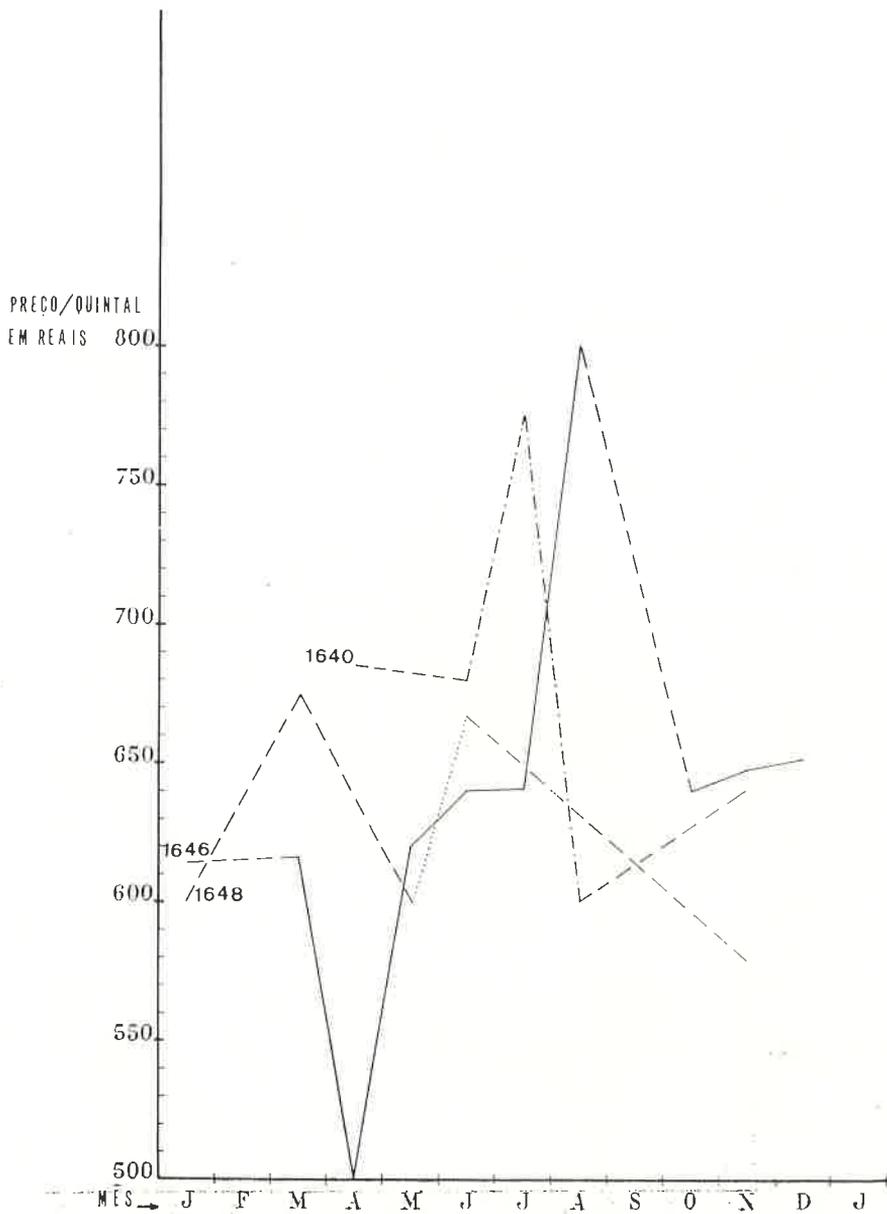
(II) VARIAÇÃO MÉDIA ANUAL DO PREÇO DO QUINTAL DE FASEL

ANOS 1634 - - - - -  
1636 - - - - -  
1639 ······

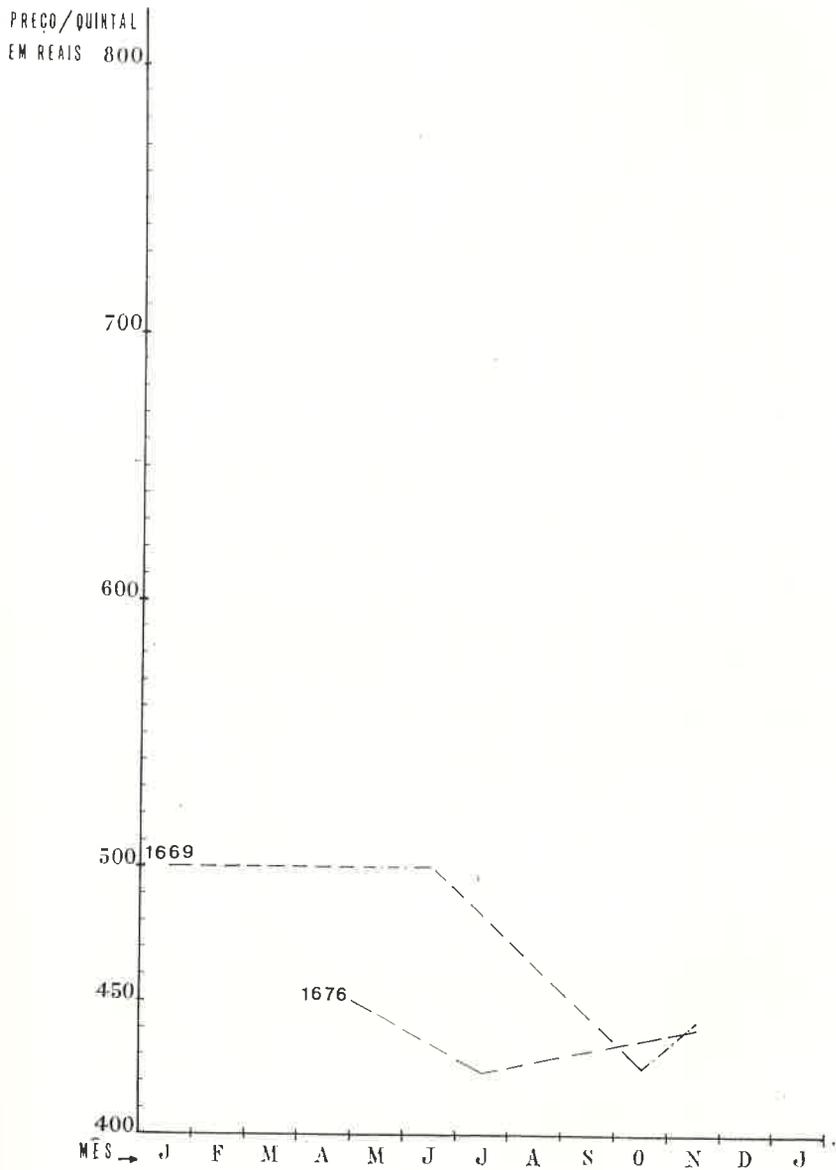


(III) VARIACÃO MÉDIA ANUAL DO PREÇO DO QUINTAL DE PASTEL

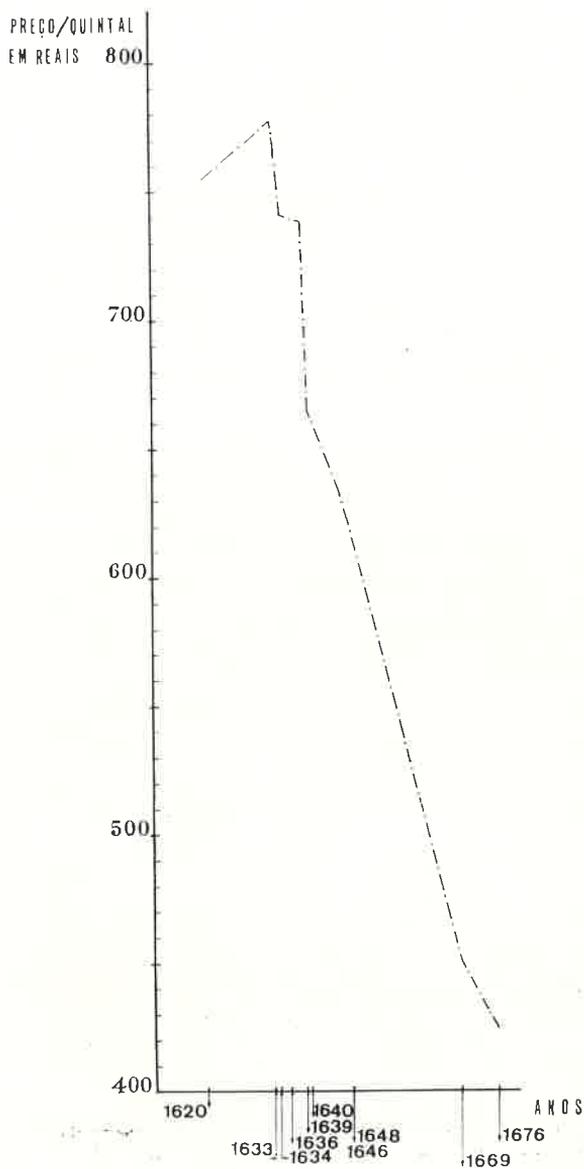
ANOS 1640 - - - - -  
1646 ————  
1648 ······



(IV) VARIACÃO MÉDIA ANUAL DO PREÇO DO QUINTAL DE PASTEL  
 ANOS 1669 - - - -  
 1676 ————



VARIAÇÃO DA MÉDIA DO PREÇO DO QUINTAL DE PASTEL  
AO LONGO DO SÉCULO XVII



SAÍDA DE PASTEL DO PORTO DE PONTA DELGADA DURANTE O ANO DE 1634

Data do despacho Dia / Mês	Embarcação	Tipo	Destino	Mestre	Mercador	Carregador	QUANTIDADE			Valor (em reais)	Obs.:
							Quin- tais	Arro- bas	Li- bras		
14-I	Suseques	navio	Barnstaple	Guilherme Vilque	Illias Pater	Illias Prater	660	—	—	511.102	490 quintais, 2 arrobas e 6 libras de Rodrigo Hans; 819 quintais e 26 libras arrematados por Manuel Alvares Senra e 210 quintais arrematados por Fe- lipe de Sousa. Carregado em Ponta Delgada e em Vila Franca.
18-I	Madanela	»	Bristol	João Harens	.....	Manuel Pires Paiva	869	3	13	608.970	
19-1	Maria Margarida	»	Inglaterra	Guilherme Maior	Jorze Chaper	Manuel Alvares Senra	1.520	3	4	1.080.090	
24-I	Simão Pedro	»	»	João Vitre	Baltazar Simões Barreto	Baltazar Simões Barreto	698	3	—	559.000	Carregado em Ponta Delgada.
17-II	Contento	»	»	Richarte Chaqueller	Illias Potier	.....	637	—	15	492.817	
8-III	Sara Boa Ventura	»	»	Guilherme Aiert	Cristovão Guilherme	.....	1.689	—	5	1.351.200	Saiu do porto com «tempo furtuito» e não voltou.
15-III	S. Pedro	»	»	Richarte Venis	Baltazar Simões Barreto	.....	465	1	—	325.675	
1-IV	Isabel (¹)	»	~~~~~(²)	Ruberto Vdrolfo (³)	.....	Ruberto Vdrolfo	1.709	1	4	1.367.428	165 quintais, 1 arroba e 16 libras dos direitos reais da arrematação da Cristovão Guilherme. Carregado em Vila Franca; este despacho diz respeito ao pastel e não ao próprio navio.
3-IV	Benedito (¹)	»	Inglaterra	Ruberto Vdrolfo (³)	.....	Ruberto Vdrolfo	1.500	—	27	1.200.189	
11-IV	Labendiçon (¹)	»	»	Samoel Capella	.....	Ruberto Vdrolfo	955	2	12	744.466	
28-IV	Benedito	»	»	Ruberto Vdrolfo (³)	.....	Padre Jorge Correia	74	1	23	59.560	425 quintais, da arrematação de Manuel Alvares Senra.
29-IV	Lejacome (¹)	nau	Ruão	António Ricarde	Manuel Alvares Senra	.....	986	2	10	664.885	
15-VI	Desejo (¹)	navio	Inglaterra	Henrique Tellar	Antão Pristi e outros	.....	673	3	26	519.582	166 quintais, da arrematação de Diogo Simões.
4-VII	Paciencia	«	»	Jossias Cró	Manuel Alvares Senra	.....	529	1	6	403.522	
8-VII	Thomas e Jon (¹)	«	Colchester	Richarte Lamberte	.....	Manuel Alvares Senra { Cristovão Guilherme Antão Pristi }	2.087	2	27	1.570.876	437 quintais, 2 arrobas e 9 libras, da arrematação de Cristovão Guilherme.
22-VII	Anjo de Bristol	»	Inglaterra	Jorze Tege	Manuel Pires Paiva	.....	320	—	—	256.000	Illias Pater carregou 178 quintais e 2 arrobas.
14-VIII	Maria Margarida (¹)	»	»	Rodrigo Vaaz	Guilherme Afonso	.....	1.504	2	15	1.203.700	
18-VIII	Cisne (¹)	»	»	Thomas Roçal	Niculau Dum	.....	1.490	3	21	1.192.747	
23-VIII	Pelicano	»	»	João Mam	Cristovão Guilherme	.....	1.518	2	8	1.119.456	
9-IX	O Cisne	»	»	Thomas Pedro	Antão Pristi	.....	920	2	—	736.400	
23-X	Unidade (¹)	»	»	Richarte Boca	Manuel Pires Paiva Manuel Alvares Senra Guilherme Afonso	.....	526	—	—	368.200	
23-X	Desejo do Coração	»	»	Thomas Elesdon	Hillias Pater	.....	740	2	3	518.368	
20-XI	Contento	»	»	Richarte Sacrelej	Illias Poter ou Pater	.....	863	—	21	672.697	
2-XII	O Galo (¹)	»	Ruão	David Durão	{ Baltazar Simões Barreto Pero Correia Chaves }	.....	617	3	16	494.300	

- (¹) Proveniente da Madeira.
- (²) Não regressou a Ponta Delgada
- (³) É capitão.
- (⁴) Proveniente de Lançarote, sem carga.
- (⁵) » de Ruão.
- (⁶) » de Topsham.
- (⁷) » de Bristol.
- (⁸) » da I.ª Terceira.



SAÍDA DE PASTEL DO PORTO DE PONTA DELGADA DURANTE O ANO DE 1640

Data do despacho Dia / Mês	Embarcação	Tipo	Destino	Mestre	Mercador	QUANTIDADE			Valor (em reais)	Obs.:
						Quintais	Arro- bas	Libras		
21-IV	Maria Margaida	navio	Inglaterra	Guilherme Clascalque	Izaquias Vaas	1.494	3	22	1.055.958	1.120 quintais eram dos direitos reais. 532 quintais, 2 arrobas e 8 libras eram dos direitos reais. Dos direitos reais, da arrematação de Manuel Alvares Senra. » » » » » » » » » » Este navio levou também açúcar de Vila Franca. » » » » » » » » » » (açúcar, mel e canas). Dos direitos reais da arrematação de Manuel Alvares Senra.
27-IV	Sol (*)	»	»	Niculau Dum	Niculau Dum	1.642	2	13	1.097.078	
27-VI	Orfa do Mar	»	»	Duarte Carton	»	340	—	—	231.200	
9-VII	Doroteia	»	»	Richarte Brux	Bernardo Brum	120	—	—	81.600	
24-VII	Cambeo de Bastable	»	Inglaterra	Josephe Amari	Cristovão Guilherme	460	—	11	368.084	
16-VIII	O Cisne	»	»	Guilherme Estinçon	Thomas Avilaneiro	491	—	18	294.708	
22-VIII	Prazer	»	»	Phellippe Estaaforte	Manuel Teixeira	340	—	—	204.000	
22-XI	Fortuna	»	»	Estevão Rei	Cristovão Guilherme	2.007	2	2	1.264.432	
26-XI	Thomas	»	»	João Brum	Ruberto Poter	910	3	19	573.554 ±	
26-XI	Jacobus	»	»	Lourenço Branco	Miguel Alvares Senra	927	3	—	630.870	

(\*) Este navio veio do Faial carregar.

SAÍDA DE PASTEL DO PORTO DE PONTA DELGADA DURANTE O ANO DE 1646

Data do despacho Dia / Mês	Embarcação	Tipo	Destino	Mestre	QUANTIDADE			Valor (em reais)	Obs.:
					Quintais	Arro- bas	Li- bras		
23-I	Jorze	navio	Londres	Jozia Somitho	1.490	3	—	915.818	Carregou Cristovão Guilherme; Matheus Godim despachou 1.300 quintais. 230 quintais, 3 arrobas e 16 libras dos direitos reais entregues a Cristovão Guilherme à conta da vestimenta do Castelo de Angra; carregaram também pastel Matheus Godim e Felipe Pão Grave; estes navios também levam açúcar branco de Vila Franca. 270 quintais, 1 arroba e 21 libras dos direitos reais entregues a Cristovão Guilherme à conta da vestimenta do Castelo de Angra; carregou também Felipe Pão Grave; este navio também levou açúcar branco de Vila Franca. Carregado em Ponta Delgada por Domingos Vaz de Brito. 71 quintais, 3 arrobas e 19 libras dos direitos reais, da arrematação de Niculau Alemão Bautista, carregaram também pastel Matheus Godim e Mauel Teixeira. Carregado em Ponta Delgada por Domingos Vaz de Brito. 120 quintais, 3 arrobas e 22 libras da arrematação de Niculau Alemão Bautista, da Terceira; carregaram também pastel Matheus Godim, Felipe Pão Grave e Manuel Teixeira. 186 quintais, 2 arrobas e 25 libras da arrematação de Niculau Alemão Bautista, da Terceira; carregaram também pastel Matheus Godim e Felipe Pão Grave. Faltam 2 folhas no original; os despachos foram reconstituídos a partir das folhas dos 2%. Carregaram pastel Matheus Godim, Cristovão Guilherme e Manuel Teixeira. » » » » » » » » » » e Felipe Pão Grave. » » » » » » » » » » e Felipe Pão Grave. » » » » » » » » » » Manuel Teixeira e » » » » 86 quintais, 1 arroba e 17 libras, da arrematação de Niculau Alemão Bautista; carregou também pastel Matheus Godim. Carregaram Matheus Godim e Felipe Pão Grave.
12-III	Agia	»	Inglaterra	Gilherme Estinson	2.296	1	18	1.575.856	
12-III	Ana e Susana	nau	Inglaterra	Niculas Rei	2.031	2	12	1.241.277	
13-IV	A Flora	navio	Amsterdão	Corneles Lourenço	881	3	14	441.307	
9-V	Esperança	»	Londres	Jozias Cro	2.443	1	23	1.556.632	
28-V	Sansão	»	Amsterdão	João Aistemar	2.112	—	—	1.267.200	
4-VI	Isabel e Ana	»	Colchester	Niculau Gene Burne	1.573	1	26	1.035.956	
19-VII	Guilherme e Sara	»	Inglaterra	João Cherse	1.732	—	9	1.113.564	
27-VIII	Sara Bonaventura	»	I. <sup>a</sup> Terceira	João Grune	470	—	—	376.000	
19-X	Marta e Franda (?)	»	Inglaterra	Roberto Estevens	3.505	—	—	2.238.762	
13-XI	Ana e Susana	navio	»	Niculau Red	1.978	2	—	1.240.800	
13-XI	Agia	»	»	Guilherme Estinson	2.478	—	12	1.647.862	
18-XII	Isabel e Ana	»	»	Niculau Gene Burne	1.505	3	23	983.580	
22-XII	Cristovão	»	»	Jorze Rei	791	2	24	483.672	
22-XII	Mandrah	»	Londres (?)	Duarte Crispe	315	1	10	239.670	



## O PENSAMENTO POLÍTICO DE DUARTE RIBEIRO DE MACEDO

por Maria Teresa Trigo Neto e Cova

Tem merecido a atenção dos historiadores o pensamento económico de Duarte Ribeiro de Macedo<sup>(1)</sup>. Já o mesmo se não verifica relativamente ao seu pensamento político. Ora este aspecto oferece particular interesse, por virtude da sua influência sobre o conjunto. Mas como se tem salientado mais vezes o papel do pensamento económico daquele autor na vida nacional, têm sido esquecidos (ou menos tratados) os seus pontos de vista mais pròpriamente políticos. Nestas condições, talvez seja útil determinar quais as concepções nesse domínio que é possível definir e concatená-las com as ideias mais conhecidas do referido autor. Com efeito, não se trata de capítulos independentes, mas de partes que se encadeiam, filiando-se num único sistema doutrinário.

Defensor e analista da monarquia absoluta, preconiza Duarte Ribeiro para a sua consolidação e eficácia, uma organização administrativa coerente, ligada aos condicionalismos de cada estado e servida por um corpo de funcionários aptos e dignos; quere-a regida por leis «fundamentais» conhecidas<sup>(2)</sup>,

---

(1) Cf. M. Bensabat Amzalak: *Do Estudo e da Evolução das Doutrinas em Portugal*, Lisboa, 1928; *O diplomata Duarte Ribeiro de Macedo e os seus discursos sobre economia política*, Lisboa, 1922; António Sérgio, *Antologia dos Economistas portugueses*, Lisboa, 1924; José Calvet de Magalhães, *História do pensamento económico em Portugal, Da Idade Média ao Mercantilismo*, Coimbra, 1967.

(2) Cf. em apêndice documental o que o autor diz acerca da sucessão, doação dos bens da coroa, na monarquia francesa.

tanto políticas como económicas, assim como por leis civis e criminaes convenientes, justas e vigorosas.

Nesta ordem de ideias, defende a necessidade de que os princípios de governo tenham uma aplicação fácil, executiva e regular<sup>(1)</sup> de modo que os «negócios» possam ter despacho pronto, sem a dilação e embaraço de juntas e consultas inábeis e fastidiosas. O seu pensamento ressalta da crítica que faz à forma administrativa de Castela, complexa e improficua. O número de tribunais, conselheiros, ministros e oficiais é tão elevado «que admira terem todos que trabalhar e que comer»<sup>(2)</sup>; na dilação dos «negócios» vê-se que «o número serve mais ao embaraço que à expedição»<sup>(3)</sup> e «mais para acomodar os homens que os negócios»<sup>(4)</sup>. Para qualquer assunto particular, reúne-se uma junta que só vem atrasar a resolução. Afinal, se acudissem poucos, «com instrumentos proporcionados»<sup>(5)</sup> e ordem, tudo se solucionaria muito melhor.

É de notar que o nosso autor defende o princípio que o rei deverá ouvir ou, de qualquer forma, conhecer a opinião de conselheiros. Mas salvaguarda sempre uma supremacia régia com mais ênfase do que muitos tratadistas seus contemporâneos. E não hesita em citar exemplos para confirmar a sua posição. Assim, louva o que se passa na monarquia francesa, onde o rei «não se governa por tribunais ou conselhos»<sup>(6)</sup>. Duarte Ribeiro de Macedo segue, por consequência, na esteira de uma forte corrente do pensamento político português. Na verdade, o célebre Sebastião César de Meneses<sup>(7)</sup> que tanta influência exerceu, manifesta-se no mesmo sentido de preconizar que o rei, sem quebra de autoridade, deve solicitar conselho. A posição oposta que valorizava o conselho como forma orgânica de resolver os problemas do estado também era defendida. Cite-se um teórico menos conhecido, Jerónimo Freire Serrão:

---

(1) Vid. apêndice documental, n.º 1.

(2) Idem.

(3) Idem.

(4) Idem.

(5) Idem.

(6) Idem.

(7) Meneses (Sebastião César de) — *Suma Política*, com prefácio de Rodrigues Cavalheiro, Porto, 1945.

«o Rei, porque não pode alcançar tudo, se vale e aproveita no ministerio do seu cargo, d'outras (pessoas) que busca de sufficiencia, e partes para lhe assistirem nelle, posto que lhe não sejam iguaes, antes mui inferiores na qualidade; cujos votos (se de poder absoluto não) de boa conveniencia tem obrigação de seguir» (1). Duarte Ribeiro inclina-se abertamente para o conceito de que o conselho emite uma mera opinião.

Os ministros, conselheiros e officiaes de estado, definidos como colaboradores dependentes do príncipe, e com ele colaboradores para o ajudarem a determinar o bem comum da República, devem ser em número eficiente e equilibrado. Ornados das qualidades requeridas para o exercício de tais cargos — o mérito deve suplantar o nascimento. Compete ao rei, no exercício da justiça seleccionar, e recompensar, os mais qualificados. Neste sentido, comenta «a contrario sensu» o que observou em Castela — «os postos maiores não se distribuem por esta virtude, porque os tem a dependência feito hereditarios; os postos menores se topam com merecimento e pelo meio de dinheiro ou de favor, e raras vezes despido destas qualidades achou o premio» (2).

Mas, do facto de ser insofismável a opinião de Duarte Ribeiro de Macedo no sentido absolutista, não se tira uma interpretação que estabeleça para a função da nobreza limites que possam conduzir à interpretação desta como um corpo de simples servidores. Pelo contrário; e isso é um aspecto bastante interessante do pensamento político do economista. Na verdade, ele considera que não é possível uma monarquia absoluta sem nobreza, reforço e viveiro do poder real, assim como excelente meio de recrutamento de servidores da Realeza, ou seja do Estado, devendo para tal ser um corpo social de privilégios seguros e bem garantidos que lhe evite simultaneamente a possibilidade de revolta e de tutela.

Relacionado com este ponto, e dada a importância social e política da nobreza, chama Duarte Ribeiro a atenção para a vantagem deste grupo privilegiado estar eficientemente in-

(1) Vid. Serrão (Jerónimo Freire) — *Discurso Político*, Lisboa, 1647, fl. 393.

(2) Vid. Apêndice documental, n.º 1.

grado na ordem do estado absoluto, preparado para exercer as funções que dele se esperam. São elas: o serviço pessoal do monarca, que lhe traz relações especiais de dependência; o exercício das armas; a administração da República. Deve-se, em suma, evitar tudo o que lhe possibilite formar «partido considerável»<sup>(1)</sup>, que naturalmente, poria em perigo o edifício da monarquia absoluta. Na recompensa de serviços, distribuição de mercês, doação de bens da coroa importa ter presente este princípio: impõe-se, por conseguinte, da parte do príncipe, justiça e moderação.

Estas advertências, que se subentendem na leitura do texto<sup>(2)</sup>, são tanto mais importantes no sentido da consolidação da monarquia, quanto, por um lado, à sociedade portuguesa não fora estranho o aumento da influência local das camadas privilegiadas durante o domínio filipino, o que muitos acontecimentos ocorridos após a Restauração revelam. Mas esse risco não deve levar a que se afasta a nobreza da administração local: no ponto de vista do absolutismo, a sua participação é menos perigosa do que o seu afastamento.

Por outro, deve recordar-se a necessidade imperiosa imposta por uma guerra nacional que, se tinha interesse no reforço do poder estatal, concentrado nas mãos do príncipe, também necessitava da mobilização militar que o quase desaparecimento do Estado, no período castelhano, tinha consideravelmente diminuído. Vários textos dessa época mostram que a nobreza corre «de melhor gana para as universidades que para os exércitos e armadas»<sup>(3)</sup>.

Na mesma linha de ideias, pretende Duarte Ribeiro a solidez do estado absoluto, servido por uma administração eficiente. Considera, no que se refere aos governadores das armas, que a sua jurisdição é «como um poder de castigar e dividir que introduziu o direito publico, em utilidade commum»<sup>(4)</sup>. Deve-lhes ser conferida plena competência para castigar. É que

---

(1) Vid. apêndice documental, n.º 1.

(2) Idem.

(3) Vid. Homem (Pedro Barbosa) — *Discursos de la Iuridica Y Verdadera Razon de Estado*, Coimbra, 1626, fl. 188.

(4) Vid. apêndice documental, n.º 2.

a disciplina militar fica melhor assegurada, havendo justiça pronta e eficaz. Com efeito, argumenta que a falta de jurisdição dos governadores de armas arrisca a obediência e daí se seguem danos irreparáveis contra o bem comum: na instância da apelação dilata-se a satisfação de delitos que pedem castigo pronto. Mais: estão os governadores de armas, em excelentes condições para julgar com asserto, uma vez que vêm o dano que resulta do delito e «o mal que se seguirá do perdão»<sup>(1)</sup>.

Duarte Ribeiro de Macedo considera indispensável a existência de leis claras que facilitem a interpretação do alcance da jurisdição da nobreza: só uma clara legislação evitará os abusos do poder nobre e estabelecerá uma verdadeira colaboração entre os nobres e o rei. Considera também insuficiente a afirmação de princípios só válidos, quando apoiados em leis inofismáveis que definam as atribuições de todos. A frase de Trajano que cita pode ser interpretada no mesmo sentido: «Recebi o poder, dirigindo-se ao «prefeito» do Pretório, de que usareis contra mim se não governar a república rectamente». Ou ainda: «contra mim armarei o prefeito do Pretório, se a utilidade pública assim o pedir».

Na mesma ordem de eficácia administrativa e consolidação da monarquia, impõe-se, (consciente o autor dos nexos existentes entre os factores políticos e económicos), que o príncipe oriente e coordene a actividade económica, que importa intensificar, sobretudo, no que se refere à indústria, tendo em atenção a sua carência em Portugal, com os consequentes reflexos na situação financeira do estado.

Como se vê para este economista, a teoria absoluta do poder assentava na defesa da eficiência deste: era a melhor forma de governar e de estabelecer os saudáveis princípios do mercantilismo. Para tal, a autoridade política era indispensável. Sem dúvida que Duarte Ribeiro deveria ter presente que as ideias do vedor da fazenda, conde da Ericeira, teriam sido postas de parte, depois da opinião do conselho se o rei as não tivesse posto em prática.

É que há, como é óbvio, interdependência entre a riqueza do rei e a da República em geral: se aquela prospera

---

(1) Idem.

com os tributos que as ordens lhe oferecem (e importa serem proporcionais aos meios) esta é beneficiada com as benesses, tenças, ordenados que o rei faculta aos súbditos; é, afinal, um meio de os manter sujeitos e do Reino gozar da tranquilidade e da paz, que ao monarca cabe procurar. Com efeito, argumenta o autor que o dinheiro, as riquezas que as Repúblicas entesouram, fonte de poderio, por Deus foram dadas — o poder tem em geral um fundamento teológico — e postas ao alcance de todos. Circula, na verdade, aquele por todo o corpo do Reino, e deste passa à cabeça, melhor, dos vassallos transita para o príncipe pela tributação e outros donativos que consentânea e voluntariamente lhe devem ser oferecidos<sup>(1)</sup>: condição necessária para o soberano se conservar no poder.

Para concluir tudo o que se disse, evoque-se o texto onde o autor enumera as razões que lhe parecem estar na raiz da prosperidade de França — começou a monarquia francesa com leis fundamentais ordenadas à sua conservação; cresceu formando um corpo indiviso, forte e robusto, com a nobreza ocupada nas armas, os povos inimigos do ócio, aplicados às «artes» e comércio, o erário considerável e bem administrado, com um governo «fácil, executivo, e regular» e um príncipe «entendido e aplicado ao governo», prudente distribuidor do prêmio e do castigo, ambicioso da glória militar<sup>(2)</sup>. E remata afirmando estar aqui a causa «das grandes felicidades que logra França»<sup>(3)</sup>.

Numa semelhante ordem de ideias, o autor defende, em França, a legitimidade da revolução portuguesa contra o domínio filipino. Tratava-se, de facto, de expulsar um rei intruso e ilegal por posse ilegítima do poder e que a todos empobrecia. A sua argumentação é muito cautelosa, na medida em que a procura assentar sobretudo na discussão da ilegitimidade da «herança» de D. Felipe II de Espanha e na legitimidade de D. Catarina. A revolução de 1640 repunha nos seus devidos

---

(1) Vid. Macedo (Duarte Ribeiro de) — «Sobre a introdução das artes», in cit. *Antologia dos Economistas Portugueses*, págs. 293 e segs. Vid. apêndice documental, n.º 1.

(2) Idem.

(3) Idem.

termos uma herança «desviada»: era, por esse facto, legítima. É um outro aspecto das opiniões de Duarte Ribeiro de Macedo que vale a pena lembrar relacionando-o com o seu pensamento político.

Com efeito, em 1659 escreve, nas «27 razões forçossimas como França por justiça, e conveniencia não devia fazer a paz sem inclusão de Portugal», que o Direito civil e as leis fundamentais do Reino davam a sucessão a D. Catarina, uma vez que era natural dele e filha de um filho de D. Manuel e excluíam Felipe II, estrangeiro e filho de uma filha do dito rei. No entanto, o poder de Felipe II impôs-se em Portugal pela força das armas, contra a justiça de D. Catarina. A possessão da coroa portuguesa, prossegue, continuou-se nos reis de Castela, ainda que a justiça, e a esperança, residisse na casa de Bragança. E nota mais adiante, que Felipe II alguma vez pôde afirmar que os Holandeses eram seus legítimos súbditos, mas acerca dos portugueses nunca o pôde fazer, porquanto mesmo nos autores de Direito «que corrompeu o seu poder, e a sua indústria» foi questão muito discutida<sup>(1)</sup>.

O rei de Castela, além de intruso, era, também, tirano: repare-se nas violências exercidas pelos castelhanos sobre Portugal; dissiparam a substância de Reino com tributos e desarmaram-no com vários pretextos<sup>(2)</sup>. A união, nota mais tarde, que nos tornou súbditos de Castela, fez-nos inimigos de Inglaterra, de Holanda e de França, de que resultou a perda das conquistas<sup>(3)</sup>.

Os portugueses, afinal, não fizeram mais que usar dos seus direitos em ordem ao bem comum. Estava Portugal usurpado a seus legítimos príncipes, era justo recuperá-lo — «nunca esteve segura na cabeça de um Príncipe aquela coroa que de justiça se deve à cabeça de outro»<sup>(4)</sup>.

O pensamento político de Duarte Ribeiro de Macedo, estruturado em moldes de estado absoluto, para o qual advoga

---

(1) Vid. Macedo (Duarte Ribeiro de) — *Obras*, publicadas por Manuel da Conceição, Lisboa, 1743, págs. 116; 117 a 121.

(2) *Idem*, pág. 130.

(3) Vid. Duarte Ribeiro de Macedo — *Obras*, cit. pág. 274.

(4) *Idem*, *idem*, pág. 276.

uma administração eficiente, definida por linhas classicistas, simples, hierárquica, equilibrada, sujeita à ordem e à disciplina, concatena-se com o pensamento económico.

Nesta ordem de ideias, fortemente interligadas com o pensamento económico, se pode perceber a importância da publicação do presente texto que lhe é atribuído. Trata-se de uma análise da situação francesa em comparação com a espanhola (e indirectamente com a portuguesa), onde estes pontos de vista são aplicados e servem de base às considerações que tece. Por outro lado, certo é que a sua simpatia pela França não era só motivada pelos seus conceitos económicos, mas também pelas implicações políticas naquele país aplicadas e que se articulavam com as suas próprias. Poderá mesmo perguntar-se, em face do entusiasmo pela França absolutista se o mercantilismo não surgiu no pensamento do autor por ser uma opinião económica que em nada contrariava as tendências fundamentais do seu próprio pensamento político. Em face deste texto não será certamente muito ousado afirmá-lo. Assim se esclarecem melhor o conjunto dos ideais de Duarte Ribeiro de Macedo.

## APÊNDICE DOCUMENTAL (1)

### N.º 1

*Papel que fez o Doutor Duarte Ribeiro de Macedo que intitula. Verdadeiras causas da Prosperidade da Monarchia de França, e declinação da de Castella.*

Formou a caza de Austria pello cazamento de Phelipe Conde de Flandez, com Joana successora dos Rejs catholicos, huã das majores monarchias que uio o mundo, e pus em justo temor a liberdade dos Principes, e Republicaz de Europa, todos em diferentes tempos, buscaram a união da caza de França, como a mais poderosa da Europa se declarou riual daquelle poder, por tantos motiuos formidauel, contenderam em 150 annos com tão iguais successos, que não pode a tençam politica julgar qual das duas coroas hera a mais poderosa, decidiram os successos destes ultimos annos pela caza de França, e foi tal a declinação do poder da caza de Austria, que quando os Principes da Europa quizeram acodir a pôr inquilíbrio a ualança das duaz cazas que tantos annos auia conseruado a liberdade de Europa, acharão tam dezigual peso, tão superiores as forças de França, que cederam todos, e receberam na pax as lejs que El Rej Christianissimo prescreueo.

Todos uemos esta grande mudança, e entre a admiraçam com que todos a obseruam poucos conhecem as cauzaz della;

---

(1) Na transcrição manteve-se a ortografia e procurou-se uma maior uniformidade no uso das maiúsculas. (N. A.)

dizem os maes que as grandez Monarchiaz tem periodo certo, e em chegando a elle necessariamente decem, esta consideram que os autorez antigos deixaram escrita deuemos explicar e entender pela prouidencia de Deos, vnico fundador dos Imperios, e das coroa, della pende o nacimiento, auge, declinaçam, e ruina do poder humano Deos leuanta, conserua, e acaba os Rejnos segundo merecem as uertudez e os vicios das nações. Todos os successos que lemos nas diuinas, e humanas letraz, nos dizem que floreceram os Rejnos emquanto as uirtudez floreceram nellez, e que se acabaram logo que no lugar dellaz se entroduziram os vicios.

Mas porque Deos se serue das cauzas humanaz e â desposiçam destaz concorre ao aumento da coroa de França, e a declinação da de Castella será o trabalho deste papel, descubrir huãs, e outras, e buscalaz nos fundamentos destes dous grandez edefficios, e na dezposiçam anterior com que se sustentam.

#### *Monarchia de França.*

Naceo a Monarchia de França, como outras muitaz na declinaçam do Imperio Romano, e atribuem os autorez â sua duraçam as leis fundamentaes com que começou, hé a principal a que chamam Salica que exclue as femeas da successam da coroa, e admite a ella os varoeñs ainda que se achem em grao remotissimo, preferindo por regra estabelecida os maez proximos, aos maes remottos. Obra esta prudente ley que não faltem successorez a coroa, e que as filhaz não leuem em dotte o direito da successam a familiaz estrangeiraz; e poem em obrigação aos Rejs de cazar os Principez da familia Rejnante com o que se liura a coroa dos majorez dous males que tem lastimosamente padecido outras, faltaz de successorez, e passar a dominio estranho.

A segunda ley fundamental faz indeuisiuel e inalienauel a coroa de sorte que não pode o Rej separar huã parte della, e dalla em soberania a hum filho; ficando debaixo desta Ley vnidaz a coroa todaz as terras, e estados, que ou se adquiriram pelas armas, ou entraram em dotte com as Princesas. Esta mesma ley regula as merces dos beñs da coroa aos

grandez a natureza deferidos a major parte masculinos, e em falta de varões tornão a coroa deixando aos Príncipez a grande utilidade de ter sempre com que primiar os vassallos que merecem e estez de ter sempre a que esperar.

O que no principio da Monarchia fazia menos despotica a authoridade dos Rejs erá a que tinhão os doze Parez particularmente os seis secularez senhorez de grandez estados, e tam pouco dependentez como hoje vemos os Princepes em Alemanha. Daqui naciã as guerras ciuis que tantaz uezez fatigaram aquela Monarchia com os Duques de Borgonha, e Bretanha, e os maes, hoje se acham todos na coroa sendo o vltimo Bretanha pelo cazamento de Carlos oitauo com Anna de Bretanha. E supposto que hoje creceram em numero os Duques Parez hé sô titolo honorifico.

A outra authoridade que tambem lemitaua o poder real hera a do Parlamento que em seus principios se compunha de huã junta em que entrãuam os Duquez parez, inseparauel da pessoa de E Rej (sic) que caminhãuã com elle para a decisã de todos os negoços siueis, e crimes, e de estado. Creceo o dominio e foi deficel de guardar a forma de hum conselho errante, formaram os Rejs varios Parlamẽtos fixos ficando o primeiro com a jurisdicã que tem hoje o Parlamento de Pariz; conseruã da antiga authoridade a approuaçã que dão aos casamentos Reajs, as nouas imposições, e aos capitolos, e tratados de paz, mas estez actos se fazem mais por obseruar a antiga formalidade que por necessidade, com que os Rejs de França se achã hoje com poder absoluto, e independente. E os Parlamẽtos reduzidos a Tribunaes de justiça, como as Chancelariãz em Castella, e as Rellações neste Rejno.

Nã se gouerna El Rej por Tribunaes, ou Conselhos, hum sô conselho há que chamã de Estado composto de Becaz, que responde ao Dezembargo do Paço, a que preside o Chamceler major, e que despacha diante de El Rej segundo a calidade dos negoços. Para as materiaz de Estado, e guerra chama El Rej quando lhe parece a conselho de gauinete, os sogeitos que considera maez capazes para os negoços que quere resolver. E para os de guerra sam sempre os Marichães de França, mas esta forma de conselho nã constitue os sogeitos em posto, ou dignidade.

O governo politico das cidadez se rege por hum Tribunal a que commumente chamam caza da villa, a que presidem os Governadorez das Prouinciaz, nas cidadez capitaes aonde assistem, e na Cortte hum Prezidente com titolo de Governador de Pariz.

Nesta forma corre o Governo de França conseruandosse entre inuasões primeiro dos Normandos, depoez dos Ingleses, e sahindo gloriosamente destes perigos contendeo com os vezinhos nas expedições de Jtalia, e nas opposições a Carlos 5.<sup>o</sup> que fora senhor de Europa, a não encontrar Francisco 1.<sup>o</sup>, seguiranse as deuisões da religiam em quarenta annos de guerra ciuel athé a aujuração de Henrrique 4.<sup>o</sup> que perdeo infaustamente a vida quando começaua a mostrar ao mundo que podia.

Succedeo na coroa Luis 13.<sup>o</sup> cujo 1.<sup>o</sup> ministro o Cardeal de Rechelieu siguindo as maximas de Henrrique 4.<sup>o</sup> soube uzar da força, e da sustancia da Monarchia. Liurou França dos cuidados interiores opremindo os Hugonotez com a occupação da Rochella rompeo a guerra com a caza de Austria, dispôs a passagem de Gustauo Adolfo a Alemanha e com as occupações de Casal, e Arraz deu os primeiros golpez a monarchia de Castella.

Seguesse a menoridade de Luis i 4.<sup>o</sup> cujo i.<sup>o</sup> ministro o Cardeal Mazarino com as maximas do Cardeal Rechileu continuou com felicidade o governo de França emquanto o nam perturbaram as vltimaz guerraz ciuis.

Entrou Luis 14.<sup>o</sup> a governar a monarchia e he justo que com elle se detenha a origem sô deste descurso. O vnico perigo que conseruaua o Rejno de França para as inquietações domesticas hera a authoridade dos Princepes do sangue successorez destinados a coroa pella Lej Salica. Não podem os Rejs deminuir esta authoridade porque lha dá a lej fundamental emcaminhada a saude publica, e assim vemos que depois de extinta a jurisdicam dos antigos Duquez parez. os Princepez do sangue foram sempre a cabeça que buscaram os mal contentez, e que com deferentez pretextos do bem commum sucitarão guerraz ciuis. os Princepes, ou digo Duquez de Borgonha, Borbom, Princepez de Condê foram cabeçaz, e autores de todaz.

A primeira couza que fez Luis 14.<sup>o</sup> foi armarsse e tirarlhe os mejos de se poderem armar; subio o numero das tropas a que chamam da caza de El Rej a 4 U cauallos, e 10 U Infantez, occupou a nobreza nos postos desta milicia que fez utilissimos com toda aquela estimaçam que tem as demais Corttes os officios da caza real, com o que ficou a fortuna na major parte da nobreza dependente de El Rej; assi nos que occupauam estes postos, como nos que aspirauam a ellez.

Os Governadorez das Praçaz fronteiras, e maritimaz tinham quasi absoluto o governo das armaz, e das guarnições, nomeauam os Tenentez, e dependiam dellez os prouimentos dos postos applicada asistencia dos soldados, daqui se seguia que nos mouimentos ciuis eram senhores de conseruar a fidelidade, ou de se passar ao seruiço dos Princepes segundo a major conueniencia que em huã, ou outra parte achauam.

Emendou El Rej este abuso tirando aos Princepes toda a esperanza de poderem formar partido considerauel. Arrojoue a nomeaçam dos Tenentez, e ao prouimento dos maes officiaez, e para administrar as assistencias dos soldados, as municões e reparo das fortificações, nomeou hum Superitendente ordinariamente homem de letras, e nunca natural da Praça onde serue com o que o Governador nem pode aproueitarse da fazenda de El Rej nem faltar a obediencia sem a união do Tenente e do Superitendente.

Com esta harmonia de Governo se achou El Rej senhor absoluto de hum grande Rejno abundante de todaz as cousas necessarias para o fazerem felice na pax, e poderoso na guerra pouoadissimo de gente de ualor, e industria capacissimo para o comercio pellaz muitaz ribeiras, nauegações que o cortam, e pellos muitos portos que tem em ambos os mares confinante com as mais ricas prouinciaz da Europa que todas necessitam de seus frutos. Governado por hūas mesmaz lejs comonicado por hūa só lingoa, seruido por huã só moeda sem deferença de preuilegios a que tudo forma huã sō naçam, comum nos costumez, e no trato ciuel.

Estas grandes desposições governadaz com applicaçam, e cuidado como ueremos, tem chegado àquele Rejno à felicidade em que está. Ioão Botero obseruou ter França quatro minaz em quatro frutos. Linho, Trigo, Vinho, e Sal dos quaes

todaz as nações vezinhaz necessitão. Virão os ministros de França que esta riqueza natural lhes seria mais vtil se a nam comutassem por fazendaz estrangeiraz, e applicaram ao (sic). Pouos com sumo cuidado, e estudo a todas as artes, e fabricaz que seruem ao uzo dos uestidos, e adorno das casas; e ao uso militar dos exercitos, e armadaz. A nação Francesa hé naturalmente laboriosa, e ambiciosa com o que se legrou felissimamente o trabalho dos Ministros com tal abundancia, e numero tam excessiuo de obreiros, e officiaes em todaz as artez que não só conseguiram ter o necessario, e receber de todas as nacões dinheiro pelos frutos, mas crecerão como a industria, com o preço em que puserão as obraz, e com a fermosura, e apparencia dellaz, a serem vteis, e dezejadaz de todaz as nações, e major entre todaz o uzo das obraz francesas que das proprias. Esta hé a vnica cauza da sua riqueza, e a rezam porque a major parte do dinheiro que uem da America, fazendo circulo por variax prouincias para em França.

Conseguiram com este conselho alem das riquezaz as majores duas felecidades dos Rejnos; desterraram a ociosidade dos pouos, e acrescentar o numero dos moradorez que creceo com a subsistencia que tiram do continuo trabalho das mãos.

Esta hé tambem a causa da opulencia do herario, e rendaz reais que constão de trinta milhoeñs de escudos annuaes cousa que hé tão certa como parece incriuel, as nações estrangeiraz. El Rej depois do anno de 1660 pôs todo o cuidado em liurar a sua fazenda de empenhos, e regulou a boa administrazam della, o que conseguiu em poucos annos com a comtinuaçam dos tributos de que os pouos tam (sic) pasientissimos e com aplicar só a esta despeza a que tinha liure. achou hum ministro fidelissimo, economico a quem emcomendou o gouerno da fazenda homem de ordedario nacimiento, entre a nobreza, e o povo. os nobrez nenhum emprego tem na administrazam da fazenda, tudo se arenda com o que são poucos oa exactorez. as tençaz a que chamão pensõens se pagão vencido o anno e depois que El Rej sabe o que poupou, das suas rendaz, costuma tambem El Rej dar por huã vez a satisfaçam que auia de dar na tença, o que faz parecer a merce mais opulenta, e effectiua sem ficar obrigada a fazenda real. No prouimento dos postos de guerra, e justiça declara sempre

El Rej que a veuua, e filhos dos mortos a que se deue recompensa dem os prouidos tanto, com que sem empenho da fazenda se satisfazem muitos seruiços, e hé tal a comodidade dos postos que ficam todos contentes.

O Estado Ecclesiastico comcorre tambem utilmente para a fazenda de El Rej com frequentez donatiuos uoluntorios, juntasse em cada hũa das Prouinciaz, e em todaz as juntas a que chamão asamblaz fazem a El Rej grossos donatiuos de que o Estado Ecclesiastico faz entre si repartiçam.

O Estado dos Povos he saboreosissimo na soltura das terraz, no trabalho das artes mercancias, em geral, hé pobre pelo muito que contribuem os lauradorez, e os senhorez das terraz; e todos os atributos, imposicoës. Dizem os ministros querendo buscar rezam ao muito que delles tirão que os que pagam os faz saboriosos, e nace do seu trabalho a abundancia porque não tem hora ociosa, e dão muito poucas ao descanço, igualmente mulherez, e homens nas artez, do laurar dos campos, na criaçam dos gados, e auez de toda a sorte.

A nobreza menos os que seruem as Dignidades ecclesiasticas nenhuã occupaçam tem mais que a da guerra, nem os filhos segundos outra fortuna que buscar. As Togas ordinariamente andam nas familiaz, e a primeira nobreza não occupa os lugares que uagam. Os Gouernos das Praças, e Prouinciaz são premio dos seruiços da guerra, e isto obra que todos os nobres caminhão a elles pelo exercicio das armaz, e mais que tudo os eminentes postos de Marichais de França a que vnicamente se sobe pela uirtude militar.

Os outros postos a que aspira a nobreza são os titolos de Duque, nestez ha deferença os que não sam reconhecidos no Parlamento, sam pessoaes nam passam aos filhos. os que sam reconhecidos sam hereditarios mas nam passão a filhaz: porque a dignidade consiste em ter asiento no Parlamento quando El Rej uai a elle, e deste acto são incapazes as filhaz com o que a nobreza tem sempre a que aspirar, e El Rej com que a conuidar, e ter dependente.

O Estado da nobreza he fertil de sogeitos capazes de todos os empregos pela boa educaçam que tem. os filhos dos nobres, nem no Paço, nem nas conuersações entram sem aprender nos collegios a gramatica, a philosophia: e nas aca-

demiaz os exercicios a cauallo e de todaz as artes liberaes, e depois correrem Italia, Alemanha, e Inglaterra —

Nam he este papel de referir vicios, e as vertudez das nações Francesa, e Castelhana. em todas as do mundo ha vicios, e uirtudez nacionaes. O cuidado da criaçam dos moços reprime aquellez e faz luzir estaz. aqui se apontam só as uertudez que ajudam ao bom gouerno das Monarchias, e os vicios que se oppoem a elle. Comcorre a nobreza de França ao seruiço, e gloria do seu Principe recebendo com agazalho, e cortezia. Todos os homens nobrez das outras nações se estes seruem e merecem chegam aos postos superiores sem queixa, nem enueja dos Franceses, antez com geral approuaçam. Isto produx a (sic) conuenientíssimo effeito de fazer dezejado, e buscado de todos o seruiço de Franca. O mesmo socede quando nos homens de inferior condição se topa o mericimento.

Outra uirtude praticão dignissima da esphera dos nobres, e não menos conueniente ao bem publico. Temsse por açam vtil satisfazer com uentagem, e por mão alhea o nome de asaltada he incognito em França e passa a tanto que perde a opiniam, e a honra quem se seruiu daquelles mejos.

A forma do Gouerno presente condux tambem muito para a felicidade que logra porque os negoceos tem todos facil execução, e despacho prompto, entram a despacho tres sacretarios de fazenda, hum entra de guerra, e outro das negoceações, e correspondencias estrangeiraz. Ali no mesmo acto sobre o negoceo que hum sacratario propoem informam os maes pelo que toca a sua repartição e sae tomada a resoluçam, sem a dilação, e embaraço de juntaz, concelhos, e consultaz. e se executa as resoluções de sorte que se nam perde tempo entre a resolução, e a execuçam; o que facelita a promptidão dos mejos se aponta dia certo, nenhuã desposiçam espera o dia, e daqui naceo esta vltima guerra estar El Rej em campanha dous mezes antez que seus jnimigos apparecessem nella.

Acresce a tudo as acertadaz leis com que El Rej emendou varios abusos. extingio os dezafios tam introduzidos entre a nobreza que sem cauza sahiam a campanha tendosse por defectuoso o moço noble que nam tinha entrado em dezafio, ou sendo primeiro ou segundo nelle.

Altima (sic) cauza das felicidades de França, e que pode ser a vnica he a obseruancia da Iustiça no castigo dos diltos publicos, e o respeito com que toda a sorte de gente a teme; mandou El Rej no principio de seu gouerno deputados a todas as Prouinciaz com a vnica occupação de examinar se auia senhores de vassallos que os oprimissem, e tratassem com violencia, se auia regulos, e poderosos que perturbassem a justiça, e violentassem os pobrez, foram grandes os castigos que se executarão, e muitos os que perderam a patria dezem-ganados de perdam, em semelhantes delitos. Herã Parix de noite hum teatro de roubos, agora estam de sorte as ruas a mesma segurança que as cazaz, hum exemplo de que fui testemunha mostrarã este grande bem dos Pouos.

Depositarão na mão do senhor de huã caza de aluguer a carroça do Marquez de Veiñs que viuia em hum quarto da mesma caza por huã diuida. quiz o Marquez huã noite tirar a carroça da caza, e nam pode sem que o rohido derpertasse ao hospede, gritou e a poucos gritos entraram no pateo sete homens de cauallo com crauinaz: Informousse o cabo da cauza dos gritos, e disse ao Marquez estas palauras monssur, o tempo das violenciaz he acabado, temos Rej que as nam sofre, calou o Marquez, e o negoceo se compôs.

Com tam bem fundadas lejs com poucos inimigos do ocio a nobreza toda militar com tanta abundancia de mejos, e hum Rej que usa della que acompanha com a prezença os seus escritos que faz obedecidaz as lejs, que tem ministros, e nam tem valido, que muito logre felecidades na guerra e sejar (sic) arbitro de Europa. Aos Imperios dos Idolatras fauoreceo Deos quando foram obseruantez da iustiça. A esta uertude se atribue a duraçam do poder romano por testemunho da Sagrada Escripura que se chama gente poderosa com justiça (gens potens siu iusticia Machabeorum.)

Comcorreo para as prosperidades de França a desposição em que El Rej Christianissimo achou Europa permetida por Deos, ou a fauoreceo, ou para castigo de todos os confinantez, achou o Imperio diuidido em interesses, o Emperador que a pudera vnir Princepe sem vicios, mas sem uertudes de Rej, mas capax de ser gouernado, que do gouernar; Castella debil e exausta como ueremos, Inglaterra não sô com pouca inteli-

gencia, mas com publicaz desconfiançaz entre El Rej e os Pouos: Holanda toda aplicada ao commercio, e esquecida da deciplina militar com que se findará: Italia sem forçaz nos Estados de El Rej Catholico deuedida em piquenos Principados. Os Venezianos declinados do antigo gouerno, sem cabedaes, e sem auer respirado da guerra do Turco; emfim nam achou El Rej Christianissimo hum riual que se lhe pudesse oppôr, e medir a espada com forçaz iguoais.

*Monarchia de Castella.*

Despois da perda vniuersal de Hespanha em que foi extinta lastimosamente pellos Arabios a monarchia dos Godos se retirou as montanhaz de Asturiaz, e Galiza aquela parte da nobreza, e Pouo que escapou das armaz, e nam quiz viuer sogeita ao barbaro dominio dos Mouros. Acharam entre si Dom Pelajo Principe do sangue real e o elegerão mais como General de Exercitos, que como Rej de Pouos, e Prouincias, achandosse reduzidas a se defender entre a aspereza dos montez; soldados todos que se batião para sustento das vidaz, mais das espadas que dos arados. Fauoreceo mais Deos estes principios com tantaz victorias que puderam sahir dos montez occupar cidadez, ganhar campos, e terraz de que poder sustentarse, não tinha o gouerno lejs certaz; a necessidade daua as lejs, conseruaua a vniam, e a obediencia.

Assi como as terras se ganhauão as repartiam os reys pelos nobrez que as ajudauão a ganhar, pondolhe só a obrigação de acudirem a guerra com o numero de gente de que eram capazes as terras que lhe dauam. Aqui teue illustre principio a nobreza antiga dandosse a estes senhores de terras o titulo de ricos Homens de sogá, e cuchilho, termos que explicauam a jurisdicam quasi soberana que tinham sobre os vasallos. A sua authoridade hera tal que não heram validas as merces dos Rejs, sem que as confirmassem nas suas mãos, faziam pleitos, e homenagem, os alcaidez majores dos castellos que pesuhiam, e nellaz jurauam de as defender em seu nome, e as não entregar sem ordem sua.

Pondosse depois com as comquistaz o dominio mais dilatado, foi necessario dar lejs aos Estados, e esta necessidade

fundou as Lejs de Touro, e daz partidas, a subrreção da coroa não se regulou mais que pelo direito commum leuando a primogenitura o Rejno con forma menos estreita que a de hum morgado regular, porque os Rejs podião diuidir os Estados em seus filhos, como muitaz vezes succedeo em grande daño da coroa catholica, porque deuididas as Prouinciaz, se deuedia o poder e pasaua a deuisão a formar guerraz entre os Principez. Nenhũa moderaçam se deu a authoridade dos ricos Homens, a qual creceo a tanto que muitaz uezes tinham entre sj guerraz, formauam exercitoz de seus vassallos, e se dauão batalhaz sem que a authoridade regia pudesse ducidir pacificamente as duuidas dos grandez.

Fundarãose depois as Ordeñs Militarez, gloriosissima instituição, porque ao ualor dos caualeiros se deue a mayor parte da restauraçam de Hespanha: Deusse aos Mestres tão suprema authoridade, que tinham absoluta administração de todaz as rendas das ordeñs; e dos Mestres reconheciam os caualeiros o premio do seruiço, e os Mestrez lhe deuião a eleiçam da dignidade.

Tinham os Rejs a mesma dependencia dos Mestres que dos ricos Homeñs, com huñs e outros repartiam as terraz que ganhauão, que todas ficauão em Patrimonio, sem condiçam, ou lej que as pudesse tornar a incorporar na coroa, parecia pouco o que dauão, porque dauão terras quasi dezer-tas, e aruinadas; inuasões continuas da guerra; deste principio foi nacendo a grandeza das cazas que hoje uemos de que pode ser exemplo as cazaz de Medina Sidonia, e Arcos que se formaram em Andaluzia das muitas terraz que com ellez repartio El Rej Fernando o Santo depoes da conquista de Seuilha.

Estas imodicaz doações foram de grande daño a coroa porque como as terras ficaram em patrimonio das cazaz ficaram incapazes de formarem nouas mercez em premio de nouos seruiços, e os senhorez dellas menos dependentez, porque não tem mais que esperar, que para o memoria dos fundadorez das cazas pouco vteis porque como sucedem as filhaz perdem a memoria dos fundadorez a confusam das cazas como hoje se uê vnidas sete cazas na de Midina Celj; alem de que separandosse os ramos das familias com menos cabe-

dais do que hé necessario para conseruar o esplendor da nobreza, vem a cahir a successam em linhas separadas dos troncos, não só masculinas; mas femininaz, e em pessoas com alianças ordinarias, e que o tempo quasi tinha escondidaz entre o pouo de que há muitos exemplos.

Esta grande authoridade dos ricos Homens, e dos Mestres deu ocaziam a sedições, e parcialidades que formarão guerras ciuis, e obrigarão aos Rejs a capitular com os vassallos pellos trazer a seu partido e sempre com perda da coroa, porque nas capitulações tirauão esta, ou aquella cidade, ou villa de que há iniinitos exemplos nas Estorias de Castella: sirua só de exemplo a confiança com que hum grande mestre capitulou com Henrique 4.º darlhe em cazamento sua jrmã que depois foi a rajinha catholica, exorbitancia tão mal sofrida de Deos que vindo a cortte a celebrar o cazamento morreo repentinamente a duas jornadaz della.

Quasi no mesma tempo se fundarão os Rejnos de Aragam, e Nauarra com diferentez lejs, e foros. O de Aragão com hum Tribunal que seruia de fiscal das resoluções dos Rejs; mas menos contrario ao gouerno monarchico porque obraua com authoridade publica.

Com esta forma de gouerno continuou Castella a guerra dos Mouros setecentos annos de trabalhos militarez custou a expulssam daquella nação barbara, e a causa desta dilaçam foi a diuersão das guerras ciuiz, e externas de huñs, e outros Rejs; Unirãose as coroas de Angra (sic), e castella com o cazamento dos Rejs catholicos, vnirãose, digo debaixo do gouerno de hum sô Rej; mas não entre sj, porque ficaram separadas nos foros, e nas lejs, diferença que naturalmente faz deficel, e disonante a armonia do gouerno.

Acabou Fernando Catholico a grande obra de lançar os Mouros de Hespanha, achandosse liure dos inimigos cazeiros, menos dependente dos grandes, e dos mestrez, resolueo fazersse imdependente, e acabar com a authoridade de huns e outros. Vnio os mestrados a coroa, liurou os ricos Homens da obrigaçam de acodirem a guerra como vassallos, com que lhes tirou a jurisdicam que estaua vnida aquella obrigaçam, e mais fizera se o nam deuirtiram as guerraz de Italia, porque consta dizer a Phelipe seu genro quando entrou a suçeder

nestas coroas que lhe deixaua hum Rejno melhorado do que o achara; mas não tanto como quizera.

Sucedeo Carlos 5.<sup>o</sup> na Monarchia de Castella e para comcordar a nobreza de Alemaaha, e Castella deu principio ao titolo de grande separando de entre os Titulares a caza de maior lustre e antiguidade, formando assi huã esfera superior da qual se pode dizer que são incapazes de sofrer a sogeçam, e de secorrer a liberdade (*nec totam seruitutem, nec totam libertatem pati possunt.*)

Capax hera este grande Principe de dar melhor forma a Monarchia, e remediar os abursos que nella continuauão; mas as viageãs que fez, as grandes occupações em tão vastos, e distantes dominios, os trabalhos de tantas expedições militares não lhe deram tempo para cuidar na economia de Castella.

Em huã carta que escreueo a seu filho de Barcelona na vltima viagem que fez fora de Hespanha reconhece esta falta, e lhe dá os conselhos que deuia executar. Diz que sente muito deixalo sem fazenda e tão dezordenados os meijos de a poder reformar, e teme que seus sucessorez nam tenham fazenda com que poder conseruar tantos Rejnos. Vede (acrecenta) como despachais com D. Belasco porque incensiuelmente uos hade governar, e o Rej que em Hespanha for governado vai perdido.

Sucedeo Phelipe 2.<sup>o</sup> Princepe de talento, e capacidade; mas tão cioso de poder ser governado que nada deixou ao cuidado alheo admira o muito tempo que daua ao exame das consultaz a que respondia da sua mam, o cuidado que empregaua no gouerno particular da cidade onde estaua a Cortte. referem que examinando huã conta de dous milhões aduertio que estaua errada em dez marauidiz. Esta nimia occupação o descuidou daz materias de estado maez importantes, e deu occasião a que no conceito dos homens entendidos sela estimado por melhor Prezidente de Castella que Rej de huã grande monarchia.

Affectou estender o dominio, e adquerir nouos Rejnos, mas sem se mouer da Cortte, nem se expôr aos trabalhos militares, esta ambiçam mal regulada o obrigou a immensas, e incesiueis despezas podendo nas guerras ciuis de França

diuidir aquella Monarchia em diuersos Principados, se applicou a dominala, ou huã grande parte della, e nem huã, nem outra couza conseguiu, empenhou a fazenda na custa da expediçam de Inglaterra contra o parecer do Principe de Parma, e deuertindo a força, e os cabedaes com Inglaterra, e França deixou respirar os Holandezes, que pudera sogeitar a menos custo, deixando a seus successorez o inutil empenho daquela guerra.

Sem dar conueniente forma a fazenda real gastou na fabrica do Escorial onze milhões insigne monumento da grandeza real; mas em que ficou maes acomodada a sua memoria, que a sua coroa.

Foi sospeitoso, e temido defeitos inseparaueis, reconheceo o inconuiniente da riqueza e numero dos grandez, quis abatellos, e entre as deficultadez deste cuidado disse hum dia a hum ministro de quem se fiaua, que haremos a los grandes que andan muj gruessos. respondeolhe, empenharlos en gastos, e darles facultadez, que hé darlhe licença para empenhar as cazas. Assi o fez e o conseguiu; mas com errado successo, porque hoje como nam tem cabedal para seruir, quando seruem sô tratam de adquerilo. Deu tanta authoridade as letraz, que achando a nobreza comodidades seguraz na profissam dellaz, deixou huã grande parte a uida das armas. Mais facil fora para os grandez tellos em temor, de que podiam ser castigados, se delinquissem, e que sem vertudez não auião de subir as Dignidades a que aspirão.

Sucedeeo Phelipe 3.º, e declinando nelle o espirito militar do Auo, e o politico do Paj lançou o peso do gouerno sobre o valido e gouernou absolufamente a monarchia o Duque de Lerma. Neste Rejnado se sustentou a coroa no peso da sua grandeza. Fez o Duque de Lerma tregoa com Holanda, ou porque achou a sua conueniencia na pax, ou porque entendeo que a guerra descobriria os achaquez interiorez deste grande corpo. Logrou este Principe o estado presente, sem nenhum cuidado de futuro, deixando continuar os abusos nos desperdicios da fazenda, na perda do comercio, na ociosidade dos vassallos.

Passou o cetro a Phelipe 4.º que da mesma sorte que o Paj, entregou o gouerno ao Conde Duque, cujo dezordenado

capricho quis começar o remedio da monarchia, pelo mais deficit na vniam de todaz as partez, que a compoem a huã sô forma de governo, e não destinguido das disposições deste intento: Entre a occupação da guerra externa introduzio a total diuocção, e a guerra em Hespanha. Neste governo acabarão os abusos de sse introduzir, com o costume acabou de se empenhar o erario, diuilitousse a sustancia dos vassallos, extinguiramsse as Tropas, e as miliciaz em que duraua ainda a antiga disciplina.

Succedeo na Coroa Carlos 2.º debaixo da tutella, e regencia da Rajnha Maj, e nesta menoridade se entrou no empenho da guerra vltima, contra o parecer do Condestauel, e do Conde de Pinharanda, este disse liurementemente no Conselho em que se deliberou, que se a guerra se fazia com dinheiro, gente, e cabos, nada disto via em Castella.

O primeiro dano que padece esta Monarchia hê a diuisão dos Estados, que quanto a fazem maior, a fazem menos poderosa: Faltarão os Princepes em vnir estas partez separadaz em o maior interesse, e que fizesse a arte, o que não fez a natureza. Pello contrio (sic) pareceo tellas sogeitas com presidios, e fazer os presidios hum continuo testemunho de ser diuisam separalas como estrangeiras dos comercios, das nauegações, e tratalez em tudo como estranhas, con distincções visiuéis da naçam que dominaua, e das que seruião: esta hé a vnica causa que a antiguidade deu a rujna das republicaz da Grecia. quid aliud exitiunt Athaeniensibus, et Lacaedemonijs, nisi quid (sic) justos pro alieniginis arcebant. Tact. 5.º ann.

O segundo mal e o maior de todos he a falta da gente. o Tex. Sag. não conta por riqueza dos Rejs o numero dos Rejnos, mas o numero dos vassallos. Cauza horror e lastima uer hoje Hespanha que o testemunho da antiguidade nos mostra ser a Rajnha das Prouincias no numero dos habitantes, na fatalidade daz terraz, na opulencia das minas, e finalmente em todos os beñs da natureza: Hoje se uê na maior parte de seus campos sem coltura, e rujna a maior parte de seus pouos.

Não sam as guerraz a cauza como herrradamente se cuida, porque o dano começou depois de acabar a guerra dos Mouros; De poucos annos antes lemos que pondo El Rej de Granada sitio a huma Praça que defendia o Marquez de Cadiz

o socorro o Duque de Midina Sidonia com trezentos cauallos, e sete mil Infantez todos de Andaluzia, e a major parte seus vassallos, comcorrerão para esta publica desgraça as expulsões em diuersos tempos, constando a ultima dos mouriscos de seis mil almas, concorreram as leuas da nação hespanhola, para os presidios dos Rejnos dominados, que sô della se fiaão; concorreo o descubrimento de Jndias, e acabou de pôr deserta Hespanha a perda das artes mecanicas, porque seruindosse sô das manufacturaz estrangeiras os officiaez hezpanhões não tendo com que sustentarsse se passaram as Indias, e os lauradores não tendo com quem gastar os frutos deixarão a laboura. As immenssas riquezas que produzio America, e que fizeram ricas, e felizes todas as Prouincias de Europa seruem só em Hespanha de comutação pellas manufacturas, e drogas estrangeiras, e o que mais admira hê oferecendosse os vassallos de Flandez a dar a Hespanha, e Indias toda a roupa branca de que necasitauão, e os vassallos de Napolez e Milão todas as obras de seda; se registaram estas proposições, e se deixou o comercio a inimigos da coroa.

Os pouos que restão viuem em summa ociosidade só o preciso para poder viuer trabalhão, e dão ao ocio todo o tempo que podem viuer sem trabalhar. O Dom que foi achado para distincção entre a nobreza, e o Pouo, he usurpado de todos os que não viuem de officio mecanico, e daqui nace que todos os ociosos satisfaitos com esta vaidade buscão vida e occupação não só inutil, mas danosa a republica, e fazenda de El Rej. Seja exemplo huã couza uerdadeiramente digna de espanto em todos os Pouos onde pagão tributo as fazendas com frutos, ha homens que viuem de as introduzir, e tirar furtadas aos dereitos são conhecidos pelo nome de metedores, e sacadores por alto. Isto hê geral desde os portos aonde entra, e sahe ouro, e prata, athe os menores pouos aonde entra vinho, e outros quaesquer generos de frutos. Perguntei a hum sogeito pratico se aueria quatro mil homens deste exercicio, e se rio do pouco numero que lhe propûz; esta

---

Diuitia regum multitudo  
populi

introdução passa a nam ter remedio, porque os executorez de lej (que ha muitas contra este abuso) sam que ordinariamente viuem nelle; alem do que não podem contratar as Iustiças o numero dos metedorez, nem a qualidade superior de alguñs.

Os postos majores virej natos gouernos, e occupações militares são patrimonio da nobreza. Basta nacer grande para conseguir huñs, e outros, e assi hê muito se descuidem de os merecer; e nadem os nobres com tanto descuido das boas artez (que athe â de montar a cauallo) assi o confissão estam esquecidos. A utilidade dos postos hê sô o fim de os occupar, e da riqueza adquerida, nelles fazem publica ostentação na Cortte, nos Palacios que fabricão, a nos adornos com que os cobrem.

Como da Cortte sahe com o Bastão a gouernar as armaz da criaçam da guerra se não faz cazo, nem honra de a buscar, basta por exemplo que preparandosse o Frances para o sitio de Puiserdão vnica praça com que se cobriam Catalunha, e Aragam, e depois sitiandosse não sahio da cortte hum só homem nobre, nem cesarão os pasejos, as comedejas, as bebidas varias, e todos os mais exercicios de huã pax ociosa, as cazas dos grandes estam geralmente empenhadas, e muitas em administraçam de credores. Todos os que acompanham El Rej a buscar a Rajnha pedião facultade para nouos empenhos. Vi naquella Cortte muitos Caualeiros Italianos e Framengos com seruiços de muitos annos na guerra todos queixozos, dasprezados, e cansados mais de requerer que de seruir.

Os Tribunaes são tantos como as coroas, tanto o numero dos Conselheiros, e officiaez, que admira terem todos que trabalhar, e que comer, e na dilação com que correm os negoceos se uê que o numero serue mais ao embaraço que a expedição em que se prouerão mais para acomodar os homens que os negoceos. Alem dos conselhos, e grande numero de ministros não há negoceo particular sem junta de armadaz, junta de minaz, junta de dezempenho, junta de comercio, junta de aliuiio, junta de peste, e para as preuenções da entrada da Rajnha se formou huã junta, a que comumente se faz para qualquer negoceo que dá cuidado, e en se formando se perde o cuidado do negoceo, seruem só as juntas de multiplicar as consultaz e deficultar o despacho dellaz, que muito

que falte harmonia en tanta variedade de uozes e como se poderão reduzir a consonancia tantos instrumentos, padece a monarchia a mesma desordem que uemos nos incendios, acode a ellez muita gente em confusão todos gritão, todos dezejão o remedio, todos apontão varios ninguem obra; porque ninguem obedece, e todos mandão, se acodirão poucos homens com instrumentos proporcionados, e boa ordem se remedeara em poucas horaz.

A fazenda tem empenhos desde o tempo de Carlos 5.º, seus successorez acabarão de empenhar o Patrimonio real depois de empenhado foram necessarios nouos gouernos, ou digo tributos, e sôbre estes se forão fazendo nouos empenhos, fez a croa o seruiço que chamão de milhões para sua administração se formou noua meza no conselho da fazenda com tantos conselheiros, e officiaez como o antigo conselho, repartem pellas cabeças dos partidos, que comrespondem as nossas comarcas administradores, são infinitos, os homens que proverão estas administrações, com as majores acomodam seus parentes, com as menores seus criados, e em poucos annos de huã administração sahem todos ricos, as alcaualaz, e tributos antigos se ardam ja por menos do que pagam de juros, destes tira El Rej mejas anataz, e oito por cento da condução do dinheiro, os despachos leuão outra parte, e o senhor do juro se tem cento cobra duzentos digo vinte e sinco o que parece incruel, hê que sobre as mejas annataz ha nouos juros, o estado ecclesiastico paga hum sosidio aplicado a conseruaçam de quarenta Galez, es (sic) está carregado de juros, da mesma sorte o papel sellado.

Admira, e lastima juntamente o que padecem os Pouos deminuirse o numero dos moradores, e os luguares pagão a mesma quantia com cem uezinhos que pagauão com duzentos o custo com os exactores, excede as contribuições o que começou por pena dos mouros he ja selario, e obriga esta violencia a que os pobres se saluem della mendigando. Viuer da fazenda real esta tam fora de ser culpa que se tem em pouco quem a marejou sem se aprouear.

A maior proua da desordem a que tem chegado a administração da fazenda, (sic) e descuido com que se deixou aos estrangeiros o commercio, hé uer que entraram este anno em

galeões, e frota mais de sincoenta milhões de patacas, e pella conta que exactamente vi fazer a homens praticos ficarão em Hespanha entre os direitos de El Rej, e fazenda de particulares sô quatro milhões.

Duas ouses tomou El Rej as consignações aos acentistas e lhe pagou em juro, e como esta satisfaçam lhe não dinheiro (sic) prompto para pagar a seus acredores estrangeirss, ouue homem que cabendolhe cem mil ducados de juro quebrou. Daqui nace que a fazenda de El Rej está hoje sem credito, e ainda que consine effeitos certos, não há quem se empenhe com ella. Para obrigar os acentistaz se passou á indignidade de lhe dar titolos de Marquezes Condes, e Varões. E agora nas necesidadez presentes se uenderam trinta titolos.

O que ajudou a perder a fazenda, e a tem impossibilitada de remedio hê a introdução do velhon; fabricouse moeda de cobre com ualor tão subido que os estrangeiros o trocarão pela prata, a copia que introduziram, e se laurou dentro em Hespanha, hê tal que não há outra moeda usual, e de necessidade se ualem desta intrinsicamente falsa. A este daño foram acodindo com baixas tam mal reguladaz que destruhirão muitos particularez, sem remedear o commum.

Achandosse depois El Rej sem cabedais para a guerra de Polonia fez noua moeda por arbitrio de Dom Ioão de Gongora, juntando a cem liuraz de cobre duzentas de prata, e ainda assi não teue preço comrespondente ao ualor intrinseco, e Dom João de Gongora reconheceo o daño, afirmando que se Portugal se não ganhaua com aquella moeda, Castella se perdia dentro em poucos annos, recolheram os estrangeiros toda a prata desta moeda, deixando em seu lugar a mesma forma de moedas, deixando em seu lugar (sic) outra tal com huã leue tintura de estanho.

São innumeraueis os danos que se seguirão porque todos os frutos, e fazendaz suberam a preço tão excessiuo quanto hé dezigal na moeda o valor intrinseco do legal o comercio interior se dificultou pela dificuldade que tem os moradores de conduzir o dinheiro de hum lugar, a outro; os particulares sam os legisladorez do preço do cobre porque ninguem recebe partidas de velhon para dar prata, ou ouro sem ganancia, e daqui nace que todos os diaz sobe o valor de ouro, e prata

trocado a cobre: Eu achei os dobrões a nouenta e seis reales de belhon, e no fim de dous annos os deixei a cento e oito, e por mais que esta moeda baixe a respeito do ouro, e prata sempre hê dezigual, e vtil com que incensiuamente se introduzem nouas cantidades, não sô pelos estrangeiros mas pellos naturaez que commummente a fabricão: As rendas de El Rej padecerão huã espantosa diminuiçam, porque como todas se cobrão em belhon, quando El Rej faz hum asiento, ou para passar dinheiro fora, ou para trazer de fora materiaez, se a quantidade que passa hê de hum milhão hâde dar trez nesta moeda.

O comercio dos frutos de Hespanha padece o mesmo dâño seja exemplo a laã; tirão os estrangeiros dous milhões neste genero que pagão a belhon, ou pelo ualor do belhon ha trinta annos que valia aroba setenta reales, e hoje digo de setenta não baixou, e de setenta e cinco não subio, então ualia o dobrão sesenta e oito reales de belhon, hoje ual cento e sesenta e oito, com o que comprarão hoje por hum dobrão; Arroba e meja de laã auendo comprado ha dez annos menos de huã aroba por hum dobram; estes e outros muitos dâños se seguirão a esta dezordem, tanto deficultozo de remedear, que consultando Dom João o homem mais inteligente de negocio que tem Hespanha sobre o remedio, lhe respondeo; senhor o belhon nos perderá dentro em dez annos, o remedio dentro em douz.

Passemos ao major dos mallez. A justiça vnica conseruadora dos Estados, e nenhũa das partes de que se compoem tem authoridade; ja dissemos que os postos maiores não se distribuem por esta vertude, porque os tem a dependencia feito ereditarios, os postos menores se topão com mericimento, he pelo mejo de dinheiro ou de fauor, e raras uezes despido destas duas qualidades achou o premio.

Nos dilitos dos grandes, e dos poderosos, perdeo a justiça a jurisdicção dos piquenos, e pobres, passou a juristicção, á justiça, porque os ministros nam são executores da iusticça com aqueles, e com estes são tiranos: Explicarmeei com exemplos posto que uulgares: Hum filho de hum grande acompanhado de dous criadoz se andaua entertendo huã noite com penden-  
ciaz topou com hum homem de valor, e recebeo huã estocada,

estandosse curando lhe disse o Paj: Filho se matarez hum Bispo eu uos curararej; mas de huã estocada não uos posso liurar.

Foi presa huã molher por matar seu marido, e querer cazar com hum amigo, prouosse o cazo, mas emquanto teue dinheiro que dar, a forão entretendo dous annos na cadea com esperanças de sahir bem della, passados os dous annos lhe forão ler sentença de morte. respondeo aj tantos dias que lo esperaua, porque tantos aj que se me acabo el dinero, por quoaquer cousa que hum homem entre na cadea a primeira couza que faz o cacereiro, he porlhe hum pezado grilhão que se lhe não tira sem o rimir de dous athe oito dobrões, segundo os cabedais que tem. A segunda couza he pôr junto delle huã cama, e ainda que o homem mande vir outra de sua caza hade pagar a tanto por noite, a que se lhe offrecia dure a prizam quanto durar. Ha em Madrid sesenta augazis, nenhum tem ordenado, e comprão os postos por quatrocentos dobrões, e pudera ser major o preço, porque todos os que comprão, e vendem, e trabalhão lhe pagão pensões annuaez.

Nam padece a justiça ciuil menores abusos. as despesas dos letigantes sam incriueis. o officio de escriuam hê o mais pingêê, porque os selarios são a seu arbitrio, todas as uezes que o feito passa da caza do escriuão a do letrado, e torna deste, e passa ao relator conta huã pataca para o moço que leuou o feito, a presa, ou uagar segundo a conueniencia das partes tem preço certo; Dão tres Juizes huã sentença, os lacajos, e pages de todos tres uão a caza da parte que ganhou a cauza, buscar aluiseraz com a mesma confiança com que hum homem vai buscar o que lhe deuem, e me afirmaram que não tinham outros selarios. Baste a rellação destes abusos para suppôr os que se não referem não creio que toquem, e subão a intigridade dos ministros, porque conheci muitos de grandez letras e vertude.

Todos os abusos que tenho referidos, os descaminhos na fazenda, toda a transgreçam das lejs ciuis, e criminaes tem feito o costume quasi licitaz, deixando as lejs sem força, e sem authoridade dos Magistrados, e se pode aplicar a Madrid o que ja na declinaçã do Imperio disse de Roma S. Cjpriano. Cedeo o direito aos peccados, e começou a ser illicito o que hê publico.

Contemos pelo vltimo trabalho da Monarchia de Castella o descuido, ou desgraça com que seus Princepez se entregarão a ualidos, e lançaram sobre os hombros de hum vassallo o cuidado que Deos lhe fiou. A primeira cousa que faz o ualido naquela Cortte declarado Ministro hé senhorearse de vontade, e das acções de seu amo cercalo de creaturaz, e dependentes seus. A segunda contender, e defendersse dos muitos inimigos que a inueja da sua fortuna lhe declara, e lidar com os ciomez daquellez que por algum caminho podem entrar na graça do Princepe. A terceira emgrandecer sua caza, acomodar seus filhos, como pode cuidar no seruiço publico, hum homem embaracado entre os continuos temorez de perder a priuança, e o poderoso cuidado dos interesses proprios, começou a Monarchia de Castella em Fernamdo Catholico Princepe entendido, e pratico, na arte de reinar, chegou ao auge da grandeza em Carlos 5.º dotado de vertudes heroicas; conseruou em Phelipe 2.º Princepe entendido, e applicado ao gouerno. Seus successorez ignorantes da Arte de Reinar se entregarão a ualidos, e começou nellez a ruina do grande edifficio que fabricaram Fernando Catholico, e Carlos 5.º, e conseruou Phelipe 2.º.

Tem referido este papel começar o Rejno de França com lejs fundamentaes, ordenadas a conseruaçam de hum estado monarchico, crescer vnindo assi as partes que se lhe juntauam, que hoje formão todaz hum corpo indiuiduo, robusto, e forte, a nobreza toda militar, os pouos inimigos do ocio applicados ao commercio, e artes mecanicas, o gouerno facil, executiuo, e regular, o herario grande, prompto, e bem administrado com hum Princepe entendido, e applicado ao gouerno, ambicioso da gloria militar, que marcha diante dos seus Exercitos, e de cuja mão pende vnicamente a forma de seus vassallos, prudente distribuidor dos premios, e dos castigos.

Temsse visto começar a Monarchia de Castella informe, os Rejs dependentes de seus vassallos crescer sem vnir as partes que se lhe juntauão, gouernar diuerssos Rejnos com diferentes lejs, e costumez com distincção visiuel entre a nação

---

consesere jure peccatis, et coepit licitum  
esse quod publicum est.

dominante, e as dominadas, tratando huã naçam como natural, as outras como estranhas, com que viuem sempre dezejosas de mudar de fortuna, o gouerno confuso, e certo na execuçam, as terraz quasi dezertas, os Pouos amigos do descanso, e do ocio, o comercio na mão dos estrangeiros. A nobreza esquecida da Arte Militar criada, e aduertida entre os passatempes da cortte, segura pelo nacimiento da occupaçam dos majores postos. O herario exausto, e mal administrado com moeda viual, falsa sem força as lejs, sem obseruancia as justiçaç, sem castigo os delitos, sem premio as vertudez, descuidados do gouerno os Princepez, introduzidos os ualimentos como officios necesarios.

Esta grande diferença hê a cauza das grandez felicidadez que logra França, e das mizeriaz com que se uê Castella, das victorias que aquella Monarchia logrou, e das lejs que a seu arbitrio deu na pax a tantos Princepez. das perdas que esta monarchia teue na guerra, das condições que recebeo na pax. enfim esta hê a causa porque florecem gloriosamente as ljzes; e padecem os leões em profundo letargo perigosas quartañs.



*Do D.<sup>or</sup> Duarte Ribeiro de Macedo*

Premio e castigo são os dous Postos sobre que unicamente estriba toda a maquina do gouerno polico: porque como as acções humanas (objectos do gouerno) sejam boas ou más, com o premio se animão e presuadem aquellas, estas se euitão com o castigo.

No gouerno desta prouincia reservou V Magestade para si a distribuição do premio, dexando os gouernadores das armas so com a jurisdicção de castigar, e esta coarctada, porque nos dilitos dos officiais que merecem pena capital quis V Magestade ser informado.

Vltimamente tem V Magestade ordenado se ueja a forma que pode ter a jurisdicção dos gouernadores das armas, e se he conueniente darse appellação nos casos que ate este tempo a não tiuerão.

Sobre esta materia me pareceo representar a V Magestade que tem e tiuerão sempre em todos os Reinos de Europa os gouernadores das armas, plenissima a jurisdicção de castigar: Que à conseruação deste exercito de que pende a conseruação da Monarquia, conuem não se alterar, mas amplearse esta jurisdicção. E que aos sugeitos que V Magestade escolhe para este gouerno, que sempre se supoem dignos de tão grande cuidado, se fas offença em se lhe não dexar liure nesta parte, poderem obrar o que lhe parecer mais conueniente ao seruiço de V Magestade e conseruação de suas armas.

Os exemplos da republica Romana, cujas leis seguimos são os que deuemos approuar. Emquanto foi Republica tinhão o Dictador poder de Princepe no tempo de seu gouerno: ellegia General da Cauallaria nos exercitos a que chamauão ma-

gister equitum, completo poder sobre a milicia. Assim o Dictador Emilio ellegeo a Lucio Quinto Cincinato. E Virgínio a Postumio.

A este exemplo os Emperadores, sendo o primeiro Octaviano, crearão o officio de Prefecto pretorio com jurisdicção plena representando a segunda pessoa no imperio; presedia aos soldados pretorianos, e sobre as prouincias de sua jurisdicção tinha mero imperio.

Subio a tanto a autoridade deste magistrado que delle se não podia appellar. hauia no imperio quatro que acistião, em Roma, em Africa, no Oriente e no Illirico. Como mostra a diuercidade de titolos no Codigo.

Presidião às prouincias às legiões e milicia auxiliar de todas. Ellegião e criauão os officios, remouião os elleitos e castigauão as culpas de todos.

Memorial he a epistola de Trajano quando encomendando este officio diz ao elleito Recebei o poder de que uzaeis contra mim se não gouernar a republica rectamente. Assim o testemunha Plinio referindo estas palauras do mesmo emperador. Contra mim armei o prefecto pretorio, se a utilidade publica assim o pedir.

A autoridade deste magistrado declara Casiodoro nestas palauras. Nenhua dignidade he igual ao poder do prefecto pretorio julga com uestes de emperador, excepto o magister militum, nenhum outro magistrado pode conhecer as cauzas dos soldados. Quanto dispoem confirma grauisamente o emperador.

Em segundo lugar presidia ao exercito de dada prouincia hum Governador com titulo de magister militum. Criou este officio Constantino Magno, e nelle trasferio todo o poder que

---

*Ao lado*

L. 2 ff. de origine juris.  
Suetonio in vita ejus.

L. 2 ff. de origine juris.

L. unico § his ff de off.º praefecti praetorio, ibi qui ad sociati principali curae ad militiae gratiam secundam post eos potestatem gerent. et data est eis plenior licentia ad disciplina publicae emendationem.

sobre a milícia tinha o prefecto pretorio como ensina Iacobo Cujacio.

Foi Ley entre os Romanos que do prefecto pretorio se não appellace, ainda daquelle que assistia em Roma no governo dos soldados pretorianos, e dá Vlpiano por razão da ley, que fiauão os emperadores dos sugeitos que ellegião para tão superior magistrado hauerem de julgar como elles o fizerão se julgarão.

Alem de todas estas rasões não hê a de menos concideção poderem representar a V Magestade os sugeitos portuguezes, alguma rasão de quexa em se não fiar delles, o que todas as nações fiarão sempre de seus generais, sendo todos vaçalos e os portuguezes em todas as idades verdadeiramente filhos de seus princepes.

Donde se segue que tinha jurisdicção plena e mero imperio. assim se colhe de hua ley aonde escreuendo o emperador Anastasio a Ioão Mestre dos soldados no Illirico lhe dà autoridade para poder mouer tendo causa urgente o exercito de hua prouincia para outra. Assim se colhe tambem da autoridade referida de Cassiodoro.

Tinha faculdade de castigar todos os dilitos e ouuir ate as causa ciueis dos soldados, concedida pellos emperadores Honorio, e Theodosio. Estes lugares occupou em Africa e no oriente Belisario. Como se ue do L. segundo escrito ao mesmo Belisario occupando o lugar de magister militum no oriente. Esta era a autoridade de que uzauão os governadores das

---

L. qui libet cod. de decurionibu(s) et L. ne quis eod. tt.º —

L. unico ff de off.º praef. pretor ibi in tantum meruit augeri ut appellari a praefectis non possit. L. praefecti est ff de minoribus fontanella de magistratibus.

Cod. de off.º praef. praet. Orientis, et Illirici, et Africae L. 3. L. 4 cod. de off.º praefecti praet. accipe hunc ense, et si quidem recte, atque erep. imperauero, pro me: sin serus in me utere.

in Paneg. ego quidem in me si omnium utilitas ita posceret etiam praefecti manum armaui.

Lib. 6. epist. ibi potestati praefecti pretorio nulla dignitas est equalis, iuce sacra iudicat. Nullus ei miles fori autoritate praeseribit excepto officiali magistrei militum. gratanter implet imperator, quae ille constituit.

armas no assertado governo de Roma, introduzida pella experiencia, que no discurso das guerras pareceo util e necessario. —

Jurisdicção he hum poder de castigar e diuidir, que introduzio o direito publico, em vtilidade commua; assi grande offença da republica que falte, onde para utilidade commua he necessario.

He vtilidade commua conseruarse inuiolauelmente a obediencia do exercito, que se guardara com menos respeito quando o poder de castigar for limitado: nesta attenção ordenou a experiencia tantos porque o poder de todos conseruace obedientes os exercitos compostos de gente inquieta e liure.

Na falta da jurisdicção dos governadores das armas em que se arrisca a obediencia se seguem danos irreparaueis contra o bem comum; he o primeiro que na instancia da appellação se dilata a satisfação daquelles delitos que de sua natureza pedem castigo prompto e apreçado como são de ordinario todos os que se comettem na guerra.

Mandaua a Ley ao Proconsul castigar sem tribunal e formado juizo aquelles casos que de sua natureza necessitão de remedio executiuo, nos quais he a preça parte essencial da justiça punitiua, e esta he a vnica razão porque aos generais se concede plenissima a jurisdicção de castigar.

He o segundo dano que sendo conueniente à conseruação do todo de hum exercito castigaremce aquelles casos

---

Cujatius in paratlita ad titulum cod. de off.º magistri militum ibi. Et autore Rosino primus Constantino magistros militum fecit, a praefecto praetorio in eos translata disciplina militari quae scilicet olim ad pref. pretorio pertinebat.

L. unico ff de off.º praef. prae. ibi, credit enim princeps, eos qui obsingularem industria ad hujus offitiis magnitudinem ad hibentur, non aliter judicatuos esse, pro sapientia et dignitatis suae luce quam ip [se] foret judicatuos.

L. 4 Cod. de off.º magistri militum.

L. 6. Cod. de iurisdictione, ibi, magisteriae potestati inter militares uiros etiam ciuiliu quaestiuorum audiendi concedimus facultatem.

que o uso, e a ley tem feito puniueis na guerra, se expoem a que fiquem sem castigo determinando V. Magestade se dé nelles appellação.

Lograrão largo tempo os delinquentes, em que solecitem faoures e valias, no vagar em que as causas correm de hum juizo para outro, e com este meyo, que parece justiça, pode a negociação offender a equidade.

Virão os governadores das armas, quando sentenciarão, com os olhos e com o discurso o dano que se seguio do delito, e o mal que seguirá do perdão, e he meyo para julgar com asserto julgar o que se uè. No lugar da Appellação attendem os ministros sò com o discurso, e dão lugar muitas useses á piedade com evidente repugnancia da justiça.

He necessaria a presença de V Magestade na Corte e cidade de Lisboa como cabeça e coração da Monarchia, e daqui prouem que para o governo desta prouincia faz V Magestade elleição de sugeitos de grande qualidade, fidelidade, experiencia, e valor, porque não podendo dexar de fazer falta a ausencia de V Magestade faça o menos que puder ser: e não parece razão que concorrendo estas partes nos governadores das armas, e fiandose delles o exercito, e defenção do Reyno se não fie hauerem de castigar os delitos com equidade e justiça.

Biblioteca Pública de Évora Cód.  $\frac{C IV}{1-4}$  d, fls. 263-267 v.

---

L. 2 Cod. de off.<sup>o</sup> magistrum militum.

Goueano de jurisd.<sup>e</sup>.

L. scire 13 aliter 15 [...] (1) tuto sum.

(1) Rasgado.



## MORTE OU LIBERTAÇÃO DEL-REI D. AFONSO VI

por Virgínia Rau

A figura de D. Afonso VI é a de um pobre doente cujo comportamento e prisão entenebreceram uma parte dos lustres militares e nacionais do século xvii<sup>(1)</sup>. Por tudo quanto de suspeito e de sombrio se levanta ao evocar esse rei anormal, que baqueou do trono de um momento para o outro como figura da «*commedia dell'arte*», engolido por um alçapão, justifica que se publiquem certos documentos, porque eles vêm derramar um pouco de luz sobre o falecimento e enterro do régio prisioneiro do Paço de Sintra, aonde esteve cativo durante nove anos — que decorreram entre Setembro de 1674 e Setembro de 1683.

Na narrativa das *Monstruosidades do tempo e da fortuna*, o regresso de D. Afonso VI da *Ilha Terceira* a Lisboa foi descrito do modo seguinte:

«Em 20 deste mes [Setembro] entrou pela barra de Lisboa Pedro Iaques de Magalhães com os vasos de sua esquadra, e com huma naveta da India, que comboiou da Ilha Terceira para Portugal, e hum Navio da Bahia que vinha para este Reino. O negocio a que sahio, foi a hir buscar a el Rei D. Affonso

---

(1) Ver a introdução de Eduardo Brazão à obra atribuída a António de Sousa de Macedo, *D. Afonso VI*, Porto, 1940, p. 12 e segs. e a bibliografia aí citada; *A anti-catastrophe*, Porto, 1845, p. 693; Conde de Sabugosa, *O Paço de Cintra*, Lisboa, 1903, pp. 132-134; António Álvaro Dória, *A Rainha D. Maria Francisca de Saboia*, Porto, s. d. (1944), p. 338 e a bibliografia citada de pp. 401 a 416.

para este Reino... Lançou ferro Pedro Jacques defronte de Paço de Arcos, esperando as ordens que havia de seguir; com ellas chegou àquelle sitio o Duque de Cadaval, Cabo das tropas de cavallo que residem na Corte acompanhado de algumas, e de alguns Senhores e officiaes da Milicia. Sahio el Rei da não em hum bergantim, acompanhado dos Cabos, e foi recebido em terra com a veneração que se lhe devia; todos lhe beijarão a mão, e se diz que ao Duque de Cadaval a não quis dar, virando-lhe a cara; que fogem os olhos donde os não leva a vontade. Mettido S. M. em hum coche, e na estribeira d'elle Manoel Nunes Leitão, acompanhando-o a Cavallaria, tomárão em direitura para a Villa de Cintra, aonde já estavam preparados aposentos para el Rei e seus criados; mettido no Paço e ordenadas as guardas que lhe havião de assistir, ficou por governador da casa e assistente a el Rei o sobredito Manuel Nunes Leitão com miudas ordens do que havia de seguir e observar. Conta-se que vendo-se S. M. em Cintra perguntara se dalli o havião de levar para outra parte. E dizendo-lhe que não, levantara as mãos para o Céu» (1).

De modo diferente, cautelosa e dúbia, nos aparece a versão que o Secretário de Estado, Francisco Correia de Lacerda, enviava para Paris ao enviado português junto de Luís XIV, Duarte Ribeiro de Macedo (2). Em 10 de Setembro de 1674, Correia de Lacerda informava: «O Palacio de Sintra se vai acomodando naquella parte em que necessitava de reparo para as officinas e para o commodo dos soldados que ali hão de assistir para que esteja tudo prevenido quando chegar a Armada da ilha 3.<sup>a</sup>. Na carta datada de 24 de Setembro acrescentava: «Segunda feira passada chegou aqui a Armada com El Rei, e todos os navios de sua conserva juntos, deo fundo em Paso d'Arcos, e el Rei passou aquella noite na embarcação por chegar junto della; no dia seguinte que foi

---

(1) *Monstruosidade do tempo e da fortuna*, Lisboa, 1888, p. 283.

(2) Foi enviado de Portugal junto del-rei de França de 1668 a 1676. Parte da sua biografia foi traçada por Virgínia Rau, *Cartas de D. Francisco Manuel de Melo a Duarte Ribeiro de Macedo*, Lisboa, 1968, p. 26 e segs.

3.<sup>a</sup> feira fui eu e o Duque a bordo da capitania para dar expedição a desembarcação de El Rei e da família, tendo-se ali prevenido para isso tudo o necessario; eu não falei a El Rei, o Duque saiu porque foi conveniente. Desembarcou El Rei, e os seus criados, e recolhido em huma liteira, e indo em outras alguns criados, e outros a cavallo partirão para Sintra acompanhando-o eu, e o Duque e D. João de Lencastre, e Pedro Jaques de Magalhães, aonde chegamos pellas onse da noite (1); e fiquei ali na 4.<sup>a</sup> feira para compor algumas cousas necessarias para o gasalhado de El Rei, que fica apozentado nos altos daquelles Paços, e se trabalha nos quarteis de 100 cavallos que ali lhe hão de assistir, e 200 infantes que se mandarão levantar, de que já ali se acham cento, e me recolhi na quinta feira. Quando el Rei desembarcou lhe fizerão salva com toda a artilharia as Torres, e fortes, e tambem os navios da Armada. Pareceo-me dar a V. M. esta noticia por se ahi chegarem estas novas diferentes das que refiro saiba V. M. que esta é a verdade».

De facto, era preciso não alvoraçar as cortes estrangeiras com o insólito acontecimento e, sobretudo, garantir a veracidade official das notícias divulgadas.

A 8 de Outubro, já não havia razões para susto. Em officio dessa data Francisco Correia de Lacerda escrevia a Ribeiro de Macedo: «Nam ha nesta terra couza ecenssial, digna de avizo; no passado dei conta da chegada de el Rey, sua desembarcação, jornada, e assistencia de Sintra. O que posso dizer de mais he, que nelle se não fala, como se ali não estivera». No dia 3 de Novembro, o esquecimento adensara-se: «Nunca el Rei esteve mais esquecido, que agora que está em Sintra, e nunca foi mais lembrado, senão quando estava na Ilha; se della vinha embarcação devulgavão-se mil desparates, se não vinha embarcação davão-se extravagantes novas, e fazião-se quiméricos discursos, e isto mesmo succedia na Ilha a respeito das embarcações que ião, ou não ião de Portugal:

---

(1) Esta narrativa é muito mais completa, sob certos aspectos, do que a registada nas *Monstruosidades do tempo e da fortuna*, *ibidem* p. 283.

isto cessou, e entendo que el Rei está bem na forma em que está em Sintra, donde todos os dias temos cartas» (1).

De novo em 3 de Dezembro, o Secretário de Estado escrevia: «El Rei a logra [saude] tambem e se não falla nelle, como que não houvera tal homem no mundo; e estas são todas as novas que posso dar a V. M., e eu folgo muito que lá não chegassem outras novas mais que na forma que eu as referi a V. M.: Na gasetta de Holanda se fala suçintamente nesse particular disendo sómente o dia em que desembarcara, e quem fora com elle até Sintra» (2).

E, de facto, muitos se esqueceram de D. Afonso VI que teimava em viver, ainda que bem guardado, lá no seu Paço de Sintra (3).

No ano de 1683 sucederam-se os achaques precursores de mais grave moléstia e a doença foi-se apoderando do rei (4). João de Barros de Sousa informava o Duque de Cadaval, por carta de 31 de Março, «que os medicos deixarão a S. Mg.<sup>de</sup> com o regimento, pasou athe'gora sem queixa alguma; ontem pellas quattros oras da tarde lhe sobrevierão huns agastamentos, de que fica melhorado he so se queixa de dores no cuadril dereito he nas costas; pareceu-me fazer avizo a V. Ex.<sup>a</sup> pello que pode emportar, he do que o médico escreve a Roque Monteiro se colherá melhor o achaque». Mas, na mesma carta, rabisca depois dela terminada: «S. Mg.<sup>de</sup> não passou bem a noite he esta madrugada teve hum vomito» (5).

(1) Esta documentação faz parte da biografia de Duarte Ribeiro de Macedo que temos em preparação e será em breve publicada.

(2) Demonstra bem a chamada «política de silêncio» feita em redor de D. Afonso VI, para impedir curiosidades e romantismos.

(3) As preferências pela caça que desde sempre havia cativado D. Afonso VI, fizeram, talvez, que nunca tivesse estanceado em Sintra anteriormente. Cf. Conde de Sabugosa, *ob. cit.*, p. 234.

(4) Em carta datada de 9 de Fevereiro de 1683, já João de Barros de Sousa participava ao Duque de Cadaval: «Senhor ha cura de S. Mg.<sup>de</sup> se vai continuando; oje foi semgrado so de menham, de tarde se lhe não applicou ho remedio, que como os que lhe fazem he so pera purgar, não obriga a nisisidade mais que o atalharce o que pode suseder». (Cod. Cadaval 1064 (K VII 18), fl. 10.

(5) Arquivo da Casa de Cadaval, Cód. 1064 (K VII 18), fl. 26.

Porém, a «libertação» do prisioneiro de Sintra só se veio a verificar no dia 12 de Setembro desse ano. Nesta data, Francisco de Andrade e João de Barros de Sousa escreviam ao Duque de Cadaval, respectivamente, as seguintes cartas:

*S. Mag.<sup>de</sup> lhe deo esta menham estando bom hum accidente apopletico e a meu entender fica morto. Deos guarde a V. Ex.<sup>a</sup>. Syntra de Setembro 12 de 1683*

*Criado de V. Ex.<sup>a</sup>*

*Francisco de Andrade*

E:

*A esta ora que são as ozem (sic) para o meo dia deu hum asidente a sua magestade que fica sem fala, he poucas esperansas de que torne a si; não tenho mais tempo Sintra 12 de Setembro de 1683*

*João de Barros de Souza*

No mesmo dia ainda:

*Senhor. Tres avisos tenho feito a V. Ex.<sup>a</sup>, he com este quatro, do estado em que sua Mg.<sup>de</sup> estava he o ultimo foi por hum moso da Camara que como testemunha de vista tistimunhasse melhor de que o dito Senhor ficava ja sem remedio e por hum escrito que resibi do tenente general Diogo Lois Ribeiro vejo se lhe não deu ainda V. Ex.<sup>a</sup> o ultimo aviso; que ha de não ser ja nesario nada para a vida se se não o aviso e ordem do que se a de fazer nesta disgrasa, em que eu*

*tenho ivitado o mais que pude o não se saber até gora  
de ser-lo nesta vila.*

*Cintra 12 de Setembro de 1683*

*João de Barros de Souza*<sup>(1)</sup>

A seguir, houve uma troca de correspondência relativa não só ao passamento mas ainda ao enterro do soberano.

Roque Monteiro Paim, ao escrever ao Bispo Secretário de Estado, no dia seguinte, dava a seguinte versão da morte de D. Afonso VI: «Pello que tenho ouvido assi ao Padre Confessor, como a todos os Criados que assistirão a El Rey na hora da sua morte, foi ella tão predestinada, ao que parece, que a todos pode servir de grande consolação a merce que Deos lhe fes. Principiou o accidente ao tempo que estava na Missa, antes da Consagração, logo se começou afligir com grande ansia, e sem differença começou a implorar o Santissimo nome de Jezus, e da Virgem Maria, pedindo-lhe chamassem confessor, que morria, e querendo os Criados, que ali se acharão leva-lo logo para a cama, disse que queria primeiro adorar Nosso Senhor como fes pedindo com a mesma ancia, e mostra de verdadeira contrição perdão de seus pecados. Chegou o Confessor, e lhe apertou a mão, dizendo se queria confessar, e que não podia; não dezistio nunca de implorar o auxilio de Jezu, e Maria, e tornando segunda ves apertar a mão do Confessor, que lhe pediu recebeu dele segunda absolvição, e com ella espirou<sup>(2)</sup>, ficando sem descomposição do rosto, e em todas as mais acções do corpo, sem ser necessario, que se lhe fizesse nenhuma deligencia para os olhos, e boca, couza que sucede muito poucas vezes»<sup>(3)</sup>.

---

(1) Estas três cartas autògrafas encontram-se guardadas no Cod. Cadaval 1064 (K VII 18), fls. 4, 20 e 11.

(2) Cf. com o relato da morte do rei apresentado pelo Conde de Sabugosa, *ob. cit.*, p. 132.

(3) Cf. o apêndice documental publicado no final deste artigo.

Mas o pobre D. Afonso VI defunto ainda fazia surgir e avolumarem-se certos receios. Com cautela se preparou o povo para receber a notícia e o corpo do rei para o enterro, depondo-o primeiro na Sala das Pegas e em seguida, para o officio público, numa eça na Sala dos Cisnes (1).

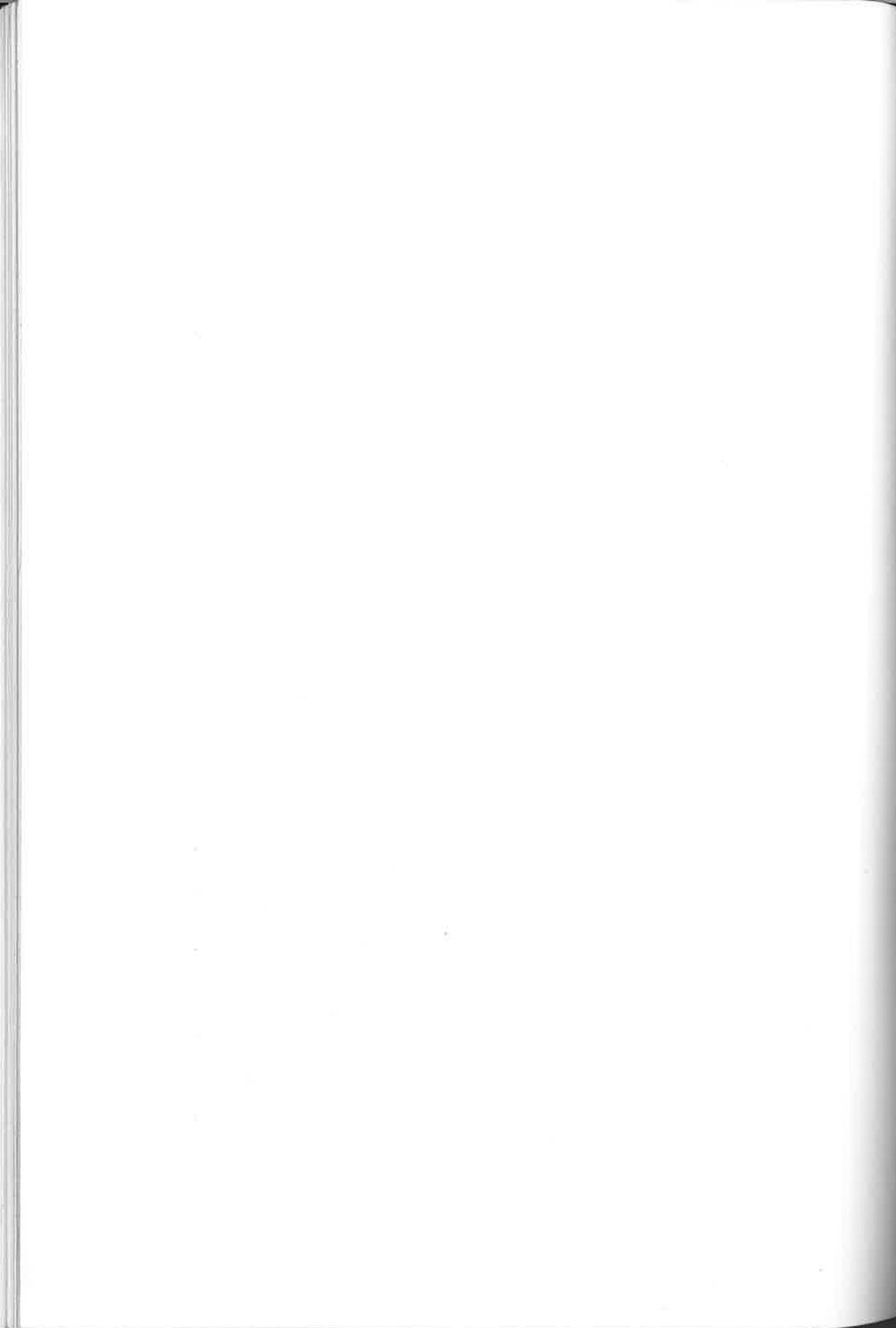
E com grande solenidade, rodeado dos maiores fidalgos do reino (2), lá foi el-rei D. Afonso VI a sepultar no mosteiro de Belém (3).

---

(1) A carta do Duque de Cadaval, datada de 16 de Setembro de 1683, ao Secretário de Estado, publicada em Apêndice, desfaz qualquer dúvida sobre a exposição do corpo do rei ter sido feita, em duas fases sucessivas, a primeira na Sala das Pegas e a segunda na Sala dos Cisnes do Paço de Cintra. Cf. Conde de Sabugosa, *ob. cit.*, p. 133 e nota 2.

(2) Pegaram no caixão o Duque de Cadaval, o Marquês de Arronches, o Conde da Ericeira D. Fernando, o Conde de Val de Reis, o Marquês de Cascais, o Marquês de Marialva, o Marquês das Minas, o Conde de Pontevel, o Conde da Ericeira D. Luis de Meneses, e outros.

(3) À chegada do corpo à porta do Mosteiro, o caixão foi colocado sobre dois bancos forrados de veludo — «mais fortes do que forão os que se puzerão a El Rey, que Deos tem, que me lembra quebrarem-se, e ferirem a Ruy de Moura em huma perna» —; o pano que cobria o caixão foi tirado pelo Conde de S. Lourenço e pelo Visconde D. Diogo de Lima. Cf. Conde de Sabugoso, *ob. cit.*, p. 133.



## DOCUMENTOS

*Falecimento de El Rey Dom Affonso 6º.*

*Carta do Pe. Antonio da Fonçeca para o Pe. Confessor de S. A.*

Pax xº.

Pe. Conf. de S. A. He falecido S. Mg<sup>e</sup>. pela huma hora seja Deos bem ditto muito apressadamente com hum accidente apopletico, chegey a tempo, que apertou a mão, e ainda me fallou muitas palavras, e lhe dei a absolvição; e ajudei naquella hora a morrer, que foi muito brevemente Deos seja muito bem ditto. Nos Santos sacrificios de V. R<sup>a</sup>. muito me encomendo. Cintra 12. de Setembro de 683. Servo em Xº.

Antonio da Fonçeca

*Carta do Duque para o Principe Regente*

Senhor. Porque sey o grande cuidado com que a muita piedade de V. A. está me pareceu dizer a V. A. que El Rey meu senhor, que Deos tem, morreu com todos os actos de arrependimento, que no breve tempo podia haver, mais nascidos (como parece) da immensa mizericordia, que do modo de vida de Sua Magestade, a quem Deos permita haver dado o Ceo e a V. A. tanta vida, como havemos mister. Cintra em 13 de Setembro de 1683.

Duque

*Carta de João de Barros de Souza para Roque Monteiro Paim.*

O primeiro avizo que fis a V. M.<sup>e</sup> foi de Sua Magestade ficar com hum accidente logo fes mais dois socessivamente ao Duque por me ficar mais perto em Palhavam, em que já os remedios para a vida de El Rey erão escuzados, e só se deve tratar do que hê necessario para o enterro, e do mais que se ha de fazer antes delle. Cintra 12 de Setembro de 1683.

João de Barros de Souza

Sr. Roque Monteiro Paim.

*Carta do Duque de sua propria letra para o Principe Regente*

Senhor.

Parece me com aprovação do Padre Confessor de El Rey, que Deos tem, com quem faley que V. A. sendo servido mande tomar algumas Bullas de composição pella Alma de Sua Magestade. Deos guarde a Real pessoa de V. A. Cintra terça feira

Duque

*Carta de Roque Monteiro Paim para o Bispo Secretario de Estado*

Depois de escrever a V. S.<sup>a</sup> a primeira e segunda carta, que a esta hora poderão estar entregues a V. S.<sup>a</sup> chegarão os medicos João Bernardes e Diogo Manoel e tornando a fazer conferencia com todos sobre o tempo que podia esperar, e dilatar se abrirem e resecarem o corpo del Rey que Deos tenha no Ceo resolverão todos uniformemente que esta dilação não poderia passar das des até as onze horas pello grande perigo, que conciderão na sua corrupção. Pareceu me fazer este terceiro avizo a V. S.<sup>a</sup> porque como no segundo dizia,

que esperava pello Duque se elle não chegar the a dita hora devo consentir que os Cirurgioens principiem a fazer seu officio. Deos guarde a V. S<sup>a</sup>. Dos Paços de Cintra em 13 de Setembro de 683.

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

*Outra carta sobre o mesmo*

Faleceu El Rey hontem da huma para as duas horas da tarde, e dizem os medicos que o corpo principia a ter corrupção, e que receão se aumente em breves horas. Dou carta a V. S. com toda a brevidade deste receyo dos medicos... Cintra em 13 de Setembro de 1683.

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

*Carta sobre o mesmo*

A esta hora que se contão sette da noite não tem chegado outros officiaes nem outra alguma couza mais que carpenteiros e tabuado, e com a sua vinda constou aos Conselheiros de Estado que se tinha determinado na caza das obras se fizessem dous caixões: hum mayor que logo se principiou a trabalhar: outro que se havia meter neste, e pellas medidas que de ca fossem se havia de fazer em Lixboa. Pareceu aos ditos Conselheiros que nesta fabrica havia equivocação e haveria despeza muito desnecessaria: Equivocação porque o Exemplo do Principe o S.<sup>r</sup> D. Theodozio não era equivalente por não haver sido embalsemado. Despeza desnecessaria porque hum caixão he o que basta. Principalmente sendo o corpo d'El Rey que Deos haja tão pezado, e havendo de o ficar muito mais com os materiaes que se lhe agregão para o embalsemarem; E que o necessario era virem as tellas proprias e mais adornos de que se ha de compor o caixão que ja se fica obrando e tudo com a mayor brevidade. Advertem mais que para estes caixões

se costumão fazer humas argolas nas quaes se não pode meter a mão nem fazer preza, como se experimentou ultimamente na trasladação da Raynha Santa, e que se devem fazer em modo conveniente. Dou parte a V. S.<sup>a</sup> para que com sua reposta se poder continuar com mais acerto a minha deligencia. Deos guarde a V. S. Paço de Cintra em 13 de Setembro de 683.

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado.

*Carta sobre o mesmo*

Deu meyo dia, e a corrupção se foi aumentando com as horas. Parecia aos Medicos e Cirurgiões, que não se podia dilatar maes hum instante o prepararem o corpo del Rey, que Deos haja, para o embalcemarem; com o que fiz mudar para a caza das armas, na qual tem principiado os Cirurgiões a sua obra com assistencia dos medicos. Dou parte a V. S.<sup>a</sup> para que V. S.<sup>a</sup> fique entendendo tudo o que se obra e vai obrando nesta materia. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup>. Paço de Cintra em 13 de Setembro de 683.

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

*Carta do Duque para o Secretario de Estado*

Senhor meu. Chegamos a Cintra aonde Roque Monteyro havia adiantado o seu zelo, e cuidado, e estava disposto tudo quanto temiamos não coubesse no tempo. Achamos o corpo de Sua Magestade, que Deos tem, sem a corrupção que temiamos. Com que agora com menos fadiga iremos fazendo o que sua Alteza nos mandar, para o que he preciso nos venha de lá tudo o que pedimos, na forma da memoria que V. S.<sup>a</sup> la tem, e fazemos todo o possivel por aggradar a S. A., e por lhe merecer a honra da confiança que fes de nos; isto

he o que por agora se me offerece dizer. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup> muitos annos. Cintra em 13 de Setembro de 1683.

Duque

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado.

*Carta de Roque Monteiro Paim  
para o Bispo sobre o mesmo*

As des horas da noite chegou o corrieiro João de Azevedo com os paramentos necessarios para a eça, encontrou outro mais, nem outra alguma couza. Sei que V. S.<sup>a</sup> há de ter igual pezar, do que hé o nosso cuidado, e sentimento com a dilação, que acuzão estes vagares; porem não posso deixar de fazer presente a V. S.<sup>a</sup> com repetidas instancias, que sem afflições, e sem as couzas que se esperão tudo o que se principiou com deligencia, fora sendo nada. Trouxe mais este homem velas para o caixão, e acha serem menos do que há mister, e que lhe faltão nove covados da telilha da amostra incluza, que disse tomou na logea de Manoel Pereira Ribeiro e suposto que o ditto official veyo por ordem de Lourenço Pires, tambem dis, que elle he partido, e assim necessariamente recorro a V. S.<sup>a</sup> para mandar que esta tela venha logo, e se for possivel por este mesmo soldado que leva esta carta.

Dizem o Duque, e o Marquez de Arronches, que lembre a V. S.<sup>a</sup> como faço, que sem estarem vestidos de luto todos os criados deste Paço se não pode publicar, ou manifestar o corpo del Rey, e eu advirto mais a V. S.<sup>a</sup> que alem das baetas serão necessarios quatro ou sinco officiaes dessa Corte que venhão fazer os vestidos, porque aqui os não há mais, nem bons para este menisterio.

Com esta carta torno a pedir a V. S.<sup>a</sup> repostada de quatro que lhe hey escrito. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup>. Paço de Cintra em 13 de Setembro de 683.

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario

Roque Monteiro Paim

*Carta do dito para o mesmo*

He necessario repetir a V. S.<sup>a</sup> os avizos conforme, o que de novo ocorre, para V. S.<sup>a</sup> poder fazer presente a S. A. tudo o que se determina.

Conçiderarão os Conselheiros de Estado, em que Igreja, se poderião sepultar mais convenientemente as partes delaceradas do corpo de El Rey, que Deos haja, e reprezentando se lhe total impossibilidade para se conservarem sem hum caixão de chumbo, que não hâ, vendo que neste Paço ha hum capella real sagrada, resolverão que esta noute fossem sepultados na ditta capella as dittas partes do corpo del Rey, e que para este effeito mandasse eu abrir hum porta interior que deste Paço vay para a ditta Cappella; que esta função se fizesse occultamente com todo o segredo. Deste modo fico encarregado para o executar. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup>. Do Paço de Cintra em 13 de Setembro de 683.

Tendo feito esta carta me dis B.<sup>ar</sup> Reb.<sup>o</sup> que mandando buscar o dinheiro da mezada a Christovão da Cunha como costumava, lho não quizera mandar. Não somente este dinheiro mas muito maes he necessario pelo que ao menos deve V. S.<sup>a</sup> mandar que Christovão da Cunha dê logo logo o dinheiro da mezada. Paço de Cintra no mesmo dia.

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado.

*Carta para o dito do mesmo*

Tenho feito a V. S.<sup>a</sup> todos os avizos que me parecerão necessarios, e o ultimo foi de que se principiava a preparar o corpo del Rey, que Deos tenha no Ceo, para se poder embalçar. Chegarão o Duque, e o Marquez de Arronches as quatro horas da tarde, e aprovarão tudo que se há obrado, que hé tudo necessario àquelle fim. Chegando os materiaes, que se esperão se conseguirá com a brevidade possível, que o corpo del Rey se ponha em publico, para os funeraes que lhe são devidos.

Pello que tenho ouvido assi ao Padre Confessor, como a todos os Criados que assistirão a El Rey na hora da sua morte, foi ella tão predestinada, ao que parece, que a todos pode servir de grande consolação a merce que Deos lhe fes. Principiou o accidente ao tempo que estava na Missa, antes da Consagração, logo se começou afligir com grande ansia, e sem differença começou a implorar o Santissimo nome de Jezuz, e da Virgem Maria, pedindo lhe chamassem confessor, que morria, e querendo os Criados, que ali se acharão leva-lo logo para a cama, disse que queria primeiro adorar Nosso Senhor como fes pedindo com a mesma ancia, e mostra de verdadeira contrição perdão de seos pecados. Chegou o Confessor, e lhe apertou a mão, dizendo se queria confessar, e que não podia; não dezistio nunca de implorar o auxilio de Jezu, e Maria, e tornando segunda ves apertar a mão do Confessor, que lhe pedio recebeo delle segunda absolvição, e com ella espirou, ficando sem descompozição do rosto, e em todas as mais acções do corpo, sem ser necessario, que se lhe fizesse nenhuma deligencia para os olhos, e boca, couza que succede muito poucas vezes.

S. M. que Deos guarde, há de ter grandissimo alivio na sua pena com esta noticia, e por esta cauza a repito a V. S.<sup>a</sup> com mais largueza do que o Padre Confessor me dis o fizera em huma carta, que escreveo ao Padre Manoel Fernandes confessor de Sua Alteza.

Não lembro a V. S.<sup>a</sup> a expedição dos officiaes, e dos mais particulares, que V. S.<sup>a</sup> sabe são precizos, porque tambem sei, que V. S.<sup>a</sup> se não há de descuidar em aplicar tudo com a mayor deligencia. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup>. Do Paço de Cintra em 13 de Setembro de 683.

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

Roque Monteiro Paim

*Carta do ditto para o mesmo*

Já posso dizer a V. S.<sup>a</sup> que está preparado tudo, que he necessario para o funeral, e enterro de Sua Magestade, que

Deos tenha no Ceo, porque sem duvida amanhã por todo o dia ficarão feitos todos os lutos das pessoas que hão de servir nesta função, e athe a caza da eça com os altares preparados para de manhã se comessarem dizer as missas nelles.

Na dilação que podera ter a dita caza se preparou outra mais interior com hum leito rico que havia neste Paço, e feito hum altar se expos das des para as onze horas no leito, o corpo del Rey, e no altar se disserão algumas missas, aquellas que permitirão as horas. Logo comessarão a dobrar os sinos de todas as igrejas e dos conventos deste dstricto fazendo o primeiro sinal da Camera. De tarde se fes hum officio, com os Religiozos que se puderão juntar satisfazendo se sufragios, e sem demonstração publica, e forma ordenada na caza da eça.

Depois que cheguei se tem dito pella alma del Rey todas as missas dos Conventos e igrejas athe hoje sem outro nome que a tenção do sufragio; amanhaa se fixão na forma que se costuma em semelhantes ocações.

Pertende Lourenço Pires como vedor das obras, ser o que tenha as chaves do caixão, e que a obra tanto neste Paço para nelle se meter o corpo del Rey, como em Belem quando se ouver de dar fee de que esta nelle, e dis mais que lhe pertence levar a S. A. huma das chaves. Eu o duvidey, pello que se obrou na trasladação da Raynha Santa, na qual abri o caixão primeira, e segunda ves, e fiquei com a chave de Sua Alteza pera lha haver de entregar. Dizem o Duque, e o Marques de Arronches que a ditta chave he do officio do Mordomo mor, ou quem seu cargo fizer, que do Secretario he o dar fee em huma, e outra abertura e que Lourenço Pires não tem parte nesta função. Elle alega dous exemplos, hum que ultimamente succedeu na trasladação do Cardeal Dom Henrique, outro na del Rey D. Sebastião. Rezolvem os dittos Conselheiros de Estado, que o exemplo formal deve ser o del Rey Dom João, que Deos haja em gloria, do qual elles disserão a V. S.<sup>a</sup> me mandasse huma copia, para rezolução de quaesquer cazos que podiaõ succeder, e que agora he precizo que V. S.<sup>a</sup> a mande logo. Esta duvida nem passou de pratica nem chegou a se por em questão; mas he necessario, que se determine antes de chegar aos termos de jurisdicção que são as peores, e as que

mais perturbão quaesquer actos, quanto mais este, em que todas as acçoens devem ser iguaes.

Por hora basta a seda que tem vindo porque não há tempo para se obrar esta, quando falte se poderá satisfazer nessa Corte. Se vierem as olandilhas, e botoens ate pella menhaa ficarão os vestidos em melhor forma; quando não venhão ficarão com a que basta, para que sejão, e pareção lutos, e depois cada hum os compra a sua vontade.

O Duque trouxe tanto dinheiro, que o meu por pouco não foi necessario, e a Baltazar Rebelo disse como Christovão da Cunha tinha ordem para dar não somente o dinheiro da mezada, mas todo o que ouvesse mister.

O cuidado de V. S<sup>a</sup>. fas avultar toda a deligencia, e confeito que não tenho nada, que pedir nem que lembrar a V. S<sup>a</sup>. Deos guarde a V. S<sup>a</sup>. muitos annos. Paço de Cintra em 14 de Setembro de 683.

Estão preparados os agazalhos convenientes para as pessoas que S. A. mandar assim seculares, como quaesquer outras, e creo não faltarão todos os mantimentos que pode dar de os deste contorno pera se venderem, e estarem na Praça sem arelia.

S<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

Roque Monteiro Pain

*Carta do dito para o mesmo*

Com a vinda de João de Lor.<sup>o</sup> ao qual se seguiu logo Lourenço Pires Carvalho, se forão continuando todas as obras que são necessarias para a função dos funeraes de S. Mag.<sup>de</sup>, que Deos tenha em gloria. Tudo ficará preparado por todo o dia de hoje: porem não poderão estar feitos os lutos, nem inda para amanhaa, porque mandando eu conduzir a este Paço todos quantos officiaes tem não sómente este termo mas o de Cascaes, e Colares, e sendo elles os que bastão em numero, nenhum delles sabe fazer couza alguma, e a todos faltão athé agulhas para coserem, pello que em ordem a execução de deligencia tão necessaria como são os lutos, será precizo que

V. S<sup>a</sup>. mande logo vir para este Paço trinta, ou quarenta peças de oaldnilhas, dous arrateis de retros, e quantidade de linhas pretas, e quinze ou vinte grosas de marcas, e enquanto tudo isto não chega, vão os officiaes trabalhando, e cozendo como hé mais possivel, e todos estão juntos em huma caza com sentinella a vista para que se não devirtão em outras obras das que são encarregadas.

Reparti primeiro as baetas pellos Criados, mais necessarios para a dita função, e pelos officiaes de guerra que nella tem tomado parte, faltão para se dar luto a todos os criados, cento e vinte covados de baeta. Estes se não vierem hoje, não farão falta, porem os covados, que pesso a V. S<sup>a</sup>. a farão muito grande qualquer hora que se dilatam.

Dou esta conta miudamente a V. S<sup>a</sup>. porque em cazos, e em acçoens, que dependam de circumstancias qualquer se deve reputar como principal, e por isso importa estar preparando o corpo de Sua Magestade, e decentemente composto, como esta e estar preparada a caza, e decentemente ornada como fica se os criados e se os soldados não estão preparados para poderem assistir ao que V. S<sup>a</sup>. incumbe por seos officios, e occupações.

V. S<sup>a</sup>. remediando, e acudindo ao que falta podera dispor na forma, que o Duque aponta o dia para o enterro dando no meyo tempo, o que for conveniente, para se acabarem os vestidos necessarios, e se prepararem, como se necessita os criados, e soldados, que hão de assistir a ditta função. Deos guarde a V. S<sup>a</sup>. Do Paço de Cintra em 14 de Setembro de 683.

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

Roque Monteiro Paim

*Carta sobre o mesmo ao dito*

Recebi esta manhã huma carta de V. S<sup>a</sup>. com a lista dos aviamentos necessarios para os lutos, os quaes chegarão antes do meyo dia com o pano, cochim, e o mais, que se necessitava para a eça, nada mais se há mister, e tudo fica hoje preparado para toda a hora que S. A., que Deos guarde, for servido determinar o enterro de El Rey, que Deos tenha

em gloria, porquanto nos lutos trabalham vinte e tres officiaes, que os acabarão de fazer todos nesta noute; e as cazas ja hoje estiverão ornadas como avizei a V. S<sup>a</sup>. que o prometia o trabalho, e cuidado de João de Leiros, e seos officiaes.

Nos altares de huma e outra caza se dizem pella manhã todas as missas, que se podem celebrar, e na interior onde está o corpo se rezão quatro officios em cada hum dia, repar-tindo se de maneyra, que não há hora, em que não se esteja louvando a Deos.

Todas as cartas de V. S<sup>a</sup>. leo ao Duque e Marques de Arronches, como sou obrigado; e considerando se sobre o que me escreveo em treze do corrente, que os nossos da Camara deste Paço acompanharião o corpo de El Rey athe se por na liteira; e que dahi se hirião para Lisboa, ficando por este modo entendido e esclarecido para com todos os criados, pareceo aos dittos Ministros se devia fazer presente a S. A. que nos mais dos ditos criados são cazados, e tem nesta terra suas cazas, e familias, e outros os postos de melicia, que occupão, e a obrigação de soldados, que exercitão, e que cada hum conforme os seos foros, tem servido a S. A., com muito cuidado, presthimo, e fidelidade, que se fazem merecedores da real attenção de S. A. para lhes fazer merce, e que sobretudo são pobres, e muitos estão empenhados, e por esta cauza com impossibilidade para se mudarem: e que antes do Natal não poderão achar cazas em Lisboa.

Nesta concideração pareceo igualmente aos dittos Ministros, que será conveniente que S. A. mande continuar as mezadas de todos os dittos Criados athe o ditto tempo do Natal, ficando lhes por ajuda de custo para a mudança, e por alimento necessario emquanto aqui assistem; e que passado o ditto tempo os mande S. A. continuar no serviço dos foros que lhe competem, como fes a Magestade do Senhor Rey D. João, que Deos tem em gloria, com os criados que estavam servindo ao Principe o senhor D. Theodozio, que Deus haja, ao tempo de seu falecimento, mandando se agregassem ao serviço da Caza Real, e que continuassem nella. Se eu tivera voto nesta materia, fora do parecer destes Ministros.

Lourenço Pires Carvalho, se foi esta manha das nove para as des horas; e da huma para as duas da tarde, se passou

do leito para o caixão o corpo de El Rey, porque assim o pedia alguma corrupção que hia tomando, e se tornou depois do mesmo leito onde estava para delle ser levado ao da eça quando chegarem as pessoas que S. A. tem nomeado para este effeito.

E o posto que com a auzencia do ditto Lourenço Pires, e pello bom modo com que se moveo a duvida das chaves, de que dei conta a V. S<sup>a</sup>., não ouve nem podia haver razão, que se não vençese com outra melhor e com a rezolução que parecesse aos dittos Ministros; com tudo como esta acção continua, e athe o fim della se pode tornar a mover esta mesma duvida, e podem succeder outras, em que hajão mais repugnancia na execução do que se rezolver, he precizo, que V. S<sup>a</sup>. me mande copia do que se obrou no enterro do senhor Rey Dom João, como ja avizei V. S<sup>a</sup>.

Não se offereçe outra couza de que sar conta a V. S<sup>a</sup>. Deos guarde a V. S<sup>a</sup>. muitos annos Paço de Cintra em 15 de Setembro de 683.

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

*Carta do Duque de sua propria letra sobre o mesmo*

Senhor meu. Aqui esta vindo bem disposto, e hoje pos noite fica acabado e pode S. A. dar a ora, e o dia em que Sua Magestade se ha de sepultar. O senhor Marquez de Arronches tem muita experiencia destas formalidades, e Roque Monteiro muito cuidado, e expedir do com que não tem duvida, que esta isto, feito com toda a formalidade regia, e não cuida que de Lisboa, nem de outra parte terão, que notar mande me V. S<sup>a</sup>. dizer seis companhias mais hão de levar os cavallos luto, e a forma do luto que havemos de mandar fazer para nossas pessoas, não he armas (?) de levar baloens, o dia do enterro me parece o mais proprio para o funeral militar e o mando dispor na forma que Sua Alteza me ordena, comessando pella Torre de Belem tanto que o corpo chegar a São Jorge, e continuando se athe a madrugada. Deos guarde a V. S<sup>a</sup>. Cintra 3.<sup>a</sup> fr.<sup>a</sup>.

Duque

*Acrescentamento da mesma letra  
à dita carta*

Baltezar Rabello não tinha dinheiro, e lhe mandey logo dar hum conto de reis, que trazia, com que bastara e for necessario mais tambem o hey. Como Sua Alteza me dice, e emfim em nada do seu serviço haverá falta.

*Carta do ditto de sua propria letra  
sobre o mesmo*

Senhor meu, vay se Lourenço Pires por ser aqui acabado, o que lhe tocava. O corpo do Rey, que Deos tem, bem está na forma que elle dirá; se Sua Magestade morrera no governo, não se podia fazer o funeral com mais grandeza, e piedade, dé Deos muita vida a Sua Alteza, que tudo são acertos das suas virtudes, pareceu-me, e aos maes que esperacemos o Conselho de Estado para meter o corpo no caixão, aqui de hontem para cá se lhe fez hum Lausperene de suffragios, com que detreminamos continuar athe que se sepulte, porque nisso entendemos agradarmos a piedade de Sua Alteza; em breve Lourenço Pires dirá tudo a V. S.<sup>a</sup> me fará merce de bejar os pés a Sua Alteza por mim, e de sermos na sua graça. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup> Cintra 15 de Setembro de 683.

Duque

*Carta de Roque Monteiro Paim para  
o Bispo Secretario de Estado sobre o mesmo*

Senhor meu. A minha diligencia não aproventaria nada se o cuidado de V. S.<sup>a</sup> e a prevenção delle me não instroira, e ajudara para o que tenho obrado. Tudo tem V. S.<sup>a</sup> disposto com abundancia do que materialmente se necessitava, e com a ordem que se esperava da forma que se ha de seguir no funeral, e enterro del Rey, que Deos tenha em gloria; huma

e outra couzas tanto a tempo, e tão prompta e miudamente que ja hontem avizei a V. S.<sup>a</sup> como agora torno a repetir, que não se me offerece que pedir, lembrar ou dizer a V. S.<sup>a</sup> de novo. Li a carta de V. S.<sup>a</sup> ao S.<sup>r</sup> Duque, e Marques de Arronches; o Duque responde a carta de V. S.<sup>a</sup> e eu fico de acordo em seguir o que se ordena na dita instrução.

Diz João de Lr.<sup>os</sup> que há mister mais sincoenta tochas alem das que trouxe, e se o soldado, que levou a carta que escrevi hontem a V. S.<sup>a</sup> se achar nessa corte por elle, ou por outro me fará V. S.<sup>a</sup> merce avizar se deve ser aqui prevenida alguma carruagem para as passoas que hão de ir no enterro a cavallo, e em duvida mandarey reter as que vierem vindo, e cominar as que ouver capazes. João Francês se vay, para trazer as tochas, e a minha vontade he de obedecer, e servir sempre a V. S.<sup>a</sup> Deos guarde a V. S.<sup>a</sup> muitos annos. Do Paço de Cintra em 16 de Setembro de 682.

Amigo e mayor servidor de V. S.<sup>a</sup>

Roque Monteiro Paim

S.<sup>or</sup> Bispo Secretario de Estado

*Carta do Duque sobre o mesmo*

Senhor meu. A grandeza de Sua Alteza athé deste pequeno serviço se obriga, e mais que tudo persuadir se à piedade do Senhor Marques de Arronches e deste criado de V. S.<sup>a</sup>. Aqui se continua o Lausperene de pella manhaa athe a noite; e da noite athe pella menháa. A primeira caza, que aqui há em que se entra hé a dos Cysnes, está preparada com eça para o officio publico, seguese logo a das Pegas, aonde pozemos o corpo del Rey, emquanto se preparou a de fora. Armamo la de brocados com hum altar, e em um leito rico puzemos o corpo de El Rey amortalhado sobre hum pano de brocado. Ali se lhe continuão os officios, e as missas se

dizem na caza de fora indo os sacerdotes a dizer lhe o responso. Não nos pareceu fazer eça nesta caza porque a suppuzemos caza pera responso a mesma camera em que El Rey morreu seria conveniente ja que Sua Alteza manda tanto fausto a Cintra que viesse hum tenente da guarda com vinte soldados para estar a porta da Caza dos Cysnes da parte de fora, mas supposto que isto he huma Praça remediaremos esta falta se pareser a Sua Alteza com o sargento mor da mesma praça acompanhado dos sargentos della que ja para este effeito estão vestidos de luto. Pedro Vieira escrevia muitas couzas em papel que alterando se depois as não encomendava no escrito. V. S.<sup>a</sup> bem sabe que hum officio de nove licoens dito de Pontifical, que manda a Igreja fazer sentado, e que não será justo que o mande El Rey fazer em pé aquellas pessoas, que por obrigação hão de assistir a elle, e conciderando se esta impossibilidade quando Sua Alteza mandou a Coimbra sendo Raynha, e sendo Santa, a Raynha Santa Izabel, ordenou Sua Alteza se se cansassem os grandes, que por decoro, e ornato daquella função mandava ali assistir. Se agora estivessem em pé he certo que se achava a caza dezerta e so com os clerigos, e frades, a quem o cerimonial romano manda sentar, e deixando todas estas circunstancias, recomendo a rezão, quem na Capella assenta diante de El Rey vivo, como se não há de sentar deante de El Rey morto. Admito a V. S.<sup>a</sup> que se aqui não estiverem todos sesta feita a noite que mal se poderá isto fazer sabado a hora que S. A. nos manda.

O corpo de El Rey se pos no caixão porque as partes do rosto se começavão a alterar e a porem se disformes; ja com a concideração da entrega, que se havia de fazer ao Marquez de Gouvea antes de nos chegar essa ordem de Sua Alteza dispuzemos, que no caixão se não lançase cal e que o rosto se compremisse em forma conveniente, para se poder mostrar quando se chegasse a esta função. Aqui não falta nada, e ja agora comemos o pão de Sua Alteza occiozo, porque não he necessario trabalhar.

Entre os Criados, que aqui tem servido a S. A. com cuidado, e acerto he hum delles Balthezar Rabello que sempre o faz nesta forma.

Advirta V. S.<sup>a</sup> que ainda que a instrucção que ca veyo dis que o andor da Misericordia ha de estar no chão, que ha de colocar em dous banquinhos forrados de velludo, e mais fortes do que forão os que se puzerão a El Rey, que Deos tem, que me lembra quebraremse; e ferirem a Ruy de Moura em huma perna. Deos guarde a V. S.<sup>a</sup> muitos annos. Cintra em 16 de Setembro de 1683.

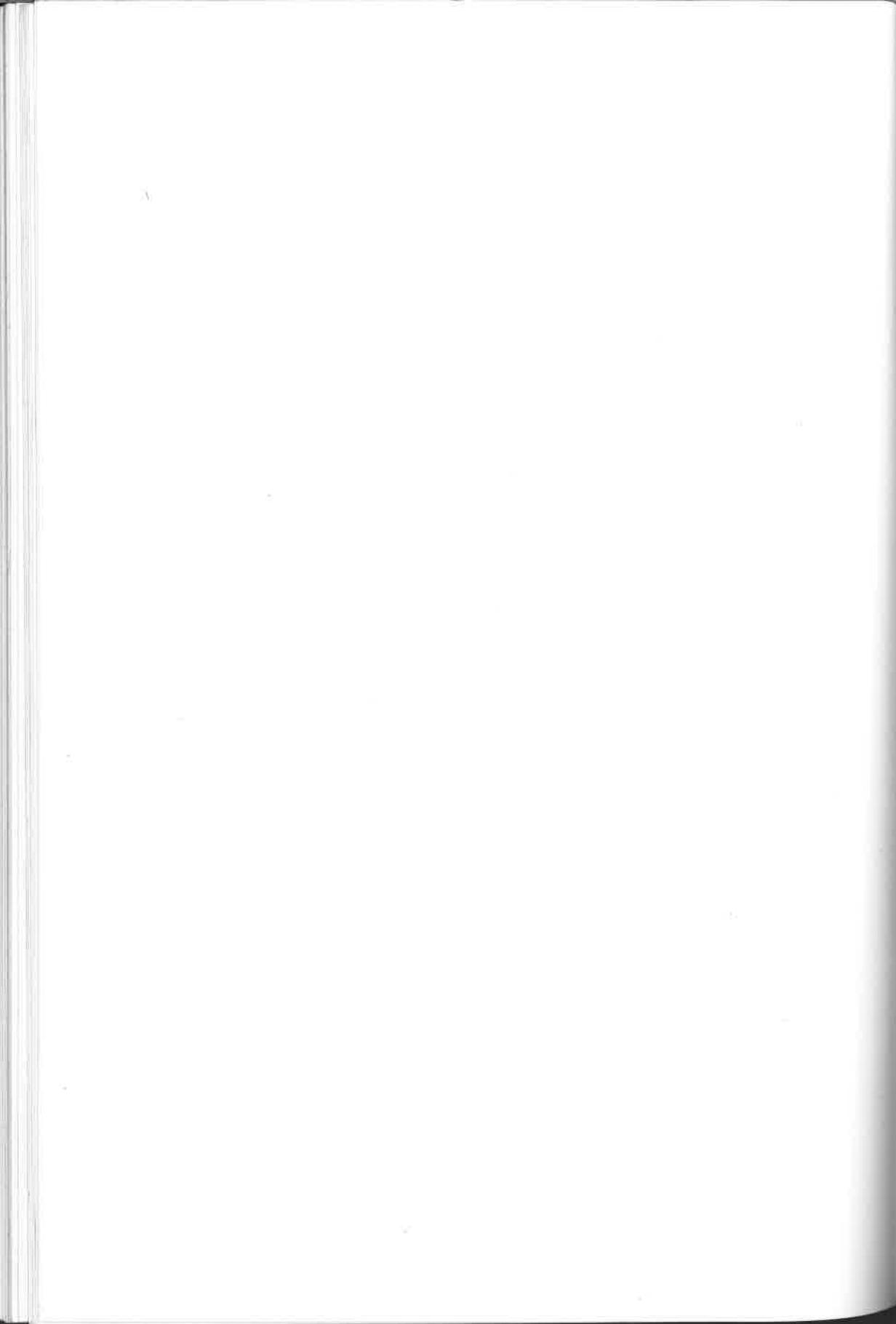
Sirva se V. S.<sup>a</sup> de me fazer logo reposta.

Duque (1)

---

(1) Trata-se de uma colecção de cópias contemporâneas minuciosamente feita e guardada no arquivo pessoal do Duque de Cadaval, D. Nuno Alvares Pereira de Mello. *Cod. Cadaval* 1021 b (K VII 51 b), fl. 200-213.

## Notas Bibliográficas



## NOTAS BIBLIOGRÁFICAS

CHARLES R. BOXER, *The Portuguese Seaborne Empire: 1415-1825*, na col. «The History of Human Society», Alfred A. Knopf, New York, 1969.

Creio que, para a maioria dos leitores, o interesse despertado pelo tema deste livro os levará a omitir a leitura da introdução. Aliás é para isso que servem as introduções: para não ser lidas. E a razão fundamenta-se, quase sempre, na tendência manifestada pelos introdutores em parafrasearem em meia dúzias de páginas o que o autor escreveu numas centenas de texto, ou então em sobreporem-se antecipadamente, com mais ou menos agilidade, às teorias e às conclusões a que longos anos de trabalho conduziram o escritor.

Este livro de Charles R. Boxer (professor jubilado da cadeira de Camões da Universidade de Londres actualmente professor da Yale University) não é propriamente um livro novo, no sentido usual da palavra. Ele próprio nos diz que «this book is the product of over forty years' reading, research, reflection and publication on and around its subject matter». Isto é, alguns dos seus capítulos, ou parte deles, já foram em tempos publicados pelo A. Recordo, por exemplo, o capítulo 9, a pág. 205 e seguintes, intitulado *The India fleets and the Brazil fleets*. Apresenta-se-nos como um rearranjo da tão conhecida e bela introdução, «The Carreira da Índia», do livro editado pelo A., denominado *The Tragic History of the Sea. 1589-1622* e publicado em 1957 pela Hakluyt Society. Mas foram-lhe adicionadas novidades que desde então — já lá vão mais de 20 anos — foram objecto de publicação ou estudo

do A. ou de outros historiadores sobre o referido assunto. O mesmo acontece, e isso di-lo Boxer nos seus agradecimentos, com o pequeno mas mimoso livro da sua autoria *Four Centuries of Portuguese Expansion. 1415-1825: A Succint Survey*, publicado pela Witwatersrand University Press pela primeira vez em 1961.

Isto porém não tira todo o mérito que se possa reconhecer ao A. pelo esforço de tentar abarcar numa síntese de cerca de 400 páginas mais de quatro séculos do devir histórico português no mundo. Talvez por ter feito este esforço o A. se mostre, quase sempre, enfasiado com os portugueses e com uma tendência ahistórica em lhes acentuar mais os vícios do que as virtudes (será de tomar em linha de conta de que outrora ele próprio as sublinhou, mas que essas qualidades parecem não «estar à moda» e daí actualmente o A. as esquecer com pertinácia).

O livro de Charles Boxer apresenta-se dividido em duas grandes partes: *a)* «vicissitudes do império», *b)* «características do império». Como pórtico desta construção binária um *prologo*: «The Western Rim of Christendom». E a encerrar seis apêndices contendo dados de carácter quantitativo (a alguns dos quais poderíamos sugerir um índice de «prudência» e dizer, com H. E. S. Fisher, «the official statistics have a further tendency rather to exaggerate actual export values and to under-state actual import values»), um glossário seguido de uma bibliografia crítica e do índice. Os mapas e as gravuras são representativas, devendo ser dada preferência, quanto à apresentação gráfica, aos primeiros, pela execução e traçado, sobre as segundas que resultaram menos felizes, o que supomos consequência do programa financeiro da empresa editorial. Em linguagem sugestiva, e com aquele dom de saber narrar, que todos nós lhe conhecemos, a leitura do livro de Charles Boxer, que outrora exornou o exército imperial inglês no Extremo Oriente, proporciona momentos de clássica interpretação histórica, de marcial incisão e de invulgar estímulo intelectual.

Julgo, em opinião puramente pessoal, que a primeira parte do livro é a mais equilibrada e aquela em que o A. nos dá melhor a medida de quanto lhe foram valiosos os quarenta

anos, ou mais, de leitura, investigação, reflexão e publicação que dedicou à expansão ultramarina portuguesa, como ele diz. Contudo, como Boxer não é um especulativo, creio que certos capítulos se ressentem dessa faceta do seu espírito. Daí a diferença de traçado estrutural entre o primeiro capítulo da primeira parte — «Guinea Gold and Prester John (1415-99)» —, e o capítulo nono da parte segunda — «The India fleets and the Brazil fleets» —. Por outro lado, a preocupação excessiva do promenor, aliada a certa idiosincrasia psicológica, prejudicam algumas passagens dos capítulos 4, 11, 15 e 16, por exemplo.

O que acabo de dizer representa meramente, como já afirmei atrás, uma opinião pessoal, emitida por quem não é especialista da história da expansão portuguesa mas com o sincero apreço e estima que o labor histórico de Charles Boxer sempre me tem merecido. Posso estar enganada, «but I do claim that none of my statements have been made lightly or irresponsibly», servindo-me das próprias palavras do A. a pág. 394 do livro de que tratei.

V. RAU

ANTÓNIO JOSÉ SARAIVA, *Inquisição e cristãos-novos*, Editorial Inova, Porto, s. d. (Dezembro de 1969).

Não visa esta pequena nota bibliográfica fazer a recensão crítica de um livro cujas quatro edições em menos de um ano revelam o largo acolhimento que recebeu do público — bem patente no número global da tiragem: 20.000 exemplares.

É apenas uma nótula que me parece ser útil fazer quanto a uma hipótese do A. a págs. 290:

«À roda de Vieira, . . ., pertenceu um dos homens mais cultos e eminentes do Portugal seiscentista, Duarte Ribeiro de Macedo, que foi igualmente embaixador em Paris na década de 70, e autor de um *Discurso sobre a introdução das Artes em Portugal* que preconizava uma política económica colbertiana.

Era certamente um adversário da Inquisição, embora dele não restem escritos nesse sentido, por que durante a batalha contra os estílos do Santo Ofício à volta de 1673, o P.<sup>e</sup> António Vieira lhe comunica, confidencialmente, tudo quanto a este respeito se trama em Roma.»

Ora, justamente, restam escritos de Duarte Ribeiro de Macedo que indicam, bem que rapidamente, uma tomada de posição no problema da «gente de nação» em Portugal, portanto dos cristãos-novos e, implicitamente, em face do tribunal da Inquisição.

Citarei aqui apenas um, que publiquei no ano de 1968 (1), tirado de uma carta original de Duarte Ribeiro de Macedo ao Secretário de Estado Francisco Correia de Lacerda, em 12 de Setembro de 1671:

«...eu tenho por infalível que, insensivelmente, nos perde a gente de nação na forma que está em Portugal, se se não lança fora uma parte e busca meios para separar a outra de nós, sem grandes discursos ou alegações, me parece que se prova por duas razões evidentes: É a primeira que o número da gente de nação cresce quando de 20 avós se acha um daquela nação, e se nisto se não poem remédio fará o discurso de poucos anos, que seja maior aquele número que o nosso, e que Portugal se converta em Judea. A 2.<sup>a</sup> razão, é que como as nossas leis proibem a esta gente as honras e lugares públicos se dão todos à mercancia, e chamam a si pelo negócio toda a substância e dinheiro do Reino, porque, como têm sempre o perigo eminente das confiscações, todos os efeitos do seu comércio têm em Holanda e Itália, e por este meio passou a maior parte das riquezas imensas dos nossos descobrimentos àquelas nações. A estas razões se pode juntar outra cristã, que deve fazer cerrar os olhos a todo o inconveniente que se oferecer em contrário; é certo que a maior parte desta gente é só na aparência cristã, assim se prova pela grande quanti-

---

(1) Virgínia Rau, «Política económica e mercantilismo na correspondência de Duarte Ribeiro de Macedo (1668-1676)», em *Do Tempo e da História*, Lisboa, 1968, II, pp. 24-25.

dade de pessoas que todos os anos confessam que foram judeus. E é também certo que em todo o uso dos sacramentos cometem todos os dias sacrilégios ocultos tão grandes como aquele que agora choramos em público<sup>(1)</sup>. Alguns inconvenientes se hão de achar à resolução de S. A. fazer uma expulsão desta gente, isto sucede em todas as resoluções públicas *habet aliquid iniqui omne magnum exemplum; quod in singulos utilitate publica rependitur*».

E não hesitou em preconizar remédio:

«Eu propuzera a S. A. a mesma forma de remédio para a moeda que para a gente de nação. Não se pode reduzir a moeda de golpe ao valor comum, nem conservar como está sem grande dano; deve abaixar-se uma parte, e dali a tempo conveniente outra, até que insensivelmente se ponha no estado natural, da mesma sorte se há de separar de nós a gente de nação»<sup>(2)</sup>.

Mas, em carta escrita ao P.<sup>o</sup> António Vieira, em 15 de Outubro do mesmo ano de 1671, também escrevia sibilantemente:

«Lá terá V. P. sabido como segunda vez saíu e se recolheu o decreto de S. A. sobre a expulsão dos cristãos novos. Deus nos encaminhe o acertar neste negócio com o seu serviço, e com o interesse do reino, que ambas as cousas me parecem compatíveis»<sup>(3)</sup>.

O conhecimento, tanto quanto possível completo, da vida e da família de Duarte Ribeiro de Macedo inculcam-nos qual a razão da extrema prudência de atitude desse homem dos «mais cultos e eminentes do Portugal seiscentista» — como afirma com rara pertinência António José Saraiva —, no referente aos problemas e debates sobre judeus, cristãos-novos e inquisidores. Há, muito simplesmente, uma razão de ordem pragmática. O tribunal do Santo Ofício da Inquisição havia

(1) Alusão ao chamado «desacato» praticado na noite de 10 para 11 de Maio na igreja de Odivelas por um jovem cristão-novo. Cf. *Monstruosidades do tempo e da fortuna*, Lisboa, 1888, pp. 163-164 e 182-187.

(2) Cf. Virgínia Rau, *ob. cit.*, pp. 24-25.

(3) *Ibidem*, p. 25 nota (2).

afastado a sua candidatura para «familiar» da instituição, pois sobre a sua avó materna, Antónia de Lagos, havia rumores em Cacilhas, onde viveu muitos anos de «sua agulha» e de ensinar meninas a coser, de que tinha parte de cristã-nova<sup>(1)</sup>. Maledicência ou não, afigura-se que, na época, não convinha ao neto aventurar-se em expender largas opiniões favoráveis à «gente de nação» — não fosse o diabo tecê-las!

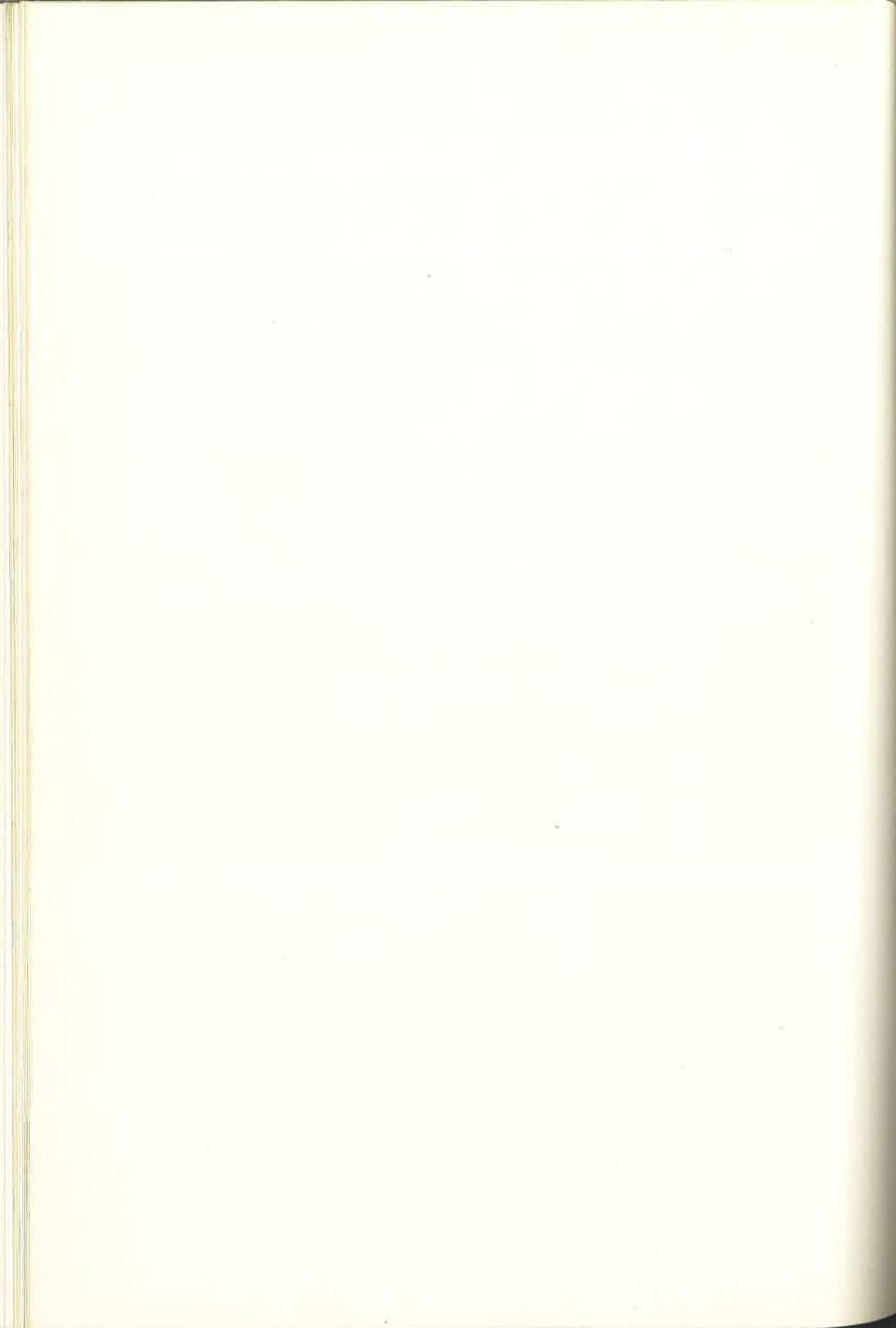
V. RAU



---

(1) Virgínia Rau, *Cartas de D. Francisco Manuel de Melo a Duarte Ribeiro de Macedo*, Lisboa, 1968, pp. 28-29.

1875  
1876  
1877  
1878  
1879  
1880  
1881  
1882  
1883  
1884  
1885  
1886  
1887  
1888  
1889  
1890  
1891  
1892  
1893  
1894  
1895  
1896  
1897  
1898  
1899  
1900



PUBLICAÇÕES DO CENTRO DE ESTUDOS HISTÓRICOS DO  
I. A. C. ANEXO À FACULDADE DE LETRAS DE LISBOA:

- Itinerários Régios — D. Dinis — Lisboa, 1962.*  
*Documentos para a história bancária de Portugal — Lisboa, 1963.*  
*Arroteias no vale do Mondego durante o século XVI — Ensaio de história agrária — Maria Olímpia da Rocha Gil — Lisboa, 1965.*  
*Sebastião José de Carvalho e Mello na Corte de Viena de Áustria — Maria Alcina Ribeiro Correia — Lisboa, 1965.*  
*Privilégios de mercadores estrangeiros no reinado de D. João III — Maria Valentina Cotta do Amaral — Lisboa, 1965.*  
*Relações diplomáticas entre Portugal e Venesa — (1641-1649) — Maria Emília Madeira Santos — Lisboa, 1965.*  
*História da vida, milagres e canonização do Bemaventurado S. Hyacintho da Ordem dos Pregadores — Pedro de Mariz — Lisboa, 1965.*  
*Do Tempo e da História — I — Lisboa, 1965.*  
*De Malaca a Pegu — Viagens de um feitor português (1512-1515) — Luís Filipe Ferreira Reis Thomaz — Lisboa, 1966.*  
*Serões do Príncipe - I parte — Frei Miguel Soares — Lisboa, 1966.*  
*A feitoria portuguesa na Andalusia (1500-1532) — Manuel Henrique Corte-Real — Lisboa, 1967.*  
*Portugal e a Dinamarca durante a Restauração (Relações diplomáticas: 1640-1668) — Pedro Manuel Guedes de Passos Canavarro — Lisboa, 1967.*  
*Do Tempo e da História — II — Lisboa, 1968.*  
*Livro de cartas que escreverão ao Ilustrissimo Senhor Francisco de Mello, Marques de Sande, Conde da Ponte, dos Conselhos de Estado e Guerra de Sua Magestade, seus Menistros e Secretarios de Estado, sendo Embaxador extraordinario em Inglaterra, e França em os annos de 658 até 665 — Lisboa, 1969.*  
*Inventário «post mortem» del-rei D. Pedro II — Lisboa, 1969.*

PRÓXIMAS PUBLICAÇÕES

- Subsidios para o estudo dos judeus em Portugal (do reinado de D. Dinis até fins do século XIV) — Maria José Pimenta Ferro.*  
*Do Tempo e da História — III e IV.*  
*Historia Portuguesa e de outras Provincias do Occidente desde o anno de 1610 até o de 1610 da Felice acclamação de El Rey Dom João o 4.º — Manuel Severim de Faria.*  
*Epistolário do século XVII (Conde de Castel-Melhor, D. Francisco de Melo, Conde da Ericeira, etc.).*

## ÍNDICE

	Pág.
<i>Problèmes et possibilités d'une histoire économique quantitative de l'Amérique Latine depuis l'Indépendance: les cas du Brésil</i> — Frédéric Mauro . . . . .	1
<i>As rotas marítimas portuguesas no Atlântico de meados do século XV ao penúltimo quartel do século XVI</i> — A. Teixeira da Mota	13
<i>A nobreza portugalense dos séculos IX a XI</i> — José Mattoso, O. S. B.	35
<i>O porto de Ponta Delgada e o comércio açoriano no século XVII (elementos para o estudo do seu movimento)</i> — Maria Olímpia da Rocha Gil . . . . .	51
<i>O pensamento político de Duarte Ribeiro de Macedo</i> — Maria Teresa Trigo Neto e Cova . . . . .	131
<i>Morte ou Libertação del-rei D. Afonso VI</i> — Virgínia Rau. . . . .	169
<i>Notas bibliográficas</i> . . . . .	193

---

Os trabalhos publicados, bem como as respectivas críticas, são da exclusiva responsabilidade dos seus Autores.